NOV 26 1937

PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

REVUE DE PARIS

15 NOVEMBRE 1937

GEORGES GOYAU	*Thiers contre les Instituteurs* .	241
PAUL CLAUDEL	*Trois petits Poèmes d'Automne*	264
ARMAND LUNEL	*Jérusalem à Carpentras. — I* .	270
JOHN MIDDLETON-MURRY	*Katherine Mansfield*	292
XAVIER DE LIGNAC	*Enquête sur la Jeunesse*. . . .	328
JEAN MARIOTTI	*Le Conte de la Tourterelle* . .	351
W. DRABOVITCH	*Le Régime de l'U. R. S. S.* . . .	390
ROBERT DREYFUS	*Un Conservateur hérétique* . .	408
F. F. LEGUEU	*Expériences financières*	432
ROGER VERCEL	*Automne sur le Fjord*	443
HENRY BIDOU	*Le Mouvement Littéraire* . . .	455
FRANÇOIS PORCHÉ	*Le Théâtre*	463

JEAN POIRIER : *Parmi les Livres*

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 7 Fr. 50

44e ANNÉE *NUMÉRO 22*

La REVUE DE PARIS il y a cent ans

(Première REVUE DE PARIS)

Du bulletin de la REVUE DE PARIS *de novembre 1837, nous extrayons les passages suivants :*

« Un député de la Sarthe, dit-on, n'a pas été réélu pour un motif assez singulier. Quelques électeurs ont porté contre lui une accusation unique peut-être dans l'histoire de la législature. On lui a reproché d'avoir gagné 200 000 francs au *trente-un* du salon Benazet. Le candidat, interpellé sur ce fait, n'a pu se disculper qu'en réduisant la somme à moitié. « Il est bien vrai, a-t-il dit, que j'avais eu le malheur de gagner, par hasard, » la fatale somme de 200 000 francs ; mais j'ai eu la louable générosité d'en perdre » sur-le-champ la moitié pour concilier ce que je devais à la morale publique et à mes » intérêts. Au reste, j'ai voté contre la loi de disjonction. » Ces excuses n'ont pas paru admissibles. Le candidat a promis, s'il était réélu, de perdre, en arrivant à Paris, ce qui lui restait du gain malheureux qui avait compromis son élection. Cette promesse n'a pas désarmé le collège électoral. L'infortuné ponte a perdu la partie au scrutin, et il a eu la douleur de garder ses 100 000 francs, et d'acheter, par désespoir, une belle terre de 50 000 écus, où il s'est bien promis de laisser couler le reste de ses jours jusqu'au 1er janvier prochain, époque de la fermeture officielle des jeux publics.

***

» *Théâtre-Français.* — La représentation au bénéfice de mademoiselle Georges avait attiré un assez bon nombre de spectateurs ; mais cependant ces sortes de solennités dramatiques pèchent d'ordinaire par un excès de plaisir qui fatiguerait le provincial le plus avide d'émotions. Toute la belle foule des gens de talent, qui sont l'honneur des théâtres de Paris, avait voulu payer son tribut de bonne volonté à mademoiselle Georges, cette reine autrefois toute-puissante, et si admirablement belle, des royaumes de Corneille, de Racine et de Voltaire. Mademoiselle Déjazet, espiègle esprit, qui a toujours le sourire sur les lèvres, le pied en l'air et le nez au vent, a commencé le spectacle...

» ... Enfin, il était déjà dix heures quand a commencé la véritable solennité de la soirée : *Sémiramis* !

» ... Mademoiselle Georges a paru enfin ! Vous vous rappelez que c'est à la *dernière* scène du *premier* acte, quand la reine, éperdue, tremblante, bourrelée de remords, s'en vient pour raconter à sa suivante les premiers transports de sa passion naissante. Évidemment, une pareille scène a été écrite pour faire valoir quelques-unes de ces belles tragédiennes dont le type s'est perdu au théâtre. Mademoiselle Georges, qui a conservé ces traditions, et qui ne les a pas oubliées au milieu de tout le délire dramatique de la Porte-Saint-Martin, avait appelé, ce soir-là, tous ses souvenirs à son aide. Il est impossible de mettre plus d'art, plus d'habileté, plus d'entraînement et d'émotion dans une scène qui est tout à fait une scène de parade. Mais, hélas ! la voix manque à mademoiselle Georges, ses forces la trahissent ; il faut deviner avec grand soin ce qu'elle veut faire, et, quand on la devine, on gémit tout bas de cette impuissance funeste.

» ... Mademoiselle Mars n'a guère commencé sa comédie qu'à minuit, et cependant, même à cette heure, on s'est fort bien aperçu que mademoiselle Mars est une charmante comédienne, et que ces petites personnes qu'on lui veut opposer ne peuvent lui être comparées, et qu'il n'y a encore, pour jouer la comédie, que mademoiselle Mars. »

THIERS

CONTRE LES INSTITUTEURS

COMMENT SE PRÉPARA LA LOI FALLOUX

Un document historique vient de paraître [1], dont la publication, si elle avait eu lieu un demi-siècle plus tôt, aurait opportunément rasséréné certaines polémiques et redressé l'injustice de certains jugements. La *Société d'Agriculture, Sciences, Belles Lettres et Arts* d'Orléans, vient d'imprimer intégralement, après quatre-vingt-huit ans d'attente, les procès-verbaux de la Commission extra-parlementaire réunie par le comte de Falloux, en 1849, sous la présidence de Thiers, pour préparer la législation nouvelle sur l'enseignement. Hilaire de Lacombe, dans une remarquable étude sur *les Débats de la Commission de 1849*, avait pu faire de ces procès-verbaux un usage fragmentaire ; Henry Michel, en son volume : *la Loi Falloux*, ne les avait connus que d'après Hilaire de Lacombe.

Au moment même où s'étaient terminées les délibérations de cette Commission, Falloux, d'un regard perspicace, avait entrevu le haut intérêt historique qu'offraient les comptes rendus, « lus et approuvés après chaque séance », et « supérieurement rédigés » ; il aurait voulu que sans trêve ils fussent publiés, et « cela, insistait-il, pourrait être utile pour la discussion du projet qui sera soumis à l'Assemblée Nationale ». Mais Thiers s'opposa : « Je suis tout à fait contraire à cette publicité, déclarait-il. Nous avons ici, dans le sein de cette

1. Paris, De Gigord, 1937.

Commission, exprimé notre opinion avec la plus entière franchise, et je crois n'être pas seul de mon avis en disant que la certitude où nous devions être que les travaux de cette Commission ne seraient pas publiés, a été un motif très déterminant de ces explications sans réserve. »

Le désir de Thiers prévalut sur celui de Falloux. Et c'est seulement cinquante-neuf ans après la mort de Thiers que, par une publication tardive, le désir de Falloux a pu être exaucé.

A la lumière de ce document intégral, on s'explique l'attitude inverse des deux hommes. L'exhumation de ces procès-verbaux, que M. le chanoine Chenesseau fait précéder d'une excellente préface, met Thiers en assez médiocre posture ; elle met Falloux et ses coreligionnaires à l'honneur. Thiers, sans cesse, au cours de ces vingt-neuf séances, fait figure d'apeuré, soucieux, par esprit de conservation sociale, d'enrayer les progrès de l'enseignement populaire ; tout au contraire, les commissaires catholiques se montrent préoccupés de faire œuvre positive, et sans cesse ils s'élèvent au-dessus des craintes et des inquiétudes par lesquelles Thiers se laisse paralyser ; et si la loi Falloux fut le résultat d'une collaboration de fait entre Thiers et les catholiques, les débats de cette Commission préparatoire nous révèlent que, de part et d'autre, ce n'était pas le même esprit qui soufflait, et qu'à maintes reprises l'action des catholiques contraignit Thiers à consentir, bien malgré lui, certaines concessions propices à l'épanouissement de l'instruction.

I

L'organisation de la Commission.

Au point de départ de cette Commission, il y eut deux rapports de Falloux au président de la République, publiés au *Moniteur* du 4 janvier 1849. Le premier, qui visait l'instruction primaire, précisait les objections auxquelles donnait lieu le projet déposé six mois plus tôt par le ministre Carnot : ce projet apparaissait comme trop coûteux, et Falloux lui reprochait, également, de substituer l'État au père de famille,

de substituer à l'autorité de la commune la centralisation administrative, et de « ne pas coordonner suffisamment entre elles la salle d'asile, les classes d'adultes et les œuvres de jeunes apprentis ». Mais Falloux constatait que « l'exercice du suffrage universel est indissolublement lié à l'application d'un vaste système d'éducation populaire ». « Par un admirable rapprochement, continuait-il, notre langue dit indifféremment : *instruire*, ou *élever*. C'est presque le même mot : il faut que ce soit la même chose. Il faut que désormais l'éducation hausse tous les niveaux : celui des intelligences et celui des âmes ; il faut qu'elle perfectionne ainsi le premier instrument du travail, du bien-être matériel, des progrès politiques, et qu'en même temps elle ne laisse pas manquer un seul hameau, un seul enfant, des notions éternellement vraies de la religion et de la morale. »

En conséquence, et pour attester devant l'opinion publique « l'impatience consciencieuse » qu'éprouvait le Gouvernement « d'arriver le plus promptement, le plus sûrement possible, à des résultats efficaces », Falloux créait une Commission chargée de préparer une loi sur l'instruction primaire : il voulait y appeler, sous la présidence du ministre, cinq membres de l'Assemblée Nationale : le monarchiste Roux-Lavergne, l'abbé Sibour et Alfred de Montreuil, républicains catholiques, Peupin, républicain ouvrier, et Buchez ; puis un pasteur protestant, Cuvier ; un représentant de l'enseignement privé, Michel, propagateur en France de la méthode d'enseignement mutuel du P. Girard ; un universitaire, l'ancien recteur Poulain de Bossay ; Armand de Melun et Henri de Riancey, membres de la *Société d'Économie charitable* ; et le jeune Augustin Cochin, membre de la *Société des Amis de l'Enfance*, et qui venait de se faire connaître par un essai sur Pestalozzi. Un fonctionnaire du Ministère de l'Instruction publique, Alexis Chevalier, devait remplir l'office de secrétaire.

Le second rapport, signé du même Falloux et daté du même jour, créait une seconde Commission chargée d'étudier les bases d'une loi sur l'enseignement secondaire, la constitution de l'Université, les conditions de moralité et de capacité à imposer aux établissements libres, leur surveillance par l'État. « Le Gouvernement, estimait Falloux, n'aurait plus le

droit de se proclamer le ministère de l'ordre moral s'il ne sentait pas qu'entre toutes ses obligations l'éducation des peuples tient incontestablement le premier rang. » Sous la présidence du ministre, il voulait faire entrer dans cette seconde Commission six membres de l'Assemblée : Thiers, le légitimiste Fresneau, les catholiques Montalembert et Corcelles, les républicains Corne et Freslon ; puis trois représentants de l'Université : Victor Cousin, Saint-Marc-Girardin et Dubois, directeur de l'École Normale ; le publiciste Laurentie, qui sous la Restauration avait été inspecteur général de l'Université ; le conseiller d'État Eugène Janvier, qui avait pris part aux débats antérieurs sur la liberté de l'enseignement ; l'abbé Dupanloup, vicaire général de Paris, qui devait, quelques mois plus tard, monter sur le siège d'Orléans ; enfin Bellaguet, président de l'Association des chefs d'institution de la Seine. François Housset, ancien secrétaire de la Conférence des avocats, devait faire fonction de secrétaire.

Falloux avait voulu — il l'expliquait au président — que « tous les intérêts y comptassent des représentants également estimés de l'opinion publique » ; il observait que d'ores et déjà « l'État y occupait d'avance la place qu'il devait remplir plus tard dans cette organisation nouvelle » ; et Falloux, étranger à tout esprit de polémique, augurait avec sérénité : « Ce sera d'ailleurs préparer la loi d'une façon utile, que de disposer les esprits à la confiance et les hommes à une affectueuse rencontre. »

Les deux Commissions se réunissaient dès le 6 janvier. Falloux, dans l'une et dans l'autre, paraissait et parlait. « Le pays, signifiait-il à celle de l'Instruction secondaire, attend avec une juste impatience une organisation complète et puissante de l'instruction publique, qui le rassure contre cette invasion de doctrines anti-sociales, qui menacent de pénétrer au sein de la Société et particulièrement au sein des générations nouvelles. » Et il s'en allait porter à l'autre Commission, celle de l'Instruction primaire, le vœu qu'elle acceptât de ne former, avec sa voisine, qu'une seule et même Commission, pour discuter ensemble les questions de principe. Ce vœu était agréé : les deux Commissions n'en feraient plus qu'une. Cinq mois durant, sous la présidence de Thiers,

vingt-neuf séances allaient se succéder pour concerter les orientations et les ententes, auxquelles l'Assemblée donnerait à son tour une sanction politique, par le vote de la loi Falloux.

II

Discussions d'Église sur les cadeaux proposés par Thiers.

Le grand universitaire qu'était Victor Cousin, dès la première séance, souhaitait que l'Église fût sérieusement représentée. Il rappelait que l'abbé Emery avait été siéger dans le premier Conseil de l'Université, en qualité de supérieur de Saint-Sulpice. Il jugeait désirable que dans la Commission il y eût « conciliation efficace de tous les intérêts opposés » ; qu' « une part large fût faite à la liberté et à la religion », que « l'on formât ainsi, contre l'ennemi commun, le parti libéral des honnêtes gens ». « Il importe, insistait Thiers, que l'enseignement appelle à son aide le sentiment religieux dans la guerre commune contre le communisme. » Et Cousin observait que sous le Premier Empire la moitié au moins des professeurs de l'Université étaient des gens d'Église ; que c'étaient l'abbé Emery, ou l'abbé Frayssinous, qui s'en allaient, au nom de l'État, inspecter et surveiller les établissements ecclésiastiques. Défenseur de l'Université, on le voyait ainsi rechercher, dans l'histoire même du Premier Empire, des précédents et des exemples qui permettraient de ressusciter enfin, pour ces deux antagonistes, l'Église et l'Université, une ère d'harmonie.

Travailler à cette harmonie, Thiers ne demandait pas mieux : il y aspirait même, il la voulait. Devant lui, il avait des hommes qui, durant toute la monarchie de Juillet, s'étaient réciproquement combattus, « en s'opposant les mots de liberté et de non-liberté... Vieilles querelles qu'il faut oublier, s'exclamait-il, quand il s'agit de sauver la société ».

Montalembert observait que « dans cette Allemagne, où le système d'instruction publique paraissait donner toutes garanties pour l'ordre, la propriété et la religion, le socialisme faisait, chez les paysans de la Saxe et de la Thuringe, les progrès les plus effrayants ».

Le mal est plus grave qu'en Allemagne, intervenait Thiers : en Allemagne il reste encore debout des institutions puissantes et respectées ; ce qui en Allemagne agite les esprits, c'est la haine du régime féodal, et non celle de la société ; chez nous, rien n'est sacré, et nous sommes dans une maison de bois menacée de toutes parts. Nous avons été tous vaincus, oui, tous ; tâchons donc de nous unir, il le faut, pour nous relever de notre défaite.

Sur les lèvres de Thiers se succédait toute une série de considérations qui montraient une fort médiocre confiance dans les résultats de l'instruction primaire. Une extension trop grande de cette instruction, telle que l'avait projetée Carnot, devenait à ses yeux grosse de dangers. « L'esprit, s'écriait-il, est matière à foudre. » Il recherchait quels étaient, dans les ateliers nationaux, les meneurs les plus redoutables : c'étaient « les ouvriers les plus instruits. » Lire, écrire, compter, voilà pour lui ce que l'école primaire devait enseigner, rien autre chose. Mais le projet Carnot lui semblait susceptible d'introduire dans les écoles communales « trente-sept mille socialistes et communistes, véritables anti-curés ». Halte-là ! Et les prêtres de la Commission l'entendaient avec quelque surprise déclarer :

Moi qui, à une autre époque, ne voulais pas immoler l'Université au clergé, qui, certes, quant à l'enseignement secondaire, n'y serais pas encore disposé aujourd'hui, je suis prêt à lui donner tout l'enseignement primaire... Je demande formellement autre chose que ces détestables petits instituteurs laïques ; je veux des frères, bien qu'autrefois j'aie pu être en défiance contre eux ; je veux encore rendre toute puissante l'influence du clergé ; je demande que l'action du curé soit forte, beaucoup plus forte qu'elle ne l'est, parce que je compte beaucoup sur lui pour propager cette bonne philosophie qui apprend à l'homme qu'il est ici pour souffrir, et non cette autre philosophie qui dit au contraire à l'homme : « Jouis, comme l'a dit M. Marrast, tu es ici-bas pour faire *ton petit bonheur*, et si tu ne le trouves pas dans ta situation actuelle, frappe sans crainte le riche, dont l'égoïsme te refuse cette part de bonheur. »

A l'arrière-plan de ces attaques de Thiers contre l' « extension démesurée » de l'enseignement, on découvrait peu à peu cette idée, nettement exprimée, que « l'instruction est un commencement d'aisance et que l'aisance n'est pas réservée à tous. Je suis hardi, très hardi, j'en conviens, mais, que voulez-vous, je ne puis consentir à laisser mettre du feu sous une marmite sans eau ».

En vain Thiers alléguait-il : « Je ne veux pas faire pour cela de l'obscurantisme », les arguments mêmes qu'il déve-

loppait en cette journée du 10 janvier pour faire livrer au clergé toute l'instruction primaire, le révélaient plus hostile que propice aux progrès de cette instruction. Et tout de suite d'autres voix s'élevaient, qui refusaient le cadeau proposé par Thiers, et c'étaient des voix catholiques. Au début même de cette séance, on avait écouté Armand de Melun, regrettant qu'à partir de l'âge de treize ans l'enfant des villes fût livré exclusivement au travail matériel et demandant qu'on « songeât à prolonger plus longtemps le travail de l'étude ». Montalembert, se levant à son tour, prédisait à Thiers : « Votre système sera toujours rejeté comme entaché d'ignorantisme. Ce que je demande et ce que je demanderai encore pour le clergé, c'est la liberté de l'influence, mais non la domination, exclusive de la liberté. » Et Montalembert proclamait que « l'Église, cette grande institution conservatrice, n'avait jamais reculé devant le devoir de l'instruction gratuite ». « Et elle n'y faillira pas plus dans l'avenir qu'elle n'y a failli jusqu'ici », insistait l'abbé Dupanloup. A quoi Cousin ajoutait : « Oui, monsieur l'abbé, et c'est pour cela que l'Église sera toujours bénie. » Et Dupanloup, quelques jours plus tard, parlera de ces « écoles savoyardes où, sous la direction des vicaires, tout le monde savait lire et compter ».

Le même Cousin criait à Thiers : « Les moyens que vous proposez vous aliéneront tous les esprits ; vous demeurerez seul. » Et sous la pression des clameurs catholiques, qui n'admettaient pas qu'il demandât la restriction de l'enseignement primaire, Thiers, dès la fin de la troisième séance, esquissait une demi-retraite en protestant qu'il n'avait pas combattu le principe même de la gratuité, mais la trop grande extension envisagée par Carnot.

Les heurts se renouvelaient après quelques heures d'horloge. Thiers reprenait : « Je maintiens que l'instruction doit être la compagne d'une certaine aisance et non la précéder. » Il se refusait à faire peser sur le budget une dépense de 200 millions pour donner des instituteurs à toutes les communes ; sans ambages il affirmait : « Pour les communes, comme pour les individus, l'inégalité est la loi de Dieu. » Et soudainement il laissait échapper cette phrase dépourvue d'artifice : « L'école est un luxe. » « Oubliez-vous donc, monsieur Thiers, que nous

sommes chrétiens? » C'était Cousin, le philosophe, Cousin l'éclectique, qui donnait ainsi une voix aux protestations grondeuses des catholiques. Alors Thiers retirait sa phrase, puisque choquante pour certaines personnes : « Pourtant, ajoutait-il, j'étais bien fondé à dire que l'école est un luxe quand il y a encore des communes sans église, ni desservants. »

On enregistrait, à la cinquième séance, les échos d'une voix catholique, qui plaidait pour « l'amélioration de la position des instituteurs », c'était celle d'Augustin Cochin:

Plus encore dans l'instruction que dans l'armée, observait-il, il est impossible de fonder un grand service public sur le dévouement seul, quand il n'est pas le résultat de la foi religieuse. Or, à l'heure actuelle, sur soixante-trois mille instituteurs primaires, sept mille seulement appartiennent à des ordres religieux ; et quelque partisan déclaré que je sois de l'enseignement donné par des congrégations religieuses, je ne vais pas jusqu'à vouloir leur confier exclusivement l'instruction primaire, ne fût-ce que pour soutenir leur zèle par la concurrence des instituteurs laïques.

Thiers aurait volontiers supprimé tous les instituteurs; Cochin se levait pour les protéger :

Que les curés inspectent souvent les écoles ; permettez même aux vicaires d'en tenir ; mais ne supprimez pas pour cela le corps des instituteurs primaires ; car ce n'est pas une corporation qu'on puisse lever et former aussi aisément qu'on lève et qu'on forme des soldats ; il faut du temps.

Thiers avait émis l'idée qu'il fallait restreindre l'instruction. Cochin remettait les choses au point : « Corrigeons les écoles normales, corrigeons l'enseignement dans les écoles primaires ; mais ne restreignons pas l'instruction. » Cochin même hasardait cette suggestion : « Augmentez, s'il est possible, le nombre des instituteurs, et ne craignons pas pour cela d'augmenter un peu les dépenses pour l'instruction primaire, qui ne figure au budget que pour 2 900 000 francs. »

Entre Thiers et les catholiques, la divergence était flagrante : les catholiques répudiaient les présents excessifs que Thiers leur offrait, aux dépens de l'école primaire, et ils rompaient même de temps en temps une lance pour cette école. Mais il fallait qu'on s'entendît : on s'entendrait. Elle était loin cette année 1833, où Cousin avait eu tant de peine à faire admettre dans la loi ces mots : « Le curé *pourra* inspecter l'école. » « Aujourd'hui que cette résistance a disparu, con-

cluait Cousin, le 20 janvier 1849, consacrons formellement et largement cette surveillance, qui doit être de tous les instants ; car c'est à tous les instants, et non à tel jour et à telle heure, que l'enseignement moral et religieux doit être donné dans l'école. » Cet auteur de la loi de 1833, cet ancien grand maître de l'Université, ne redoutait pas d'avouer que « sur près de soixante mille instituteurs actuellement existants en France, dix à quinze mille ne valaient pas grand'chose, pour ne rien dire de plus ; que sur les inspecteurs de cent classes, il y en avait beaucoup d'impropres, dont soixante méritaient révocation ; que sur soixante-dix écoles normales, il y en avait quinze mal dirigées. »

Bonne fortune pour Thiers qu'une pareille constatation ! Et derechef, il se déchaînait contre « ce second clergé laïque de quarante mille hommes » que formaient les instituteurs ; et « ces hommes, grondait-il, n'ont pas la vertu et la résignation de l'autre clergé, et la moitié au moins n'est pas satisfaite de l'état social ». Sur ces entrefaites, survenait devant la Commission l'abbé Daniel, ancien recteur de l'Académie de Caen. Thiers, tout bouillonnant encore, revenait discrètement à son rêve favori, et demandait à ce prêtre : « Dans votre Académie, beaucoup de curés ont-ils été chargés de l'école primaire ? » « Un seul, répondait l'ancien recteur, s'en est chargé avec nomination régulière et d'une manière permanente ; toutefois, il est arrivé souvent qu'un grand nombre de curés ou de vicaires ont fait l'école temporairement, en l'absence des instituteurs, ou en attendant qu'il fût possible aux communes de s'en pourvoir. » Thiers alors pressait l'abbé Daniel de ses caressantes et prometteuses questions : « Si on abandonnait aux curés le traitement des instituteurs, questionnait-il, pourraient-ils se charger de l'enseignement primaire ? » Mais l'abbé répliquait : « J'estime qu'il y aurait inconvénient grave à admettre en principe que les curés peuvent se charger de tenir l'école ; je ne le concevrais que dans des cas exceptionnels, quand il s'agirait de communes rurales peu importantes. »

Thiers était à peu près seul de son avis. Au terme de la huitième séance, Cousin adressait à ses collègues cette question : Poser d'office le curé comme maître d'école, est-ce votre pen-

sée? Et dans le procès-verbal on lit, à la suite de ces mots : « De toutes parts : Non ! Non ! »

Décidément, l'Église, chaque fois qu'elle était interrogée, chaque fois qu'elle était pressentie, écartait, ou n'envisageait qu'avec des réserves temporatrices, les générosités que Thiers lui proposait ; et si l'homme d'État voltairien ne pouvait se sentir rassuré que par l'abandon complet de l'instruction primaire entre les mains de l'Église, il apparaissait certain que cette satisfaction lui serait refusée.

III

Efforts des voix d'Église pour rassurer Thiers.

Mais ses anxiétés n'étaient-elles pas excessives?

A la neuvième séance, une voix s'efforçait de les apaiser : « Peut-être on s'effraie trop, disait cette voix, de l'influence des instituteurs communaux laïques, qui ne peuvent véritablement gâter le pays ; l'exaltation passagère des esprits se calme, et il est aisé d'en prévenir le retour en donnant une action plus directe au curé et aux autorités locales. » Cet optimiste orateur n'était autre que le frère Philippe, supérieur général des Frères des Écoles chrétiennes. A l'heure où il fallait protéger l'ensemble du personnel primaire contre les foudres de Thiers, on avait assisté à cette piquante intervention d'une éloquence congréganiste !

La question des écoles d'adultes et des écoles d'apprentis, ouvertes le soir par les Frères, donnait lieu, entre Thiers et le frère Philippe, à un curieux échange de propos. « Le Gouvernement, déclarait le Frère, ne saurait trop seconder le développement de ces écoles d'adultes, destinées à donner aux hommes faits les connaissances qu'ils n'ont pu acquérir dans leur enfance. » A quoi Thiers objectait : « Je trouve tout naturel que, suivant les localités, l'instruction soit progressive ; cependant, et en toute franchise, n'avez-vous pas eu quelquefois lieu de regretter ce développement ? » Mais cette défiance de Thiers pour la culture, le frère Philippe se refusait décidément à la partager : « Il n'existe aucun danger, maintenait-il, dans le développement donné ainsi à l'instruction dans les

écoles d'adultes. » Et le Frère parlait avec émotion de ces pauvres gens qui, après douze ou quinze heures de travail, venaient le soir à la maison qu'avaient les Frères au Marché Saint-Martin, pour y apprendre le dessin, ou pour y apprendre à lire. Entre Thiers et le frère Philippe traitant des questions scolaires, on sentait une diversité d'accent qui décelait un contraste de tendances. Thiers, secrètement fidèle à son dessein de remettre à l'Église toute l'instruction primaire, interrogeait le Frère :

— Si l'État vous mettait à même de ne rien exiger de vos novices, auriez-vous plus de sujets?

— Oui, assurément.

— Quelle somme estimez-vous nécessaire?

— Quatre cents francs par an, outre le trousseau, précisait le frère Philippe.

Mais un mot qu'il avait dit quelques instants plus tôt laissait voir qu'il ne voulait accueillir qu'avec prudence les coquettes avances de Thiers : « Je n'éprouve pas un grand regret, avait-il dit, de ne pas voir notre Institut s'étendre trop vite, je préfère beaucoup aller lentement. »

Le procès des instituteurs se déroulait à la dixième séance : Rapet, inspecteur général de l'Instruction primaire, s'essayait à atténuer les accusations portées contre eux, les griefs qu'on leur faisait de leur orgueil et de leur présomption, de leur esprit d'hostilité à l'égard du curé, de leur tendance à propager des doctrines mauvaises. Montalembert, lui, justifiait ces reproches, il établissait même que la tendance au mal, chez les instituteurs primaires, résultait de l'esprit même de leur institution ; mais, moins pessimiste que Thiers, il avait eu soin de dire, en débutant : « Je conviens qu'effectivement les instituteurs primaires n'ont pas fait tout le mal qu'ils pouvaient faire. » Quelques minutes plus tard, Thiers se levait, alléguant les réponses qu'il avait reçues des préfets, les réponses qu'il avait reçues des députés : tous étaient unanimes, hormis quelques universitaires, pour estimer « que le corps des instituteurs primaires, de quelque manière qu'ils aient été formés, même par des prêtres, est animé d'un déplorable esprit ».

La conclusion, que toujours Thiers laissait transparaître,

c'était qu'il fallait éloigner les laïques de l'école ; mais devant lui se dressaient Cousin l'universitaire, et Riancey le catholique, et tous deux étaient d'accord contre ses ostracismes.

« Loin donc d'éloigner les laïques de l'enseignement primaire, convions-les y, conjurait Cousin dans la onzième séance ; n'allons pas décourager les vocations nouvelles en déclarant que l'École normale primaire n'est qu'un foyer de perdition. » Et, s'opposant au rêve de Thiers, il professait que « charger de l'enseignement les seules congrégations religieuses, sans la concurrence par les laïques, ce serait vouloir leur ruine, en leur donnant aux yeux des populations l'odieux d'un monopole, en même temps qu'elles ne pourraient, quel que fût leur zèle, suffire complètement aux besoins immenses du service de l'instruction primaire ».

« Je déclare, avouait, dans la douzième séance, Henri de Riancey, que je tiens à repousser cette influence légale qu'on voudrait accorder à l'Église dans les corps officiels chargés du gouvernement de l'instruction publique ; je verrais avec peine siéger, parmi les membres de droit dans les Comités d'instruction publique, des membres du clergé, qui pourraient susciter contre l'Église tout entière des difficultés graves et des inimitiés dangereuses. »

Dramatique fut la treizième séance. Elle avait lieu le 24 février, un an jour pour jour après l'explosion de la Révolution : elle s'ouvrait par un discours du jeune Augustin Cochin. Partisan d'une subordination plus étroite des instituteurs au Conseil municipal, « représentation des pères de famille de la commune », il réclamait d'autre part qu'on avisât aux moyens de leur assurer des retraites.

Je maintiens toujours et de plus en plus, répétait Thiers, que le mal est plus grand qu'on ne le pense. On ferme les yeux, je le sais bien, pour ne pas apercevoir l'abîme qui menace de tout engloutir, et cela de la meilleure foi du monde, j'en conviens : l'administration ne veut pas sans doute mentir ; mais elle cède à ce sentiment si naturel de couvrir ses fonctionnaires.

...Étonnez-vous que dans l'Université tous les recteurs vous disent : « *Nos instituteurs primaires sont bons.* » Hé ! mon Dieu, oui, ils enseignent parfaitement, et bien mieux qu'autrefois, *ba, be, bi, bo, bu* ; ils boivent un peu moins que les anciens *magisters* ; généralement leurs mœurs ne sont pas dissolues. Mais est-ce à dire que le corps de ces quarante ou quarante-trois mille instituteurs, avec cet esprit qui le domine généralement, n'est pas un embarras sérieux dans notre pays ?

Thiers, qui avait entendu faire l'éloge de l'École normale de Dijon, dénonçait l'esprit qui régnait à celle d'Aix, dirigée pourtant par un ecclésiastique. Il ne voulait pas qu'on se fît d'illusions : les instituteurs, véritables anti-curés, lors même qu'à l'école il n'y avait rien de plus moral que leur enseignement, se faisaient les excitateurs des « paysans mécontents. » Et Thiers, enfourchant une fois de plus son cheval de bataille, réaffirmait :

Le remède le plus efficace serait assurément de confier l'instruction au clergé. Quant à moi, qui ne voudrais pas certainement confier exclusivement au clergé l'instruction secondaire, j'avoue que je n'hésiterais pas à lui donner cette attribution pour l'instruction primaire, et cela, sans tenir aucun compte de préventions ou de criailleries au-dessus desquelles les graves circonstances où nous nous trouvons nous imposent le devoir de nous élever. Mais cela est-il praticable? Je crains bien que non. En effet, un double obstacle s'oppose à la réalisation de cette pensée : en premier lieu, il faudrait bien songer à ne pas laisser mourir de faim, en les supprimant, les quarante-trois mille individus qui aujourd'hui exercent la profession d'instituteurs primaires, à laquelle les a conviés la loi ; et je ne crois pas que nous puissions les enregistrer d'office dans nos armées, comme fit l'empereur Napoléon d'un séminaire de Belgique ; encore moins ne puis-je ni ne veux les envoyer affranchir l'Italie, qui compte beaucoup trop d'affranchisseurs. En second lieu, il faut bien le dire, le clergé ne voudrait pas prendre la mission de se charger de l'instruction primaire.

Thiers constatait ce refus avec un regret prolongé. « Sans doute, intervenait l'abbé Dupanloup, nous n'avons aucune envie de le faire personnellement, et la raison en est simple, c'est qu'en général nous manquons de sujets ; mais nous consentirions très volontiers à payer notre part d'influence et de surveillance. » Et Thiers de riposter : « Ce n'est pas assez, grand Dieu ! Notre société est si malade ! Ah ! l'échafaud ne peut-il pas se dresser de nouveau sur les places publiques? Dans une situation aussi extrême, je m'adresse au clergé, je l'appelle. » Thiers regrettait que ce fût surtout dans l'instruction secondaire que le clergé désirât manifester son action ! « Erreur, rectifiait Dupanloup, c'est le manque de sujets qui a empêché la coopération du clergé à l'instruction primaire ; tels curés seraient prêts à tenir l'école si la loi et l'évêque les y autorisaient, et le clergé s'estimerait très heureux que la loi lui confiât sur l'enseignement primaire une part d'influence et de sollicitude. » « Ce ne sera qu'un leurre, ripostait Thiers, un leurre d'où résultera la guerre entre instituteur et curé. » Et derechef, il proclamait : « Je reviens à cette idée

que le clergé soit chargé autant que possible de l'instruction primaire ; dans certaines parties de la France, cela se rencontre ; je tiens d'un sous-préfet très capable des Basses-Alpes, que dans ce pays beaucoup de curés se sont chargés de l'école ; pourquoi ce fait ne se généraliserait-il pas ? »

Thiers allait jusqu'à se déclarer prêt à demander que les membres des congrégations pussent enseigner sans brevets, et à assurer à ces congrégations des subventions sur le budget de l'État.

Le péril social le hantait. « Il ne nous est pas permis de sommeiller en des circonstances aussi graves, s'écriait-il. Condé seul peut dormir la veille de Rocroy. » Et il dénonçait, dans l'instruction primaire, la « détestable engeance » des « demi-savants », des « esprits faiseurs ». « Je les exècre profondément, disait-il. » « Et soyez sûrs qu'ils le savent bien », interrompait Cousin.

Le cadeau s'offrait : de séance en séance, Thiers le faisait miroiter. Voilà quarante ans, comme l'observait Dupanloup, qu'on avait toujours demandé au clergé de se contenter de dire la messe et de ne pas sortir de sa sacristie, et, tout d'un coup, on l'invitait à en sortir. Dupanloup constatait le changement, il acceptait que l'école se fît « près du curé et sous sa direction » : quant à une école faite par le curé, cela ne lui paraissait pas toujours possible. Et Montalembert redisait : « Il est un point sur lequel je ne saurais être d'accord avec M. Thiers, c'est sur l'influence exclusive à donner au clergé, car je ne veux en aucune façon abdiquer le principe de la liberté d'enseignement. » On allait, à partir de la quatorzième séance, aborder les questions concernant l'enseignement secondaire ; entre Montalembert et Thiers, d'autres divergences allaient éclater.

IV

La question de l'enseignement secondaire : les ententes de principe.

Elles portaient sur les droits de l'État en matière d'enseignement secondaire. Thiers se montrait jalousement attaché à ces droits, à peine admettait-il qu'on les discutât. Autant

il était prodigue de concessions au sujet de l'instruction du peuple, autant il s'en montrait avare lorsqu'il s'agissait de l'instruction des classes élevées. Dupanloup s'en offusquait, et finement il faisait remarquer à Thiers :

Voilà suivant moi, et je puis dire hautement que je parle au nom du clergé, la distinction qu'il m'est impossible d'admettre : c'est que la religion est bonne pour le peuple et superflue pour les classes élevées ; que toute influence doit être laissée au clergé en ce qui concerne l'enfance du peuple, tandis qu'il faut réserver, pour l'enfant des parents plus fortunés, ce qu'on appelle une direction plus relevée, parce qu'en définitive il faut que le peuple soit chrétien, et qu'il suffit au bourgeois d'être philosophe.

Le futur évêque d'Orléans avait ainsi défini l'attitude philosophique de Thiers et la complexité des conclusions politiques et pédagogiques que cette attitude lui dictait.

L'État enseignant fut tout de suite aux prises avec les susceptibilités de Montalembert, qui déplorait qu'on prétendît réserver le nom d'instruction publique à l'instruction donnée par l'État ; et pour soutenir le droit qu'avait l'État d'être enseignant, Thiers maintenant était debout. Il était d'avis, il l'expliquait longuement au cours de la seizième séance, que l'institution de collèges et de lycées officiels était commandée, chez nous, par l'esprit de notre organisation sociale ; il contestait que les professeurs des collèges combattissent l'influence de la religion ; il se portait garant même de la vive piété de certains proviseurs ; et d'ailleurs il se déclarait tout prêt à admettre que, pour les fonctions de maître d'études, « le clergé offre des avantages sur les laïques ».

Cependant, poursuivait-il, si dans l'instruction primaire, je suis tout disposé à accorder une confiance absolue et exclusive au clergé, parce que l'instruction primaire s'adresse aux masses, que les masses ont besoin de vérités imposées, que la foi doit être leur seule philosophie, et que d'ailleurs l'esprit des masses, surtout dans les campagnes, n'est généralement pas en répugnance contre le curé et l'enseignement que lui ou son représentant peuvent donner, j'avoue que je différerais d'avis en ce qui concerne l'instruction secondaire, qui s'adresse aux classes moyennes de la société, dont l'esprit, qui veut comme un droit la libre discussion philosophique, se révolterait contre des doctrines imposées ; je n'oserais pour mon compte tenter cette épreuve.

Au demeurant, Thiers déclarait faire à Montalembert ce sacrifice d'admettre la liberté absolue de l'enseignement secondaire : « Mais je maintiens, malgré cela, continuait-il,

la nécessité du certificat d'études pour le candidat aux grades, par le motif qu'il me paraît indispensable que l'État puisse connaître où les études ont été faites et si, notamment, elles ont eu lieu en France. » « Pour le coup, je ne veux pas de vos concessions à un pareil prix ! », ripostait Montalembert, qui voulait faire maintenir la liberté, pour les jeunes Français, d'aller se faire instruire à Fribourg.

Et tout de suite Thiers répliquait : « Tenez, monsieur de Montalembert, si j'ai une aversion passionnée pour les instituteurs primaires, vous en avez une égale contre l'Université », et Thiers augurait que les évêques, eux, cesseraient toute lutte. du moment qu'on leur accorderait le libre développement de leurs petits séminaires, sous le contrôle d'inspecteurs ecclésiastiques délégués par l'État.

« L'accord, déclarait Dupanloup, dans la dix-septième séance, est aujourd'hui demandé par tous, aussi bien par l'Université que par l'Église ; l'intérêt de chacune des parties, et de plus l'inspiration de l'honnêteté commune, conduisent à désirer de voir prendre fin à ces tristes divisions des esprits. » Très facile lui paraissait cet accord ; il le subordonnait à quatre conditions : « 1° suppression des certificats d'études exigés pour se présenter aux grades ; 2° plus d'exclusion des congrégations dûment autorisées par l'Église ; 3° pas de sécularisation des petits séminaires ; 4° modification en ce qui concerne les grades exorbitants, ou refusés au gré de l'Université. »

Moyennant ces concessions, et tout en maintenant certaines réserves de principe, Dupanloup acceptait l'institution de l'Université, il acceptait même le mot ; il acceptait que l'État pût, « par des privilèges et des dotations, créer et soutenir ses établissements officiels », il consentait, quoique la trouvant « déraisonnable et injuste en principe », à laisser aux Facultés de l'État la collation des grades.

Plusieurs passages du discours de Dupanloup choquèrent Thiers au vif. Il avait contesté que l'État, comme l'avait naguère prétendu Thiers, eût le droit de « frapper la Société et, par conséquent, la jeunesse à son effigie » ; il avait déclaré que ce serait là, tout à la fois, « blesser la liberté et la dignité de l'enfant ». Il avait concédé à l'État « le droit d'agir contre le

mal, en matière d'enseignement, mais non le droit de faire le bien. »

« Ce sont là des doctrines de guerre, protestait Thiers : si elles devaient triompher, il est évident que j'ai fait ici depuis trois semaines un métier de dupe. L'État qui lève et qui entretient une armée comme la nôtre, qui a établi une magistrature comme la nôtre ne serait pas capable de faire le bien en matière d'enseignement ! Il peut faire l'école de Metz, l'école de Saint-Cyr ; il ne saurait tenir un collège ! » Thiers s'irritait : « Toute cette guerre est faite, grondait-il, pour que les Jésuites puissent enseigner en France ; c'est l'intérêt de cette congrégation qui préoccupe, bien plutôt que celui de l'Église, quoi qu'on en dise. » « Mais non, assurément, » protestait Dupanloup. Thiers cependant en venait à l'examen pratique des concessions demandées par Dupanloup. Il lui donnait satisfaction pour les petits séminaires. Il ne s'opposait pas à la suppression du certificat d'études, bien que ce certificat lui apparût comme « une bonne mesure pour neutraliser l'action des collèges situés à l'étranger ». Il acceptait d'envisager que l'admission au droit d'enseigner, dans les écoles religieuses, fût soumise à des conditions moins sévères, tout en observant qu'on aurait le risque de devoir « étendre à tous la concession et d'ouvrir ainsi la porte de l'enseignement aux naufragés de toutes les carrières ». Mais, en ce qui regardait les congrégations, Thiers se montrait plus résistant. « Il s'agit des Jésuites », observait-il, et il affirmait « qu'une partie notable du clergé croyait peu à leur utilité ».

Dupanloup reprenait la parole pour protester que « l'autorité de l'État lui paraissait la clef de voûte de l'ordre social, et que, pour l'asseoir, il ferait, s'il le fallait, toutes les inventions les plus inimaginables ». Mais Thiers se sentait incomplètement rassuré ; cette dix-septième séance laissait les esprits assez perplexes. On se demandait, au soir du 10 mars, si l'on pourrait se mettre d'accord.

Les commissaires inclinaient à se reprocher réciproquement des aversions systématiques et excessives : chez Thiers, c'était contre le gros des instituteurs et contre les Jésuites ; chez Montalembert, c'était contre l'Université ; chez Dupanloup, c'était contre certaine conception de l'État. Ils se sentaient

séparés entre eux, dès qu'ils abordaient le terrain de la métaphysique politique. « Quittons donc ce terrain, proposait Cousin, en ouvrant la dix-huitième séance, et arrivons aux faits. » Un peu tristement, il disait : « Arrivés ici les mains pleines de concessions, sommes-nous donc les dupes de notre bonne volonté? Vraiment c'est à décourager les mieux intentionnés, et je suis de ce nombre. » Mais il voulait repousser ces pensées d'abattement. En son nom personnel, pour attester son désir de paix, il allait agréer les quatre conditions qu'avait apportées Dupanloup « comme conditions d'alliance de l'Église ». Il acceptait que les grades dont l'enseignement libre aurait à justifier fussent aussi modérés que possible ; que les petits séminaires fussent regardés comme des établissements de droit commun ; que le certificat d'études, dont l'obligation excluait des diplômes universitaires les élèves de Fribourg et de Brugelette, fût supprimé. Cette troisième concession, Cousin ne la faisait qu'avec beaucoup de regrets ; elle était contraire à tous ses discours antérieurs ; il la faisait pour « reconnaître sans réserve le principe de la liberté ». Restait la question des Jésuites ; Cousin consentait qu'ils pussent enseigner, si l'État estimait que l'existence même de la Compagnie de Jésus ne présentait aucun inconvénient.

Mais à son tour il spécifiait lui aussi quatre conditions ; il demandait que Dupanloup s'y ralliât :

1° Un système national d'instruction publique, comprenant les écoles publiques et les écoles privées ;

2° L'administration de l'instruction organisée en un corps appelé Université, qui inspirerait et répandrait l'esprit de ce corps ;

3° L'unité de gouvernement et de surveillance au moyen du Conseil de l'Université et des Conseils académiques, des inspecteurs généraux et des inspecteurs d'académie ;

4° La collation des grades par les Facultés.

Thiers assistait, sans encore y intervenir lui-même, à cet échange d'offres et de requêtes : aussi dépité de voir mettre en doute les prérogatives pédagogiques de l'État, qu'il l'avait été, quelques semaines plus tôt, de voir l'Église se dérober à ses dons, on l'entendait maintenir avec une résistance quasi théologique : « L'État peut engendrer le bien, l'État peut devenir source de bien, et de bons sentiments. » Ainsi protestait-il, en réponse à un discours de Corcelles.

Ne me dites pas que l'État ne peut rien produire pour le bien, reprenait-il dans la dix-neuvième séance ; voyez un vaisseau de l'État armé, équipé par l'État, et dites-moi si ce n'est pas ce sentiment de discipline et d'honneur inculqué par l'État qui produit ce dévouement sublime, qui fait que mille hommes se font sauter en l'air plutôt que de se rendre ! Oui, l'État a mission de faire le bien ; et j'ajoute : en matière d'enseignement, bien plus même que l'Église, attendu que l'Église, n'étant composée que de célibataires, ne peut intervenir avec la même autorité au nom des pères de famille pour assurer une instruction bonne et morale à la jeunesse.

Thiers déclarait formellement que s'il avait, durant la monarchie de Juillet, combattu la liberté de l'enseignement, c'était parce qu'il avait tenu le clergé comme peu favorable au Gouvernement ; aujourd'hui, ses suspicions n'avaient plus raison d'être ; il était tout prêt à accorder cette liberté. « Mais je vous en prie, suppliait-il, ne niez pas à l'État en matière d'enseignement d'autre droit que celui du mal. » Corcelles faisait le geste de l'interpeller sur la décadence de la foi religieuse. « Si le monde est devenu sceptique, répondait Thiers en substance, est-ce la faute des universitaires? La foi religieuse s'en va, pleurons ce malheur ; mais, encore une fois, nous n'y pouvons rien ! » Mais, revenant au mal social, il cessait de se montrer aussi désinvolte :

Contre ce mal, qui consiste à ne voir dans notre société, telle que l'a si admirablement constituée la Révolution de 1789, qu'une société exploitée par les tyrans et par conséquent qu'un état social dont il faut opérer la réforme radicale, il nous est donné d'apporter des remèdes dans certaines limites, et nous serions coupables de ne pas remplir ce devoir.

A son tour, Thiers s'arrêtait sur les quatre conditions proposées par Dupanloup. Pas de sécularisation des petits séminaires, c'était chose entendue. Plus de certificat d'études, malgré l'aversion que gardait Thiers pour les préparateurs d'examens et leurs boutiques et pour les éducations faites à l'étranger. Plus de grades exorbitants, bien que Thiers considérât que les prêtres ne devaient pas avoir l'air de fuir cette épreuve ; on les en dispenserait. L'ancien journaliste du *National* montrait moins d'élan pour régler la question des Jésuites ; entre lui et Montalembert, de pénibles dialogues s'engageaient. Aux yeux de Thiers, si l'État autorisait, à la faveur du silence, l'entrée des Jésuites, il se désarmerait ainsi vis-à-vis des clubs. Cette attitude de l'État, faisant aux Jésuites une sorte d'accueil clandestin, déplaisait à Thiers.

Qu'on demande à M. de Falloux, disait-il, ce ministre que j'aime d'une si vive affection, et qui, certes, quoique jeune, a déjà une grande habitude de la vie publique, qui nous a rassemblés, non pas sans doute pour faire une loi, mais pour avoir des conseils, si, pour se présenter à l'Assemblée, et lorsque s'élèvera la question des congrégations religieuses, le silence lui suffira. Tenez, continuait Thiers, si vous pouvez me faire une loi ainsi conçue : « Les Jésuites peuvent entrer, mais les clubs ne peuvent rester », j'accepte de grand cœur.

Visiblement, en cette journée du 19 mars, on se rapprochait d'une entente. De nouveau, Dupanloup parlait. Quelques mots rapides sur la valeur de l'enseignement que donnaient les collèges d'Église ; c'était une réponse à Thiers, qui avait paru la déprécier. Mais rapidement Dupanloup prenait acte des concessions de Thiers ; et sur l'irritante question des Jésuites, il proposait ces conclusions « qui ne peuvent, disait-il, être repoussées : pas d'exclusion par caprice, pas d'exclusion spéciale, de telle ou telle congrégation, de l'enseignement ; liberté aux individus sans recherche inquisitoriale de la vocation religieuse qu'ils peuvent avoir embrassée ». Cela dit, Dupanloup acceptait, dans leur ensemble, les propositions de Cousin : il faisait même à Thiers cette concession, de rendre hommage au rôle de l'État, de voir en lui quelque chose de plus qu'un gendarme, d'admettre qu'en défendant le mal au nom du bien, l'État doit connaître évidemment le bien, qu'il a donc une doctrine ; et à cet État dont il ne voulait « en rien diminuer l'autorité si nécessaire », Dupanloup offrait l'alliance de l'Église.

« La discussion générale est close », disait Thiers au soir du 19 mars ; et ces mots marquaient que l'alliance était conclue.

IV

Les dernières passes d'armes ; l'accord.

Durant neuf séances encore, on discuta sur des questions de détail ; l'alliance s'affirma, non sans heurts, chacun des partenaires gardant ses préoccupations, et la personnalité de ses aspirations, et l'autonomie de son idéal.

Thiers reparlait, dans la vingt et unième séance, contre « ces petits philosophes subventionnés par le Trésor à quatre ou cinq cents francs par an » ; contre les écoles normales, dont

il souhaitait la suppression absolue ; contre l'exemption du service militaire pour les instituteurs. « Je demande pour eux, disait-il, une législation draconienne ; je veux qu'ils soient dans la dépendance la plus absolue, parce que je veux détruire le mal à sa source. » Visiblement il lui déplaisait d'apercevoir encore, dans une seule école française, une seule redingote d'instituteur, mais Dupanloup le rassurait : « Nous n'avons pas osé, déclarait le futur prélat, proposer de confier aux curés l'école... Seulement, à côté du maire nous avons posé le curé comme le surveillant moral et religieux partageant ici l'autorité locale qui doit être préposée à l'école. » De plus larges concessions de l'État, Cochin, à la vingt-cinquième séance, Armand de Melun, à la vingt-sixième, signifiaient que les catholiques n'en voulaient pas :

Je ne conçois le vicaire instituteur, précisait Cochin, qu'avec la double autorisation de l'évêque et du recteur, et dans les communes où il n'est pas possible d'avoir des maîtres d'école. Dans ces communes, alors, les malins, les esprits forts, n'auront rien à dire contre l'intervention du clergé dans l'enseignement ; et comme c'est assurément en faveur de ces pauvres communes que la disposition législative est demandée, si elle n'est pas expressément réservée à leur égard, on ne manquera pas de s'élever contre ce qu'on appelle les envahissements du clergé.

Armand de Melun, lui, s'opposait à ce que l'on considérât comme justifiant d'une capacité suffisante, et dès lors admis à enseigner sans autre formalité d'examen, les seuls hommes d'Église ; il voulait qu'il en fût de même de tous les bacheliers. « Le droit commun, pas de privilège spécial pour l'Église ! » Et c'était à ses yeux chose naturelle que ni le curé, ni le bachelier ne pussent enseigner qu'avec l'autorisation du Conseil académique.

Thiers enfin devait constater, à la vingt-cinquième séance, que les écoles normales, ces écoles qu'il détestait, étaient assurées de quelque vitalité. Formellement, il demandait leur suppression :

La charrue rend humble, expliquait-il ; elle tient l'esprit dans des habitudes d'obéissance et de respect ; et voilà que vous prenez de tout jeunes gens à cette charrue pour les placer pendant deux ou trois années dans vos écoles normales. Là, leurs passions s'éveillent, elles s'excitent mutuellement, et bientôt les sujets, même les meilleurs, deviennent détestables.

Mais une voix s'élevait contre la suppression absolue des

écoles normales et suggérait que les départements demeurassent les maîtres d'avoir ou de ne pas avoir de telles écoles, c'était la voix d'Armand de Melun ; et Riancey l'appuyait par un éloge de l'École normale d'Angers.

Thiers alors insistait : les écoles normales, il n'en voulait plus ; il aimait mieux « l'instituteur sonneur de cloches que l'instituteur mathématicien ». Vouloir supprimer ces écoles, c'était, il s'en rendait compte, une « audace inouïe » ; mais « je ne reculerai pas, déclarait-il ; je ne suis point de ces honnêtes gens qui laissent se développer le mal en le voyant, et je m'engage à me faire casser, s'il le faut, bras et jambes à la tribune de l'Assemblée Nationale ». Finalement on votait, sur la proposition de Dupanloup, un texte d'Armand de Melun, d'après lequel « tout département était tenu d'entretenir des élèves maîtres dans des établissements organisés par lui ou choisis par le Conseil académique, et qui s'appelleraient écoles normales primaires ».

Le 14 mai, la Commission extra-parlementaire avait achevé son travail : l'heure était venue de saisir les pouvoirs politiques. Les débats, souvent passionnés, qui s'étaient déroulés dans la Commission, ne laissaient au fond des esprits aucune amertume durable : l'alliance qui s'était ébauchée allait être, quelques mois plus tard, consacrée politiquement par le vote de la loi Falloux. Entre Thiers et Falloux, entre Thiers et Dupanloup, ces colloques prolongés avaient développé un esprit de mutuelle confiance. A aucun moment, aucun orateur de la Commission ne s'était laissé entraîner aux excès de langage qui, une dizaine d'années plus tôt, avaient compromis les premières campagnes catholiques contre le monopole universitaire. Déférant à l'habile aiguillage de Falloux, qui agissait plus qu'il ne parlait, les esprits avaient désormais su comprendre que la cause de la liberté de l'enseignement pouvait être gagnée sans que l'humiliation ou la ruine de l'Université dussent être fatalement le contre-coup d'une telle victoire ; et sur le terrain même de l'enseignement primaire, où Thiers aurait volontiers offert l'exclusion de tout élément laïque, où il aurait même, on peut le dire, savouré cette exclusion comme une revanche, les représentants de l'Église et de l'idée de liberté répudièrent un tel ostracisme. Plus aucun

instituteur laïque et pas un professeur jésuite ! tel aurait été le désir de Thiers. A l'issue des discussions, les instituteurs laïques étaient maintenus à leur pupitre, et les Jésuites allaient monter dans des chaires de sciences ou de latin : la fraction catholique de la Commission avait, sinon convaincu, du moins rallié à ses exigences l'ancien ministre de Louis-Philippe. Obsédé par l'urgence de la « défense sociale », il eut tôt fait de se consoler de ses concessions. « M. de Falloux est un homme d'État de pied en cap », déclarait-il plus tard à l'évêque d'Orléans. Et, dès le 10 août 1849, il écrivait à Dupanloup : « Sans vous j'aurais bien des fois perdu patience, tant j'ai peu retrouvé chez vos amis vos hautes lumières, votre raison impartiale et votre caractère sûr et conciliant. » Ainsi Thiers reconnaissait-il l'ampleur du rôle joué par Dupanloup aux instants décisifs des débats ; et, lorsqu'à l'automne, le projet de loi sera soumis par l'Assemblée législative à l'examen du Conseil d'État, le conseiller Albert de Rainneville écrira à Dupanloup :

Maintenant j'apprécie la loi en homme politique, je la connais. Elle n'offre qu'un avantage, celui de l'exécution de la Constitution en matière d'enseignement libre. Mais cela est considérable. D'autre part, elle ressuscite et conserve l'Université. Je comprends donc le blâme et l'éloge. Mais, en définitive, vous avez eu raison de casser la glace et d'ouvrir un nouveau monde. L'avenir a ses secrets.

Falloux, dans les pages éloquentes qu'en 1878 il publiait sur l'*Évêque d'Orléans*, affirmait sans ambages : « La publication intégrale des procès-verbaux de la Commission extra-parlementaire serait un grand service rendu aux discussions analogues qui peuvent se rouvrir d'un moment à l'autre. » Le vœu de Falloux vient de s'accomplir ; rien ne nous fait plus défaut, désormais, pour la connaissance exacte et sincère du monument législatif qui, depuis trois quarts de siècle, a parfois soulevé de si vives hostilités, et dont notre Alsace fidèle se réjouit de garder jalousement le bénéfice, comme on garde une garantie de liberté.

GEORGES GOYAU

TROIS PETITS POÈMES D'AUTOMNE

MATURITÉ

Cette fois, c'est fini, l'été !
On a la tranquillité.

La moisson est achevée.
Bonne ou mauvaise, dit la terre,
Cela, ce n'est pas mon affaire.

Mais ce que Dieu voulait de moi
Tout cela m'est venu à la fois.

Vigne lourde, branche qui plie,
Que de grappes, que de fruits !

Ces marrons, c'est notre châtaignier.
Les noix roulent sous nos pieds.

Le poirier est plein de poires.
C'est plein de pommes dans l'armoire.

Tout déborde de raisin.
Ça commence à sentir le vin.

Ce ciel pur et ce bon soleil,
C'est de l'or dans nos bouteilles.

Les arbres sont pleins d'échelles.
C'est la foire de Saint Michel.

Ce paysage touchant,
Bien chaud dans le soleil couchant,

L'homme en paix avec la nature,
C'est quelque chose de mûr...

Les villages se blottissent près
De la colline faite exprès.

Dis, nous deux, ô bonne à manger,
V'là longtemps qu'on s'est arrangé !

Rien de forcé, rien de rude,
C'est l'effet de l'habitude.

La grange est pleine de paille.
La mère est pleine de marmaille.

Le château est plein de son peuple,
De vieux bouquins et de vieux meubles.

Partout l'école et la police.
Partout des vierges qui bénissent,

Partout de belles croix de pierre,
La croix pour faire sa prière.

Toute la terre en silence
Est comme une bonne conscience.

Tout ce qui passe est passé
Eh bien, on va recommencer.

Pas la peine de parler
Elle sait ce qu'elle sait.

Elle sait son devoir, ça suffit.
Et moi je le sais aussi.

A LA GRANDE CHARTREUSE

Les moines ont disparu,
Mais la forêt continue.

C'est fini des autocars.
Le train a dépeuplé la gare.

Ces messieurs de l'Université
Ont quitté leur maison d'été.

Il reste la forêt toute seule,
Et ce monstre là-haut qui gueule !

La montagne qui gueule blanc,
Espèce de Saint Sacrement,

Espèce de monument
Enraciné au firmament,

A sa tâche escarpée fidèle,
Qui est de tâter le ciel !

Là-haut, voyez, c'est dimanche !
La pierre est toute blanche,

Blanche comme le domino
Des enfants de Saint Bruno.

Et comme l'aile de l'ange !
L'impression est étrange.

La cloche ne sonne plus,
Mais le silence continue.

Pour prière il est là qui dure
Au lieu du chant le murmure.

La messe et le sacrifice
Ont cessé : il reste l'Office.

Au milieu du chœur végétal
Se dresse un arbre colossal.

C'est lui, l'Abbé, il préside
A ce monastère vide.

Quand il entonne l'antienne
La grande forêt chrétienne

Répond silencieusement
Par un profond rugissement.

Dans le sillon qui le conduit
Le ruisseau roule à petit bruit,

Récitant son bréviaire.
Les tyrans n'ont pu faire taire
Cette humble voix dans le désert.

Le psaume diminué
Feuille à feuille est restitué,

Et le torrent de l'hymne encor
Ébranle une avalanche d'or !

En vain une foule avilie
Gueuletonne dans l'herbe salie.
La vierge a aimé ce lieu-ci.

Dans l'ombre de la forêt
Elle apparaît disparaît

Son pas suspendu ressemble
A cette feuille qui tremble.

Les hommes ont disparu,
Mais l'Eternel continue.

LA MAISON DU MARCHAND DE SABLE

LETTRE A MARIE-SYGNE

Petit bout, le monde est parti.
On a roulé les tapis.

Moi aussi, parti, hélas !
Mais je sais ce qui se passe.

J'ai dans l'oreille un cricri
Qui me conte ce qu'on lui dit.

J'ai vendu au marchand de sable
Ce domaine considérable.

On a fermé les volets.
Entrez, Madame ! s'il vous plaît !

Entrez, Madame la souris !
Serviteur, Monsieur le rat gris !

Grigna grigno grigna gris !
Il fait bon, il fait noir et gris.

Personne pour nous déranger.
Allons voir le garde-manger.

On m'a parlé d'une tartine
Là-dedans qui se ratatine.

La lune coule un œil d'or
Tout le long du corridor.

Le coucou fait oraison
Dans sa petite maison.

Il y a un bonhomme gris
Qui taquine le rat gris.

y a un petit prêtre
Qui fait de la bicyclette.

Il y a un colonel
Qui nettoye les bouteilles.

Dans sa boutique l'araignée
Tourne son moulin à café.

Quelqu'un tire la sonnette.
Bonjour donc, Mam'zelle Annette !

Ma robe est trouée par derrière.
C'est-i vous la couturière ?

Si vous me la raccommodez,
Aussitôt je vous payerai,

Je vous payerai la note
Avec une petite crotte.

Mais là-haut dans le grenier
Il y a un cordonnier,

Il y a un savetier qui tape.
Il répare sa savate.

PAUL CLAUDEL

JÉRUSALEM A CARPENTRAS

Pour Marie-Anne Commène et Benjamin Crémieux.

I

ENCORE UN INTRUS!

— Encore quelqu'un qui demande Monsieur en bas ! avait dit Fine, la cuisinière, en insistant sur *encore* et en regardant Mamette à la dérobée.

— Hé bien ! répliqua Abranet, avec mon lumbago vous ne voulez pourtant pas que je descende !

— Et alors ? fit Mamette.

— Les distractions, surtout en ce moment, ne sont pas si nombreuses ; il n'y a qu'à le faire monter.

Et je me rappelle fort bien que, cette fois-là, ma grand'-mère, d'ordinaire si patiente, avait levé les bras au ciel :

— Passe encore si tu te contentais comme avant de recevoir tes olibrius au magasin ! Mais leur laisser envahir les appartements ! Je te dis non ; ta dernière expérience m'a suffi...

Car, en ce temps-là (quelques années avant la guerre), notre maison était en train de devenir, par la seule fantaisie de mon grand-père, une auberge gratuite ouverte à tout venant.

Peut-être sait-on que les colporteurs, les chemineaux et les gitanes forment entre eux, depuis le fond des âges, une franc-maçonnerie ; ils ont même un code secret, et une des lois de ce code est de marquer les lieux d'un signe qui se reconnaisse

et qui dise au frère : ton frère a passé par là, a éprouvé ce coin. Une croix, un cercle, une flèche au charbon sur le mur de la grange ; une certaine entaille sur le mât du champ de foire ; et si, pour nous, ces signes, hiéroglyphes de la gueuserie, restent aussi mystérieux que la langue des étrusques, ceux qui peuvent et doivent comprendre ont compris : *Méfie-toi du gendarme ! — Chien méchant ! — Ici on fait quelquefois la charité ! — L'escale est bonne !...*

Notre porte était donc marquée d'un signe, et du meilleur ! Où et comment était-ce inscrit ? Ce n'est pas nous évidemment qui le savions. Et à en profiter, il y avait d'abord eu des brocanteurs, des chiffonniers, des réparateurs ambulants de faïence et de porcelaine, qui, sachant la passion de mon grand-père pour les vieilleries, venaient chaque matin en procession. Mais trop vite il s'était produit une contagion dans le pire : tous ceux qui, dans l'innombrable famille des forains et des nomades, ont un métier, sans oublier les autres qui se donnent l'air d'en avoir un, s'étaient mis bravement à sonner chez nous, certains d'y trouver leur compte, des nippes, les gros sous, la miche, un demi-litre, leurs mines ou leurs tours ayant la chance d'amuser le maître de maison.

Ainsi, il n'y avait même pas un mois que mon grand-père avait solennellement introduit dans le salon, tous lustres allumés, un montreur d'ours avec son ours. L'homme, un tyrolien à chapeau vert et pantalon court, était resté debout. Il expliquait dans son charabia que, pour apprendre à MM. les ours à se tenir, comme les hommes, sur les pattes de derrière, on commence par les placer sur une plaque de tôle chauffée au rouge, quand, à ces mots, la grande bête se dressa, puis elle s'assit sur un pouf et se mit à remuer la tête à droite et à gauche dans sa muselière, et, pendant que mon grand-père ravi battait des mains, à notre peur se mêla un rire nerveux...

Voilà la dernière expérience à laquelle Mamette avait fait une amère allusion, en se rappelant son tapis souillé, une potiche cassée, tout le salon imprégné d'une odeur de ménagerie pour une semaine.

— Et de quel genre, notre olibrius ? demanda mon grand-père à Fine.

— Le mauvais genre, assurément, monsieur.

— Mais encore, quel air?

— L'air...

La Fine hésita un moment :

— ...d'un rabbin qui jeûnerait du Jour de l'An à la Saint-Sylvestre.

Mamette gémissait :

— Rabbin ! c'est-à-dire un affreux schnorrer !

Et elle proposa :

— Il suffirait de lui descendre un peu d'argent et, au besoin, de quoi manger.

Mais déjà le terrible Abranet avait fait signe à la domestique. Et c'est alors que de l'ombre, au coin de la cheminée, une voix féminine et étonnamment fluette s'éleva :

— Qu'est-ce que c'est qu'un schnorrer?

— Oui, un schnorrer, je vous en prie, nous voudrions savoir ce que c'est, reprit dans l'autre coin une voix sœur, du même timbre, mais d'un filet encore plus mince et si ténu qu'il sembla qu'elle allait se briser.

— Un Juif errant, espèce rare en nos régions heureusement, mais toujours pleine d'imprévu, leur expliqua Abranet.

— Oh ! Oh ! soupira la première voix.

— Ah ! Ah ! soupira la seconde.

Mais on ne voyait toujours rien ; et du coup Abranet s'impatienta.

— Que diable ! Mesdemoiselles, si cela vous intéresse tant, avancez-vous, car je ne pense pas que vous soyez ici en pénitence.

Il les avait tellement terrifiées que, d'un seul et même mouvement, mais sans faire aucun bruit, les deux invitées de Mamette, Bengude Crémieux et sa nièce Esther, refirent glisser leurs chaises vers la table et émergèrent de nouveau, minuscules, tremblotantes et confidentielles, timorées et curieuses, inquiètes et résignées, à la lumière. Elles étaient là depuis l'heure solennelle du goûter ; après beaucoup de manières, nous avions réussi à leur faire lapper le fond d'une tasse de chocolat et, comme des souris, elles avaient même grignoté la moitié ou guère plus, à elles deux ! d'un biscotin. Mais les deux pauvres créatures étaient l'une et l'autre si laides et le savaient si bien, et elles restaient dans le fond de leur cœur

d'une timidité si excessive, elles souffraient de tels scrupules de discrétion, d'un besoin si maladif d'effacement, d'une telle peur de tenir n'importe où trop de place que doucement, à force de silences de plus en plus longs et surtout de légers reculs vers les parties les moins éclairées de la pièce, elles finissaient toujours, en s'arrangeant comme si elles n'y étaient pas, par devenir invisibles ou à peu près ; et c'était même à croire que, par un instinct de défense, elles sécrétaient du crépuscule.

Cependant le solliciteur s'était fait attendre ; et enfin il entra, mais presque à son corps défendant, comme si notre peu d'empressement à le recevoir avait dû l'offenser. C'est du moins l'impression qu'on eut, et pourtant il eût été bien difficile d'imaginer un plus grotesque et pitoyable personnage !

Sec et tordu comme une caroube de Syrie, parcheminé, sans une once de graisse sous la peau, comme une momie d'Égypte, il était en redingote avec un fez sous le bras. Ce fez avait déjà servi à tant de salamalecs et balayé si souvent la poussière autour de la Méditerranée qu'on ne pouvait plus dire sa couleur. Quant à la redingote, elle était teinte au marc de café ; ayant perdu tous ses boutons en d'innombrables aventures, elle ne fermait plus qu'avec des ganses de raphia et, bien qu'on fût en hiver, elle s'évasait vaillamment sur des pantalons de toile bise effilochée, qui s'achevaient eux-mêmes en tire-bouchons sur des espadrilles avachies. Mais ce qui nous effrayait encore plus que l'accoutrement, c'était le mystère du visage, avec cette barbe sale et tourmentée qui l'envahissait partout comme un lichen et ces grosses lunettes à verres bleus derrière lesquelles étincelait le regard : un regard brûlant et ombrageux de génie méconnu et courroucé ; car finalement l'homme, à son tour, nous avait attendus là dans les feux vengeurs de ses prunelles ; et c'est là qu'il était avec sa vie, là, dans ce refuge chaleureux et magnifique, qu'il s'était replié fièrement hors de cette défroque sordide où tout autre serait resté à avoir honte ou à grelotter ; et c'est de là-haut que déjà il nous dominait, qu'il était prêt peut-être à lancer sa foudre sur notre quiétude égoïste et notre confortable béat.

Aussi nous étions de moins en moins à notre aise, tandis

que lui, le monstre ! sentant fort bien la situation, en profita pour rompre le silence et attaquer.

— Dehors, dans la rue, on gèle ! nous rappela-t-il.

En même temps, comme si de sa propre autorité il prenait possession des lieux, il déposa sur notre table une grosse sacoche éraillée et ventrue qu'il portait en bandoulière et, le plus simplement du monde, il ajouta en regardant notre cheminée où flambait un splendide feu de bois :

— Mais à votre foyer, l'accueil est encore plus froid.

Et aussitôt le dialogue avait menacé de prendre un tour très vif.

— Si vous avez froid, asseyez-vous, lui répliqua mon grand-père sans faire d'ailleurs le moindre effort pour se lever. Mais vous comprendrez, monsieur, que, n'ayant pas l'honneur de vous connaître, nous n'avons aucune raison de vous sauter au cou.

L'autre ne prit pas la peine de s'asseoir et n'éleva point la voix ; mais il cambra la taille et esquissa un sourire ineffable.

— Évidemment, monsieur, si vous ne me reconnaissez pas.

— Pour vous reconnaître, lui rétorqua Abranet, il faudrait vous avoir déjà vu quelque part, je suppose.

Alors il haussa les épaules, daigna s'asseoir et, quand il fut bien installé avec ses longues jambes ouvertes en compas devant le feu, il nous expliqua posément :

— Nous ne nous sommes jamais vus ; d'accord ! Et moi pourtant, je vous reconnais quand même, je vous reconnais parfaitement, monsieur. Affaire d'intuition, de sympathie, d'affinité sans doute ; je ne dis pas non. Mais là-dessus, je n'insiste pas, n'aimant pas jouer de la corde sensible, et parce que je suis par nature trop pudique, trop discret. Or il y a autre chose qui nous prouvera que, malgré la distance, nous avons déjà été en relation, un ou plusieurs détails précis, je l'espère du moins...

Doucement il pivota sur son siège en parcourant la pièce d'un long coup d'œil fureteur et au premier abord assez inquiet, car il ne trouvait pas...

— Peut-être mieux encore, nous disait-il pour gagner du temps, un document authentique... une preuve matérielle irréfutable...

Et tout à coup, l'index pointé dans une direction encore mystérieuse, il s'écria :

— Pourquoi chercher si loin ce qui, par la volonté du Tout-Puissant, s'offrait juste devant moi ? Ce chameau du désert...

— Comment ? un vrai chameau ! demanda dans un soupir Bengude.

— Un vrai chameau ! comment ? reprit sa nièce un ton plus bas.

— Taisez-vous donc, leur chuchota Mamette ; vous ne voyez pas que c'est un fou.

— Je vous demande bien pardon, protesta le Juif errant, qui devait avoir l'oreille très fine. Je ne suis pas un fou, madame, et ce que je montrais, c'était là, sur votre cheminée patriarcale, à droite, entre la pendule et le chandelier, ce délicieux petit encrier en racine de térébinthe.

Comme en extase, il s'était relevé et avait pris entre les mains l'horrible bibelot avec la même dévotion qu'une relique.

— Un vrai chef-d'œuvre de l'art rustique palestinien ! La double bosse sert fort intelligemment de réservoir à encre et, sur les flancs, vous pouvez lire, en caractères hébraïques, le nom Très-Saint et Très-Glorieux de Sion.

Sa voix vibrait d'une émotion qu'il ne parvenait plus à contenir.

— Excusez-moi, mesdames et messieurs, je vous en prie, nous demanda-t-il en portant un chiffon à ses yeux. Mais c'est plus fort que moi : Ah ! comme j'avais raison tout à l'heure de me défier de ma sensiblerie ; cette merveille n'a pas seulement pour moi sa valeur... artistique, c'est mon vénéré père qui... Mais vous avez dû recevoir en même temps sa missive et, me semble-t-il,... à ce que je vois... oh ! comme vous êtes bons !... en prendre soin.

Sous les pieds de la pendule il venait précisément de découvrir ce prospectus que moi aussi je n'ai peut-être pas eu tort de conserver en souvenir de cette soirée mémorable :

Monsieur et Bienfaiteur,

Votre réputation de bienfaiteur, pénétrée jusqu'à nous et votre bienveillance et amour pour notre sainte ville de Sion et

Jérusalem partout connu, m'ont encouragé, dans ma détresse, à vous envoyer un souvenir de notre saint pays :

a) *Un chameau-encrier de la Terre de Chanaan ;*

b) *Un herbier des Douze Tribus ;*

c) *Une graine curieuse de l'arbre ricin portant gravée à l'aiguille* Schéma Israël ;

En même temps qu'à soumettre à votre noble cœur ma prière urgente suivante :

Monsieur, ma situation est des plus tristes, étant surchargé de dettes, mes enfants criant famine, demandant du pain que je ne puis leur donner. N'ayant d'autre occupation que l'étude de la Sainte Thorah, à laquelle je me suis voué depuis l'enfance, j'ai beaucoup souffert, sacrifiant tout pour elle ; et jeter cette occupation après tant de sacrifices, cela surpasse mes forces et c'est la mort pour moi. Cependant, ma famille souffre de toutes les privations et je ne puis rien faire pour soulager la misère et sauver mes enfants de mourir de faim ! Donc je m'adresse à vous en suppliant votre bon cœur d'avoir pitié de ma malheureuse famille, de répandre vos bienfaits aussi sur elle pour ne pas la laisser périr dans les privations et la misère !

Soutenez-moi, afin que je puisse aussi continuer mon étude de la Sainte Thora. Je prierai toujours pour vous, et Dieu qui est de toute bonté vous récompensera selon votre bonne action si méritoire.

En attendant humblement votre réponse, je vous envoie mes bons souhaits de Sion.

Azarie Jérusalem.

Adresse : Rabbin Azarie Jérusalem, Jérusalem (Palestine).

Les mentions *b)* et *c)* étaient rayées au crayon dans notre exemplaire, et le verso reproduisait l'original en hébreu.

Cependant le fils du rabbin Azarie acheva en sanglotant :

— Sa langue franque était encore en enfance... Qu'importe ! il repose maintenant dans le sein d'Abraham !... Vous avez lu, jadis, de son vivant ! Merci ! ...Et vous vous souvenez !... Je ne vous relirai pas... Pour sa mémoire, il le faudrait... mais je n'en aurais pas le courage... Mon cœur se brise... Chers messieurs, chères dames, excusez...

Comme s'il nous le rendait avec peine, il déposa de nouveau l'objet à sa place et, tout à coup, séchant ses larmes, il éclata d'un rire insultant.

— Cette merveille est bien à vous, puisque c'était de notre part un don gracieux et que vous n'étiez même pas tenu au remboursement. Mais vous vous souvenez aussi : vous nous aviez envoyé 5 francs. 5 francs, 100 sous ! Aviez-vous seulement pensé, je ne dis pas au labeur de l'artiste, mais à l'emballage, aux frais de poste? Non, évidemment !... D'ailleurs il y en avait encore davantage qui n'envoyaient rien. Nous, pourtant, nous acceptions tout, même les timbres-poste et, de préférence, les coupons-réponses internationaux.

— C'est sans doute parce que ça ne rendait pas que vous avez abandonné le commerce des... chameaux? lui demanda mon grand-père avec une nuance d'enjouement, qui prouvait bien que, malgré une première impression terriblement défavorable, le personnage était en train de le passionner.

Comme il n'en fallait pas plus pour le mettre en voie de confidences, Jérusalem fils s'était rassis tout souriant :

— Ma vie, nous dit-il, serait trop longue à raconter. J'ai été décrotteur à Port-Saïd ; mais je supportais mal la température. Marchand de couscous à Sétif ; mais déjà je ne pouvais plus souffrir les Arabes. Chantre bénévole de la communauté de Livourne ; mais à cause d'un petit ennui... Courtier en cure-dents, éponges, mèches de fouet, poils d'angora et rognures de cuir, en même temps que traducteur juré du Tribunal de Commerce à Marseille ; mais, comme avec tout cela je crevais quand même de faim...

Incapable probablement de conserver plus de quelques minutes la même attitude et le même ton, de nouveau il était debout avec la voix gonflée pour la malédiction et l'invective.

— O race sourde, aveugle ! Abomination !... Là-bas, si je plaçais un peu de pacotille, c'était toujours, vous l'avez deviné, chez des goïm !... Qu'est-ce que la solidarité juive?... Une fois de plus, Jérusalem Salomon, fils d'Azarie, petit-fils d'Ezéchias, arrière-petit-fils de Zabulon, était reparti sur les grands chemins de la mer et de la terre, en s'interrogeant, lorsque soudain, inspiration du ciel !...

Il se rassied, accepte de Mamette silencieuse un grand bol

de chocolat de Bayonne tout fumant, l'avale en une gorgée, nous fait signe de le remplir encore, croque à la même cadence accélérée une, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze fougassettes au beurre... et s'accoudant avec une aisance souveraine au marbre de la cheminée :

— Oui, reprend-il, c'est à vous soudain, à vous, mes fidèles correspondants, mes seuls amis que j'ai pensé !... Pourquoi ?... parce que j'avais l'idée qu'à Carpentras vous n'étiez pas comme les autres. Ne comptiez-vous justement pas, au nombre de vos illustrations méridionales, l'avocat-défenseur des martyrs de Damas et fondateur de l'Alliance Israélite Universelle, maître Adolphe-Isaac Crémieux ? Or l'ayant beaucoup connu...

— Connu ? Où ? Quand ? Comment ? Et quel âge auriez-vous alors ? grommela Abranet.

Mais lui, qui ne se démontait pas :

— Mon père l'ayant beaucoup connu et ayant même eu l'insigne honneur de lui servir de drogman au cours de sa mission providentielle, nous avons dans notre famille conservé sa mémoire et... sa carte de visite...

Par quel tour de passe-passe ? De son fez, de sa manche ou de sa barbe ?... Personne n'y vit rien. Mais ce qu'il y avait de certain, c'est que la carte de visite d'Adolphe Crémieux était là, que le prestidigitateur venait de la porter à son cœur et à ses lèvres, que maintenant il nous la présentait et elle était si jaune, si crasseuse et tellement racornie qu'elle pouvait bien dater de 1840 et passer pour authentique.

Cependant Jérusalem exultait :

— D'autres plus habiles que moi auraient tout de suite utilisé cette carte comme mot d'introduction. Moi, qui ne suis pas un diplomate, j'aurais eu honte de faire servir à ces petites manigances un nom qui fut toujours mon réconfort, mon talisman dans mes heures de pire infortune : Flambeau et bouclier des enfants de Jacob dans l'ignorance et l'oppression, gloire du judaïsme fraternel, Crémieux...

— Monsieur ! Monsieur !

C'étaient Esther et Bengude qui, depuis un moment, se poussaient du coude dans un coin.

— Nous aussi, on est des Crémieux !

Jérusalem remit son fez et prit du recul afin de les saluer encore plus bas :

— Mesdemoiselles !

Son regard s'était d'abord arrêté sur la tante, puis un peu plus longuement sur la nièce. Sans doute ne les avait-il pas encore remarquées et venait-il tout à coup non seulement de les découvrir, mais encore de les soupeser et de saisir par l'instinct tout le parti qu'un jour ou l'autre il en tirerait.

— Votre illustre cousin... (Bengude se rengorgea ; Esther rougit)... à jamais restera la colonne et le livre, le secours et la leçon d'Israël. C'est grâce à lui, parce qu'il me visitait en songe, que, dans le fond de mon cœur, je n'ai jamais douté ; grâce à lui, que je suis venu et que vous voyez enfin devant vous le messager...

Pour mieux les observer, il leur parlait très lentement. Elles ne bougeaient pas ; mais peu à peu, comme des larves sur le chemin de la vie, on les voyait frémir par légères secousses, à intervalles de plus en plus rapprochés, et ces deux femmes, qui d'habitude tenaient si pudiquement leurs paupières baissées, regardaient maintenant leur enchanteur en face, tandis que dans leurs gros yeux à fleur de tête s'allumait une flamme trouble, qui déjà n'était plus de la curiosité, mais presque de la convoitise.

Et il était un peu tard pour en convenir ; mais ne fallait-il pas avouer qu'à notre insu un changement d'éclairage s'était opéré, l'horrible olibrius venant tout à coup de se métamorphoser... ? Ses mains, avec lesquelles il jonglait comme un faiseur d'incantations, étaient aussi longues, aussi souples, aussi pâles, aussi nobles que celles d'un personnage du Gréco. Sa voix révélait des inflexions caressantes, un reflet enjôleur, un orient qui était sans doute celui des fausses perles, et dont évidemment nous nous disions : « Ah ! le truc est fameux ! », mais sans pouvoir beaucoup y résister. De plus en plus nous étions pris, et nous en arrivions, malgré nous, à le trouver presque beau, si bien que pour Esther et Bengude, incapables de faire la part du maquillage et de l'artifice, l'illusion étant totale, non seulement son fez devait être de rubis, ses lunettes de saphir, sa redingote de jais, son pantalon d'argent et ses espadrilles de nacre, mais encore lui, ce Salomon (de Jéru-

salem, s'il en était?), devenait Soliman, prince des génies, et le tapeur cachait un archange, et le fumiste était au moins un prophète, qui sait même? le Messie!

Ne venions-nous pas d'entendre qu'il était le messager? Et ce seul titre était capable d'ébranler tant de souvenirs ataviques! Sans même que leurs noms soient venus à notre pensée, c'étaient Benjamin de Tudèle, Azarias, Élie qui condensaient sur lui leur prestige; et il apparaissait ainsi comme le voyageur miraculeux, l'agent secret de l'Éternel, le même qui jadis apportait au fond de nos juiveries fermées la commotion des vents du large, et dont la venue, chaque fois, répondait à cette attente nerveuse des grandes nouvelles, à cette folle soif d'une révélation, à cette fringale d'espérance qui, plus ou moins sournoisement, couve dans tout cœur juif.

Et lui-même, à ce moment-là, aurait-il si bien joué, s'il n'avait pas cru à sa mission, s'il ne s'était pas laissé griser à son tour par son *bel canto* et sa pantomime?

— Le saint nom de la Ville Sainte fut, par un décret du Ciel, nous disait-il, aussi le mien. Jérusalem! Puisque vous ne veniez plus à nous et que vous nous aviez oubliés, il nous fallait venir à vous, vous rappeler, oui! renouer l'antique tradition, se remettre à l'œuvre sacrée, parcourir sans relâche toutes les terres d'exil, transmettre à chaque communauté le salut de toutes les autres, rétablir partout le lien mystique, être l'âme qui cimente et le sang qui circule entre les membres dispersés, rebâtir le Temple, refaire enfin un jour de Sion le foyer et la patrie, et d'Israël rassemblé, un seul royaume!... Ah! je ne suis qu'un pauvre homme, un mendiant, mais tel est pourtant mon rêve! Et je me demande qui pourra m'aider. Hélas! Avant de sonner chez vous, j'ai, comme il convient, frappé à votre synagogue; j'ai secoué le *tronc pour la Palestine*; mais il était vide, on ne savait plus depuis combien d'années; j'ai imploré le *billet de logement des pèlerins*, une *billette*, comme on disait autrefois; mais votre concierge, qui ne comprenait même pas, m'a ri au nez. Tant pis pour moi! J'avais eu tort. Un Juif ne doit jamais, surtout quand il est en face d'un bas domestique, demander la charité; et nous savons, s'il le faut, parler un autre langage... O maître de ces lieux!

C'est alors que le malheureux, probablement parce qu'il ne se contrôlait plus et qu'il avait mal calculé son élan, commit sa gaffe ; car il s'était retourné vers mon grand-père ; et c'est en son honneur qu'il tressait les génuflexions avec les hyperboles :

— O premier entre tous les Anciens de la plus noble et de la plus vieille des Communautés !... O très érudit !... Illustrissimo !... Pareils aux bazars de Bagdad, tes magasins et tes sous-sols sont remplis des plus riches tissus de l'Univers ! Regorgeant d'objets d'art, envié par le Louvre de Paris, ton salon est un Muséum !

— Bugiardo !

Mon grand-père, que la flatterie exaspérait plus que l'emphase, tout de suite l'avait arrêté.

— Tu nous étourdis depuis une heure, et nous ne savons pas encore ce que tu veux. Finissons-en et déballe ton sac.

— Dé-déballer mon sac ! bredouilla-t-il ; mais oui, monsieur ; je n'attendais que ça, justement parce que je ne renonce à aucune de mes idées et que, comme j'eus l'honneur de vous le déclarer à l'instant, ce n'est pas l'aumône que je vous demande, mais une affaire que je vous propose. Alors, vous permettez...

Il venait d'ouvrir sa sacoche et, comme un parfait commis-voyageur, il étala devant nous, sur la table, une collection de mystérieux petits paquets, tous pareillement ficelés, étiquetés, cachetés...

— La terre sainte, récita Jérusalem, à la portée de toutes les bourses... Achetez-nous la terre sainte, et vous ferez d'abord une bonne œuvre, puisque le bénéfice net du trust est affecté aux misères de Sion... Achetez-nous la terre sainte et vous ferez ensuite une bonne affaire, puisque le mort, qui n'en aura pas sa pincée dans son linceul, sera condamné à se rendre à quatre pattes en Palestine, par les routes souterraines, de caverne en caverne et de gouffre en gouffre... Car vous y croyez, vous, ici, n'est-ce pas? Vous y croyez?

— Bien sûr, nous sommes de bons Juifs, et nous y croyons ! lui répliqua avec un sérieux imperturbable mon Abranet, qui n'avait jamais cru une seconde à ces vieilles fariboles. Et il existe même dans notre pays une tradition d'après laquelle

le premier plongeon se fait par le trou de la Fontaine de Vaucluse.

— Par le trou de la Fontaine de Vaucluse ! est-ce possible ? Nous ne savions pas ! Dieu de nos Pères, épargnez-nous ce cauchemar ! s'écrièrent avec une touchante unisson Esther et Bengude. Oh ! vite, monsieur, vite !...

Toutes deux cherchaient fébrilement le porte-monnaie familial dans le réticule commun. Mais déjà Jérusalem, qui les surveillait toujours du coin de l'œil, leur avait tendu deux paquets gracieusement.

— Non ! Non ! je vous supplie, mesdemoiselles ! Permettez-moi de vous les offrir ; ça me portera bonheur... Et pour vous maintenant... le stock ! ajouta-t-il sans grande confiance à notre adresse, car il sentait bien que de ce côté-là sa partie était à peu près perdue.

— Mon vieux ! liquidons autrement, lui dit mon grand-père. Voilà une pièce de 20 francs. Oui ! elle est bonne, tu n'as pas besoin de la regarder de si près. C'est quatre fois la valeur du chameau.

Il avait empoché la pièce et je l'entendis murmurer très bas à Abranet :

— Les temps sont si durs qu'il faut à la fois creuser les deux filons. Spécialisé dans les souvenirs de Palestine, je place aussi des chapelets en noyaux d'olive du Carmel. Alors, vous me donnerez bien le moyen de parvenir jusqu'à monseigneur Jolibois, évêque et successeur du vice-légat pontifical en Avignon.

— Pour une fois vos renseignements sont trop vieux ou inexacts ; il n'y a point de monseigneur Jolibois en Avignon. Je ne peux pas faire davantage et je pense que vous allez vous décider à partir, riposta sèchement Abranet.

— Bon ! Bon ! fit-il. On obéit.

Et tout en empilant, avec une lassitude de martyr, ses portions de terre sainte au fond de sa sacoche, il grommela :

— Maudits soient tous les capons de Catamarets !

— Vous connaissez donc jusqu'à notre répertoire d'injures ? demanda Abranet.

Mais il n'écoutait plus. Il enfonça son fez jusqu'à ses oreilles pointues. Il jeta sa sacoche par-dessus son épaule voûtée. Du

moment que nous ne *rendions* pas, il était évident que nous n'existions plus. Un dernier regard, un mot encore seulement pour Bengude et Esther :

— Si je ne peux rien faire ici, leur disait-il amèrement, où ferai-je quelque chose? Je pars, ou plutôt je repars. Les Juifs, les vrais Juifs sont toujours prêts à partir. Mais cette fois Jérusalem rentre à Jérusalem.

Les deux femmes s'étaient levées. On ne comprit pas tout de suite ce qu'elles faisaient ; et elles non plus, la pensée chez elles s'étant trouvée en retard sur le mouvement et l'instinct.

Lorsqu'il s'aperçut qu'elles le suivaient, il leur demanda :

— Vous venez avec moi à Jérusalem?

Et comme ces fous qui, atteints d'écholalie, ne peuvent guère que répéter passivement les questions du médecin, elles lui répondirent, elles aussi sous la forme interrogative :

— Nous venons avec vous à Jérusalem?

Alors il leur expliqua en souriant :

— Chères mesdemoiselles, nos docteurs ont toujours dit qu'il vaut mieux y aller vivant ; car la précaution devient alors un plaisir. Si vous ne craignez pas les fatigues du voyage...

Et pour les laisser passer, il s'effaça devant la porte.

II

DANS LE GHETTO DES FEMMES

A l'angle des Halles couvertes et de la ruelle Isolette, la tante et la nièce vivaient chichement d'un petit commerce de tissus et mercerie : coupons en solde qui ne mesuraient jamais plus de soixante-quinze centimètres ; assortiment de boutons, d'aiguilles et de bobines de fil qui n'avait plus été renouvelé depuis le règne de Charles X. Un commerce à la loupe et au compte-goutte !

Pour faire emplette, il fallait attendre son tour à la porte, le magasin lui-même étant à tel point minuscule qu'il ne pouvait pas contenir plus d'une cliente à la fois. Et en arrière de la boutique, le long de la ruelle Isolette, l'appartement

des demoiselles s'étendait ou plutôt se rétrécissait en profondeur : leur chambre à coucher d'abord, où la tante et la nièce partageaient le même lit patriarcal, puis leur salle à manger-cuisine, et enfin une courette-hangar qui servait d'entrepôt et de débarras.

Mais combien cette exactitude dans la description des lieux resterait illusoire, si je ne rappelais maintenant l'essentiel ! C'est que tout cela ne signifiait rien ou à peu près et que la tante et la nièce Crémieux, leur boutique et leur appartement devaient se situer d'une autre manière dans la ville, et sur un autre plan, mais le seul qui fût vrai, bien qu'invisible : le plan historique et moral.

Ici local et locataires auraient pu être ailleurs que sous les Halles et même en n'importe quel autre quartier. De toute façon, les personnages et leur décor indivisiblement liés auraient encore fait partie de ce que nous appelions, il y a une trentaine d'années à Carpentras : le *ghetto des femmes*.

Le propre d'un ghetto étant d'avoir ses limites précises, celui de Carpentras les avait eues. Mais ce vieux ghetto légal, sans distinction de sexes, avait été aboli depuis plus d'un siècle, tandis que, même après 1900, le *ghetto des femmes* était encore, comme un grand mystère, à la fois partout et nulle part.

Ghetto sans murs, ni portes, ni gardiens, presque uniquement composé d'aïeules sans petit-fils, de tantes sans héritage, d'orphelines sans beauté ni fortune, cendrillons du culte hébraïque depuis longtemps résignées au célibat. Quelques-unes, les plus favorisées, formaient des couples, mais la plupart restaient complètement isolées ; et toutes, terrées dans des coins obscurs, sortaient de moins en moins, finissaient même par ne plus se voir entre elles, sauf dans les très rares occasions des fêtes religieuses. Vivant au ralenti, dans un hivernage perpétuel, elles représentaient d'infimes noyaux humains, séparées du monde, comme des monades, par autant de cloches de verre. Mais sur les parois de ces cloches, en vertu d'une harmonie préétablie, chacune, récitant les mêmes prières et accomplissant les mêmes rites, projetait au même moment les mêmes visions et les mêmes espérances ; et ainsi, quoique en des lieux divers de l'espace, avec leur mémoire et leur

cœur accordés sur le même rythme, elles continuaient à être enfermées toutes ensemble dans le même univers immatériellement clos.

Entre elles, il y avait un agent de liaison, leur coiffeuse, Perle Sacerdote, qui, tous les matins, venait les coiffer à tour de rôle suivant un horaire invariable. Les cheveux, qui tombaient sous son fer à friser ou sous son peigne, Perle, après les avoir enroulés en spirale autour de ses doigts, les glissait doucement dans la poche de son tablier ; et son époux, le tailleur, qui était paralysé des deux jambes, composait à ses moments perdus, avec ces frisons, des tableaux bibliques fort appréciés.

Un lit de sangle ayant été monté pour Jérusalem dans la salle à manger-cuisine des Crémieux, du même coup l'homme se trouva installé au centre du *ghetto des femmes*. Comme il n'y avait pas de secrets pour Perle Sacerdote, il ne pouvait y avoir de secrets pour personne ; car elle voyait tout ; on lui racontait tout ; elle conservait tout ; et tant d'histoires, qu'elle engrangeait en sourdine comme les démêlures de ces dames et de ces demoiselles, s'achevaient un beau jour en romans vécus, encore plus étonnants que les compositions de son époux.

Quand, à dix heures du matin, Jérusalem s'étira et ouvrit l'œil, il aperçut devant lui Esther et Bengude qui attendaient son réveil. L'une lui offrait une soupière de café au lait fumant et l'autre, une montagne de tartines amoureusement beurrées. Il semblait triste, en proie à une grande lassitude et à des préoccupations infiniment graves ; mais il daigna les remercier par un sourire et s'assit sur son séant, pendant que les deux femmes lui calaient le dos avec des coussins ; puis il leur demanda de l'eau pour ses ablutions et se lava seulement de la main gauche, la droite étant consacrée, comme on doit le savoir, à la lecture de la Thora ; enfin il adressa une fervente prière en hébreu au Dieu d'Israël et, toujours au lit, il se décida à prendre son déjeuner.

— Monsieur le rabbin, quand partirons-nous pour Sion ?... cette après-midi ? lui demandèrent-elles en le desservant.

Mais, à leur grande surprise, son visage s'assombrit encore plus, tandis qu'il leur répondait :

— Mes bonnes demoiselles, votre question est pour le moins inopportune ; permettez-moi de vous le faire remarquer.

— Monsieur le rabbin !... balbutia la tante, nous vous demandons mille fois pardon pour notre zèle...

— Un zèle maladroit, stupide ! reprit la nièce en rougissant de son audace. Nous aurions dû comprendre, monsieur le grand rabbin, qu'après tant d'épreuves, il vous fallait...

— Qu'il me fallait un peu de repos et de tranquillité, n'est-ce pas ? acheva-t-il avec une amertume féroce. Eh bien ! mes bonnes demoiselles, non ! Ma fatigue, mon épuisement, le droit de faire halte, de rassembler mes esprits et de souffler, surtout après tant d'efforts et de tribulations, en pure perte ou si mal rémunérés, non ! Je vous dis, ce n'est pas cela qui compte et surtout je ne veux plus y penser. La nuit et les songes portent conseil. Mesdemoiselles, il y a des aveux qu'on ne peut pas différer. Ne me regardez pas comme un fou, et restez là ; ne bougez plus ; ne craignez rien ; c'est ma conscience et mon cœur qui vont parler. Vous n'avez devant vous qu'un misérable accablé de honte ; car je me suis découragé trop vite ; j'ai été infidèle à ma mission ; je l'ai trahie en chemin et, ayant ainsi manqué de confiance en l'Éternel, j'ai commis le plus grand des péchés. Debout !

Déjà dressant son buste maigre, un pied hors des couvertures, il faisait mine de se lever. Mais aussitôt les deux servantes s'étaient précipitées.

— En marche, pèlerin ! cria-t-il dans un dernier sursaut.

Maintenant il s'était laissé retomber de tout son long et, tandis qu'elles le rebordaient pieusement, comme un enfant malade, elles lui annonçaient de la tisane, une bouillotte.

— La terre sainte ! gémissait-il en roulant la tête sur le traversin. Elle est encore dans la sacoche. La sacoche est sous le lit. Dieu tout puissant, assis là-haut sur son trône, nous surveille ; il voit tout ; nous sommes responsables ; il compte : autant de paquets à vendre, autant d'âmes à sauver !

Puis il poussa un grand soupir et ferma les yeux... Quand il les rouvrit, c'était l'heure du dîner. Il faisait nuit. A la lueur de la lampe, il aperçut sur un guéridon, en face de son lit, tous ses paquets de terre sainte soigneusement étalés.

— Cent quarante-deux ! dit Bengude en joignant les mains.

— Non ! Cent quarante-quatre ; les douze douzaines doivent être au complet, rectifia-t-il douloureusement.

— Cent quarante-deux ! quarante-deux ! monsieur le grand rabbin ! reprit la tante avec une joie triomphante... Ma nièce est sortie... elle est sortie...

Comme il ne se doutait évidemment pas de ce qu'un tel événement avait de peu ordinaire, elle insistait.

— C'est que, vous ne vous en rendez peut-être pas compte, mais ça ne lui arrive pas tous les jours ; et cette fois Esther est allée à l'autre bout de la ville, en campagne, sur la route de Pernes, chez son amie Méliton. ...Méliton Cohen, qu'elle n'avait pas vue depuis trois ans, c'est si loin... au moins une demi-heure à pied... Une véritable expédition ! Mais le dérangement en valait la peine, puisqu'elle a réussi à lui vendre un paquet.

— Elle a vendu un paquet ? O sainte fille ! fit Jérusalem émerveillé.

— Et, acheva Bengude, nous en avons mis un autre en devanture avec une pancarte indiquant le prix.

De vraies larmes inondèrent ses joues desséchées et la modeste Esther, qui avait fort à faire devant le fourneau, se retourna en disant :

— Ce soir, il y a le pot-au-feu de veau ; mais, pour monsieur le grand rabbin, je presse un jus de viande, et il délaiera deux roux d'œuf dans son bouillon.

*
* *

Au bout de quelques jours d'un tel régime, il se sentit mieux et se leva. Avec leurs bouts d'échantillons cousus les uns aux autres, elles lui avaient confectionné une robe de chambre aussi pittoresque que confortable. Il s'y trouva fort à l'aise et commença tout de suite par une inspection du logis. La salle à manger-cuisine, qu'il connaissait déjà fort bien, ne retint pas très longtemps son attention. Quant à la chambre de ces demoiselles, par une discrétion et une pudeur des plus louables, il préféra ne point s'y attarder. Mais une fois dans le magasin, sans faire un pas de plus, il s'assit derrière le comptoir comme le maître et, l'une à droite, l'autre à gauche,

ses deux esclaves attendirent ses ordres, debout. Lui, cependant, posait un regard rêveur sur les tiroirs et les casiers de la boutique.

— Monsieur le grand rabbin..., recommença Bengude.

Il prit délicatement leurs mains et les baisa ; puis, sans paraître attacher d'importance à leur trouble :

— Maintenant, leur dit-il, il faut m'appeler Jérusalem.

— Oh ! Monsieur le grand rab..., nous n'oserons jamais.

— Alors, appelez-moi simplement docteur.

— Monsieur le grand... non... Oui, docteur... comme vous le savez, pendant votre convalescence, nous avons eu le bonheur de vendre...

Une fois de plus, pour mieux raviver son plaisir, Bengude refit ses petits comptes sur ses doigts :

— ...Deux paquets d'un seul coup à madame Sacerdote, un pour elle et un pour son mari ; et, en ajoutant celui de la Méliton Cohen, un et deux font trois, docteur.

— A 5 francs la pièce, n'est-ce pas ?

— 5 francs la pièce, oui, docteur, et trois fois cinq font quinze.

— Bon ! opina Jérusalem avec un hochement de tête approbateur...

Comme pour mieux capter un parfum mystérieux, le nez en l'air, il prolongea une lente aspiration...

— Chères et saintes demoiselles, leur déclara-t-il enfin, j'ai longtemps hésité, car il est des paroles qu'il ne faut prononcer qu'en pleine connaissance de cause ; mais je peux vous le dire, parce que j'en suis absolument certain, votre maison est bénie. Et maintenant, écoutez-moi bien, ce que je vais vous demander étant de la plus haute importance : toutes vos amies sans exception sont-elles au courant et savent-elles que je suis ici sous ce toit élu par l'Éternel ?

— Si elles le savent, docteur ! Mais, du matin au soir, elles ne pensent qu'à ça et, la nuit, il est probable qu'elles en rêvent ! déclara Bengude.

Et aussitôt Esther s'était mise à renchérir :

— Un rabbin de la Terre Sainte, venu exprès, un vrai, comme on n'en avait plus, dans les Quatre Saintes Communautés, depuis au moins cent ans, chez nous, chez les demoi-

selles Crémieux ! Mais songez donc, docteur, que depuis cette pauvre Méliton jusqu'à la milliardaire madame Coïmbre, il y a de quoi les faire toutes périr d'envie.

— Bon ! Saintes filles ! Héroïnes de la Bible ! Alors plus un mot ! Enlevez la pancarte de la devanture, car nous ne sommes plus vendeurs ; je veux dire, leur expliqua-t-il, que devant la raréfaction d'un stock dont nous ne savons pas du tout à quel moment, ni dans quelles conditions nous pourrons le renouveler, nous ne sommes plus vendeurs à prix fixe... (lentement il leva la main comme un prophète), et nous attendons.

Dehors tous trois venaient de découvrir une ombre furtive qui se profilait sur le vitrage de la devanture.

— Bengude ! Esther ! A votre tâche ! leur ordonna-t-il. Moi, je vous laisse, ayant à implorer la protection divine.

La porte venait à peine de s'entr'ouvrir.

— Chut ! Vite votre parapluie ! faisait Bengude.

— Chut ! Pas plus loin ! Le docteur, faisait Esther, ne veut à aucun prix...

— Mais quel docteur ?

— Nous vous disons que le docteur Jérusalem, grand rabbin de Jérusalem... Non, non ! N'avancez pas !

Gardiennes intrépides, elles lui barraient le passage, lui bourraient les côtes.

— Entendez-vous ? Le docteur ne veut à aucun prix se montrer.

— Mais où est-il donc ce docteur grand rabbin ? demanda la pauvre Tarascon (Bellette) de plus en plus affolée.

— Là, dans le fond, ma chère amie. Et après tout, si vous y tenez tant que ça... Mais alors rien qu'une seconde...

Du coin où doucement, sournoisement, elles étaient venues s'embusquer, toutes tremblantes et le cœur battant, elles purent l'apercevoir de dos dans la salle à manger-cuisine. Un peu penché en avant et armé de ses phylactères, d'une main le maître tenait sous ses yeux son livre de prières, tandis que de l'autre il scandait l'hymne rauque des versets.

Mais lui alors, comme si, sans les voir, il sentait leur présence, il avait laissé tomber son rituel et, s'abandonnant soudain à son génie, il s'était mis à gesticuler, à se balancer, à pivoter, à ondoyer, à psalmodier, tel un derviche tourneur,

sur un rythme de plus en plus vertigineux, pendant que, tassées au fond du magasin, les pieuses femmes, éblouies et paralysées de stupeur, étaient en train d'en perdre la respiration.

Bengude fut la première à se réveiller.

— Et maintenant, décida-t-elle en tirant la visiteuse en arrière sans la ménager, vous avez assez vu !

On remarqua que son fez était à l'envers sur le comptoir. Un peu comme si c'était le résultat d'une opération magique !

Et Bengude eut encore une idée. Elle prit un des paquets de terre sainte, l'enveloppa dans du papier fort à cause de la pluie.

— Mettez 20 francs là ! ordonna-t-elle à Bellette.

Bellette eut donc le bonheur de toucher le fez du bout des doigts en déposant son offrande. Bonheur combien trop bref, hélas ! Déjà les gardiennes du sanctuaire la repoussaient fermement, inexorablement vers la porte.

Pour ne pas perdre son élan, Jérusalem priait encore, infatigable, mais au ralenti. Dehors une autre ombre furtive, où elles reconnurent la veuve Lyon (Lyonnette), se profilait à son tour sur le vitrage de la devanture...

— Gardez-le bien ! soupira cette Lyonnette, lorsque son tour eut passé.

Et, avec son paquet de terre sainte au fond de son cabas, elle sortit à reculons pour voler un dernier coup d'œil.

Puis ce fut à la Mosséchonne, et il paraît que la quatrième eût été une Languedoc (Abigaïl), si Bengude, de plus en plus maîtresse de la situation, ne lui avait expliqué en lui fermant la porte au nez :

— Non ! chère madame, c'est assez ! Trois par soirée suffisent et font même déjà trop. Le docteur est complètement exténué. Vous reviendrez demain. Maintenant il va prendre son vin Mariani et son bain de pieds.

Bien que ce fût à peine cinq heures, on tira le rideau de fer et la boutique fut cadenassée.

— Alors ? fit Jérusalem en se caressant la barbe.

A la lueur de la lyre à gaz, il aperçut dans son fez les trois louis qui scintillaient. Mais il n'ajouta pas un mot. Il se contenta de cligner de l'œil. Les deux adoratrices, elles

aussi, clignèrent de l'œil. Sur les trois visages qui s'observaient, le même furtif sourire eut le temps de se dessiner et de disparaître ; et sans doute, au même moment, le même frisson de complicité voluptueuse les avait secrètement secoués et unis.

Le lendemain après-midi, au coin des Halles et de la rue Isolette, tout le ghetto des femmes, à l'exception des malades et des impotentes, était là, faisant queue, exactement comme lorsque la troupe d'Avignon donnait, ce qui arrivait en moyenne une fois tous les trente ans, *la Juive*, au Théâtre municipal... Les sœurs Roquemartine et Sisteron étaient (conscientes de leur force et de leur droit) en tête de la file où elles avaient pris place, avec un déjeuner portatif, dès onze heures. Ce furent les seules qui eurent la chance de *voir* et d'être servies. Le reste dut s'échelonner patiemment le long de toute une quinzaine, pendant laquelle le prix du paquet de terre (du moins c'est madame Sacerdote qui le prétendit) finit par dépasser le billet de cent. Ce qu'il y a de certain, c'est que, jusqu'alors et depuis des temps immémoriaux, les recettes quotidiennes de la mercerie avaient évolué entre 30 et 85 centimes, sans jamais, sauf circonstances exceptionnelles, avoir atteint le plafond, presque inespéré, d'un franc. La comptabilité de ces demoiselles était donc en train de devenir astronomique, mais probablement parce qu'il s'agissait d'une marchandise sainte, elles ne s'en étonnaient guère et en éprouvaient seulement, à leur insu d'ailleurs, comme une espèce de petite ivresse sacrée[1].

ARMAND LUNEL

(La fin dans la prochaine livraison.)

1. Copyright by Librairie Gallimard 1937.

SOUVENIRS

SUR KATHERINE MANSFIELD

Les pages qu'on va lire sont extraites de l'ouvrage de Mr John Middleton Murry, *Entre deux mondes*. C'est une autobiographie où l'auteur a retracé avec une grande sincérité son enfance difficile, ses brillants succès scolaires, qui lui valurent une bourse à Oxford, et enfin son entrée dans le journalisme et le monde littéraire. C'est là qu'il connut Katherine Mansfield, qui devait devenir sa femme. Les épisodes qui marquèrent leurs premières rencontres ont été, pour la plupart, évoqués dans le chapitre final de l'ouvrage de Ruth Mantz et de Middleton Murry, *la Jeunesse de Katherine Mansfield* [1]. Nous le résumons brièvement ici. Middleton Murry désirait depuis longtemps connaître Katherine Mansfield, dont il avait publié une nouvelle, « la Femme de la Cantine » [2] dans la revue qu'il dirigeait, *Rhythm*. Un ami commun, W.-L. Georges, décida de les réunir, et les invita tous deux à dîner. Ce dîner a été longuement et minutieusement décrit par Middleton Murry, qui ressentit aussitôt pour Katherine une vive admiration.

« Tandis que je la contemplais à la lueur des chandeliers, écrit-il, avec sa gaze gris-tourterelle et sa fleur écarlate, mes yeux se posaient continuellement sur ses mains. C'étaient de très belles petites mains ; elles avaient quelque chose d'étrange qui me fascinait. D'une manière inconsciente, elle les joignait en forme de coupe, comme pour retenir dans ses paumes quelque chose de liquide. Ses doigts, au repos, étaient toujours infléchis vers l'intérieur, et sa main ressemblait à un coquillage... [3] ».

Middleton Murry prit tout d'abord peu de part à la conversation, mais peu à peu il s'y trouva mêlé, grâce à Katherine, qui fit appel à son opinion : « En réponse à une remarque de W.-L. Georges concernant la nécessité de la *nudité* en littérature, Katherine Mansfield se mit à démontrer la difficulté de la *simplicité*. Elle me demanda d'appuyer son opinion. Quand elle parla du danger toujours présent — la tentation de forcer la note — je l'approuvais d'autant plus que mes propres efforts littéraires étaient gênés par une horrible exagé-

1. Traduit par Madeleine Guéritte.

2. Dont la traduction a paru dans la *Revue de Paris*, le 1er janvier 1933.

3. *Between two worlds*, p. 187.

ration émotive. Je lui dis que parfois je me demandais désespérément s'il était possible d'atteindre à la réelle simplicité à force de travail [1]. »

A la suite de ce dîner, Middleton Murry et Katherine Mansfield se revirent plusieurs fois, et leur amitié fit de rapides progrès. Middleton Murry songeait à quitter Oxford, dont l'atmosphère lui devenait irrespirable ; Katherine l'encouragea dans cette voie ; enfin, un de ses maîtres le recommanda à Spender, éditeur de la *Westminster Gazette*, où on lui promit du travail et un petit salaire.

Katherine Mansfield habitait alors un charmant petit appartement, 69 Clovely Mansions, Gray's Inn Road. Elle proposa à Murry de lui sous-louer une pièce, et c'est ainsi que débuta leur vie en commun, qui s'achemina rapidement de la camaraderie vers l'amour.

Dans l'étude qu'il a consacrée, dans cette *Revue*, à Katherine Mansfield, Marcel Thiébaut écrivait, à propos du *Journal* et des *Lettres* [2] :

« Par malheur, ces deux ouvrages comportent des lacunes bien apparentes et nous connaîtrions, surtout en ce qui concerne les années 1911-1915, de grandes incertitudes, si M. Francis Carco, dans de récents numéros des *Annales*, n'avait apporté, lui aussi, quelques lumières sur l'auteur de *Félicité* et sa vie douloureuse. »

Or, ces années 1911-1915, nous en trouvons le récit détaillé dans les chapitres de *Entre deux Mondes*, que nous offrons aujourd'hui au lecteur.

Cet ouvrage, publié à Londres en 1935, n'a jamais été traduit, et les pages qui suivent sont inédites. J. DE N.

Ma vie à Oxford était finie. Bien que je ne me fusse pas publiquement déshonoré, c'était un échec. Ma première année avait été vraiment idyllique, mais ensuite j'avais continuellement tiré sur la chaîne. La conviction avait grandi en moi qu'Oxford était « irréel », et bien que mes efforts pour échapper à cette irréalité fussent contestables, le sentiment que j'éprouvais n'en était pas moins vif. Les racines de ce sentiment (dont je ne démêlais pas bien alors la cause profonde) étaient sociales. La vie que je menais à Oxford était celle d'un jeune homme relativement riche, et, en fait, j'étais extrêmement pauvre. Je savais parfaitement que si je voulais continuer à mener ce genre de vie après avoir quitté Oxford, il me faudrait choisir une carrière, et le choix que j'avais devant moi était fort restreint. Je passais des heures à rêver combien la vie serait différente si je possédais seulement deux livres par semaine, pendant quelques années, car alors je pourrais attendre un peu et réfléchir avant de me décider. J'étais accablé sous le poids de difficultés matérielles. Bien que la sensation d'être riche me plût, je ne craignais pas la sensation d'être pauvre à ma façon. Et je crois vraiment que si la plus maigre

1. *Between two worlds*, p. 186.
2. *Revue de Paris*, 15 novembre 1933.

possibilité de vivre m'avait été offerte, j'aurais dit adieu gaîment à tout « avenir ». Aujourd'hui encore, je crois que c'est un instinct légitime qui me fit lutter contre l'influence d'Oxford. Je luttai aveuglément, follement, contre un charme et une tradition qui avaient bien plus d'emprise sur moi que sur la plupart des jeunes gens. C'était un héritage que j'avais dû conquérir par mes propres moyens, et je savais son prix et sa rareté mieux que bien d'autres de mon âge. Je ne pouvais pas accepter Oxford comme une chose toute naturelle. Le fait de ne m'y sentir nullement dépaysé, d'avoir pris le ton de la maison comme si j'y étais né ne faisait qu'accroître mon sentiment d'avoir reçu un cadeau d'une bonne fée. Je sentais que le réveil serait terrible, ou, pis encore, que je serais incapable de me réveiller, car je savais, tout en étant trop facilement enclin à l'oublier, que la vie à Oxford n'avait aucun rapport avec la vie réelle. La sensation grandissait en moi, d'une façon obscure, mais certaine, que c'était à la vie que j'avais affaire. Pourtant j'en étais terrifié, et toutes mes tentatives passées m'avaient laissé tremblant et meurtri. Quelque dévorant que fût mon désir de sécurité, je me trouvais toujours entraîné à l'aventure malgré moi, car ma nature n'était pas aventureuse, mais timide et hésitante. Elle hasardait un doigt curieux, réticent dans ce qu'Amiel a appelé « l'engrenage terrible de la responsabilité et de la souffrance humaine », et soudain j'étais happé corps et âme.

. . . . . .

Middleton Murry quitte Oxford et fait ses débuts de journaliste à la *Westminster Gazette*. Katherine Mansfield partage avec lui la direction de *Rhythm* ; ils sont tous deux complètement ignorants des questions financières, ce qui leur attire des ennuis d'argent avec les imprimeurs. Mais ils sont tout à la joie de travailler ensemble, et pleins de confiance dans l'avenir.

Nous étions heureux. Nous faisions des économies de bouts de chandelle. Nous discutions de tous les sujets possibles et imaginables, assis par terre, devant le feu de Katherine, jusqu'au petit matin. Je développai ma nouvelle conviction que devenir amoureux était une erreur complète ; je lui racontai toute l'histoire de Marguerite [1], ma misérable aven-

1 Au cours d'un voyage qu'il avait fait à Paris, en 1910, Middleton Murry avait rencontré cette jeune femme au café d'Harcourt. Il avait eu avec elle une liaison assez longue et particulièrement malheureuse.

ture à Oxford, et tous les deux nous méditions sur le sens de mon pénible passé.

Soudain, comme si je m'éveillais d'un mauvais rêve, je lui dis gaîment :

« — Voyez-vous, j'avais complètement perdu l'espoir que ce genre de choses pût exister.

» — Quel genre de choses ?

» — Eh bien, ce que nous sommes l'un pour l'autre, vous et moi.

» — Et que croyez-vous donc que nous sommes ?

» — Nous nous aimons énormément, mais nous ne sommes pas amoureux.

» — Non, nous ne sommes pas amoureux. Et c'est très agréable. Mais qu'appelez-vous être amoureux ?

» — Je veux dire le genre de choses que je ressentais pour Marguerite. Ce que j'éprouve pour vous est le genre de choses que j'éprouvais pour Marguerite *avant* de devenir amoureux d'elle.

» — Vous voulez dire : avant qu'elle ne soit votre maîtresse. Dès que cela est arrivé, vous êtes devenu amoureux d'elle, et...

» — ... Et cela a tout abîmé, en quelque sorte.

» — Je me demande pourquoi ? », dit Katherine.

Moi aussi je me le demandais, mais sans trop insister. Non que je voulusse me duper, ni elle-même, mais je me cramponnais à la solution la plus simple. Mon amour pour Marguerite avait été abîmé du fait que nous étions devenus amants. Cela me satisfaisait, car cela justifiait le fait que j'étais parfaitement heureux avec Katherine dans notre situation actuelle. Je ne voulais pas devenir son amant. Et, au fond, je pensais que je n'avais pas voulu non plus être l'amant de Marguerite. J'étais une étrange créature. Assurément, je n'avais pas grand'chose du mâle conquérant, et je n'ai jamais connu ces « tourments de la passion physique » dont il est question dans les romans français. Un amant torturé, une maîtresse qui lui cède finalement par pitié : j'ai bien peur de n'y pas croire, et, en tous cas, je n'éprouve aucune sympathie pour une femme qui se donne dans ces conditions. Quel homme voudrait être aimé par pitié ? Et si la réponse est

(comme je le crois) que l'homme ne souhaite pas tant être aimé, mais surtout posséder la femme, il me semble que la femme devrait savoir si elle veut être possédée ou non, au lieu de satisfaire sa vanité en parlant de pitié. En résumé, je soupçonne bien les « tourments physiques » d'être seulement une des vieilles rengaines de l'art stupide de la séduction. Et la femme qui succombe à ce piège grossier, parce qu'il flatte sa vanité, mérite tout ce qui lui arrive par la suite.

Je connais bien, hélas, ce désir désespéré de retrouver l'être qu'on aime, d'abolir en un instant toutes les possibilités de désastre qu'amènent les séparations ; je connais bien aussi le désir douloureux de ce moment d'oubli que le corps d'une femme peut donner à un homme, quand le poids de la vie est trop intolérable. Mais ces douloureux désirs ne sont pas des « tourments physiques ». Peut-être en ai-je été préservé par un hasard heureux : les sentiments que j'ai pu éprouver dans ma vie pour des femmes ont toujours été réciproques. Quoi qu'il en soit, la vérité demeure : je ne souhaitais pas devenir l'amant de Katherine. Ou bien alors j'en étais complètement inconscient, car, à cette époque, je croyais vraiment que la sexualité détruit l'amour. Pourtant, j'étais également convaincu que la sexualité sans amour était ignoble. J'avais probablement peur de la vie sexuelle parce qu'elle m'avait fait beaucoup de mal, j'en avais souffert physiquement et moralement et j'avais besoin d'oublier. De plus, j'étais parfaitement heureux dans ma situation actuelle. La compagnie de Katherine était pour moi une chose merveilleuse. Je pouvais lui parler plus intimement que je ne l'avais jamais fait avec personne. Nous avions confiance l'un dans l'autre. La vie lui avait meurtri les ailes encore plus durement qu'à moi, parce qu'elle avait eu plus de courage encore pour se jeter contre les barreaux. Mais nous avions tous deux l'intime conviction qu'il devait exister quelque part une meilleure façon de vivre. Si nous restions ensemble, peut-être arriverions-nous à la découvrir : nous étions sur le seuil d'un monde inconnu. Nous vivions des jours enchantés. Mais, en moi-même, j'avais peur de mon propre bonheur. Il me semblait que, par sa nature même, il n'était pas durable, et j'étais terrifié du moindre geste de ma part qui eût pu en altérer la

beauté. Voilà pourquoi je fis à Katherine cette bizarre réponse qui nous fit parfois rire et parfois pleurer, car elle resta toujours pour nous un vivant fragment de notre passé. Nous parlions gaîment et sérieusement un soir, assis tous deux par terre devant le feu : j'étais appuyé contre le coin du bureau, vêtu d'un vieux jersey de pêcheur ; elle était à genoux près des bols de thé, une vive écharpe orange sur sa petite veste de velours noir. Je venais de méditer à haute voix sur la durée probable de notre bonheur.

« — Il me semble, dis-je, qu'il devrait durer toujours. »

Mais je savais bien que rien ne dure toujours, et je n'ai jamais cru que le bonheur puisse même durer longtemps. Il arriverait sûrement quelque chose. Un coup de vent surviendrait, qui arracherait le bateau de ses amarres.

« — Je voudrais bien en avoir fini avec les femmes, dis-je. Et pourtant, j'ai une atroce impression, je sens que tout ce que j'ai enduré avec Marguerite n'est que jeu d'enfant auprès de ce que j'aurai encore à souffrir. »

C'était absolument sincère. Katherine y réfléchit :

« — Mais pourquoi ne voulez-vous pas *croire* que ceci puisse durer toujours?

» — Toujours? Savez-vous que j'ai peur de croire cela, le mot seul m'effraye. Quand je commence à penser des choses pareilles, il me semble toujours entendre une voix qui dit : « Le pauvre fou, le pauvre *fou !* ».

Il y eut un long silence.

» — Vous n'avez pas beaucoup de foi, n'est-ce pas? dit Katherine.

» — Et vous?

» — Je pense parfois que je possède une véritable petite mine de foi, seulement je ne sais pas très bien en quoi je crois. »

Il y eut un autre long silence, si long qu'il parut très difficile de le rompre. Alors subitement Katherine dit :

« — Pourquoi ne me prenez-vous pas comme maîtresse? »

Je fus surpris sans l'être vraiment. Je ne trouvais pas en moi une réponse directe et spontanée à cette simple question. Et bien qu'elle fût simple, elle était étrange. Comme s'il m'était jamais venu à l'esprit de *prendre* une femme pour maîtresse ! Si elle m'avait dit : « Pourquoi ne me laissez-vous

pas être votre amant? » cela aurait été tout différent....

Je ne lui dis pas tout ceci, j'en avais seulement le sentiment confus : l'étrangeté de cette question était un présage de changement en nous. Et ce qui existait était bien trop précieux pour risquer de le changer d'aucune manière. Je restais donc étendu sur le dos, réfléchissant en silence. Enfin — Katherine me rappela souvent cette scène — je levai mes deux jambes en l'air et les agitai en disant :

« — Je sens que cela abîmerait tout.

» — Moi aussi », dit-elle.

Bien des mois plus tard, Katherine me dit que ma réponse l'avait amèrement froissée. Je ne m'en aperçus nullement, ce qui l'étonna beaucoup. Son « moi aussi » était plein d'amertume. Il voulait dire : « Si vous considérez sous ce jour-là le don de moi-même, alors ce don ne pourrait être que néfaste, en effet. Merci de me prévenir. » Mais j'étais complètement inconscient de sa réaction, et après nous être dit bonsoir, elle resta longtemps éveillée dans son lit, à réfléchir. Elle ne pouvait s'empêcher de revoir mon attitude devant le feu, avec mes jambes en l'air, et elle souriait : enfin elle en vint à la conclusion que j'étais un être bizarre et plein de charme. Bizarre — oui. Après quarante-cinq années d'existence j'en suis venu moi-même à cette conclusion. Le côté « charme » dépasse ma compréhension, en dépit de la légende qui m'a poursuivi toute ma vie. Beaucoup de gens, que j'avais cru mes amis, m'ont fait grief de ce soi-disant « charme » dont ils prétendent avoir été les victimes, et qu'ils m'ont ensuite violemment reproché, quand je les ai déçus par mon attitude à leur égard. Cela m'est arrivé si souvent, dans des circonstances tellement curieuses, qu'à certaines périodes de ma vie je me suis demandé avec angoisse si j'avais tout mon bon sens, ou si mes amis étaient fous. Je n'ai jamais trouvé la solution de ce mystère.

Je suis d'ailleurs certain que Katherine n'a jamais été tracassée par ce soi-disant mystérieux charme ; pas plus que je ne le fus par le sien. Elle était une femme simple et délicieuse dans sa manière d'être. Pourtant, il est hors de doute que beaucoup l'ont considérée comme un être distant, d'une perfection glaciale. Les gens avaient facilement « peur » d'elle.

Je ne sais pas pourquoi — si ce n'est qu'elle refusait toute intimité superficielle et qu'elle ressentait violemment toute malpropreté morale. — Elle avait aussi un don de sourcier pour dépister le vide intérieur qui existe si souvent chez les gens prétentieux, et elle les rendait très inconfortables. Ainsi, dès leur première entrevue, elle fut pleine de réserves et de critiques en face de Frank Harris, bien que son type super-Dickensien l'amusât énormément. Il ne lui serait jamais venu à l'idée de se fier à lui. Pourtant, elle ne fit rien pour ébranler ma propre confiance : elle aurait considéré cela comme une impardonnable atteinte à la liberté !

Depuis le premier jour jusqu'au dernier, Katherine m'est apparue comme un être absolument exquis. Tout ce qu'elle disait, tout ce qu'elle faisait, avait une valeur manifeste. Je ne crois pas qu'il me soit jamais venu à l'esprit de la critiquer, et certainement je fus pendant bien longtemps étonné d'avoir été choisi par elle. Pourtant notre vie à deux me paraissait si naturelle, si conforme à mes goûts, qu'il devait y avoir entre nos deux natures une similitude cachée ; cela me semble évident et cela me stupéfie.

Car ma nature était essentiellement informe, pleine de doutes et d'appréhensions. Je n'avais pas conscience de ma personnalité. Ce n'était pas « moi » qui fuyais telle personne ou recherchais telle autre : j'assistais à cela en spectateur, comme un esprit désincarné, avec étonnement, inquiétude, ou une vague approbation. Chose curieuse, rien de tout cela n'existait dans mes rapports avec Katherine : elle créait en moi une sorte d'unité. Avec elle, je devenais libre, gai, insouciant ; elle me délivrait du moi artificiel qui s'était accumulé depuis si longtemps et qui pesait sur mes épaules. Je ne prétends pas expliquer tout ceci, mais simplement le décrire. Mon moi de cette époque-là — époque de ma rencontre avec Katherine Mansfield — me paraît plus lointain que je ne saurais le dire. Et pourtant, j'ai la conviction profonde d'être toujours demeuré le même vis-à-vis d'elle jusqu'à sa mort ; avec elle, je fus toujours *vrai*, et je ne le fus avec personne d'autre. Maintenant, et depuis de nombreuses années déjà, cette étrange situation a changé ; je suis toujours le même où que je sois et quoi que je fasse ; la sensation bizarre d'irréalité que

j'avais autrefois, celle d'être une sorte de fantôme, un esprit sans substance vis-à-vis des gens ou des choses et à travers toutes mes occupations, m'a quitté pour toujours. Je suis convaincu que cela ne reviendra jamais.

Encore une fois, je ne prétends pas expliquer de telles choses. Je raconte seulement ce qui fut, et je dis en toute sincérité qu'à partir de cette époque, jusqu'à la mort de Katherine Mansfield, ma vie *réelle*, je l'ai vécue avec elle. Tout le reste ne fut qu'un songe.

Je suppose qu'on pourrait expliquer cela en disant que pendant ces dix ans et demi je fus amoureux de Katherine : c'est la simple vérité ! Mais d'autres ont été amoureux pendant dix ans et demi sans connaître pour cela des expériences de cette nature. Katherine, j'en suis sûr, ne les connut pas. Et pourtant, après avoir écrit ces mots, j'hésite. Peut-être éprouva-t-elle aussi quelque chose de semblable ; mais je suis sûr que la division totale qui existait entre ma vie *avec* elle — dans le sens le plus large — et ma vie sans elle tenait à une particularité de ma nature. Peut-être cela venait-il de mon extrême peur de la vie, dont la conséquence était le bonheur extrême que je trouvais dans une vie où je n'avais plus peur.

*
* *

L'intimité de Katherine Mansfield et de Middleton Murry s'accroît de jour en jour et devient enfin complète. Malheureusement, il leur est impossible de se marier, le premier mari de Katherine refusant de divorcer. Ils n'y parviendront que six ans plus tard. Moralement, ils souffrent de leur situation irrégulière ; matériellement, ils connaissent des difficultés et sont contraints de céder *Rhythm* à l'éditeur Step. Swift. Il est un de leurs désirs pourtant qu'ils parviennent enfin à réaliser : celui d'aller vivre à la campagne, loin d'une société pour laquelle ils ne se sentent pas faits.

En août 1912, nous nous installâmes à Runcton Cottage ; au début de novembre, nous en étions irrémédiablement chassés. Nous avions acheté tout le mobilier à tempérament. Notre domestique était un ancien soldat, qui faisait danser consciencieusement l'anse du panier, et dont la saleté dépassait tout ce qu'on peut imaginer. Nous n'étions pas remis

du choc que l'attitude de mes parents nous avait causé [1]. Dans ce beau jardin plein de néfliers, dans cette ravissante maison aux chambres lumineuses, nous étions envahis par le sentiment de l'instabilité des choses. Comme tout nous semblait précaire ! Nous étions heureux l'un par l'autre, mais nous avions le sentiment de nous tenir embrassés sur un îlot de sable que la mer rongeait à nos pieds. A ce moment-là, et peut-être à cause de tout cela, un grand désir d'avoir un enfant s'empara de nous. O merveille ! ce désir parut devoir se réaliser. Nous osions à peine en parler, c'était un délicieux secret qui nous emplissait d'angoisse et de joie. Nous sentions confusément que si cet espoir se réalisait, nous n'aurions plus rien à craindre, nous possèderions la sécurité ! Nous *existerions* enfin, car nous n'avions pas le sentiment d'exister. Il est curieux de penser que deux êtres comme Katherine et moi aient toujours eu à lutter contre une sensation d'irréalité, contre l'impression d'être en dehors de la vie, d'habiter des maisons de rêve comme les enfants des contes de fée. Nous étions perpétuellement hantés par le sentiment de notre non-existence, et nous n'avions pas le pouvoir d'y remédier, de prendre enfin contact avec la vie. Tandis que nous rêvions, elle passait à côté de nous : seule la naissance de notre enfant pourrait déchirer le voile qui nous séparait de la réalité. Nous l'appelions déjà Dicky, nous y pensions sans cesse, nous parlions avec lui ; il se cachait pour jouer dans le jardin, nous l'amusions en lui cherchant des fleurs...

Et souvent le soir, quand le parfum du magnolia montait doucement à travers la fenêtre, nous avions la sensation poignante qu'en aucune maison, en aucun pays, en aucun enfant né de notre chair, notre rêve ne pourrait prendre corps. A de tels moments, au crépuscule près de la fenêtre, j'ai vu les yeux de Katherine tout brillants de larmes...

. . . . . .

Plusieurs amis vinrent nous voir, entre autres Rupert Brooke ; il adorait nous raconter, en riant, de macabres histoires de vieilles femmes dévorées par leurs chats ou de terrifiantes

1. Middleton Murry avait voulu présenter Katherine à ses parents, mais ceux-ci les avaient fort mal reçus.

aventures de paysans lithuaniens sur lesquelles il songeait à faire une pièce. En compagnie de notre cher Goodyear, nous fîmes avec Katherine d'interminables marches à travers les marais salants, en chantant tous en chœur. Mais tout ceci ne troublait pas notre rêve ; on eût dit que rien ne pouvait le troubler.

Brusquement, il se changea en cauchemar. Au moment où notre espoir d'un enfant allait devenir une certitude, cet espoir s'évanouit pour toujours. En même temps, nous fûmes rappelés en toute hâte à Londres. Le nouvel éditeur de *Rhythm* avait fait faillite ; les imprimeurs, n'ayant pas été avertis du changement de direction, me rendaient responsable de tout. L'éditeur avait beaucoup augmenté le tirage, mais il l'avait fait à mon nom. Je devais 400 livres. 400 livres ! Cela aurait pu tout aussi bien être 4 millions. De plus, le salaire que nous recevions de *Rhythm*, et sur lequel nous comptions pour payer le mobilier, avait également disparu. La catastrophe était si totale que c'en était presque comique, d'autant plus qu'à ce moment notre soldat-domestique, ivre-mort, avoua en pleurant nous avoir volé quelques objets de valeur, entre autres des montres, et les avoir vendus pour boire. Nous étions trop effondrés pour nous mettre en colère. « Allez vous-en et ne revenez plus » fut tout ce que nous trouvâmes à lui dire.

Un bon ange nous apparut alors sous les traits d'une femme du village. Son mari avait entendu à l'auberge notre soldat-domestique se vanter de la façon dont il nous exploitait, et elle venait nous offrir son aide. Mistress Bean parla à Katherine d'une façon si touchante que celle-ci vint dans ma chambre tout en larmes. J'étais en train de me livrer à des calculs d'arithmétique désespérés pour essayer de sauver quelque chose du naufrage. « Il y a des gens vraiment très bons sur la terre », me dit Katherine. En effet il y en a. Pendant quinze jours, mistress Bean, avec son sourire, sa robe d'alpaga gris et son infaillible bon sens, fut le havre qui nous abrita de la tempête. Armée d'un morceau de savon et d'un seau d'eau, elle combattit victorieusement la crasse abominable de la cuisine. Elle épargna notre argent, elle sauva la santé de Katherine, elle nous dorlota et nous choya, tout cela par bonté

pure. Nous n'étions rien pour elle, mais elle nous tint lieu de tout.

Enfin apparut un homme en chapeau melon et gants jaunes, avec un mandat d'huissier, suivi d'un autre homme qui saisit nos quelques pauvres meubles. Nous voyions l'îlot de sable s'effriter à nos pieds. Avec nos habits, nos livres et nos malles, il nous fallut dire adieu à Runcton Cottage. Mistress Bean pleurait de tout son cœur.

Après d'interminables démêlés avec les imprimeurs, nous arrivâmes à une transaction : nous les règlerions à raison de 100 livres par an ; cela voulait dire que la pension de Katherine allait se trouver entièrement absorbée. Nous avions pris une chambre misérable ; nous la quittâmes pour une sorte de petit appartement-bureau, 57 Chancery Lane. Sur la porte vitrée, nous avions peint en grosses lettres très imposantes : *Rhythm, Bureau de la Direction. Rhythm* connaissait, enfin, un succès d'estime. La plupart des écrivains d'avenir de la jeune génération étaient groupés autour de notre revue : Gilbert Cannan, Hugh Walpole, Frank Swinnerton, lord Dunsany, James Stephen, Walter de La Mare, Rupert Brooke, Lascelles Abercrombie, Wilfrid Gibson, S.-D. Beresford : Max Plownan et, finalement, D.-H. Lawrence. Le vent avait tourné. Il y avait dans l'air une vague d'optimisme et de confiance. Pour des raisons personnelles, je ne partageais pas cette véritable exaltation que Lawrence, au contraire, ressentait vivement. A propos d'un recueil de poèmes, la première collection de *Georgion Poetry*, publié sous la direction de notre ami Eddie Marsh, il écrivit dans le dernier numéro de *Rhythm* une critique enthousiaste. Elle se termine par ces mots : « Nous voici éveillés, nos poumons sont pleins d'air nouveau, nos yeux voient venir le jour... Dans presque chaque poème de ce livre, nous trouvons cette note d'exaltation dans la joie, dans une liberté illimitée, dans la richesse sans bornes qui est la nôtre... » Seize mois plus tard, la guerre européenne éclatait.

. . . . . .

Mon existence d'alors était nettement coupée en deux : d'un côté, la sécurité de ma vie avec Katherine ; de l'autre, l'incertitude et l'angoisse de ma vie dans le monde. L'une

était d'ailleurs la conséquence directe de l'autre. L'épisode de Runcton Cottage, commencé dans le rêve et se terminant par un désastre, montrait clairement que notre manière de vivre n'était pas compatible avec la vie. L'apparition de l'huissier aux gants jaunes en avait été la preuve éclatante. Son rôle ressemblait à celui du machiniste qui range les décors, éteint les lumières, et dit avec bonhomie aux enfants consternés : « Sans blague, vous n'aviez pas cru que c'était vrai ? »

Seule l'existence de *Rhythm* nous sauvait d'un découragement total, et nos efforts désespérés pour le faire vivre s'associaient à un sentiment de défaite qui grandissait en chacun de nous. Dans cette tâche ingrate, Katherine témoignait d'un inlassable courage, mais sa santé s'altérait de jour en jour. Elle commençait à souffrir beaucoup du cœur, et nous décidâmes qu'elle devait partir à la campagne pour se reposer.

Au début de 1913, D.-H. Lawrence entra dans notre vie. En décembre 1912, il avait écrit à Edward Garnett, lui parlant de *Rhythm*, où il aurait voulu écrire. Un mois plus tard, Katherine Mansfield lui en avait envoyé un exemplaire, en lui demandant de nous faire parvenir une nouvelle, ce qu'il fit aussitôt. Peu de temps après, il écrivait à un ami : « C'est une revue maboule, mais les gens sont plutôt sympathiques ». C'était vraiment une revue maboule, bien qu'il ne me l'eût jamais dit par la suite. A la fin de juin, les Lawrence arrivèrent en Angleterre, et ils vinrent nous rendre visite à Chancery Lane. C'était par un beau jour ensoleillé, et les magnifiques cheveux blonds de Frieda étincelaient sous son panama. Nous avions pris un bus pour aller déjeuner ensemble à Soho ; et Frieda nous surprit, Katherine et moi, en train de nous faire des grimaces. Elle en fut stupéfaite et ravie. Lawrence et elle s'étaient imaginés bien à tort que nous étions des gens riches et importants : le genre de mécènes millionnaires qui financent des « revues maboules ». Nous éprouvions tous quatre une grande sympathie mutuelle ; mais quand Frieda découvrit que Katherine et moi n'étions pas mariés, et que Katherine attendait son divorce comme elle-même, il parut évident que nous étions faits pour nous entendre. Ils nous

firent promettre d'aller les voir à Broadstairs, mais quand arriva le jour fixé, nous n'avions pas l'argent du voyage. Lawrence trouva cela ridicule et m'écrivit une lettre de reproches, « parce que j'avais l'air si riche et parce que je gagnais bien plus d'argent que lui ». A l'époque, c'était probablement vrai, mais comme nous nous débattions dans les pires difficultés pour payer nos dettes et faire vivre *Rhythm*, nous étions sans cesse dans la gêne. Quelque temps après, nous allâmes à Broadstairs passer le *week-end* avec Gordon Campbell. Nous nous baignâmes ensemble au crépuscule, et fîmes un somptueux banquet de beefsteak et de tomates. Lawrence nous donna un exemplaire de *Amants et Fils*, que nous lûmes dans le train au retour ; je me rappelle encore l'impression de richesse brûlante et sombre que me donnèrent les premières pages de ce grand roman. Lawrence était pour moi une expérience toute nouvelle. Je n'étais pas préparé à une intimité aussi subite et aussi totale. Avec une surprenante rapidité, il sut tout de moi ; d'abord ce que je pus lui apprendre moi-même, et sans doute bien d'autres choses. Il prit péremptoirement charge de ma personne et se mit à débrouiller l'écheveau emmêlé de mes affaires. Il ne sympathisait nullement avec les soucis què nous causait *Rhythm* (qui était devenu la *Revue bleue*) et, quand le magazine expira enfin, au lieu de nous consoler, il déclara que c'était un bon débarras. Nous devions saisir ce prétexte pour quitter l'Angleterre et aller vivre avec lui en Italie, à Lerici. Nos tracas d'éditeurs et nos soucis d'argent nous avaient épuisés, disait Lawrence, en pure perte. Nous devions tourner enfin une nouvelle page de notre vie. Tout cela était fort tentant, car la vie à Lerici, telle que nous la décrivait Lawrence, était un perpétuel enchantement, mais si j'avais suivi son avis, il m'aurait fallu vivre de la pension de Katherine, ce qui me paraissait inadmissible. En effet, aucun éditeur ne m'aurait envoyé des livres à critiquer en Italie. La position de Lawrence était toute différente : il était indépendant, car il pouvait employer son talent d'écrivain où bon lui semblait. J'étais simplement un pauvre jeune critique et je dépendais des directeurs de journaux. Mais il est fort probable que Lawrence trouvait ma situation supérieure à la sienne : il était en cela tout

semblable à Thomas Hardy, qui, même à la fin de sa vie, croyait que les éditeurs et les critiques étaient des gens plus importants que lui-même.

. . . . . .

J'étais vraiment un pauvre être à cette époque, car je me sentais inférieur en tout à Katherine. Elle avait un contact immédiat avec la vie qui m'était totalement refusé et que j'enviais douloureusement. Je savais que je lui étais inférieur en bien des points, mais je pouvais les accepter tous, sauf celui-là. Que les circonstances fussent heureuses ou malheureuses, elle s'y abandonnait sans réserve, elle vivait tout entière dans l'instant présent. Pour moi, c'était bien différent. Il serait presque vrai de dire que rien ne me paraissait réel si mon esprit n'en avait pas fait le tour. Ce n'est pourtant pas tout à fait vrai, parce qu'il y avait une grande brèche dans cet isolement moral : le dévorant amour que je ressentais pour elle. Je pense qu'il était dévorant parce qu'avec elle seule je me sentais vivre, à travers elle seule je prenais contact avec la vie. Mais ce dévorant amour n'était pas un amour jaloux. Si elle avait souhaité me quitter — ce qui lui arriva par la suite plus d'une fois — je n'aurais rien fait pour la retenir. Je ne la désirais près de moi que si elle le désirait elle-même. Elle pouvait cesser de m'aimer : ce serait la volonté de Dieu, le Fiat du Destin ; mon amour ne cesserait pas, mais à aucun prix je ne chercherais à la garder contre son gré. Peut-être la fragilité du lien qui nous unissait fut-elle la cause d'un curieux sentiment qui grandit en moi à cette époque. J'éprouvais le besoin de me construire une sorte de citadelle intérieure, où il me fût possible de me retirer à l'écart ; je ne voulais pas m'abandonner sans réserve à ma passion pour Katherine, car si cette passion venait à me manquer, je resterais dépouillé de tout. Je crois aussi que j'avais un besoin inné de solitude ; peut-être ce besoin est-il commun à tous les hommes. Même très amoureux, il leur faut sauvegarder en eux quelque chose qui leur est propre, et, dans mon cas, l'amitié, la compagnie des autres hommes m'étaient absolument nécessaires. Mon mysticisme intellectuel — si je puis m'exprimer ainsi — avait été développé par le commerce des hommes,

vivants ou morts ; c'était le côté essentiellement mâle de ma nature. Katherine le comprenait probablement aussi, mais elle en éprouvait quelque ressentiment, soit parce que ces mouvements de l'esprit lui étaient vraiment étrangers, soit parce qu'ils constituaient le thème habituel de mes conversations avec Campbell ou Goodyear. C'était la tournure naturelle de mon esprit, qui ne fut jamais que médiocrement apte à percevoir les choses par la sensibilité. Si c'était un vice, c'en était un dont je ne pouvais pas me débarrasser facilement. Bien au contraire, j'avais la faiblesse de m'y abandonner outre mesure. Je cherchais à m'affirmer, à me réaliser d'une façon quelconque, parce que mon dur métier de journaliste ne me laissait aucun loisir pour un travail personnel, tandis que Katherine avait toute liberté pour suivre son inspiration à sa guise. Comme tous ceux qui souffrent d'un manque de personnalité, je rejetais le blâme sur les circonstances. Il fallait me délivrer de la routine où je m'enlisais, et même quitter l'Angleterre : alors tout serait différent. J'écrivis dans mon journal, en octobre 1913, ces lignes qui sont très significatives de mon état d'esprit... « Stendhal a dit qu'un homme ne change plus jamais après vingt-cinq ans. Ce n'est probablement pas vrai, mais je sens que cette année-ci (ma vingt-quatrième, en fait), est pour moi d'une importance capitale. Ou bien je vais écrire quelque chose, ou bien reconnaître une fois pour toutes que je ne suis bon à rien. J'ai la conviction totale et puérile que l'inspiration jaillira dès que je serai de l'autre côté de la Manche : la pensée deviendra profonde, et les mots viendront en foule. C'est devenu pour moi un vrai symbole : quelque chose comme la purification par l'eau... Je crains bien qu'en réalité ce ne soit demander la lune... »

Malgré l'avis de Lawrence, l'Italie était hors de question. Il fallait trouver un endroit où il me fût possible de gagner quelque argent. J'avais le choix entre un misérable emploi dans une université allemande, ou bien quelques travaux de journalisme à Paris. Katherine préférait Paris, où nous avions passé une courte lune de miel, en mai 1912, et dont elle avait gardé d'heureux souvenirs. Lawrence suggéra que je devrais faire un arrangement avec la *Westminster*, pour lui fournir chaque semaine un article de deux colonnes ; sa désinvolture

à ce sujet me fit sourire. Elle montrait l'ignorance complète où il était de mon « standing » comme journaliste. Jamais je n'aurais l'audace de faire une telle proposition à Spender ! Je l'avais déjà suffisamment désappointé en me désintéressant de la politique du journal ; lui demander de me procurer de l'ouvrage à Paris constituait une véritable impertinence dont je ne me sentais pas le courage. Mais enfin je gribouillai un mot à l'éditeur du *Supplément littéraire* du *Times*, lui demandant si je pouvais lui envoyer de Paris des critiques de livres français. L'audace de ma proposition me surprenait fort, mais je fus plus surpris encore de la réponse : au lieu de m'envoyer promener, Mr Bruce Richmond m'assurait qu'il ferait de son mieux. Ce fut ma première rencontre avec lui ; jamais homme de lettres ne trouva un éditeur plus généreux, un ami plus fidèle. J'étais tellement enthousiasmé par cette bonne nouvelle que je n'arrivais pas à l'expliquer à Katherine par téléphone. Nous commençâmes nos préparatifs sur le champ. Avec notre insouciance habituelle, nous décidâmes d'emporter quelques meubles à Paris, ce qui nous coûta 25 livres. Puis, j'allai informer Spender de mes projets. Il me conseilla vivement de ne pas avoir trop de confiance dans mon nouvel emploi, car la majorité de la direction du *Times* venait de changer et de tomber entre les mains de Northcliffe. Spender me mit très sérieusement en garde contre lui. Pour terminer, il me déclara que je ne serais pas remplacé à la *Westminster* pendant trois mois, « au cas où il arriverait quelque chose ». Je me sentais un véritable monstre d'ingratitude vis-à-vis de lui.

Notre départ pour Paris eut lieu au début de décembre. Trois mois plus tard, nous étions de retour, ayant complètement échoué à tous points de vue et ne possédant plus un sou ; quant à notre mobilier, dont le transport nous avait coûté 25 livres, nous l'avions vendu pour la somme dérisoire de 10 livres. Une fois de plus, nous n'avions réussi qu'à nous couvrir de ridicule. Nous avions débuté avec notre assurance habituelle par voir beaucoup trop grand : des chambres d'hôtel ne nous convenaient pas. Il nous fallait un petit appartement. Nous en trouvâmes un tout près de chez Foyot, 31, rue de Tournon, pour moins de 40 livres par an. Mais les

agents de location, qui portaient des noms superbes — MM. Boiffard et Debladis — et des moustaches non moins superbes, exigèrent des références. Nous n'en avions d'aucune sorte et nous ne connaissions personne susceptible de nous en donner. Je murmurais timidement à MM. Boiffard et Debladis que je travaillais pour le *Times*. Ah! dans ce cas, c'était fort simple. Le *Times* avait un bureau à Paris. Je n'avais qu'à demander une lettre de recommandation. Impossible de se dérober. Moi qui avais pensé qu'une ou deux semaines me seraient nécessaires pour rassembler mon courage et aller informer les directeurs de mon humble existence ! Car je savais très bien que le correspondant du *Times* à Paris avait une situation considérable : quelque chose comme un ambassadeur. Je passai toute une matinée à attendre patiemment dans l'antichambre, pendant que le concierge, en tablier de serge verte, époussetait autour de moi. Enfin je fus admis dans le sanctuaire, où je m'assis humblement, tandis que le correspondant, tout en fumant une cigarette turque, se demandait évidemment ce que j'allais faire pour le *Times* à Paris. Je me le demandais aussi. J'étais envahi par la sensation de ma médiocrité et de mon insignifiance. Il me semblait que cette référence était une charité à laquelle je n'avais pas droit. J'avais probablement raison.

A partir de ce moment, je fus en proie à de sombres pressentiments, dont je n'arrivais pas à me débarrasser. Ils se réalisèrent d'ailleurs rapidement. J'écrivis pour le *Supplément littéraire* un grand article sur Stendhal qui m'avait été demandé ; j'y travaillai quinze jours et il me fut retourné. (Je l'ai toujours et je n'ai pas encore eu le courage de le relire). J'écrivis également six articles de critique sur « la situation actuelle de la littérature anglaise » pour la *Westminster*, et ces articles ne furent pas acceptés non plus. Je commençais à être très inquiet : d'abord de ma situation matérielle et plus encore de mon manque de talent. Il faisait horriblement froid : ce froid intense et pénétrant de Paris, qui bondit par surprise sur l'Anglais sans méfiance. Nous essayâmes tous les combustibles français dans toutes les cheminées françaises, et ne réussîmes qu'à nous rappeler mélancoliquement qu'en Angleterre les feux étaient chauds.

Notre argent se mit à fondre à une allure terrifiante. Je me rappelle à ce propos un épisode assez comique et qui mérite d'être raconté. Mon ami français, R. D., dont la situation était fort précaire, était ravi de la consolider en me présentant partout comme « le correspondant littéraire du *Times* ». Cela paraissait fort imposant, et j'étais reçu avec déférence dans un petit cercle de journalistes français, qui se réunissaient, après déjeuner, dans la Taverne du Panthéon.

Il y en avait un ou deux qui faisaient partie de la rédaction de journaux sérieux, mais la plupart menaient une existence équivoque. L'un tenait d'une façon intermittente l'emploi de secrétaire auprès de M. Tardieu, l'homme politique ; un autre, était une sorte de « Tante Émilie » dans une revue bien-pensante, *le Foyer* ; je soupçonnais fort un troisième d'être plus ou moins mêlé à des trafics de drogue. Un jour, le bienveillant président de cette assemblée, M. Albalat, des *Débats*, me prit à part et m'avertit charitablement qu'à Paris tous ceux qui se disaient journalistes ne l'étaient pas toujours. Mon ami R. D. n'était pas précisément un pilier de respectabilité, mais il était un écrivain né. Il avait un éclair de génie qui, d'ailleurs, s'est révélé depuis. Il conçut l'excellente idée d'écrire un article que je devais ensuite traduire en anglais. Il était entendu qu'en ma qualité de « correspondant littéraire du *Times* » j'avais mes entrées dans toutes les revues anglaises. J'eus la bêtise de lui laisser cette illusion ; je lui dis que je ferais de mon mieux, et qu'il était fort possible que son article fût accepté. Deux jours plus tard, j'avais l'article entre les mains, et l'espoir de le voir accepté s'était changé pour R. D. en certitude. Le jour suivant, il me demanda une avance sur la publication : j'eus la faiblesse de lui donner 100 francs, mais je lui en gardai rancune. Je m'épargnai la peine de traduire son article, mais j'évitai soigneusement la Taverne du Panthéon.

Mon salaire était tombé d'environ 12 livres par semaine à 30 shillings, et encore je n'en avais aucune garantie. Pour nous permettre de vivre, il fallut garder la pension de Katherine au lieu de la verser aux éditeurs, et immédiatement ils commencèrent à nous poursuivre. Comme je n'avais pas les moyens d'aller à Londres, je décidai de les ignorer. Katherine

et moi nous contemplions la situation mélancoliquement, quand, soudain, au début de février 1914, je reçus une lettre de Spender. Le poste de critique d'art se trouvait vacant à la *Westminster Gazette* et, si je voulais retourner à Londres, il me l'offrait. Dans tous les cas, il me conseillait d'aller à Londres pour le voir. J'aurais dû pousser un hurlement de joie et de gratitude, mais je n'en trouve pas trace dans les lettres que j'écrivis de Londres à Katherine et qu'elle conserva.

. . . . . .

Middleton Murry reste à Londres un certain temps, pour tâcher de mettre de l'ordre dans ses affaires. Il accepte le poste de critique d'art qui lui est offert, et il essaye de persuader Katherine de revenir à Londres et de céder leur appartement de Paris, auquel elle est très attachée. « Ne croyez-vous pas, lui écrit-il, que la meilleure solution serait d'échanger notre appartement avec quelqu'un, de rentrer à Londres travailler jusqu'à ce que nous ayons assez d'argent, puis de retourner à Paris définitivement? » Il conclut avec amertume : « Une seule chose nous est impossible : *déménager* dans le vrai sens du mot. Même si notre amour-propre le tolère, notre porte-monnaie l'interdit ».

. . . . . .

J'avais été retenu à Londres beaucoup plus longtemps que je ne l'avais pensé. Quand je retrouvai Katherine à Paris, l'appartement vide lui avait donné peu à peu sur les nerfs. Elle avait inventé toutes sortes de barricades très compliquées, derrière lesquelles elle passait des nuits blanches. Elle en était arrivée à détester ce petit « home » qui lui avait été si précieux. La persuasion ne fut pas nécessaire ; elle était prête à partir sur le champ. Son horreur de tout délai lui fit écarter ma proposition de sous-louer l'appartement meublé. Il nous restait à peine assez d'argent pour transporter nos livres : force nous fut d'essayer de vendre le mobilier. Mais les marchands français n'eurent que du mépris pour nos quelques bouts de bois : « Pas de grands meubles ! », déclarèrent-ils en s'en allant d'un air dégoûté. Nous consultâmes R. D. Il convint qu'on pouvait en tirer quelque argent, et il en entreprit la vente parmi ses relations, moyennant la cession d'un fauteuil anglais dont il avait envie. Mais il y avait un résidu récalcitrant dont nous ne parvenions pas à nous défaire, et dont notre lit-divan constituait le plus gros morceau.

C'était la veille de notre départ, et c'était aussi le mardi-gras, jour peu propice pour faire des affaires. Brusquement, R. D. eut une inspiration et m'invita à l'accompagner dans une étrange expédition dans le monde des bas-fonds. Tout en descendant l'escalier, il m'expliqua « qu'en effet, il avait toujours grande confiance dans les filles ». Les yeux écarquillés d'étonnement, j'appris que son idée consistait à demander aux directeurs de « maisons » de nous trouver des acheteurs. Nous aurions peut-être la chance de leur vendre les choses directement. Avec mon monocle et mes pantalons gris, je trottais comme en rêve à sa suite à travers Paris ; je plongeais derrière lui dans les plus étranges tanières ; je restais debout, avec une indifférence affectée, dans les antichambres, sous les regards fixes des femmes, regardant fixement à mon tour l'inscription : « *La maison est ouverte toute la nuit* » que je pouvais lire à l'envers sur la porte vitrée, jusqu'à ce que ces hiéroglyphes se fussent imprimés sur ma rétine.

Je me suis souvent demandé pourquoi R. D. m'emmena avec lui. Je ne lui fus d'aucune utilité, je n'ouvris pas la bouche et j'étais pitoyablement malheureux. Peut-être voulait-il voir jusqu'où irait le « flegme anglais » ; peut-être cherchait-il un sujet pour une de ses étranges histoires. Il était quelque peu connaisseur en sensations bizarres. Il m'avait déjà emmené dans des bars de filles sinistres, perdus dans des banlieues désolées, avec leur étrange atmosphère de lassitude, de vice sordide et commercialisé, qu'il a plus tard exprimée si merveilleusement dans ses romans, et qui s'accordait si bien avec son bizarre visage fané couleur d'ivoire. Mais cette dernière expérience me donna vraiment la nausée. J'écrivis dans mon journal : « Tout m'a paru anormal, horrible et artificiel ; même R. D., un Français, a vu ce que je ressentais. Nous venions à peine de rentrer que le patron du dernier établissement est venu avec le pianiste nous offrir 100 francs de nos affaires. Ils sont allés dans notre chambre à coucher et ils ont jeté les choses de droite et de gauche. Ils me *répugnaient.* »

Tel fut notre macabre adieu à Paris. Mais ce ne fut pas tout. Ce matin-là, notre concierge mourut subitement, tenant encore, pour ainsi dire, son plumeau à la main. Les concierges sont un peu comme les vieux soldats : on a l'impression qu'ils

ne doivent jamais mourir. Mais comme nous devions partir le lendemain, nous n'avions pas le loisir de témoigner du respect devant cet événement contre nature. Il nous fallut cahoter notre mobilier le long de l'escalier, pendant que madame Lefebvre et ses commères se lamentaient au-dessous. A l'impossible nul n'est tenu. Je trimballais bruyamment mes encombrants fardeaux, hors de l'atmosphère balzacienne de cette sombre maison, jusque dans l'atmosphère de carnaval de la rue, pleinement conscient d'être aux yeux de madame Lefebvre quelque chose de pire qu'un Turc, un païen, un infidèle — et accompagné par le refrain : « C'est dégoûtant ! »

Pendant ce temps, Katherine écrivait dans l'appartement cette lettre qu'elle ne termina pas, et que j'ai conservée en souvenir de ce départ fantastique.

« Tout ce que nous possédons est emballé ; l'emballeur de livres est là en ce moment, et nous attendons l'homme qui doit emporter le mobilier. Impossible de voir maintenant un endroit plus laid ou plus triste, sale, plein de courants d'air, avec des odeurs de poussière, des feuilles de thé, des feuilles de séné, des bouts d'allumettes dans l'évier et de la cendre de cigarette sur le plancher...

» La pendule (vendue, elle aussi) fait un tic-tac désespéré, et ne peut pas croire encore qu'elle va partir. Jack, dans un moment de découragement, a vendu jusqu'au matelas... Oui, je *suis* fatiguée, un petit peu, mais c'est surtout moral. Je suis fatiguée de cette atmosphère dégoûtante, fatiguée de manger toujours des œufs durs avec mes doigts et de boire toujours du lait à même la bouteille. Dehors, c'est un jour de fête. Qu'allons-nous faire jusqu'à ce que cet homme s'en aille, je n'en ai aucune idée : nous n'avons presque pas d'argent, et nous ne voulons pas aller dans les cafés. Oh, comme j'aime Jack ! Il y a quelque chose de si réconfortant, dans la présence d'un autre être qui vit avec vous, qui s'endort en même temps que vous et se trouve là à votre réveil : quelqu'un qui a besoin de vous et dont vous avez besoin.

» Le cher petit nécessaire de toilette est là sur la table près de moi, bien emballé dans la cuvette. Je viens de parler avec l'emballeur. Il est très grand et je n'ai jamais vu quelqu'un de plus gracieux. Il porte de légers chaussons de feutre bleu

et n'a jamais porté de bottines depuis qu'il était « tout p'tit » : voilà pourquoi il marche d'une façon si particulière, on dirait qu'il ne pose pas les pieds sur le sol, mais qu'il avance par enjambées glissantes dans un balancement charmant. J'ai donné à R. D. quelques souvenirs : le sablier à œufs qui l'avait charmé et d'autres petites choses du même ordre. La guitare est partie, et aussi les chandeliers, mais pas les dragons.

» J'ai l'impression que je vais découvrir que la *femme de ménage* a pris un objet vraiment important avant mon départ : elle a fait montre de trop d'effusions et trop de gratitude pour être innocente, j'en ai bien peur... »

C'était vrai. La femme de ménage avait volé le manteau de Katherine. Ainsi fut réalisé ce que j'avais prévu. Nous ne « déménagions » pas, dans le sens exact du mot. Nous nous sauvions. En dehors de ce que je viens de rapporter, que me reste-t-il de cet étrange intermède à Paris? La vision, tard dans la nuit, au café Weber, d'un homme en noir, frêle et élancé, avec un jeune visage maladif : c'était Marcel Proust. La vision en plein jour, à travers les fenêtres de sa petite boutique, où l'on vendait les *Cahiers de la Quinzaine*, d'un homme à pince-nez qui ficelait un paquet : c'était Charles Péguy. Je l'admirais alors, et je l'admire encore aujourd'hui. J'ai souvent pensé que si j'avais pu vivre à ma guise, voilà comment j'aurais vécu : publiant les œuvres de mes amis et les miennes de mes propres mains, dans une petite boutique, tenant les registres, recevant la monnaie, ficelant les paquets.

. . . . . .

Notre lamentable retour à Londres avait eu lieu au mois de mars 1914. Quelque temps auparavant, Lawrence m'avait écrit : « Vous ne savez pas du tout de quoi vous êtes capable. Vous ne l'avez jamais réalisé ! Jusqu'à présent vous n'avez été bon qu'à tourner en rond, vous empêtrer avec des revues ou des maisons, et faire de la critique pour gagner de l'argent. » L'appréciation était assez juste, mais n'apportait pas beaucoup de lumière sur mon cas. Comment découvrir ce que j'étais en réalité? Lawrence ne suggérait rien à cet égard. Je n'étais que trop capable de m'analyser et de m'examiner indéfini-

ment : cela ne me conduisait nulle part. En réalité, l'avis de Lawrence se réduisait à ceci : vivre de la pension de Katherine et laisser mon esprit en friche. C'était probablement un bon conseil, mais il ne convenait pas à ma *manière de voir*. En supposant même que la pension de Katherine eût pu suffire à nous faire vivre tous les deux, je trouvais ce mode d'existence inadmissible. J'avais un sentiment très net des conventions, et ce sentiment était une partie indissoluble de moi-même. Je n'avais pas pensé à tout cela au début de ma liaison avec Katherine ; il n'avait pas été question de conventions à ce moment-là, mais ce moment-là avait été unique.

« Il vous faut être fermement en possession de votre âme », me disait Lawrence. Mais comment y parvenir ? Je n'avais pas la plus vague notion des moyens à employer pour y arriver. Moitié par instinct, moitié par inertie, j'avais refusé de suivre les exemples qui m'avaient été proposés. Et maintenant que j'étais embarqué dans la profession littéraire, je repoussais toujours ce qui aurait pu m'apporter une sécurité quelconque. Je voulais être indépendant, et j'étais complètement incapable d'assurer mon indépendance. D'ailleurs, je ne savais même pas pourquoi je désirais cette indépendance. Je ne savais pas davantage si je voulais écrire. Dans mon journal, je me posais la question sans cesse, et je ne trouvais pas de réponse. Je n'avais de moi-même qu'une connaissance purement intellectuelle. Je me disais : « Je veux écrire quelque chose qui en vaille la peine », et aussitôt j'étais assailli de doutes et de scrupules. Je pensais qu'un hasard m'avait entraîné dans la carrière des lettres ; j'aurais pu tout aussi bien être entraîné vers autre chose et ressentir encore le même malaise. Je ne voulais pas écrire, mais *être*. (Je voulais me réaliser.) « Ne faites pas l'enfant, m'écrivait Lawrence, ne cultivez pas ce charme enfantin, puéril. Jetez tout cela par dessus bord, et dites enfin : « Maintenant je vais agir pour mon propre bien. »

Au diable le charme enfantin ! pensais-je tout en méditant sur la lettre de Lawrence. Voilà qu'on me jetait encore cette satanée invention à la tête. Qui était-il cet enfant charmant ? Où se cachait-il ? Je lui aurais volontiers tordu le cou, mais il demeurait invisible et impalpable. « Peut-être entrerez-vous en possession de vous-même quand tout sera fini entre Kathe-

rine et vous », disait encore Lawrence. Cela pouvait être vrai, parce que les suppositions de cette nature ont toujours quelque chose de vrai. La fin de notre amour aurait été pour moi un événement d'une importance capitale, une sorte de tremblement de terre qui aurait fait apparaître des couches souterraines jusque-là invisibles. Mais moi aussi j'aurais pu lui dire exactement la même chose à propos de sa liaison avec Frieda : c'était tout aussi vrai dans son cas que dans le mien.

Katherine et moi étions donc de nouveau à Londres, ne possédant plus rien que nos habits et nos livres. Nous avions loué à un ami un appartement meublé pour 2 guinées par semaine, et Gordon Campbell nous avait prêté l'argent nécessaire. Nous étions sans le sou et je n'avais pas encore commencé mon nouveau métier de critique d'art. J'essayais de mettre un peu d'ordre dans mes vagues notions de peinture à la National Gallery, et travaillais à un roman que j'avais commencé à Paris et qui fut publié sous le titre de *Nature morte*. Mais Katherine souffrait d'une crise d'instabilité morale. Elle déchirait tout ce qu'elle écrivait. « Je languis et je languis du désir d'écrire, et les mots refusent de venir », écrivait-elle à cette époque. Elle cherchait un logement qui fût à la portée de notre bourse, et tous ceux qu'elle visitait étaient d'une tristesse sordide qui l'accablait. Nous ne pouvions pas mettre plus de 10 shillings par semaine à notre loyer, et, à ce prix, le choix était fort restreint à Chelsea. Si les chambres étaient supportables, les odeurs ne l'étaient pas. Pour nous consoler, nous nous promenions le long de l'embankment, enviant les heureux de ce monde qui habitaient les merveilleuses demeures de Swan Walk, « toutes fleuries de poiriers blancs dans les jardins, avec leurs vertes clôtures et leurs belles grilles sculptées ».

Enfin, nous nous installâmes dans deux chambres près de Fulham Road, meublées de deux chaises, deux tables, et d'un grand matelas sur le plancher. Il nous parut de bon augure que le jour de notre installation fût celui du vernissage à la Royal Academy ; cela me promettait trois longs articles dans la *Westminster*. C'était le premier pas vers un rétablissement de nos finances.

J'avais contemplé les tableaux toute la matinée, et fus

intrigué de constater qu'ils se mettaient peu à peu à danser devant mes yeux. Je rentrais, malade et brûlant, et dus me mettre au lit. C'était une pleurésie. Je réussis à écrire tout de même les articles et Katherine les porta au journal. Quand, au bout d'une semaine, je commençai à me lever, ce fut le tour de Katherine : elle devint subitement d'une pâleur mortelle et s'écroula sur une chaise sans pouvoir parler. Son cœur galopait follement dans sa poitrine. Je fus terrifié. Dès que son malaise fut moins aigu, je courus chercher le docteur. Il s'appelait Croft-Hill et je tiens à honneur de le nommer. Il me regarda de travers parce que j'étais sorti sans sa permission ; mais quand il sut ce qui m'amenait, il m'accompagna aussitôt, mit Katherine au lit, me sermonna paternellement sur notre manque de confort, soigna Katherine jusqu'à sa guérison et refusa absolument de nous envoyer sa note.

. . . . . .

J'étais de plus en plus las du journalisme. C'était un moyen d'existence précaire ; je passais mon temps à calculer le montant du chèque que je recevrais à la fin du mois d'après la longueur de mes articles. J'en venais à la conclusion que la sécurité valait bien des sacrifices. Mais naturellement, au moment de choisir une autre occupation j'hésitais toujours. Je fus même tenté d'accepter l'offre qu'on me fit alors, d'un poste dans une librairie impériale à Saint-Pétersbourg. A la vérité, cette perpétuelle agitation intérieure venait du fait que Katherine et moi nous étions malheureux. Nous habitions depuis trois mois dans notre logement de Chelsea quand les Lawrence revinrent à Londres, en juillet 1914. Je me rappelle que nous fûmes très froissés de leur peu d'empressement à venir nous voir. Notre amour-propre était terriblement à vif à ce moment-là. Katherine était tourmentée par son incapacité d'écrire ; quant à moi, l'expérience me prouvait que je n'étais pas du tout un romancier, comme je me l'étais imaginé.

Nous étions écœurés par la misère ignoble de notre installation. Le soir où les Lawrence vinrent dîner avec nous, Katherine laissa déborder son cœur. Elle leur dit à quel point elle détestait notre escalier répugnant, les W.C. communs

à tous les locataires, l'odeur de chaussettes sales et de choux qui flottait perpétuellement dans l'antichambre obscure. Je l'écoutais en silence, plein d'une sombre rancune. Après le départ des Lawrence, je reprochai violemment à Katherine de nous avoir trahis vis-à-vis d'eux, en étalant ainsi toute notre misère, et nous eûmes une horrible querelle jusqu'à une heure du matin.

La venue des Lawrence avait porté notre irritation à son comble. Notre situation était lamentable, la leur devenait plus brillante de jour en jour. Methuen avait offert 300 livres à Lawrence pour son prochain roman, et naturellement ils étaient pleins de confiance et de gaieté. Frieda se réjouissait particulièrement à l'idée de faire des emplettes dans les magasins. Depuis qu'elle m'avait rencontré, Katherine n'avait plus jamais d'argent à dépenser pour son plaisir ; elle en souffrait beaucoup, mais j'en souffrais plus encore. Naturellement, je me sentais coupable, et voilà pourquoi j'étais si vexé qu'elle se fût plainte devant les Lawrence. Nous aurions dû essayer de sauver les apparences vis-à-vis d'eux. La pensée que nous leur faisions pitié m'était intolérable.

Notre querelle dissipa les nuages de l'atmosphère. Le lendemain, au réveil, nous étions décidés à déménager. Nous dépenserions une livre par semaine s'il le fallait, mais nous ne tolérerions pas un jour de plus notre logement de Chelsea.

Tout d'abord la fortune sembla nous sourire. A peine notre résolution fut-elle prise, que nous découvrîmes un charmant appartement tout en haut d'une maison dans Arthur Street. C'était presque trop beau pour être vrai : trois chambres ravissantes, deux greniers et une cuisine, d'où l'on apercevait un bel arbre. Le bail fut signé sur-le-champ, et un décorateur de nos amis se chargea de repeindre les murs.

Le lendemain matin, il nous adressait un petit mot mystérieux, nous priant d'aller le voir au plus tôt. Tout d'abord, il fut si poliment évasif que nous ne comprenions pas où il voulait en venir, mais, devant notre ahurissement croissant, il nous prit en pitié et finit par nous dévoiler le pot-aux-roses, si je puis ainsi parler : l'appartement était plein de punaises ! Et nous avions signé le bail. Sur le conseil du décorateur, Katherine s'en fut trouver le gérant pour lui demander s'il

garantissait que la maison était en bon état et sans vermine. Non, répondit cet homme, qui était tout marqué de petite vérole, et sentait affreusement mauvais, non, la maison était vieille et il ne garantissait rien du tout. Qu'allions-nous faire? Nous avions tout de même assez de bon sens pour nous rendre compte que nous ne pouvions rompre notre engagement et, si nous avions été raisonnables, nous aurions dû tout envoyer promener. Mais je l'ai déjà dit, nous n'étions pas des gens raisonnables. Toute joie de vivre nous serait retirée si nous n'habitions pas ce charmant appartement avec ses petits studios, sa cuisine et sa salle de bain, le tout avec de jolies fenêtres anciennes, de belles portes et un magnifique escalier. La vue des arbres aussi nous enchantait : en réalité, il n'y en avait qu'un et il nous séparait de l'hôpital du cancer, mais tout nous paraissait merveilleux. Katherine disait que je n'avais jamais été aussi passionnément épris d'une maison, car, d'un commun accord, il n'était plus jamais question entre nous de Runcton Cottage. Enfin, notre désir l'emporta ; le décorateur fit de son mieux, mais sans conviction, et notre déménagement nous coûta 8 shillings.

Dès le premier soir, les punaises nous attaquèrent : ces répugnantes créatures provoquent vraiment une sensation de souillure intolérable. Nous en faisions l'expérience d'une manière convaincante. Tout sommeil était impossible. Mélancoliquement, nous descendîmes faire du thé dans la cuisine au milieu de la nuit, comprenant toute la saveur de ce que Katherine appelait habituellement « la limace sous la fleur ». Nous avions voulu échapper à un entourage sordide, nous avions pu enfin nous offrir un home charmant, et le Destin plaçait tout exprès des punaises dans les boiseries.

— « Faisons semblant d'être Russes », dit Katherine.

— « Ou tout au moins faisons notre apprentissage pour la Russie », répondis-je.

Car je pensais toujours à cet emploi à Saint-Pétersbourg. Nous ne pouvions pas nous empêcher de rire, en dépit de tout : c'était un raccourci magistral et comique de nos expériences habituelles. Armés de paraffine, de pétrole et de soufre, nous engageâmes une guerre sans merci contre l'ennemi, et enfin nous réussîmes à le démoraliser suffisamment pour pouvoir

dormir. Mais nous étions bien décidés à ne pas souffler mot de nos tribulations à nos amis, car les perpétuelles vicissitudes du couple Murry-Mansfield risquaient de devenir un sujet classique de plaisanteries.

En dépit de tout, nous nous sentions bien plus satisfaits dans notre jolie maison, et plus capables de prendre part au bonheur de nos amis Lawrence, dont le mariage allait avoir lieu. Jusque-là, l'effort était vraiment au-dessus de nos forces, c'était trop nous demander. Ils avaient réussi matériellement, et nous avions échoué, le contraste entre nos deux ménages était grand, mais l'amertume superficielle que nous en éprouvions n'était rien auprès de ce profond chagrin, l'impossibilité où nous étions de nous marier, alors que les Lawrence pouvaient le faire. Le mari de Katherine avait retiré sa demande de divorce, et nous étions complètement à sa merci. C'était une déception cruelle, que nous nous efforcions de cacher sous une attitude désinvolte. Le fait de vivre « hors la loi » ne nous apportait aucune satisfaction, bien au contraire ; nous souhaitions sincèrement nous marier. Loin de considérer légèrement cette cérémonie, elle nous paraissait chargée de signification, et lorsqu'enfin, quatre ans plus tard, l'interdit qui pesait sur nous fut levé, je me rappelle que nous fûmes tout à fait solennels à propos de notre mariage. Peut-être en est-il toujours ainsi pour ceux qui ont vécu ensemble sans être mariés. Parce qu'il leur est soi-disant permis de se quitter librement, ils sentent bien davantage la réalité du lien qui les unit. Et je peux certifier que Lawrence était plein de gravité et de sérieux quand il fut marié, le 13 juillet, dans un « Registry Office » quelque part derrière Harrods. Katherine, Gordon Campbell et moi, nous étions témoins. Malgré toute l'envie qu'ils nous inspiraient, nous étions profondément heureux, car peu à peu les Lawrence étaient devenus nos amis les plus chers, avec les Gordon Campbell. Katherine fut très émue lorsque Frieda, saisie d'une impulsion subite, lui offrit l'anneau de son premier mariage ; elle ne s'en sépara jamais par la suite, même au moment de notre propre mariage. Elle fut enterrée à Fontainebleau avec cet anneau à son doigt. Les Lawrence étaient en séjour chez les Gordon Campbell, refuge habituel de tous ceux qui n'avaient pas de domicile,

et leur minuscule salon était notre principal lieu de rendez-vous. Pour la première fois, je vis Lawrence d'une façon assez suivie, et j'eus l'avant-goût de ce que je devais ressentir presque constamment au cours de mon intimité avec lui : l'impression de ne pas comprendre « à quoi il voulait en venir ». A ce moment-là, les disciples de Freud venaient de découvrir que *Amants et Fils* était une démonstration de sa doctrine. Plus d'une fois, le docteur Eder vint en discuter avec Lawrence, alors que je me trouvais là. Je ne connaissais de Freud que son nom, l'importance qu'il attachait aux symboles des rêves, le mot *traumbedeutung*, et voilà tout. Je ne comprenais pas du tout pourquoi cela méritait d'être discuté avec un tel sérieux, comme une question de vie et de mort ; j'étais absolument ahuri par le ton de la conversation. Après chaque départ du docteur Eder, Lawrence me sermonnait à propos de mon insouciance et de mon scepticisme. Il insinuait que les théories de Freud me concernaient tout particulièrement, et que j'aurais justement dû me passionner à leur sujet. Je sentais qu'on m'accusait de ne pas prendre assez au sérieux la question sexuelle, et cela me paraissait tout à fait déraisonnable.

Il est certain que je n'éprouvais aucune curiosité à l'égard de mes complexes et de mes refoulements, et je ne voyais pas du tout pourquoi il était nécessaire de me tracasser à leur sujet. S'ils étaient endormis, pourquoi les réveiller? Sans doute un psychiâtre aurait pu les mettre en mouvement, mais pourquoi diable me fallait-il consulter un psychiâtre?

Du point de vue sexuel, je me sentais tout à fait normal, et même d'une banalité complète. Les problèmes du sexe ne comptaient pas dans ma vie. Pourtant Lawrence était persuadé, et voulait me persuader, que j'avais tort, et que ma soi-disant immunité était coupable. Je refusais d'ouvrir mes yeux, j'éludais mes responsabilités.

Cette attitude me rendait d'autant plus perplexe que, vis-à-vis de la question sexuelle, je me sentais beaucoup plus d'aplomb que Lawrence. D'après sa conversation et d'après ses livres, je me rendais bien compte qu'il avait de ce sujet une expérience incomparablement plus vaste que la mienne, mais

la conclusion à laquelle il était parvenu ne me semblait pas meilleure que la mienne, loin de là. Ni Katherine, ni moi n'arrivions à comprendre son point de vue à ce sujet. Il semblait trouver que nous prenions tout cela fort légèrement, alors que pour lui c'était d'une intensité poignante et douloureuse. Pourquoi nous reprocher comme un crime le fait d'être des amants heureux ? Nous en éprouvions quelque ressentiment, car si c'était anormal, nous n'y pouvions rien, et nous sentions qu'à cet égard nous étions beaucoup plus heureux que Lawrence et Frieda. Il nous paraissait extravagant d'être considérés, Katherine comme un papillon, et moi comme un enfant, simplement parce que nous n'étions pas torturés physiquement l'un par l'autre. Nous essayâmes de nous défendre en prenant tout ce freudisme à la blague, mais ce jeu dans lequel Katherine était de première force, ne servit qu'à confirmer les soupçons de Lawrence : nous n'avions que de l'impertinence à l'égard du « Saint des Saints ».

Ceci était regrettable, car une réelle affection grandissait entre nous quatre. Mais un fossé profond nous séparait : nous ne pouvions pas pénétrer dans l'univers intérieur des Lawrence, ni eux dans le nôtre. Quand nous parlions sérieusement ensemble, nous n'étions jamais d'accord, c'étaient de perpétuels malentendus. Quinze ans plus tard, dans sa dernière lettre, Lawrence m'écrivit : « Nous avons passé quelques bons moments ensemble autrefois. Mais il nous fallait faire trop « semblant » de nous comprendre, c'était un effort qui ne pouvait pas durer. » Il y a une part de vérité dans ceci. Mais c'est la terrible vérité d'un homme qui connaît l'isolement final. Toutes les relations humaines nécessitent un effort ; quand l'homme ne peut plus le fournir, il reste seul avec la mort, ou avec Dieu.

A l'époque dont je parle, nous avions un terrain d'entente avec les Lawrence, une vie commune où nous pouvions nous rencontrer et être heureux ensemble, mais nos vies privées nous étaient absolument impénétrables. Ce que nous en apercevions nous paraissait incompréhensible aux uns comme aux autres. Aujourd'hui, je comprends qu'il ne pouvait pas en être autrement. Mais à l'époque dont je parle, nous étions beaucoup plus conscients de ce qui nous rapprochait que de ce

qui nous séparait. C'était la bienheureuse époque d'insouciance qui précéda la guerre.

Un épisode assez comique est resté pour moi très vivant. Les Lawrence s'étaient fait de nombreux amis nouveaux, parmi lesquels Mrs Carswell. Une colonie de ces nouveaux amis vivaient à Hampstead. Nous éprouvions une certaine jalousie à l'égard de ces intimités récentes — jalousie assez naturelle si l'on songe à quel point l'amitié des Lawrence était exigeante. Nous trouvions qu'ils se liaient beaucoup trop facilement, et nous avions une légère méfiance pour la brillante clique de Hampstead. Un beau jour, Lawrence et Frieda revinrent en annonçant qu'un pique-nique allait avoir lieu sur les collines de bruyère près de Hampstead, et que nous étions spécialement invités. Refuser était impossible, il fallait s'exécuter. Donc, par une belle après-midi de la fin de juillet, nous voilà tous prenant le métro ensemble, les Lawrence, Gordon Campbell, Katherine et moi. Tout alla bien jusqu'à la station de Hampstead. Nous en sortîmes en bon ordre, et commençâmes à grimper la rude montée qui se trouve en face : Holly Bush Hill. Tous les trois, nous traînions un peu en arrière, de sorte que les Lawrence étaient seuls en avant-garde. Subitement, il y eut un cri perçant : « Lawrence ! » et nous eûmes la vision rapide d'une jeune dame qui nous parut vêtue d'un kimono, dégringolant la colline à toute allure, ivre d'enthousiasme et les bras grands ouverts.

« — Grand Dieu ! fit Campbell.

» — Je ne peux pas supporter *ça* ! dit Katherine. »

Et d'un seul accord, nous redescendîmes la côte en toute hâte et disparûmes au premier tournant. La dame qui nous causa une telle panique, et qui fut responsable de notre fuite peu courtoise, s'appelle aujourd'hui madame Litvinoff. A son retour, Lawrence était très en colère ; il dut cependant admettre que notre départ précipité n'avait pas eu de témoins. Mais, par notre faute, il avait fait figure d'idiot : il s'était retourné pour nous présenter à ses amis, et nous avions disparu comme par miracle. Katherine tenta de l'amadouer en lui expliquant que notre fuite n'était nullement préméditée : mais elle ne pouvait pas supporter les effusions exagérées. Si elle s'était forcée à rester, elle aurait gâté toute la réunion

par sa réserve et sa froideur. Comme sa petite Kezia, elle ne pouvait pas supporter les gens qui se jetaient à sa tête. Sans doute, nous étions très exclusifs : nous avions les Lawrence et les Campbell pour amis, et nous n'en désirions pas d'autres.

Dans les rares occasions où nous étions forcés d'accepter une invitation, soit chez quelque éditeur qui pouvait nous être utile, soit même chez H.-G. Wells, que nous admirions sincèrement, c'était pour nous une véritable corvée. A l'occasion d'une de ces sorties obligatoires, Katherine écrivit ces lignes qui peuvent les dépeindre toutes : « Une soirée stupide et artificielle... Une sorte de fausse atmosphère à la Meredith... Je me sentais misérable. Je n'ai rien à dire aux femmes *charmantes*. Je me sens comme un chat parmi des tigres ». Elle avait encore moins à dire aux femmes effrontées. Qu'elle fût l'objet des attaques, ou seulement leur témoin, elle se tenait toujours sur ses gardes. Je ne lui étais d'aucun secours dans ce genre d'épreuves : je restais assis dans mon coin, maussade et muet, et Katherine me dit un jour que j'avais l'air en proie au mal de mer.

Notre différence à cet égard tenait à ce que Katherine avait de grandes aptitudes mondaines, et moi aucune. Sa méthode d'action était de se replier en bon ordre, tout en gardant l'ennemi sous le feu de ses critiques ; je ne savais qu'opérer une retraite précipitée. Mais nous n'avions, ni l'un ni l'autre, le goût des relations superficielles. Il nous fallait des amis avec qui nous fussions à l'aise, nous en avions un ou deux, et cela nous suffisait pleinement.

J'ai parlé d'une soirée chez les Wells : ce fut une entreprise considérable. Lawrence avait acheté un habit, le premier qu'il eût jamais possédé, et il voulait absolument le mettre. Il avait des idées curieusement rigides sur les bonnes manières. Quant à moi, j'y étais tout à fait rebelle, et prétendais me rendre à la soirée en complet de flanelle grise. J'étais certain que tous les invités ne seraient pas en habit, et, même s'ils l'étaient, cela m'importait peu. Lawrence fut très contrarié par mon attitude ; une fois de plus, je le désappointais. Je finis par consentir à mettre un smoking. Mais ceci demanda toute une improvisation : j'avais bien une chemise dure propre, mais je ne possédais ni boutons de col, ni boutons de manchettes.

Avec l'aide de Katherine, quelques fausses perles et un morceau de fil de fer, je réussis à me rendre présentable. Après quoi, il me fallut aller nouer la cravate de Lawrence.

Je dois dire que Lawrence, qui portait avec désinvolture quantité d'accoutrements, n'était plus du tout lui-même engoncé dans un frac. Avec les années, cet état de choses s'améliora un peu, mais vraiment Lawrence ficelé dans un habit ne fut jamais qu'une caricature de lui-même. Tout en nouant sa cravate, j'étais terriblement conscient de cela, et je faillis le supplier de se changer, en prétextant que son habit avait l'air trop neuf. Mais quelque chose m'avertit de n'en rien faire. Lawrence aurait certainement pris mon conseil en mauvaise part ; ce début dans un monde où l'on porte l'habit prenait à ses yeux le sens d'une initiation ; c'était une affaire quasi rituelle, et mon attitude à cet égard risquait une fois de plus d'être taxée de légèreté et d'impertinence.

Donc, je tins ma langue, et je tentai vainement de donner à la cravate un peu plus d'allure ; Lawrence s'était acheté le genre de cravate qui fait penser à un pasteur non-conformiste, chose excellente en soi, mais qui n'était vraiment pas de circonstance. En dépit de la hardiesse de mes tentatives, la cravate reprenait toujours son aspect de décorum austère ; elle demandait vraiment une Bible et des yeux levés au ciel. Je finis par me sentir exaspéré contre Lawrence qui se donnait ainsi en spectacle. Je pensais que l'auteur de *Amants et Fils* avait bien le droit de se rendre à une soirée en pyjama, si tel était son bon plaisir, au lieu de se transformer en acolyte du Révérend Mr Stiggins. Quant à moi, l'obligation d'exhiber des boutons de fausses perles et des bouts de fil de fer empruntés à des bouteilles de ginger-beer pour prendre part à cette mascarade, me rendait fou de rage. J'étais particulièrement exaspéré contre Frieda, qui était totalement inconsciente de l'aspect godiche de son mari. Elle avait la bienheureuse habitude de se préoccuper uniquement de sa propre apparence. Chose curieuse, elle permettait à Lawrence de choisir toutes ses toilettes, et il s'en acquittait fort bien.

Donc, une fois de plus, il nous fallut « faire un effort », mais nous n'en fûmes pas récompensés. En arrivant à Hampstead, nous n'étions plus qu'une procession de gens grognons

et irritables. Katherine avait plutôt envie de prendre tout cela à la blague, et c'était évidemment la seule chose à faire, mais Lawrence était devenu aussi rigide et aussi solennel que son plastron. La gaîté de Katherine lui parut tout à fait déplacée et lui fit froncer les sourcils. Il s'était costumé en puritain, et il l'était devenu en effet.

Naturellement, la soirée fut complètement ratée pour nous tous. Au retour, Lawrence fut particulièrement injuste envers H.-G. Wells, qui avait été très aimable, et visiblement heureux de le rencontrer. Katherine fit remarquer que les dames enthousiastes qui entouraient Lawrence d'habitude avaient plutôt réservé leurs effusions à Wells. Cette insinuation discrète piqua Lawrence au vif, et Wells en subit les conséquences durant tout le trajet du retour.

Il m'a toujours semblé que Lawrence ne se montrait pas à son avantage avec des gens dont le rang social était supérieur au sien. Lui, si parfaitement naturel et spontané avec les paysans de tous les pays, se montrait guindé et mal à l'aise dans un milieu aristocratique. Il « faisait des frais » d'une manière exagérée. Katherine revint un soir d'une réception chez lady Ottoline Morrell absolument indignée parce que Lawrence s'était jeté à la tête des gens. Naturellement, Katherine, par réaction, avait été glaciale. Ce trait de caractère était si marqué chez Lawrence que souvent je me suis demandé de quelle façon il avait été influencé par le fait que Frieda était une baronne von Richthofen. Certainement, cela avait dû agir considérablement sur lui, mais dans quel sens exact, voilà ce que j'aurais aimé savoir. Bien des années plus tard, la femme qui a servi de modèle à Lawrence pour une des figures les plus remarquables de *Amants et Fils* me dit que le rang social de Frieda avait eu pour Lawrence une importance considérable au moment de leurs premières rencontres. Je n'en fus nullement surpris.

La guerre éclate et disperse le petit groupe d'amis. Middleton Murry s'engage, mais un examen médical le déclare inapte au service armé. Il trouvera, par la suite, un emploi au War Office, qu'il conservera jusqu'à la fin des hostilités. Cependant, sa vie sentimentale devient chaque jour plus tourmentée. Katherine Mansfield et lui-même ne parviennent pas, malgré la profondeur de leur attachement, à vivre heureux ensemble, et leurs fréquentes séparations les rendent encore plus malheureux. Middleton Murry sent croître son isole-

ment. Ses amis les plus chers sont tués ; le seul qui lui reste, Lawrence, s'éloigne peu à peu de lui ; son amitié exigeante et orageuse accable et lasse Middleton Murry, sans lui apporter l'aide morale dont il aurait tant besoin.

Sur tout cela plane et s'épaissit l'ombre de la terrible maladie qui finira par terrasser Katherine Mansfield. Mais elle refuse obstinément de se soigner ; elle erre de pension en pension dans le Midi de la France, écrivant à Murry des lettres déchirantes. Le livre s'achève en 1918, à l'armistice, dans une atmosphère d'angoisse et d'attente que l'auteur nous décrit par ces mots :

« Ma dévastation intérieure était immense, incroyable, et j'avais peine à y croire. Ma vie était maintenant partagée entre des moments de vision solitaire et des moments où je me rendais compte de l'écroulement de mon rêve, ce rêve où j'étais un amant, un mari, un homme parmi d'autres hommes. Entre ces deux mondes, il y avait un abîme... »

JOHN MIDDLETON MURRY

(traduction de JACQUELINE DE NERVO)

ENQUÊTE SUR LA JEUNESSE

MESURE DE L'HOMME

QUESTIONNAIRE

I. — *Quelle valeur prime selon vous : l'homme ou le groupe ?*

a) Concevez-vous la « grandeur de l'homme » comme personnelle et unique ? Ou croyez-vous qu'elle consiste à exalter une grandeur collective : race, parti, nation ?

b) Quelle conception avez-vous de ce qu'on nomme « intérêt général » et « intérêt national » ?

Pensez-vous devoir leur sacrifier votre indépendance de jugement et d'action ?

Faites-vous une distinction entre ces trois notions : patrie, état et nation ? Ou croyez-vous qu'elles se confondent ?

Quelle valeur reconnaissez-vous à chacune d'elle ?

c) Êtes-vous partisan d'une restriction ou d'un renforcement de l'action de l'État sur la vie individuelle ?

II. — *Quel rôle attribuez-vous à la raison, à l'intelligence ?*

a) Croyez-vous à la possibilité du détachement de l'esprit ?

Pensez-vous qu'une spéculation totalement désintéressée soit possible ?

b) Quel rôle attribuez-vous aux techniques, ou, plus généralement, à la rationalisation ?

c) Croyez-vous au progrès ? Lequel ?

III. — *Quelles sont la valeur et la portée de la science ?*

IV. — *Foi et vérité.*

a) Qu'entendez-vous au juste par « valeurs spirituelles » ?

b) Si vous êtes chrétien, faites-vous une distinction — et laquelle — entre tradition religieuse, sentiment religieux et foi ?

Pensez-vous qu'il y ait une antinomie irréductible entre le rationnel et la foi ?

c) Avez-vous le culte de la vérité considérée comme un absolu ?

Pensez-vous qu'on *découvre*, qu'on *serve* ou qu'on *fasse* la vérité ?

Quel jugement portez-vous sur le scepticisme, le pragmatisme et le dogmatisme ?

d) Répugnez-vous à toute philosophie ou, au contraire, tenez-vous essentiellement à une attitude philosophique ?

V. — *Pouvez-vous préciser ce que vous entendez par liberté ?*

a) Est-ce un absolu ? *La* liberté se confond-elle avec *les* libertés ?

Que pensez-vous du libéralisme (politique ou économique) ?

Croyez-vous qu'on puisse garantir légalement des libertés ou qu'il faille constamment les reconquérir ?

b) Jugez-vous que présentement, en France, les libertés soient ou risquent d'être sacrifiées à l'ordre politique ou économique, ou au prestige national ?

VI. — *Comment concevez-vous l'ordre ?*

a) Jugez-vous que pour l'établir ou le maintenir il suffise de réformer les institutions ou qu'il soit nécessaire d'assigner à l'organisation sociale des fins radicalement nouvelles ?

b) Par conséquent, estimez-vous que la France actuelle doive procéder à des réformes progressives ou au contraire faire une révolution ?

Si vous vous dites révolutionnaire, comment l'entendez-vous ?

VII. — *Quelle est à vos yeux la valeur humaine essentielle, celle à laquelle tout l'homme doit tendre ?*

I

Le questionnaire qu'on vient de lire aurait pu paraître d'une ampleur excessive. A première vue, il semblait fait, par le nombre et la variété de ses éléments, pour décourager les réponses. Il n'en a rien été, on va le voir.

Évidemment, une réponse développée et complète à chacune des questions pouvait entraîner à la rédaction d'un volume. Mais il était aussi possible — et c'est ce qu'on souhaitait — de prendre position en face de ces grands problèmes d'une manière qui, pour être forcément concise, n'en restât pas moins très personnelle. C'est ce qu'ont pu faire, de façon très différente, les jeunes gens dont les témoignages remplissent les pages suivantes.

Si l'on interroge un homme pour le connaître, ce qui intéresse surtout, c'est que la diversité et l'unité de sa pensée

se manifestent en s'appliquant à des objets assez différents, mais non sans rapports entre eux. Il a semblé qu'en multipliant les questions autour des mots et des réalités qu'on évoque le plus couramment aujourd'hui (avec, parfois, bien peu de réflexion), tels que : groupe, intérêt général, nation, état, foi, raison, progrès, vérité, justice, liberté, etc... ; on ne provoquerait à s'exprimer que ceux pour lequels ces choses ont un sens « commun » et des relations, les seules, par conséquent, qui puissent en parler d'une manière significative.

C'est moins le détail des positions prises par ses membres devant les questions éternellement posées à l'homme que le plan sur lequel elle situe ses réponses, l'esprit dans lequel elle les formule, l'intention, secrète ou non, qu'elle met en chacune, qui caractérise le mieux une génération.

Quel principe de jugement ont les jeunes, quelle mesure prennent-ils des choses et sur quel ton s'expliquent-ils à leur propos? Voilà ce qu'on aime savoir. Y a-t-il, comme on le dit souvent, des traits qui, leur étant communs, différencient radicalement leurs conceptions de celles de leurs aînés? Les témoignages cités ici n'inviteront guère à ébaucher une silhouette intellectuelle et morale de cette génération, en pure opposition avec la précédente, ainsi qu'ont tendance à le faire, un peu complaisamment, ceux qui se livrent, non sans talent, au jeu brillant des tableaux contrastés.

*
* *

Les valeurs, dites spirituelles, sont sans cesse évoquées à présent, et il est bien porté d'en prendre la défense, à quoi aucun ténor politique ou littéraire ne manque. La jeunesse étant l'auditoire auquel on parle d'elles le plus volontiers, il était temps de s'informer de ce qu'elle-même en pensait et de voir comment elle avait reçu cette prédication abondante.

Si l'on est en droit de déplorer certain usage abusif des mots désignant ces valeurs, il faut cependant reconnaître que, par ce biais de l'inflation verbale, les questions essentielles, sans la résolution desquelles la vie n'est que servitude aveugle

et aventure sans issue, ont été posées, à nouveau. Et il s'est trouvé que c'était cette fois, non plus sur le plan de la pure spéculation, mais de la nécessité. L'effondrement de ces valeurs a imposé leur examen. Elles ont manqué si tragiquement à certains qu'il a bien fallu s'en soucier. Sans doute a-t-on joué un peu facilement de leur nouveau prestige et les a-t-on plus évoquées que restaurées ; mais c'est un fait qu'aujourd'hui tout le monde se mêle d'en parler ou d'en entendre parler.

Que cela produise une néfaste confusion où le sens des mots même finit par se perdre, il faut bien le constater, et l'on ne saurait trop lutter contre une telle perversion. Mais, si maladroitement et illusoirement qu'il le soit, l'homme soucieux de son destin et du sens de la vie que, tant bien que mal, il mène, retrouve dans cette pensée son bien propre et sa seule chance de grandeur. Il n'est humain que si d'abord il s'interroge, et par delà les nécessités purement matérielles en découvre d'autres, tout aussi impérieuses et actuelles, auxquelles il doit pourvoir.

*
* *

Le commentateur ici peut s'effacer. La réponse de chaque correspondant est citée dans son ensemble en une seule fois ; ce n'est qu'ainsi qu'elle a toute sa signification. Le morcellement des témoignages aurait nui à leur portée. Ceux-ci sont expressifs autant par le rapport entre elles des positions prises que par le contenu de chaque réponse particulière. Toutes ne sont pas évidemment d'un égal intérêt ; mais cette enquête n'a pas pour dessein de présenter le meilleur et le plus original de la pensée de ceux auxquels elle s'adressait ; elle doit rendre compte aussi, parce qu'il n'existe que trop, d'un certain conformisme de l'esprit auquel les jeunes succombent souvent avec la même lourdeur que les vieillards les plus perdus dans le sommeil des préjugés ou le désert des lieux communs. Ce n'est pas seulement dans le domaine vestimentaire qu'une jeunesse « nécessiteuse » est vouée à la confection.

On n'en appréciera que davantage l'effort de réflexion et

parfois d'invention auquel s'appliquent les plus courageux de nos correspondants. Ils affirment une indépendance et une prudence de jugement d'autant plus difficile et précieuse qu'elle n'est point le fait d'esprits « désintéressés », mais soucieux, au contraire, de leurs responsabilités et conscients des exigences du temps critique contre lequel ils doivent ordonner leur vie. Les difficultés matérielles n'engendrent pas partout les trahisons ou les relâchements spirituels. Quand bien même la « vertu » de l'intelligence vivante serait celle du petit nombre, elle porte avec elle le meilleur et le plus sûr de nos espoirs, la plus grande chance d'efficacité des efforts accomplis par les jeunes Français d'aujourd'hui.

II

A. R. est père de quatre enfants. Il a trente ans. « Je ne suis plus de ceux, dit-il, qui peuvent songer à l'avenir avec nonchalance ». Il occupe une situation importante dans l'édition et a conduit auprès de ses camarades, il y a quelques années, une enquête, d'avant la crise, qui eut du retentissement. Il est victime complaisante aujourd'hui de l'inquisition qu'il a pratiquée lui-même et exprime, sur le ton de la jeunesse qui ne désarme pas, une expérience déjà solide.

C'est sans doute en fonction de mes soucis personnels que je juge de la grandeur de l'homme. Je n'ai aucun culte pour l'individu et j'aime mieux en lui ce qu'il pourrait être que ce qu'il est. Vouer un culte à la race? C'est à peine si je connais ma race à moi, mon sang. Le seul groupe à la sauvegarde duquel je suis prêt à tout sacrifier, c'est la famille, dont je suis à la fois le chef et le serviteur.

Je ne vénère vraiment dans la patrie que le souvenir du sacrifice de mon père et de mes frères qui sont morts pour elle. Plutôt qu'un Moloch dévorateur, je voudrais que la patrie fût toujours et seulement l'image vivante d'une civilisation à laquelle je suis passionnément attaché.

Ne me faites pas dire que je ne donne à ma patrie qu'une « adhésion ». Je l'aime. Cela est si naturel — et si facile, au fond. J'aime ma patrie, et je veux qu'elle soit forte, belle, heureuse. Je suis persuadé qu'on peut aimer la patrie et la servir « sans y penser » et sans le crier sur les toits. Tous les braves gens de France en font autant.

Racisme et nationalisme sont des mythes païens et barbares, dont leurs partisans eux-mêmes ne comprennent pas le sens. S'il y a un pays où le racisme est déplacé, c'est bien chez nous. Le dogme chrétien de l'égalité des races a cimenté la France comme il cimentera « la France totale ».

Quant au nationalisme, je ne vois en lui qu'une étiquette fallacieuse, tout comme pour l'internationalisme, qui fut un slogan à la mode. Citez-moi donc un nationaliste qui mette la patrie au-dessus de ses sentiments de classe? Le véritable dessein des nationalistes est d'assurer la conservation sociale, soit parce qu'elle leur est profitable, soit parce qu'ils en espèrent peu ou prou. Le nationalisme français ne se justifie par aucun irrédentisme : il sert de masque à la peur du lendemain.

Je n'ai pas une estime meilleure pour les professionnels du socialisme politique : ils ne cherchent guère à élever le peuple, mais à cultiver ses justes rancœurs. Et que lui offrent-ils? Même pas l'appât d'un bonheur matériel, qui n'existe point pour les travailleurs dans l'ex-paradis des Soviets.

Quel parti d'ailleurs mérite aujourd'hui, en France, qu'on l'exalte? Y a-t-il même des partis? Je ne vois que des appétits.

Une république « idéale » (mais la française ou la radicale n'en est pas si loin) est le seul régime capable d'unir les volontés de citoyens qui n'ont pas à faire litière de leurs opinions pour l'admettre.

Je me méfie instinctivement des dictateurs ou des apprentis dictateurs. Parmi les candidats actuels, il en est dont le passé ne me dit rien qui vaille. Se peut-il que d'honnêtes gens acceptent d'obéir sans réfléchir aux ordres que tel faux surhomme serait capable de leur donner? La France n'a que faire d'esclaves : pour vivre, elle a besoin d'hommes.

Aucune dictature, quelle qu'elle soit, ne saurait remplacer l'amour par la terreur, obtenir par la contrainte ce qui ne peut être réalisé que par un effort librement consenti.

Pas d'omnipotence : je refuse d'abdiquer les droits que je tiens de mes responsabilités. L'État, incarné dans un homme et dans ses janissaires, pourrait disposer de ma vie, de mon activité, de mes enfants sans que je sois autorisé à dire un mot! Quelle loque humaine accepterait de gaîté de cœur cette déchéance?

Je ne veux reconnaître à l'État d'autre rôle que celui d'une « police » (dans le sens noble) et je réclame pour tous la liberté, mère des initiatives et du progrès.

Est-ce à dire que je méconnais l'autorité nécessaire de la Société, lorsqu'il s'agit par exemple de faciliter, voire d'imposer une évolution sociale qui s'avère plus indispensable chaque jour? Certes non. Mais cette évolution ne me paraît possible et souhaitable que dans la démocratie, qui peut seule mouvoir et freiner, qui peut seule garantir les droits sacrés des citoyens. C'est justement parce que je crains les dictatures que je suis opposé au capitalisme actuel : on peut supporter l'État, qui rend tant service, l'impôt qu'il prélève, mais la domination des banques, des forges et de quelques milliers d'anonymes est inadmissible. Elle est dangereuse, car elle ne vise qu'à se satisfaire elle-même. Pour sauver la liberté des citoyens, l'État doit briser la liberté des trusts.

Cette évolution très fatale est une forme du progrès. Car le vrai progrès, qu'il convient de ne pas confondre avec le progrès scientifique, un de ses composants, s'appelle libération.

III

A. O. est un étudiant de vingt-et-un ans, pour lequel la vie tout entière a trop de saveur pour qu'en soit sacrifiée cette part, devenue si amère, de la politique. Il s'y intéresse et s'y

engage par volonté et sans rien céder à la corruption d'une discipline, sans doute mineure, mais pourtant nécessaire à la restauration d'un ordre humain dont il sait que dépend le libre épanouissement de toute personne.

1° La grandeur n'est pas seulement l'indice d'une certaine attitude, mais, ainsi que le dit le mot, d'une « altitude ». Elle est le fait de l'homme qui domine et sa vie et son milieu. Puisqu'on dit couramment « être à la hauteur des circonstances, » être grand doit signifier qu'on est plus haut que la situation, mais également baigné par elle. On ne conçoit guère de grandeur fermée sur soi, surplombant le vide. La grandeur nécessite un « autre » à quoi s'affronter et se mesurer. Que cet autre s'appelle Dieu, nature, réalité, idéal moral, importe certes pour soi, mais non pour le caractère spécifique de la grandeur. Dans tous les cas, la véritable grandeur ne me semble jamais essentiellement un refus, mais une affirmation ; elle n'est pas libération, elle est liberté. Ce qui saisit et force l'admiration à la rencontre d'une grandeur authentique, c'est qu'elle crée un nouveau climat moral, et que ne perdant pas de temps à expliquer ses refus et ses exclusions, elle *vive* ses valeurs.

Il n'y a de grandeur qu'humaine. Si une nation est grande, elle l'est dans et par ses hommes.

Les nations de marchands, d'industriels n'ont jamais été vraiment grandes. Seuls furent élevés les pays animés par des hommes ou des communautés créatrices. Et encore faut-il souligner que la grandeur des nations n'est que l'incapacité de l'homme d'atteindre l'universalisme intégral. Obligé d'accepter les conditions de la nature, de reconnaître l'irréductibilité des diversités, il ne doit pas cesser, tout en s'appuyant sur elles, de faire effort pour les surmonter.

Malgré Durkheim et son école, je ne vois pas de grandeur, ni de moralité dans la conformité à « l'être véritable » de la société, pour cette raison que la société ne semble pas avoir « d'être véritable », surtout moral. Je ne crois donc pas que la grandeur, ainsi que le demande votre questionnaire, puisse consister « à exalter une grandeur collective » comme la race, le parti ou la nation, car dès l'instant qu'on exalte ces réalités en dehors de l'homme, on les change en mythes. D'ailleurs, la grandeur ne saurait consister à exalter quoique ce soit, fût-ce la personne.

2° Jusqu'à plus ample informé, ce qu'on a coutume d'appeler « l'intérêt national » ou « l'intérêt général » semble n'avoir d'existence que fantomatique. On n'imagine pas d'intérêt général qui ne soit réductible aux intérêts des personnes ou des communautés. Même en tant que règle de gouvernement, prendre appui sur l'intérêt national, c'est souvent s'engager dans une voie qui finira par être néfaste aux nationaux. Ne retenons comme exemple que le classique et même scolaire principe qui veut, dans la balance commerciale idéale, que les exportations l'emportent sur les importations. C'est ainsi qu'on a engagé les pays sur la voie du libéralisme et du productivisme et, partant, sur celle des crises économiques et des guerres.

On ne doit donc rien leur sacrifier. S'il y a des sacrifices à faire, c'est à la société, parce que nous en sommes solidaires, et non pas isolés comme le croyait l'individualisme. Mais encore s'agit-il de sacrifices limités et raisonnés. Les récentes révolutions (ou pseudo-révolutions) européennes prouvent le danger des renoncements à soi-même. Il n'y a pas d'exemple de génération

qui, ayant renoncé à elle-même, à sa liberté, ait fait ensuite renaître celle-ci de ses cendres. Comme l'ont très bien montré divers théoriciens du mouvement *l'Ordre Nouveau*, en particulier R. Aron et A. Dandieu dans la *Révolution Nécessaire*, il n'y a pas de dictature qui puisse être de transition. Seule la révolution peut être transitive et instaurer un ordre de liberté.

Si la discipline est indispensable à l'efficacité d'un mouvement, elle ne doit pas absorber tout l'homme pour en faire un automate. Que toute révolution revigore une nation ne signifie pas qu'elle doive la gonfler comme une baudruche. Lorsque, dans son émouvant roman, *Le dernier Civil*, Ernst Glaeser constate à la fin : « La nation était réveillée et l'homme mort », il donne plus qu'un témoignage sur l'Allemagne hitlérienne, il nous donne une leçon et nous rappelle Proudhon. Ainsi échouent les révolutions, ainsi dégénèrent les nations en clans barbares.

Le problème le plus constant, jamais résolu définitivement, est alors celui de l'équilibre entre la part réservée à l'action sociale et la part réservée à soi-même. Tous ceux qui demeurent soucieux de porter leur vie à son paroxysme (Maurras trouverait qu'ils ont tort) connaissent les joies de se manifester socialement et les inquiétudes de consacrer son temps à certains travaux subalternes qu'exige la politique. Cependant, il ne saurait être question de choisir, ni même de séparer ; certains exemples que j'ai sous les yeux me prouvent que ceux qui ont donné beaucoup (mais sciemment) ont reçu beaucoup. Même si le service est inutile pour la société (bien que ce ne soit jamais vrai absolument), il est utile pour son auteur. La meilleure formule de grandeur et d'action me semble encore celle de Pascal : « Toucher aux deux bouts et remplir tout l'entredeux. »

Les incidences de cette pensée sont inépuisables.

Le difficile est que nous vivons à une époque qui a perdu contact avec le réel, où l'homme n'a plus foi en lui et a besoin dans son action de se sentir poussé, emporté par le piétinement grouillant des partis et de leurs meetings ; où les intellectuels se raccrochent les uns à des déterminismes matérialistes, les autres à des nationalismes qui les rassurent et leur évitent le combat permanent. On assiste à ce paradoxe étrange : beaucoup admettent la nécessité d'une révolution, peu savent laquelle, et nulle part ne se manifeste de climat révolutionnaire. Que les hommes cependant retrouvent le goût et la volonté d'être hommes, et un mouvement révolutionnaire, loin des partis, loin des ligues, prendra consistance et allure. On pourra alors entrevoir la liberté...

IV

D. R. a jeté sur le papier des réflexions dont la vivacité et le concision ne tromperont point. Elles ne sont pas inspirées par la seule fantaisie mais, au contraire, par une connaissance étendue et vigoureuse (combien rare !) de l'histoire ; une méditation pénétrante et audacieuse des conditions politiques de la liberté en France depuis des siècles ; un sentiment lucide et sans complaisance de la vraie grandeur et de l'utilité des gouvernements.

I. — GRANDEUR DE L'HOMME

La grandeur n'est pas un don, on *n'est* pas *grand* — les grands d'Espagne et la Volga, par exemple, exceptés. On devient grand, on se fait grand. Il y faut un effort créateur et donc une prise de conscience et une décision, tous actes essentiellement personnels ; on peut dire d'une race (pour autant que ce terme ait un sens quelconque) qu'elle est douée, d'un parti qu'il est important, d'une nation qu'elle est puissante, nombreuse, etc..., mais parler d'efforts, de prise de conscience, de décisions collectives, c'est se moquer du monde. Non qu'il ne puisse y avoir effort pour un groupe humain, mais il doit voir les choses comme elles sont : il y a division du travail pour le groupe : tout ce qui est création est le fait du ou des chefs ; les troupes ne sont capables que de discipline, d'obéissance, d'acceptation, de sacrifice ; vertus peut-être, mais toutes passives. La vraie grandeur d'une nation, par exemple, est faite des efforts de chacun vers la grandeur personnelle dans une atmosphère de totale liberté, de liberté active.

La Fontaine ne s'est jamais demandé s'il était bon Français, et, quand par hasard, il lui a fallu faire montre de loyalisme, il a écrit les adresses ou préfaces au roi les plus plates ; c'est un fait que la littérature officielle de tous les temps et de tous les régimes est mort-née. Dans les temps présents, Gorki a été un grand écrivain sous le tzarisme qu'il détestait, il est mort à la littérature en devenant l'ami de Staline. En politique, il en est de même : Napoléon a voulu faire la grandeur de la France en même temps que la sienne, il a ruiné et avili le pays ; Louis XIV avait fait de même. Par contre les rédacteurs de la « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen » qui songeaient à libérer les hommes quels qu'ils fussent ont donné à la France une grandeur *nationale* authentique. Bref, on ne travaille à la grandeur du groupe qu'en créant, et l'on ne crée qu'en pensant à l'universel ou au particulier, en atteignant à l'universel par le particulier plus exactement. C'est en se faisant le serviteur de son propre pouvoir créateur qu'on fait œuvre commune et non pas en vantant « l'honneur de servir » pays, parti, ou toute autre idole. Le groupe érigé en valeur n'est qu'hypostase stérilisante et abaissement de l'être humain devant la nature ; les créateurs et mainteneurs des groupes humains valables n'ont jamais travaillé pour un donné quelconque ; on ne crée pas dans le fini. Ce ne sont pas les quarante rois qui ont fait la France, ce sont les paysans, les « communards » de chaque siècle, les bâtisseurs de cathédrale, etc... Savaient-ils ce que c'était, ce que serait la France? Quant à saint Louis, roi vraiment grand et humain, le seul ou à peu près, que la France ait connu, il ne pensait qu'à la justice quotidienne, au bonheur des humbles, à la paix des hommes.

II. — INTÉRÊTS

L'intérêt général, qu'il soit familial, corporatif, national ou universel est un *mythe* infiniment dangereux et, par là, un puissant instrument d'oppression.

Il existe un intérêt général chaque fois qu'il y a, sur un plan quelconque de l'activité humaine, une forme quelconque d'association ; cet intérêt général peut se définir comme étant l'expression des liens qui attachent les uns aux autres les membres du groupe visé ; liens dont la raison d'être est de favoriser l'épanouissement de chacun, l'intérêt général est l'une des conditions du libre développement des intérêts particuliers qui, coupés les uns des autres, isolés dans une sorte d'autarchie, y périssent d'asphyxie ; il est aussi (c'est un autre

de ses aspects) l'équilibre des intérêts particuliers. Tout cela montre bien que l'intérêt général n'existe et n'a de valeur qu'en fonction des intérêts particuliers qu'il relie les uns aux autres et *sert*. Le sacrifice des intérêts particuliers à l'intérêt général érigé en valeur suprême, placée au-dessus des pouvoirs, est donc tout simplement une absurdité ; autant dire qu'il peut être nécessaire de détruire les *parties* pour sauver le *tout*. Cela ne veut pas dire qu'il faille laisser tels ou tels intérêts particuliers proliférer au point de rompre l'équilibre de l'intérêt général ; ce qui se passe dans ce cas, c'est une tentative d'absorption ou de destruction des uns par les autres ; c'est une rupture de l'association ; c'est le fort qui prime le faible au détriment de celui-ci d'abord, à son propre détriment ensuite ; il y a là une hypertrophie *maladive* d'un ou de plusieurs intérêts particuliers au dam des autres et d'eux-mêmes en dernière analyse. Aussi l'intervention doit-elle se faire non pas au nom d'un intérêt général suprême, mais bien de la saine compréhension des intérêts particuliers, la menace contre l'intérêt général n'est que le signe d'une rupture d'équilibre des intérêts particuliers dangereuse pour tous, et pour le « profiteur » aussi bien que pour les autres. Il peut aussi arriver que la rupture de l'intérêt général soit la preuve de l'inutilité ou du danger de continuer l'association ; les groupes ne peuvent pas être éternels ; bonne pour tous au début, une association peut devenir, avec le temps, mauvaise pour tous ; si l'intérêt général d'un groupe est menacé ou rompu d'une façon fréquente par de nombruex intérêts particuliers, c'est le signe que le groupe n'a plus de raisons d'être ; qu'il doit céder la place à d'autres associations. Un exemple s'impose : la famille ; tant que les enfants sont en bas-âge, la famille doit comprendre parents et enfants ; quand ceux-ci atteignent l'âge d'homme, il est risqué et absurde de vouloir conserver les centres familiaux du début ; la famille doit se scinder en nouvelles familles ; le lien effectif pur, totalement libre doit remplacer l'intérêt général valable jusque-là. D'une façon générale, l'intérêt général doit être considéré comme étant à la *base* et non au *sommet* des intérêts particuliers. Il n'y a de *bien commun* que dans la mesure où celui-ci sert des *biens particuliers* ; toute dictature du bien commun est usurpation, dangereuse et sans fondement. Il est évident que les chemins de fer sont d'intérêt général ; mais si l'on prétend, pour combler leur déficit, par exemple, tuer artificiellement, par des charges fiscales, l'automobile, on commet une absurdité, on prend le moyen pour la fin.

... Ainsi de cette forme particulièrement dangereuse de l'intérêt général l'intérêt national, sacrifier les Français à la France, les Allemands à l'Allemagne, voilà la formule courante à l'heure présente et depuis longtemps ; grâce à quoi on tue les nations ou on les mutile ; les mécanismes du bien commun vivent et se développent au détriment des hommes et des forces matérielles proprement nationales. Encerclées dans le corset de fer de l'État — partout le même ou à peu près — les nations perdent peu à peu tout sens et sont uniformisées et banalisées, les hommes mécanisés.

V

C. C. est un jeune agrégé de mathématique, professeur dans une faculté de province, qui ne dédaigne ni la philosophie, ni la politique, mais se refuse, avec une intransigeance sans

faiblesse, à céder aux accommodements et approximations confuses de la première, aux compromissions et malhonnêtetés de la seconde.

L'intérêt de son témoignage n'échappera pas à ceux qui supportent mal certain idéalisme pur, lequel prétend tirer argument d'un soi-disant « désintéressement » de la science, et se targue d'échapper totalement au contact et au souci des réalités charnelles, humaines, par les spéculations les plus abstraites de l'esprit.

I. — L'INTELLIGENCE

Je cherche en vain à me représenter ce que pouvait être une spéculation totalement désintéressée, c'est-à-dire une pensée qui serait mienne et à laquelle je ne prendrai rigoureusement aucun *intérêt*. A moins de supposer que la pensée est un processus entièrement automatique, une sorte de respiration du cerveau, il me semble qu'il faut bien un motif pour déclencher l'activité de l'esprit et pour orienter sa marche. Toute pensée me parait donc un effort dans une certaine direction, et tout raisonnement un moyen d'atteindre quelque but. Ce qui ne veut pas dire que l'on puisse sacrifier la rigueur de ce raisonnement. C'est le souci de cette rigueur, conçue comme bonne foi et recherche sincère de la vérité qui semble animer ceux qui posent l'exigence de la pensée désintéressée ; mais ils ne se rendent pas compte du fait très simple que les exigences purement logiques sont tout à fait insuffisantes à guider à elles seules la marche du raisonnement, puisqu'à chaque étape atteinte elles permettent de continuer par plusieurs chemins très différents les uns des autres.

Il faut d'ailleurs remarquer que seules des déductions mathématiques ou physico-mathématiques peuvent satisfaire aux critères de la logique pure ; en dehors de ces domaines, je ne connais aucun exemple de raisonnement *formellement cohérent*. La « tenue » d'un raisonnement non mathématique ne peut donc se définir que par référence non seulement à la *forme*, mais au *contenu* de ce qui est pensé. Or ce contenu demeure nécessairement subjectif par quelque côté, quel que puisse être d'ailleurs l'effort de l'intelligence pour en éliminer les aspects subjectifs.

Je dirais donc que l'effort de l'intelligence est une tentative constante pour détacher l'esprit des combinaisons dans lesquelles la vie se trouve engagée, tentative qui n'a d'ailleurs de signification humaine que dans la mesure où la personne tout entière se trouve d'abord fortement *engagée* dans ces combinaisons.

II. — VALEUR ET PORTÉE DE LA SCIENCE

Il semble que l'on ait jusqu'ici donné deux types principaux de réponses à la question de la valeur de la science :

1° La science se justifierait par ses applications techniques et par le progrès matériel qu'elle permet ;

2° La science se justifierait comme connaissance descriptive de la réalité.

Aucune de ces réponses ne me satisfait pleinement. La première parce qu'elle reflète la mentalité d'une civilisation de marchands, qui voit dans le fameux

« rendement » la valeur suprême. La seconde parce qu'elle implique la possibilité de cette connaissance désintéressée à laquellé je ne crois pas. Me livrant moi-même à des recherches scientifiques, ce n'est pas du tout dans la curiosité qu'il me semble voir le mobile de mon activité. D'autre part, la science ressemble de moins en moins à une pure description du monde ; la théorie y prend une place prépondérante, et il arrive de plus en plus fréquemment que les expériences de première importance ne soient entreprises que pour vérifier ou infirmer des données théoriques antérieures.

L'univers de la physique corpusculaire moderne est entièrement issu de la théorie atomique. Ses lois de structure fine ne décrivent aucun processus sensible, ce n'est que par l'intermédiaire de considérations statistiques que l'on passe des phénomènes atomiques aux phénomènes à notre échelle. Il ne me semble donc pas exagéré de dire que l'univers de la physique moderne est une *création* des physiciens.

Généralisant ceci, je dirais que la valeur de la science réside pour moi dans le fait qu'elle est *une création du monde*, ou plutôt d'un monde, qui vient se greffer sur l'univers de la réalité immédiate. Cette réponse me paraît englober et dépasser celles que je citais au début. Le monde des phénomènes scientifiques est en effet à la fois un monde dans lequel nous vivons quotidiennement, grâce aux applications techniques, et aussi un monde perméable à la pensée rationnelle, ou tout au moins plus perméable que celui de la réalité immédiate donnée.

De plus, la conception de la science comme création serait de nature à combler au moins partiellement le fossé qui sépare la science de l'art, fossé dont il semble bien qu'on se soit fortement exagéré l'importance.

VI

J. V. est un homme d'un peu plus de trente ans que des engagements, généreusement pris, n'ont conduit jusque-là à aucune certitude. C'est un nihiliste que la vie tourmente. La fougue de son cœur et la pénétration de son intelligence lui ont donné l'occasion et la force de crever tant de panneaux... Mais la même ardeur pour agir l'anime toujours. Comment ne plus être dupe ? La question se pose incessante, à combien de jeunes comme à celui-ci : n'être ni maître, ni valet et ne point vivre isolé ; est-ce possible dans notre monde ?

Votre questionnaire correspond assez au type d'enquête dont la jeunesse intellectuelle française s'est pourléchée depuis quelque vingt ans. Vingt ans ! que dis-je ? quarante, cinquante, on ne sait plus. Combien y a-t-il de temps qu'on interroge les « jeunes » comme s'il était possible qu'un jeune homme sût ce qu'il est, ce qu'un homme même ne sait pas davantage. Vos questions emmêlent le plausible et l'arbitraire avec une habileté dont on admirerait la candeur si l'on n'avait des raisons de la juger involontaire. Le plus simple serait de ne pas vous répondre et de mettre au panier cette page d'interro-

gation qu'un camarade m'a passé, avec des intentions que je devine. Mais j'ai suffisamment éprouvé le dégoût de ne pouvoir faire avec amour ce que j'aime pour me donner de temps en temps le plaisir de faire avec dégoût ce que je déteste.

La grandeur de l'homme? Allons donc! Vous voulez peut-être que je vous dise que le parti communiste, — auquel je n'ai jamais appartenu, — ne m'a jamais semblé mériter cette « abdication » de « l'indépendance du jugement et de l'action » sur laquelle vous m'interrogez. Mais est-ce vraiment l'indépendance, le jugement, l'action, que je défendais en me reposant? Il y a un mensonge de l'anticonformisme comme il y a un héroïsme du conformisme. Je ne sais pas ce que pensent de la grandeur de l'homme ceux dont parle Boukharine, qui, le jour, étudient la philosophie, et, la nuit, gardent (je ne sais pourquoi) un fusil à la main. Mais la philosophie, c'est justement ce qui n'a pas besoin d'être étudié, et quant à ce qui mérite d'être gardé le fusil à la main, parlons-en!

Vous allez maintenant me classer (dans une enquête, les étiquettes sont indispensables) dans la catégorie anarcho-désespéré. Je ne suis pas anarchiste, je ne suis pas désespéré. Je n'ai pas lu Céline et je ne suis pas Bardamu. Je ne suis pas non plus un personnage de Malraux : l'acte gratuit révolutionnaire qui mène aux galons de lieutenant-colonel espagnol, c'est bouffe. C'est bien plus simple : je ne suis *rien*. Je n'attends rien, parce qu'il n'y a aucun ordre possible à la hauteur de l'homme que je suis — et pourtant (c'est une manie) j'ai besoin d'un ordre. Quant à aller le chercher du côté de nos petits personnalistes, qui croient que la vie intérieure est quelque chose qu'on découvre en se grattant la tête, et qu'il faut sauver l'homme (avec un *H*) et la personne (avec un *P*), alors qu'il y a sur la terre des milliers et des milliers qui ne savent pas pourquoi ils sont hommes, cela dépasse tout.

Alors, les valeurs? la raison? Mais ne savez-vous pas qu'un temps viendra où la vraie raison sera à la raison de M. Kant et de tous nos philosophes ce que... (imaginez une comparaison). Tenez, voilà en quoi je crois : c'est une raison, qui est par delà la raison, qui naîtra et qui ordonnera, qui suscitera et accomplira. Elle n'a pas besoin de mots : elle est acte, et rien d'autre. Nous avons trop arraché en nous : ça pourrit, vieille racine. Le soir ou l'on a su, à Paris, l'assassinat de Sacco et Vanzetti, j'étais devant l'ambassade américaine : je voulais quelque chose, je souhaitais quelque chose, quoi? Je venais de rompre enfin avec mon milieu, ma saleté, ma caste. Notre grandeur, à nous, cela a été de travailler aussi contre nous-mêmes, contre tout ce qui nous tenait au ventre : la bourgeoisie, l'argent et le reste. Nos pères nous font rire. Ils s'imaginent que l'affaire Dreyfus était une aventure comme la nôtre? Mais ils sauvaient leur classe, la bourgeoisie libérale et juive. Nous, nous ne sauvons rien, nous tuons. Et nous tuons. La voilà, *la vérité qui nous rendra libres*. (J'ai très bien su mon catéchisme, et un peu plus d'évangile qu'il n'est ordinaire.) Cette liberté, ce sera celle de la mort.

Il ne nous reste rien? Mais si, Messieurs, il reste tout. Quand, dans une femme, on trouve enfin cette résistance que la vie n'a jamais opposée aux gens de notre sang, on a un instant l'illusion d'exister; cela du moins ne sera pas détruit. Vous voyez combien ma réponse vous est inutile. Il n'y a aucune valeur morale qui me paraisse valoir la peine que je la nomme tant j'en porte au cœur qui n'auront pas de nom. Les communistes me font rire avec leur justice! Ils changent le monde, qu'ils disent. Mais l'aspiration qui les mène (le souffle) où est-elle? En attendant, leurs balles sont pour leurs propres généraux...

Allons-y. Il n'y a rien, sur cette terre, où nous sommes quelques-uns à comprendre que nous ne sommes plus que les sacrificateurs et les victimes d'un souvenir, rien qui puisse être désigné et qui soit « cette grandeur de l'homme » sur laquelle vous voulez être renseigné. Cela ne veut pas dire que cela n'existe pas. Mais pas pour nous.

VII

Celui-ci, jeune avocat de trente ans, appelle de ses vœux un « régime fort », une dictature *française* — si c'est possible ! — Il est ici le porte-parole solitaire de toute une cohorte de jeunes hommes dont l'idéal est à la fois d'honnêteté, de gloire et de... simplicité. Mais sans doute, dans la mesure où il n'est pas *qu'extérieur*, un ordre est-il plus difficile à édifier que ne le voudraient les gens un peu pressés. Or, s'il y a désordre en France, à l'heure actuelle, ce n'est pas si superficiellement qu'on se plaît trop souvent à le dire. Comment un homme seul saurait-il assumer valablement, si grand soit-il, la résolution d'une crise qui est au cœur de chacun de nous ?

I. — L'HOMME ET LE GROUPE

Dans les périodes de calme relatif où la machine tourne sous la seule impulsion d'une main légère, un groupe d'hommes peut, momentanément, synthétiser une tendance, incarner un idéal, affirmer un système de valeurs. Que surgissent les épreuves, aussitôt se relève, s'il existe, l'homme, l'homme prédestiné : César, Cromwell ou Bonaparte, Mussolini ou Hitler. Mais bientôt le chef-général victorieux, empereur ou duce ne peut entretenir l'exaltation qu'il a suscitée que dans la mesure où il crée un mythe qui le dépasse en le grandissant :

... Pour moi, les trois notions : patrie, état, nation, si elles n'expriment pas, en principe, la même chose (on pourrait, de chacune d'elles, donner une définition propre) se confondent en fait. Elles expriment une réalité concrète.

... Qu'une force idéo-motrice doive faire irruption pour coordonner les énergies éparses et rallier les Français autour d'une croyance commune, c'est ce qui apparaît désormais irrésistible. La France ne saurait édifier la race, tenir l'opinion en haleine à propos d'un quelconque quinquennal ou quadriennal ; pas davantage ressusciter les faisceaux antiques auxquels se mêlent trop d'impures réminiscences. Au surplus, ce sont là des emblèmes spécifiques, si je puis dire ; nous n'avons pas à les emprunter à autrui. Le génie créateur de la France serait-il tari, au point de ne pouvoir revendiquer son drapeau entre les plis duquel viendrait se serrer, sans rien abdiquer de leurs convictions personnelles, la totalité de ses enfants ? Or, à cet égard, l'idéal Nation demeure la seule religion vivante qui puisse réveiller la ferveur de notre foi unanime. Assurément, cette tendance ne va pas sans risque ; elle coïncidera avec un renforcement des pouvoirs de l'État dans la vie professionnelle,

voire dans les affaires privées des citoyens. Mais nous n'aurons bientôt plus le choix qu'entre une déliquescence anarchique, prodrome d'une agonie sans grandeur, et le redressement sous la férule nationale — sans doute plus rude, mais combien plus exaltante.

II. — FOI ET RAISON

Le « spirituel » s'est si longtemps confondu avec le « religieux » que s'en prendre à l'un, c'est toujours atteindre l'autre. Si beaucoup de nos contemporains ont perdu la foi, combien conservent encore, au plus profond de leur subconscient, des habitudes religieuses si fortes qu'il y entre une part d'adhésion. Pas plus que je n'admets sous sa forme tranchante la rigueur du dilemme « de deux choses l'une », je ne crois à l'antinomie irréductible entre la raison et la foi. Que cette dernière soit souvent peu rationnelle, c'est trop évident, puisque, par l'acte de foi en proclamant l'adhésion spontanée de l'être à un dogme qui le dépasse, le croyant renonce à y introduire l'élément rationnel par quoi on est tenté de le justifier.

... Autant dire qu'à mes yeux la vérité ne se découvre, ni ne se sert, puisque c'est nous qui, dans une large mesure, la créons. Je ne crois pas une chose parce qu'elle est vraie, mais elle devient vraie pour moi parce que je la crois telle. *Je ne crois pas à une hiérarchie objective des valeurs*, telle est la pensée qui illustre le mieux mon subjectivisme.

III. — LIBERTÉ

Si l'on entend par liberté conçue *in abstracto*, tout ce que l'on peut faire sans attenter à la liberté d'autrui, il n'existe que des libertés concrètes et limitées.

... Est-ce à dire qu'il faille conclure au libéralisme ? Rien n'est plus éloigné de ma pensée. De toutes les doctrines, le libéralisme économique, qui se confond, en fait, avec le libéralisme politique, est celle qui assure le moins de libertés effectives ; c'est, en tous cas, la plus féroce, car elle assure le triomphe du fort sur le faible, l'asservissement de celui-ci à celui-là. « Entre le fort et le faible, entre le pauvre et le riche c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit » a écrit le Père Lacordaire.

... Sans vouloir jouer le rôle ingrat de prophète, je commence à craindre que les libertés relatives, mais certaines, dont nous jouissons encore ne soient, un jour prochain, sacrifiées à ce qu'on est convenu d'appeler l'ordre politique, le prestige national ou les nécessités économiques.

... Il est vrai qu'une dictature, avouée ou occulte, sera si elle est, une synthèse d'éléments hétéroclites, nationalisme, étatisme, conservatisme, réformiste, dont on pourra malaisément discerner les parts respectives. Elle n'aura pas, du moins en France, à revêtir ce caractère totalitaire qu'offrent, à quelques nuances près les dictatures mussolinienne, stalinienne ou hitlérienne...

IV. — ORDRE ET RÉVOLUTION

Pour opérer le redressement qui s'impose, j'avoue ne pas croire à la réforme du régime actuel. Un régime ne se réforme jamais par l'intérieur... Tout n'est plus désormais qu'une question d'homme. Surgira-t-il bientôt ou se fera-t-il attendre longtemps encore, le chef assez hardi pour innover, assez traditionnel pour maintenir, assez intelligent pour comprendre, assez ardent pour agir ?

Plus le temps passe, plus grincent les rouages des institutions, moins on exigera de lui, car plus il s'imposera à l'attente angoissée de nos compatriotes. Mais il ne s'agira plus cette fois de faire une révolution spectaculaire, je veux dire par là purement politique. S'il s'agit seulement de substituer un homme ou une équipe à l'actuel parlement sans agir sur l'économie, sans assurer une meilleure répartition des biens, tout en maintenant une nécessaire *liberté dirigée*, alors le désordre actuel n'aurait fait que changer d'aspect.

... La révolution sera économique ou elle ne sera pas : ce n'est qu'une fois cette révolution accomplie que pourra se poursuivre, en tâtonnant, la plus complète réalisation de chacun de nous.

VIII

Voici, pour finir, le témoignage de C. M., jeune homme de vingt-trois ans, dont la vocation intellectuelle et littéraire est née dans un milieu familial où la richesse des dons naturels n'exclut ni l'humilité de la foi (que certains jugeront peut-être faiblesse), ni le souci angoissé de la misère commune, dont il faut bien reconnaître la grandeur.

Le monde souffre, nous disent ceux que nous avons choisis pour nos maîtres, d'une défaillance du spirituel ; il convient d'exalter en chacun son être irremplaçable.

Une telle doctrine nous flatte en même temps qu'elle répond à l'une de nos plus secrètes exigences. Aussi y souscrivons-nous avec enthousiasme. Mais je m'étonne de rencontrer si rarement cette *grandeur* dont nous aimons à glorifier l'homme en nous. Peu nombreux sont les jeunes intellectuels français qui ne discourent pas avec complaisance à son sujet ; peu nombreux aussi ceux qui soutiendront que le groupe prime l'homme. Mais qui résiste vraiment à cette oppression quotidienne du social ?

Les théories sociologiques font naître en notre cœur un mouvement de refus. Cette révolte prouve surtout la présence du joug et sa puissance. Les sociologues nous font horreur dans la seule mesure où ils nous humilient. Comment accepterions-nous d'être rouages et reflets, nous qui nous savons irremplaçables ?

Que chaque homme soit *en droit* seul de son espèce, c'est certain. Mais *en fait*, il en va le plus souvent tout autrement. Chez la plupart d'entre nous, la défense demeure verbale. Nos belles paroles nous font illusion : l'essentiel en nous abdique au moment même où nous parlons de notre importance unique.

Il s'agit d'une prédisposition innée à la facilité ; nous évitons tout engagement réel sans que notre volonté ait seulement à intervenir. Cette abdication est inscrite au plus profond de notre chair — comme un instinct, un reflexe ou quelque habitude héréditaire.

Une certaine quiétude morale est ainsi acquise. Les questions dont nous eussions pu être troublés sont évitées. Il n'y a qu'à se laisser vivre. La lutte quotidienne pour l'existence — et que chacun mène selon sa condition — nécessite de nous un don tout extérieur ; l'essentiel n'est jamais en cause ; nous pouvons réussir dans notre domaine, être un bon médecin, un bon ouvrier, un bon commerçant sans avoir eu à *intervenir* vraiment.

Il ne suffit pas de se savoir irremplaçable. Il faut mériter de l'être, afin de ne pas décevoir l'espérance que Dieu de toute éternité mit en nous. La personnalité est quelque chose qui se crée. Il y a une *personne* en l'homme ; mais elle ne s'y trouve qu'en puissance. Chacun doit éveiller à la vie cette part de lui-même, la plus essentielle, et qui est assoupie.

... Aussi bien, de cette conquête de soi-même, bien peu sont capables. Faites un examen de conscience ! Abdiquez le plus possible toute vanité ; essayez de voir d'un œil impartial ce que vous êtes vraiment. Et sans doute un grand nombre d'entre vous sera-t-il confondu — comme je le fus moi-même le jour où je m'avisai de chercher ce que mes belles paroles dissimulaient.

Notre paresse et cette lâcheté qui, bien plus que la grandeur, est l'apanage de certains d'entre nous, nous font chercher une gloire que n'accompagnent pas l'effort et le risque — je veux dire un certain effort et un certain risque, les plus héroïques, et qui n'ont rien à voir avec le courage physique. Et c'est pourquoi, si facilement, la jeunesse s'enrôle. Elle satisfait ainsi son désir de grandeur sans avoir à se faire violence. Vous, élite qu'aucun troupeau ne saurait absorber, vous discourez sur la noblesse de l'homme...

Le signe d'une véritable valeur n'eût pas été de se mettre au service d'une idée ou d'un homme, mais de faire en soi-même cette révolution si vainement cherchée au dehors.

Nous sommes facilement dupes de notre attitude. Bien plus qu'autrui, c'est nous-mêmes que nous essayons de tromper. Un goût très profond du sublime nous fait illusion. Nous prenons pour l'héroïsme lui-même la nostalgie que nous en avons. La vérité est que la peur de l'engagement nous conduit à l'abdication même que nous déplorons chez autrui. La vérité est que nous ne sommes pas aptes à devenir ces personnes que nous pourrions être avec un peu plus de courage. Dans la réalité des choses, nous ne sommes pas le moins du monde irremplaçables, mais interchangeables, au contraire, et très capables d'entrer — sans reniement supplémentaire — dans l'anonyme cohorte de quelque dictateur.

Staline, Mussolini, Hitler... Je ne crie pas, quant à moi, à la trahison. Ces hommes n'ont fait que profiter de la faiblesse universelle. Je m'étonne seulement que la France ait la réputation de jouir d'un régime de liberté, alors que la même faiblesse y amène toujours une semblable oppression : la masse (dont nous faisons partie) y est aussi bien qu'ailleurs menée, méprisée, avilie. (Et elle mériterait sans doute plus d'abjection encore.)

En Allemagne, en Italie, en U.R.S.S., un nom tient lieu d'explication. C'est un moyen commode d'apaiser en soi la moindre inquiétude. Ce chef, nous le rendons responsable de tout. Bien sûr, s'il n'était pas là, la foule sortirait de son hypnose, chacun s'éveillerait, retrouverait le sens de son destin individuel...

En fait, le facteur humain paraît souvent être, hélas, de peu d'importance. D'obscures forces matérielles, en France (où nous ne pouvons pas « incarner » l'oppression aussi bien que dans les pays totalitaires), nous mènent. Et je comprends presque qu'on soit fasciste, qu'on préfère au désordre d'un certain esclavage l'ordre de certain autre. Simple affaire d'esthétique : il serait peut-être préférable d'être, en apparence, moins libre encore et de voir dans des chantiers sans drapeau rouge le travail assuré...

Ce joug de l'économique et de la matière, nous avons en nous le pouvoir de le renverser. L'esprit peut tout. Et c'est pourquoi il ne faut pas se décourager. La grande majorité des hommes est faible et lâche, mais non pas tous les

hommes. Des appels pathétiques, des projets magistralement agencés ne changeront pas l'humanité, qui ne sera jamais meilleure, ni pire. Mais ils éveilleront peut-être certains cœurs et permettront à quelques êtres d'élever l'humanité en eux plus haut qu'elle ne le fut jamais. Le progrès importe dans la seule mesure où il est individuel. Ainsi échappe-t-il au temps : espérons que nous devrons aux messages de quelques-uns un homme qui sera plus digne de Dieu que ne le fut tel sage hindou dont nous ne savons même plus le nom.

... Il faut agir cependant comme si l'idéal personnaliste pouvait être réalisé. Ainsi s'en approchera-t-on tout au moins. Car il est fou de vouloir la perfection, et elle seule. Il est des progrès fragmentaires dont le prix est immense.

Qui dira que l'effort législatif social du XXe siècle soit à dédaigner, aussi incomplet soit-il ?

Il ne convient pas de s'arrêter en route. Il y a encore des êtres que la faim et le froid torturent, à qui on refuse le droit au travail. Qu'importe que la société future reste boiteuse et que son déséquilibre heurte notre désir de symétrie ! Qu'importe que puissent être toujours d'actualité des œuvres avides de plus d'esthétique, telles que la *République*, le *Contrat social*, le *Capital* ou le *Manifeste au service du personnalisme* ! Qu'importe vraiment s'il y a moins de misère en ce monde...

Notre devoir est donc — après avoir découvert notre vrai visage — d'aider notre prochain dans cette recherche essentielle. Améliorer les conditions de vie du plus grand nombre, c'est faire le premier pas dans cette voie.

Nulle puissance au monde ne devrait gêner en quoi que ce soit la personne dans cette approche d'elle-même et d'autrui ; nulle puissance ne devrait avoir le droit d'imposer la moindre idée, la moindre action étrangères à la dignité unique de chacun. Une nation n'existe qu'en raison des hommes qui la composent. Dans un pays qui avilit l'humanité en chacun de ses citoyens pour s'élever lui-même, telle une idole monstrueuse, les quelques hommes qui refusent une dictature si dégradante font plus pour la grandeur de leur patrie que ces foules d'adorateurs assoupies dans leur enthousiasme inconscient. L'Allemagne, l'Italie, l'U.R.S.S. feraient les plus éblouissantes réussites matérielles qui soient qu'elles n'en paraîtraient pas plus défendables : car pourraient-elles, sans se renier, cesser de renier jamais l'essentiel de l'homme ?

Chaque Français, unique de son espèce, ressemble pourtant à ses compatriotes et c'est cette ressemblance qu'il convient de sauver — si l'humanité gagne à ce qu'une certaine forme de civilisation et de culture vive, ce qui semble être le cas pour la France. C'est dans la mesure où la sauvegarde de ce qu'il est convenu d'appeler le patrimoine national l'exige que nous devons accepter le sacrifice de notre liberté. Aussi la nation a-t-elle le droit d'exiger de nous le don le plus complet. Mais la patrie devrait déjà avoir une faculté moindre de nous faire violence ; l'État, lui, ayant son pouvoir le plus possible limité.

La difficulté d'un tel problème est qu'il s'accomode mal des solutions nuancées et, de la réponse brutale qu'on y donnera, sortira le plus facilement l'oppression ou l'anarchie.

Chacun décidera pour lui-même et à ses risques et périls ; s'il se trompe dans son choix, l'honneur tout au moins sera sauf en raison du danger qu'il aura accepté de courir.

CONCLUSION

N'est-ce pas risquer d'en fausser le sens que de tirer de cette enquête des conclusions? Non, si l'on ne prétend pas, en même temps qu'on les formule, appliquer ces conclusions à *toute* la jeunesse française actuelle, dont un nombre limité de représentants seulement ont répondu. Cependant, il me paraît que l'étendue et le nombre de questions, la variété d'origine des répondants, et celle du ton de leurs réponses permettent de dégager les grandes lignes d'attitudes communes à toute une partie de la jeunesse, peut-être même de tirer de là une « morale ».

A l'origine de cette consultation des jeunes, nous l'avons indiqué en commençant, il y a eu surtout le souci de voir quelles questions se posaient à eux et dans quels termes, sans préjuger des réponses possibles ou souhaitées, ni de la façon, connue par avance, dont les porte-paroles officieux les formulaient. On a pu voir ainsi — et ce n'est qu'un exemple — qu'ils étaient aussi unanimes à refuser une querelle théorique et inactuelle du colonialisme, position qui ne les mettait que plus à l'aise pour observer sans illusions le fait colonial et préconiser les formes de colonisation nouvelles. De même, tandis que presque tous admettent (sans peut-être y avoir suffisamment réfléchi, mais par réaction sentimentale) la famille comme la « cellule de base » de la Société, ils affirment, par ailleurs, la primauté — de principe — de l'homme sur le groupe social (quitte à ne pas définir très clairement de quel homme il s'agit, ni de quel groupe).

Sur plusieurs points, l'accord complet s'est manifesté, fortuit et tout à fait imprévu, rien dans la forme des questions ni dans le choix des interrogés ne l'ayant préparé. Ainsi la réalité française est-elle admise et non seulement respectée, mais chérie par tous. Par tous, le pouvoir pacificateur réel de la Société des Nations est mis en doute, et tous, liant, ainsi qu'ils le sont dans l'histoire, le Pacte au traité de Versailles, semblent considérer ces deux accessoires comme anachroniques, encombrants et dangereux dans l'Europe présente.

Les mêmes jeunes se rencontrent pour soutenir l'idée et la volonté d'entente par rapprochement et collaboration de la France avec l'Allemagne. Aucun n'invoque une méfiance *systématique* à l'égard de l'impérialisme germanique, même à forme hitlérienne.

Unanimité des jugements et des critiques aussi pour apprécier comme insuffisantes et désordonnées les récentes lois sociales françaises, dont le principe est largement approuvé par tous, mais dont l'application improvisée et maladroite est très sévèrement jugée.

D'autres concordances entre les témoignages cités auront pu confirmer le lecteur dans son jugement sur la pensée des jeunes, ou, au contraire, le surprendre. Il me semble, qu'en général, tous ont usé avec une grande aisance de la liberté d'expression qui leur était permise et même demandée. Sans voir là forcément une qualité, il faut constater qu'il y a une grande absence de dogmatisme chez les jeunes. Leur ton n'est pas craintif ; les pleurnichards sont rares ; par contre, on les trouvera peut-être un peu légers ou trop confiants.

C'est ce qui explique sans doute que certains problèmes, pourtant tout aussi réellement posés par leur époque que par les précédentes, paraissent ne point les toucher. Ils ont une manière désinvolte de traiter de « vieux bateaux », auxquels la sagesse traditionnelle des familles ou celle de la nation ont répondu une fois pour toutes, tels problèmes (comme celui de la valeur du travail, du sens de la patrie, du rôle de la famille, de la dépendance de l'homme par rapport aux préjugés et aux cadres sociaux), qui, pour être séculaires, n'en sont pas moins très actuels et surgissent, qu'on le veuille ou non, du fond des misères et des richesses de notre époque. Certains jeunes semblent croire que la civilisation dont ils bénéficient repose sur des évidences depuis toujours établies ; ils oublient qu'elle ne peut subsister qu'en étant toujours conquérante et nouvelle et, si on le leur rappelle, ils s'en offusquent presque.

D'où cette mauvaise humeur, tout à fait inefficace, dont témoignent quelques réponses à l'endroit des malheurs contemporains. Parallèlement se manifeste un fatalisme débonnaire, issu de la même timidité, en face des « questions »

qu'impose la vie et qui fait admettre sans révolte la prolétarisation de toute une classe de travailleurs, le maintien sur un pied de guerre ruineux des nationalismes, la dépendance, jusqu'à la soumission, des individus vis-à-vis des grands intérêts grégaires de classe ou de nation.

Il y a, chez les jeunes, un certain réalisme lucide qui, redoutant la stérilité de la critique pure, tombe dans celle de l'observation. Leurs jugements ne sont pas tendancieux, mais ils deviennent vains. Ils se créent ainsi un préjugé favorable aux « conditions modernes » de la vie. Il n'y a plus guère de libéralisme théorique dans l'esprit des jeunes, mais une passivité pratique, une résignation de l'esprit, une défiance de l'imagination, au nom de l'anti-utopisme, qui leur fait lâcher la prise essentielle, celle qui ne suit pas forcément le cours des événements, la pente du passé, mais ose aller au rebours, posant des actes nouveaux et provoquant l'avenir.

La carence philosophique est sans doute la faiblesse la plus grave qui désarme chacun des jeunes. Évidemment la jeunesse n'est pas l'âge de la sagesse, mais elle devrait être celui où la sagesse se forme, alors que, pour beaucoup, elle n'est que le temps où l'on prend son parti de ne pas être sage. N'est-ce pas cette démission de l'esprit qui répugne à s'outiller pour faire œuvre et préfère n'exploiter de ses richesses que celles de l'analyse et de la contemplation — n'est-ce pas elle qui explique que tant de jeunes, qui affirment n'appartenir à aucune formation politique constituée et se refuser, par principe, à tout embrigadement, sont voués, en réalité, à être subjugués et engagés par la fausse action des partis qu'ils répudient, et dominés par ces mythes politiques que d'autres, moins scrupuleux et plus insatisfaits, gonflent, servent, et finalement, imposent? Souhaitons de nous tromper dans cette crainte.

La guerre a usé la génération combattante. La paix et la crise — j'entends celle des esprits, plutôt que celle des capitaux — auront-elles un meilleur effet sur cette génération-ci? Les premiers ayant évité la défaite, le fardeau de la paix revenait au second. En 1919, la victoire commençait : nouvelle guerre, qui n'était pas de liquidation celle-là, mais de

conquête. Conquête de l'homme sur la machine, les frontières abstraites, les vieux codes.

De reculs stratégiques en reculs stratégiques, de faux communiqués en faux communiqués, d'armistices en armistices, cette bataille a été différée. Il faut le dire, à part quelques-uns d'entre eux, nos aînés de trente-cinq et quarante ans ont eu la force de dénoncer plus que celle d'inventer. Les meilleurs ont lancé des clameurs dont l'écho résonne encore aux oreilles des cadets. Mais ces beaux « Pharamond ! Pharamond ! Nous avons combattu par l'Esprit ! », si utiles qu'ils fussent, n'ont précédé aucune charge vraiment conquérante. Retenons leurs cris de protestations contre la guerre, contre le désordre et la misère ; mais les répéter serait vain : tâchons, par l'achèvement d'une patiente jeunesse, d'aboutir à une action efficace. Quand je dis patiente jeunesse, je pense à cette lenteur nécessaire à la réflexion et à l'œuvre qui constitue le génie. Le génie propre de la jeunesse, c'est de faire l'homme. « Ce qui distingue le véritable jeune, celui qui a ou prend le temps de sa jeunesse, avec les longs espoirs et les possibilités ouvertes : *sa puissance humaine de maturité et donc de nouveauté* »[1]. Car l'homme ne s'hérite, ni ne s'improvise.

Il est indiscutable que les jeunesses mobilisées par delà nos frontières le sont au nom d'idéologies et d'intérêts hérités de la guerre et de la victoire qui ne l'a pas achevée. Et quand partout l'interrogation peut-être lancée : « Sommes-nous en 1914 ? », n'est-ce pas le signe que les mêmes entraînements dans lesquels nos aînés furent jetés, trop de jeunes les acceptent et leur redonnent puissance et vie — pour quelles morts inutiles ?

La France, du moins — dont la jeunesse moins nombreuse est restée, quoiqu'on en dise, préservée jusqu'à maintenant ...des vertiges et du poison de la misère — a pu résister à la tentation d'une révolution de désordre et de désespoir. Aussi est-il vrai, dans une large mesure, ainsi que le dit ce jeune, cité tout à l'heure, que sa jeunesse « s'écarte de plus en plus de la catastrophe de 1914 et, avec les années, envisage de plus en plus un véritable avenir. La France pourrait être

1. A. M. Petitjean, *Nouveaux Cahiers*, 1er juin 1937.

alors le seul pays d'Europe — je passe l'Angleterre — où la guerre passée fût enfin liquidée, le premier, depuis la guerre, à avoir une jeunesse authentique... »

Cette jeunesse aura un sens, non par les mots d'ordre qu'elle recevra, ni par les rêves dont elle se bercera — si généreux fussent-ils — mais par les actes qu'elle accomplira. Et par actes, il faudra qu'elle entende autre chose que des parades, des revendications proclamées, des provocations vaniteuses, des records ou des promesses de sacrifices. Compteront seulement son application à penser, son acharnement à entreprendre et à accomplir l'œuvre nécessaire et difficile qu'elle aura voulue. Ce ne sont ni ses aînés, ni la science, ni l'histoire, ni le temps qui la lui dicteront, mais elle, qui, appuyée sur eux, en décidera le sens et en inventera, une à une, les formes.

XAVIER DE LIGNAC

LE CONTE DE LA TOURTERELLE

(LÉGENDE OCÉANIENNE)

Autrefois, corbeaux et tourterelles ignoraient que la noix de bancoul est bonne à manger. Jamais ils n'avaient vu la bonne chair qui est à l'intérieur du fruit. En ces jours, tout comme aujourd'hui, les noix mûrissaient sur les arbres, puis elles tombaient. Protégées par leur grosse enveloppe verte, elles ne se brisaient pas dans leur chute. Quand l'enveloppe extérieure se desséchait et s'ouvrait, les oiseaux ne voyaient que la coque de la noix qui est dure et lisse comme la pierre. Ils pensaient que ce n'était pas meilleur à manger que les cailloux ronds du creek et cherchaient ailleurs leur nourriture.

Vint une saison où tous les arbres, toutes les plantes, donnèrent leurs fleurs, mais point de fruit. L'eau du ciel ne voulait pas tomber. La terre était devenue si sèche qu'elle se fendillait en grandes crevasses. L'herbe jaunissait et mourait, des incendies s'allumaient partout, détruisant d'immenses étendues de brousse.

La nourriture devint très rare pour les oiseaux. Les vers et les insectes s'enfonçaient dans le cœur de la terre pour y chercher plus de fraîcheur.

Beaucoup de tourterelles vivaient dans cette région. Elles avaient plus à souffrir de la faim que les autres oiseaux, car tout ce dont elles faisaient habituellement leur nourriture avait presque disparu.

Près de ce creek, disent les anciens dont la parole est juste, aux alentours de cette cascade, vivaient deux tourterelles. Elles en avaient recueilli une troisième, vieille, faible, déplumée, qui ne pouvait presque plus voler et était tout à fait incapable de pourvoir elle-même à sa nourriture. Certains disent que ce vieil oiseau était la mère de toutes les tourterelles. La plus vieille de la race. La jeune tourterelle qui l'avait recueillie et la traitait comme un oisillon au nid s'appelait Joli-Bec, et sa compagne, Rusée.

Joli-Bec était très belle. La couleur verte de ses ailes était plus éclatante et plus riche en reflets d'or que celle de toutes les autres tourterelles, son poitrail amarante aux reflets mordorés était de teinte aussi somptueuse et aussi nette que celui du plus beau mâle, ses pattes étaient d'un beau rouge de corail, son bec, fin et délicat, d'un rouge plus beau encore, et rehaussé à la pointe d'une touche nacrée.

Rusée était comme toutes les autres tourterelles; personne ne sait pourquoi elle portait ce nom.

Un jour, Rusée et Joli-Bec revenaient d'une course fatiguante à travers la forêt. Elles n'avaient guère trouvé de nourriture et, pour ainsi dire, rien gardé pour elles-mêmes.

Elles préféraient donner à manger à la vieille tourterelle.

Aussi elles avaient faim et étaient épuisées.

Elles vinrent au bord du creek, au grand trou qui est sous la cascade et se mirent à boire pour étancher leur soif et tromper leur faim.

— Cela ne peut durer ainsi, dit Rusée d'une voix plaintive. J'ai faim! Nous allons tous mourir si rien ne change! Nous mourrons certainement de faim comme l'ont déjà fait beaucoup d'entre nous.

— Il ne faut pas désespérer, lui dit sa compagne. Demain, j'irai explorer une région où il doit certainement y avoir de la nourriture pour les tourterelles.

— Nulle part, il n'y a plus rien pour nous! se lamenta Rusée. Regarde! Le creek lui-même est presque tari. Et elle se mit à chanter tristement.

C'est de ce temps que date la première note du chant de la tourterelle; ce cri qui ressemble à la plainte douce de quelqu'un qui va mourir.

Le creek était presque à sec. La cascade ne coulait plus et le cours d'eau n'était plus qu'une succession de « trous » où l'eau s'amassait au plus creux des rochers. Ces trous ne communiquaient plus entre eux par la course de l'onde vive. Le peu de liquide qui s'écoulait encore cheminait sous la terre.

Les lamentations de la tourterelle furent interrompues par une voix rauque et coléreuse. C'était la grosse anguille, de la cascade qui disait :

— Pourquoi faites-vous un tel tapage ici. Allez ailleurs pousser vos jérémiades et laissez-moi dormir tranquille!

Les deux tourterelles n'avaient pas remarqué que la grosse anguille se tenait tout au bord du creek, sur le sable. Elle faisait sa sieste en cet endroit qu'elle aimait, sa nageoire dorsale arrivant juste à effleurer la surface.

Après avoir parlé de la sorte, l'anguille remua un peu, ouvrit sa gueule, se retourna et voulut reprendre son somme.

Les deux tourterelles la regardèrent et s'enfuirent, effrayées.

C'était une grosse anguille, d'une taille formidable, grosse comme le mollet d'un guerrier; sa peau blanchâtre était parsemée de taches noires. Les deux tourterelles avaient eu peur quand l'anguille avait ouvert, pour bâiller, sa gueule garnie de dents pointues. Cependant, Joli-Bec, plus brave que sa compagne, se posa sur une branche, tout près du gîte du monstre.

— Viens! lui dit Rusée, retournons chez nous.

« Chez nous » c'était l'épaisse touffe de lianes qui les abritait toutes trois, la vieille infirme et elles deux, de tous les dangers et les dérobait aux regards perçants des émouchets à la recherche d'une proie.

— Non! répondit Joli-Bec. Il fait bon, ici, près de la cascade. Ce n'est pas cette vieille commère d'anguille qui me fera fuir.

— Plus bas! dit Rusée. Plus bas! Si elle t'entendait.

— Je me moque bien d'elle! On n'a jamais vu une anguille voler ni monter aux arbres. Elle peut régner par la terreur sur les crevettes et les petits poissons qu'elle dévore, mais elle ne peut rien contre nous.

— Viens quand même! il y a longtemps que nous avons laissé notre amie seule.

— Oui, mais en retournant vers elle, il faut lui apporter à boire.

Pour apporter à boire à la vieille tourterelle, elles avaient imaginé de remplir d'eau la fleur tombée de la liane dont les grappes aux teintes de cadmium s'épanouissent au-dessus de la cascade. Chaque fleur creuse peut contenir dans sa petite amphore parfumée de quoi désaltérer un oiseau. Les fleurs étaient rares, mais il y en avait, grâce au voisinage de l'eau.

Chacun des deux oiseaux choisit son récipient et le remplit d'eau; en prenant bien garde de ne pas faire de tapage et en se tenant le plus loin possible de l'anguille irrascible. Un bruit étrange, une sorte de vol maladroit comme celui d'un oiseau blessé se fit alors entendre. C'était la vieille tourterelle qui arrivait, voletant péniblement.

Joli-Bec et Rusée se précipitèrent au-devant d'elle :

— Pourquoi quittez-vous l'abri de lianes? Vous faites beaucoup de bruit et ne pouvez voler bien vite. Si un émouchet vous entendait, il aurait tôt fait de vous tuer et de vous mettre en pièces pour vous manger!

— Il aurait piètre festin avec ma maigre carcasse, répliqua le vieil oiseau. Et je me soucie bien de cela! J'ai soif!

— Chut! dirent les deux autres, ne parlez pas si fort! Madame l'Anguille est très fâchée. Elle nous a menacées tout à l'heure, parce que nous avions troublé son sommeil.

— Que peut me faire cette anguille! l'eau que je boirai ne la privera guère, et je n'ai rien à lui demander.

— Vous pourriez quand même jacasser moins fort, et avec moins d'impertinence, vieille bête déplumée! dit l'anguille en colère qui avait tout entendu. L'eau est mon domaine.

— Ton domaine! répliqua la tourterelle. Ton domaine? Le tien ou celui de la Reine-des-Anguilles?

— J'ai dit « mon domaine ».

L'anguille hérissa sa nageoire dorsale, ouvrit la gueule assez grande pour avaler deux tourterelles d'un coup et se fit menaçante.

— Tu ne m'effrayes point! dit la tourterelle s'approchant du bord. Je connais la Reine-des-Anguilles et je lui ai rendu un grand service. S'il lui arrivait d'apprendre que tu me maltraites elle ne ferait de toi qu'une bouchée.

— N'as-tu donc jamais entendu parler de l'oiseau qui porta, dans son bec, une jeune anguille, jusque vers les eaux libres

qui vont à la mer? C'était par une sécheresse pareille à celle-ci. Ne t'en souvient-il pas? Cet oiseau c'était moi. J'étais jeune alors et pleine de force. Mon vol était rapide.

Allons tais-toi! ne trouble point cette eau claire en t'agitant ainsi et laisse-moi boire.

En entendant ces mots, l'anguille se tut; elle cessa de se donner méchante mine.

— Ainsi, dit-elle de sa voix la plus douce, cet oiseau c'était vous?

— Oui.

— Alors buvez! je vous fais mes excuses. Ne dites rien à la Reine-des-Anguilles. Je ne pensais pas offenser sa bienfaitrice.

La tourterelle but et dit :

— Merci! C'est bien! Mais, connais-tu le secret?

— Quel secret?

— Celui de la Reine-des-Anguilles, celui qu'elle devait me dévoiler complètement.

— Non! je ne connais pas ce secret. La Reine seule le connaît.

— Bien! C'est à elle que j'irai m'adresser.

« Maintenant, mes jeunes amies, retournons à notre abri. Vous m'aiderez. Je vous parlerai là-bas du secret de la Reine-des-Anguilles. Il en est temps je crois. Je me suis aperçue de bien des choses que vous me cachiez. C'est la famine à ce que je vois et vous ne m'en disiez rien. »

— Venez! nous parlerons de tout cela. Je pourrai peut-être vous donner le moyen d'échapper à la faim, de vous sauver, vous et toutes les tourterelles.

Quand toutes trois eurent regagné l'épais abri de lianes, la vieille tourterelle commença :

— Je vais vous parler d'une aventure qui m'advint comme je le disais à cette vieille commère d'anguille, il y a fort longtemps.

« C'était au moment de la période annuelle de sécheresse. Celle-ci avait été particulièrement dure. Les creeks ne coulaient plus. L'eau séjournait seulement, de même qu'aujourd'hui, dans les trous les plus profonds. Pour nous, oiseaux, cette sécheresse fut loin d'être aussi cruelle que celle qui sévit maintenant, mais les bêtes qui habitent l'eau en souffrirent beaucoup.

» J'habitais alors une autre contrée, dans une autre forêt, plus au Nord; dans cette même région où la Reine-des-Anguilles a élu domicile et dont je vous parlerai tout à l'heure.

» Un jour, je venais vers le creek pour boire, j'entendis la Reine-des-Anguilles qui parlait avec une toute jeune, toute petite anguille, guère plus longue, à vrai dire, qu'un gros ver de terre.

» — Non! disait la Reine, tu ne peux partir, tu mourrais. Le creek est à sec, tu ne pourrais cheminer assez vite pour couvrir d'une traite la distance qui nous sépare du prochain trou d'eau.

» — Les nuits sont fraîches, disait la jeune anguille, je pourrai aller tant qu'il y aura de la rosée.

» — Ce n'est pas suffisant, te dis-je. La distance à parcourir est trop longue. Tu mourrais en chemin.

» — Pourtant, d'autres anguilles parcourent bien, la nuit, de longues distances sur la terre.

» — Elles sont plus âgées et plus vigoureuses que toi. Elles ont plus d'expérience. D'ailleurs, jamais elles n'entreprennent ce que tu veux entreprendre.

» — Peut-être, mais il le faut! je dois partir.

» — Je ne le sais que trop, mais tu vas mourir! Pourtant tu dois écouter l'appel.

» — Maudite soit ton étourderie, qui te fit différer ton départ! Tu aurais dû quitter ce creek et cette forêt quand je te l'ai dit. Il était temps encore. Rien ne t'empêchait d'aller vers la mer en suivant le chemin facile de l'eau qui court et descend les montagnes. Que ne l'as-tu fait! Tu serais déjà au lieu de rassemblement, maintenant, et n'aurais plus qu'à attendre le signal du départ.

» — Ce signal est proche, je le sens. C'est pourquoi je dois tenter cette nuit de couvrir une première étape.

» — Impossible...

» J'entendis, durant un temps assez long, toutes ces lamentations et cette discussion — et aussi, bien des choses que je ne démêlais qu'à demi. Je comprenais cependant que la jeune anguille devait, pour obéir à une loi mystérieuse de sa race, quitter la Reine, qui paraissait l'aimer beaucoup, et aller, après avoir parcouru dans toute leur longueur le creek et la

rivière dans laquelle il se jette, vers l'embouchure de la rivière et vers la mer, rejoindre d'autres anguilles qui se préparaient à un très long voyage : une sorte de pèlerinage ou de migration lointaine qu'il faut accomplir à certaine période pour la conservation de l'espèce.

» J'étais jeune, comme vous l'êtes maintenant. Ceci piqua ma curiosité et éveilla mon attention. Je m'approchai du bord et dis :

» — Veuillez me pardonner, madame la Reine-des-Anguilles mais, j'ai, sans le vouloir, surpris votre conversation. Je ne sais pas très bien pourquoi vous êtes dans la peine, mais je *sais* que vous êtes dans la peine. Si je puis vous aider, comptez sur moi.

» A ma vue, la jeune anguille se cacha sous une pierre, toute saisie de frayeur.

» — Non! lui dit la Reine-des-Anguilles, tu n'as rien à craindre de cet oiseau-là. C'est une tourterelle. Ses ailes sont vertes et non bleues. Celui que tu dois craindre, c'est le martin-pêcheur. Il est de taille beaucoup plus petite et il a un gros bec. Reviens! D'ailleurs dès que tu auras un peu grandi, le martin-pêcheur lui non plus n'osera s'attaquer à toi. Reviens!

» Puis, s'adressant à moi d'un air un peu narquois.

» — Que prétends-tu faire, bel oiseau, toi qui m'offres ton aide?

» — Je ne le sais pas, mais vous pouvez disposer de moi.

» — Il ne s'agit pas ici de lisser les plumes, de belle couleur verte, de tes ailes, de mirer dans l'eau ta fine tête et ton poitrail aux riches teintes, non plus de chanter une douce romance ou de voleter plaisamment d'un arbre à l'autre.

» Va! crois-moi, laisse à leur peine ceux qui doivent ramper sur la terre quand l'eau ne leur prête point son bon appui. Passe et ne te moque point. Ce n'est pas ici le lieu de faire la coquette.

» — Telle n'est point mon intention, madame la Reine. Je veux simplement vous aider, si je le puis. Où doit aller cette jeune anguille qui me paraît fort belle?

» La Reine flattée se radoucit et répondit :

» — Là jusques où tu ne saurais la mener ni la conduire

Vers le point où le creek recommence à couler librement et d'une seule traite vers la rivière et vers la mer.

» Mais, au fait, puisque, si aisément tu parcours les distances, peut-être pourrais-tu aller en reconnaissance et nous dire si les points d'eau sont, en ce moment, fort éloignés les uns des autres.

» — Ils le sont. Et très rares les endroits où l'eau libre se montre à la surface du sol. Pour boire, il nous faut venir de très loin jusqu'à cette cascade. Le premier point d'eau ne se rencontre pas avant le cinquième creek qui se jette dans celui-ci en temps d'abondance. Les suivants sont encore fort éloignés.

» — Tu entends! dit la Reine à la jeune anguille. Pas avant le cinquième creek! Tu seras morte avant que d'avoir parcouru la centième partie de la route.

» — Pourtant, je dois partir. C'est la loi.

» — Que faire?

» Et toutes deux se remirent à se lamenter.

» Il me vint une idée et, avant d'y avoir réfléchi, je parlai :

» — Mais, dis-je, cette jeune anguille ne me paraît point lourde. Je pourrais voler rapidement jusqu'au premier point d'eau, en la portant dans mon bec. De là nous irions plus loin, quand elle aurait repris des forces dans son élément. Puisque, si bizarre que cela nous puisse paraître, vous avez besoin, mesdames, de cette eau pour respirer et vivre.

» — Nous pouvons aussi vivre quelque peu dans l'air, tout comme toi, répliqua fièrement la Reine.

» — Cette idée vous plaît-elle? Puis-je transporter votre voyageuse?

» Moi, cette perspective m'enchantait. De mémoire d'honnête oiseau, on n'avait jamais rien vu de semblable et j'aurais été la première, peut-être la seule, à accomplir pareil exploit. Mon étourderie et ma jeunesse s'accommodaient fort d'une situation qui eût rendu méfiante une personne d'âge.

» La Reine-des-Anguilles qui, s'il fallait en croire sa taille monstrueuse — elle était presque aussi grosse que le corps d'un chasseur — avait vu s'écouler un nombre respectable de saisons, la Reine-des-Anguilles se prit à douter de l'honnêteté de mes intentions.

» — Ce n'est pas mal imaginé, mon bel oiseau. Tu ne sais pas pêcher et veux manger une jeune anguille, que tu viens toi-même déclarer être fort belle. Tu as trouvé ce moyen pour qu'elle vienne, d'elle-même, se mettre dans ton bec. La sotte qui est toute jeune t'aurait peut-être écoutée, mais je veille! Va ailleurs si tu cherches un déjeuner!

» Je trouvai cette réponse fort sotte et le dis tout net.

» Ce que je ne dis pas c'est que, loin de me paraître appétissante, une anguille me répugnait franchement.

» Après avoir réfléchi, la Reine dit :

» — Somme toute, il serait contraire aux lois de la nature de te voir dévorer une anguille. Mais pourquoi t'obstines-tu à vouloir m'aider si tu n'y as aucun intérêt?

» — Je ne le sais pas bien moi-même, madame la Reine. Peut-être tout simplement parce que je suis jeune et que j'ai de l'énergie à dépenser. Cette idée de vous aider m'est venue en entendant, tout à fait par hasard, votre conversation.

» La jeune anguille intervint :

» — Puisque, de toute façon, je dois partir et aller vers une mort à peu près certaine, ne serait-il pas aussi sage de tenter de se fier à un hasard heureux, plutôt que de suivre les conseils, stériles en cette circonstance, d'une vieille prudence?

» — Tu as raison, dit la Reine. Si cet oiseau nous ment, je trouverai bien le moyen d'en tirer vengeance. Ma vie est longue. S'il dit vrai, il aura droit à toute ma reconnaissance. Je lui dévoilerai un secret qui fera le bonheur de son espèce.

» Entends-tu bien, me dit-elle, si tu dis vrai, si ta seule intention est de nous secourir, je mettrai, pour toujours, tous ceux de ton espèce à l'abri de la famine. Et je sais qu'en ce moment la nourriture se fait rare pour vous, habitants des airs.

» — Ceci est vrai, madame la Reine, mais ce n'était point dans cette pensée que je vous offrais mon aide.

» — Pourtant, bel oiseau, j'en ai décidé ainsi. Si cette jeune anguille peut, grâce à toi, gagner saine et sauve les eaux libres, je tiendrai ma parole.

» Je l'en remerciai et m'approchai de l'eau jusqu'à y tremper mes pattes. La jeune anguille vint près de moi. Je la saisis délicatement dans mon bec.

» Après quelques essais, je parvins à tenir la protégée de la Reine en équilibre, sans la serrer trop, ni lui faire de mal. Et je partis.

» Le voyage ne fut pas trop pénible. Ce qui était pour l'anguille une distance énorme à parcourir en rampant, n'était pour moi qu'un vol insignifiant. Il m'était assez difficile cependant de tenir cette petite chose glissante dans mon bec sans la meurtrir.

» Et dire que la Reine avait pu croire que je voulais me régaler de cette bestiole gluante à l'odeur étrange!

» Après deux ou trois haltes à des points d'eau pour redonner de la vigueur à ma compagne de voyage, j'atteignis l'endroit où le creek alimenté par des sources souterraines recommençait à couler librement. Je le dépassai et allai jusqu'au point où il se jetait dans la rivière. C'est là que je déposai mon fardeau, qui, vraiment commençait à me peser. Je dis adieu à la jeune anguille, lui souhaitant bon voyage et je la regardai s'éloigner sous l'eau claire.

» Je la perdis bientôt de vue et je retournai vers la Reine, pour lui rendre compte de ma mission.

» Elle m'accueillit fort bien, parut croire à la sincérité de mes paroles, mais, toujours un peu méfiante, décida :

» — Dès la première crue, un messager viendra me confirmer tes dires. Je saurai si celle que je t'ai confiée est arrivée saine et sauve jusqu'à ceux qui doivent revenir vers moi et en témoigner.

» Cependant, tu me paraîs sincère. Je veux dès maintenant te dire ceci : « Sache que toi et tous ceux de ton espèce, vous » passez, chaque jour, dans la forêt, près d'une chose qui a l'ap- » parence inutile de la pierre et est en réalité un trésor de » nourriture. »

» Reviens me trouver dès après la première crue. Je te dirai exactement quelle est cette chose — que tu connais fort bien d'ailleurs, sans en soupçonner la valeur — et comment on peut en extraire ce qui donne la vie.

» J'étais un peu désappointée. Je ne savais s'il fallait croire à une mauvaise plaisanterie ou simplement attribuer ce retard à la nature soupçonneuse de la Reine-des-Eaux-Bleues. Nous nous quittâmes cependant fort bonnes amies.

» Je revins, les jours suivants, me désaltérer à la cascade. Chaque fois, je parlai à ma nouvelle connaissance qui m'apprit beaucoup de choses intéressantes, mais si bizarres que je les oubliai depuis. D'ailleurs, beaucoup de ces récits étaient presque incompréhensibles pour moi.

» Je me souviens cependant que la jeune anguille avait atteint l'époque de sa vie où elle devait partir vers le lieu d'où viennent toutes les anguilles. C'est une contrée si lointaine, paraît-il, que nous n'en pouvons imaginer la distance. Pour y parvenir, la jeune anguille devait aller tout d'abord vers ce point où les eaux de la rivière commencent à se mélange à celles de la mer et sont légèrement salées. Là, elle se transformerait et s'habituerait au mode de vie des poissons de mer sans perdre sa forme. Beaucoup d'autres anguilles y seraient aussi.

» Plus tard, après complète transformation, la troupe innombrable se lancerait à travers des océans immenses; des océans peuplés de bêtes étranges, de monstres énormes, de créatures telles que nous n'en pouvons, paraît-il, soupçonner l'existence. La Reine-des-Anguilles, qui, elle aussi, avait parcouru ce chemin m'en parla longuement et je vous raconterai un autre jour toutes les choses bizarres qu'elle m'affirma avoir vues. Aujourd'hui, nous n'en avons pas le temps. Il me faudrait d'ailleurs plusieurs journées.

» Toutes les anguilles de la terre, je vous l'ai dit, viennent d'un même point. Au lieu de faire, comme nous, leur nid où elles se trouvent, il leur faut aller en cette contrée mystérieuse, leur pays d'origine, et pour cela courir mille dangers, apprendre une autre vie. Rien ne saurait les empêcher d'obéir à cette loi qui est celle de leur nature.

» Voilà pourquoi la Reine se lamentait si fort quand la jeune anguille ne pouvait répondre à cette obligation.

» Mais, revenons à ce qui me tourmente : je vois que vous mourez de faim. Il est grand temps d'utiliser le fameux secret.

» Ce secret ne m'a jamais été complètement révélé. Par ma faute.

» Quelque jour après avoir accompli l'exploit dont je vous ai parlé, je quittai la région du Creek-Bleu, où demeure la

Reine-des-Anguilles. Je partis vers le Sud chercher des lieux plus plaisants. Je m'arrêtai ici, j'y fis mon nid et y demeurai depuis.

» J'oubliai vite mon aventure et la promesse de la Reine.

» La sécheresse ne dura point. La nourriture, de nouveau, fut abondante. Tout ce qui s'était passé se perdit dans les souvenirs de ma jeunesse folle.

» Mais il est temps aujourd'hui de se le rappeler. La faim nous menace. Pour moi, tout ceci a peu d'importance, ma vie ne sera plus bien longue. Cependant pour vous qui avez été si bonnes, et pour toutes les tourterelles, il faut agir. Je suis impardonnable d'avoir tant tardé, mais vous m'avez si bien caché que la situation était désespérée que je ne m'étais aperçue de rien.

» — Joli-Bec, toi qui es la plus vaillante, et la plus rapide, je vais te dire quel est le chemin du Creek-des-Eaux-Bleues et de la demeure de la Reine-des-Anguilles.

» Va et dis-lui :

» Je viens de la part de l'oiseau qui porta l'une de vous vers les eaux libres, durant la période de la grande sécheresse d'autrefois, Reine! vous lui avez promis le secret qui devait sauver son espèce. Il est temps, nous allons mourir.

» C'est par ces paroles que devait s'annoncer ma messagère si je ne pouvais venir moi-même. A les entendre, la Reine parlera. Elle me l'a promis. »

*
* *

Le lendemain, Joli-Bec partit vers le Creek-Bleu. Avant son départ, elle avait bien recommandé à Rusée de veiller sur leur vieille amie. Elle lui avait aussi indiqué une vallée de ressources moins maigres que les environs de leur refuge. Avec l'aide de cette vallée, toutes deux pourraient subsister jusqu'à son retour.

Le voyage vers le Creek-Bleu fut long, fatigant.

Joli-Bec gagna tout d'abord la lisière de la forêt, où elle pouvait voler plus rapidement qu'entre les grands arbres et les lianes.

Elle vola jusqu'à l'heure chaude de midi, puis, épuisée, étourdie par la chaleur, elle regagna l'ombre des bois et chercha un creek pour y boire.

Au bord de l'eau, un corbeau s'amusait à marcher dans le sable humide et regardait avec fierté l'empreinte laissée sur le sol par ses doigts écartés. Il s'était roulé dans une flaque, était tout souillé de boue, et ses plumes demi-collées lui faisaient un manteau burlesque.

Il se trouvait cependant beau et marchait très gravement, levant haut une patte après l'autre ainsi que pour une parade.

Comme la tourterelle s'approchait du creek et cherchait près de la rive une place où l'eau n'avait pas été troublée par les ébats du corbeau, celui-ci se percha sur une patte, pencha la tête de côté, cligna de l'œil et lui dit finement :

— Où allez-vous, ma belle? Vous êtes inconnue dans le voisinage et me paraissez bien délicate. Cette eau n'est pas de votre goût?

— Si fait, répondit Joli-Bec, voici un creux, entre deux pointes de roches, où elle est parfaitement claire et pure.

— Ah! ah! ah! s'esclaffa le corbeau. Il vous faut donc de l'eau claire et pure. Moi, je trouve que c'est plus amusant quand elle est jaune et trouble. Venez vous réjouir avec moi, ma commère! Nous allons nous rouler dans la boue bien fraîche. C'est délicieux quand il fait si chaud.

— Merci bien, monsieur le corbeau, dit la tourterelle. Je ne saurais me rouler dans la boue bien fraîche. L'ombre des arbres me suffit.

— Il est vrai, continua le corbeau, reprenant sa marche et son dandinement, et posant toujours avec la même satisfaction ses grosses pattes sur le sol, floc! floc! floc! il est vrai que ces jeux-là ne sont point faits pour toi. Tu as l'air d'être délicate, et tes plumes, pour brillantes qu'en soient les couleurs, n'ont certainement point la résistance des miennes. Tu serais en piètre état si tu tentais de t'amuser comme moi avec la bonne boue bien fraîche. C'est là, vrai plaisir de corbeau robuste! Comme je te plains, pauvre oiseau fragile!

— Je n'ai point besoin de votre pitié, messire corbeau, et vos ébats ne me tentent point.

— Fi donc! la menteuse. Tu voudrais bien en faire autant, mais ne le peux point.

» Viens quand même, m'amie, je guiderai tes premiers pas et t'aiderai à te tremper dans la boue. »

Le corbeau, en attendant le résultat de son invite, reprit son pas de parade, laissant retomber avec fierté ses pattes sur le sol humide, floc! floc! floc! et se retournant pour regarder d'un œil rond la trace sur le sol de ses doigts écartés.

— J'essayerai une autre fois, monsieur le corbeau, dit gentiment la tourterelle pour se débarrasser de l'encombrant personnage. Au revoir, monsieur le corbeau, je suis désaltérée, et reposée. Que la fraîcheur de la boue vous donne bien du plaisir!

Et elle partit, laissant le corbeau à sa parade solitaire, toujours marchant d'un air grave, floc! floc! floc! dans la boue qu'il faisait jaillir.

Mais elle n'avait point dit vrai. Si elle était désaltérée, elle était très fatiguée et voulait se reposer encore.

En suivant le creek, elle vola jusqu'au plus prochain point d'eau.

Là, elle se posa sur une branche qui surplombait la nappe liquide. Sur un rameau voisin était un martin-pêcheur, ratatiné en boule, qui faisait sa sieste en digérant les crevettes dont il s'était gavé au cours de la matinée.

Lorsqu'il entendit le bruit d'ailes que fit Joli-Bec, le martin-pêcheur souleva à demi une paupière jaune, jeta à la voyageuse un coup d'œil maussade et se tourna d'un autre côté, l'air renfrogné.

Joli-Bec regarda avec plaisir les beaux tons bleus, riches et brillants comme des pierreries, dont étaient revêtues les ailes du martin-pêcheur. Mais cet oiseau lui paraissait comique avec son corps trapu sur lequel se rattachait presque sans cou une grosse tête au trop long bec. Pour manifester son mécontentement, le martin-pêcheur agitait de façon saccadée un drôle de petit moignon de queue.

Joli-Bec, sans se laisser intimider par le grincheux, se reposa longuement. Elle allait reprendre sa course, quand elle entendit un léger friselis et vit paraître un gracieux oiseau.

Ses ailes et son dos étaient d'un beau vert précieux. Non

pas d'un vert métallique et éclatant comme celui des ailes des tourterelles, mais d'un vert tendre, délicat, pareil à celui des toutes jeunes feuilles qui s'ouvrent. Les fines plumes de son poitrail avaient l'irréelle et douce teinte rosée que prennent les nuages du levant par une belle aurore.

— Qui donc es-tu? lui demanda Joli-Bec après l'avoir admiré un instant.

— Nous sommes presque cousins, je crois, lui répondit le bel oiseau, et je viens de bien loin.

— Tu ressembles en effet à mon cousin le pigeon-vert, dit Joli-Bec, mais tu es plus gracieux et de taille plus petite. Et puis, mon cousin le pigeon-vert ne porte point au poitrail cette auréole de lumière.

» Mais tu viens de bien loin, dis-tu, serais-tu donc l'Oiseau-des-Iles-Lointaines, que le vent du cyclone quelquefois arrache à sa forêt et porte par-dessus les océans? »

— Je suis l'Oiseau-des-Iles-Lointaines. Là-bas on m'appelle aussi pigeon-vert, comme ici ton cousin gros et gras. C'est le dernier cyclone qui m'arracha aux lieux que je ne reverrai jamais.

— Tu ne pourrais donc retourner seul d'où tu viens?

— L'océan est trop vaste et partout pareil à lui-même. Mes ailes ne pourraient jamais me porter assez longtemps au-dessus de ses vagues immenses. Je ne saurais non plus trouver mon chemin dans les étendues bleues où nul arbre ne guide.

— Par ouï-dire, reprit Joli-Bec, je connaissais l'effrayante aventure que le sort réserve parfois à quelques-uns d'entre vous. Je n'y ajoutais guère plus de foi qu'à une légende. Comment faites-vous donc pour être assez étourdis pour vous laisser emporter ainsi au vent du large? Il est extraordinaire que ceci n'arrive qu'à vous! Mais vos petites îles sont-elles donc si lointaines qu'on veut bien le dire?

— Plus lointaines que tu ne saurais l'imaginer. Et quant à notre étourderie, tu nous juges bien vite. Ce malheur de devenir le jouet des vents de cyclone ne nous est pas réservé à nous seuls, mais...

Ici l'Oiseau-des-Iles-Lointaines fut interrompu par un bruit désagréable, complètement assourdissant. Sa frêle voix se perdit dans un tumulte de cris discordants et une bande de perruches multicolores s'abattit autour des trois oiseaux.

Le martin-pêcheur, indigné, s'en fut.

Les perruches aux couleurs éclatantes, tantôt se désaltéraient, tantôt se faisaient des grâces, minaudaient, ou bien s'amusaient à des acrobaties sur de menues branches, ne cessant de faire résonner la forêt de leurs jacassements insupportables.

Le petit pigeon-vert, tout effarouché, regarda avec inquiétude autour de lui et prit son vol vers l'épaisseur profonde des sous-bois.

Joli Bec lui fit un signe d'amitié et s'en alla aussi. Elle n'aimait point les perruches tapageuses au redoutable bec crochu et tranchant. Elle reprit sa course vers le but de son voyage.

*
* *

Quand vint le soir, Joli-Bec se sentit fatiguée. Elle chercha un abri pour la nuit. Elle se posa quelques instants sur une branche, pour se délasser. Elle entendit l'étrange cri, pareil à un grincement, de la Roussette. L'une d'elles, avec un bruit de voiles faséyantes, passa tout près. Sa puissante odeur de fauve parvint jusqu'à Joli-Bec.

Joli-Bec regardait toujours avec stupéfaction ces bêtes qui ne sont pas des oiseaux, qui ont le corps couvert d'une épaisse fourrure et volent quand même.

La Roussette qui, toute proche, ploya à demi ses grandes ailes courbes et griffues, saisit une petite branche entre ses pattes et se laissa aller, tête en bas.

Joli-Bec ne pouvait s'habituer à considérer comme normale la coutume qu'ont les Roussettes au repos de se tenir les pattes en l'air et la tête en bas. Une telle position lui paraissait incommode et saugrenue.

Celle qui venait de se poser ne se trouvait sans doute pas bien à la place qu'elle occupait; elle se mit à ramper le long de la branche, toujours tête en bas, en s'aidant des griffes de ses pattes et de ses ailes.

Joli-Bec regardait les grandes ailes noires, faites d'une membrane et qui ne ressemblent en rien à celles des oiseaux, s'éployer, s'étendre le long de la branche, implanter dans

l'écorce le dur crochet dont elles étaient garnies, puis le corps halé sur ce point d'appui approchait et l'aile se repliait pour s'étendre à nouveau et reprendre sa manœuvre.

Jusqu'alors, la Roussette lui présentait son dos couvert de poils fauves. La courbe de la branche qu'elle suivait amena la Roussette à se retourner et Joli-Bec vit qu'elle tenait son petit, accroché à son aisselle, tout contre le nid chaud de son poitrail velu.

Un peu plus loin, la Roussette se trouva bien. Elle le dit en jetant deux ou trois cris grinçants qui montrèrent ses dents blanches et aiguës. Puis elle ramena sur son petit et autour d'elle-même ses grandes ailes comme un manteau et pendit à la branche, tel un sac mou, la tête fauve aux oreilles pointues dépassant seule par le bas.

Joli-Bec, incommodée par l'odeur de sa voisine, s'apprêtait à partir quand la Roussette ouvrit ses ailes, se gratta et dit :

— Si j'attrape cette maudite bête, je lui ferai payer cher son obstination.

— De qui parlez-vous, madame la Roussette? demanda Joli-Bec.

— D'un pou que je ne puis déloger! Il s'est niché près de mon aisselle mais a le soin de se tenir plutôt vers le dos. Aussi est-il hors d'atteinte. Il a troublé mon sommeil toute la journée.

» Ces bestioles impudentes aiment à se tenir au chaud sur notre corps et se nourrir de notre sang. Chaque fois que j'attrape un pou, je le tue.

» Ah! voici celui-là, dit la Roussette avec satisfaction. Je vais enfin être quelques instants tranquille avant de partir chercher notre nourriture. La nuit vient. »

— En effet, dit Joli-Bec, vous aimez l'obscurité. Pourquoi ne cherchez-vous pas votre nourriture le jour? On y voit mieux.

— Toi, peut-être, mais pas nous. Nous préférons les ténèbres. Le soleil nous blesse les yeux. Sans ce maudit pou qui m'a dérangée, je reposerais encore, en attendant l'heure nocturne des vols, dans le gros banian qui nous abrite.

— L'heure de votre éveil est pour moi celle du sommeil, dit Joli-Bec. Je cherche un gîte pour reposer cette nuit, alors que

vous parcourez la grande forêt endormie. Je suis de passage dans cette contrée. Je vais vers le Creek-Bleu. En suis-je loin encore?

— Bien loin, grinça la Roussette de sa voix la plus aimable.

» Vous n'êtes pas de la région ? Je me demandais aussi pourquoi vous vous étiez perchée sur les hautes branches de ce grand arbre. D'habitude, vous autres tourterelles, vous préférez le fourré épais du sous-bois.

— Certes! madame la Roussette, mais comme je voyage en pays inconnu, je me tiens toujours à hauteur d'où l'on voit le mieux.

— C'est une bonne chose, certainement, quoique tu ne saches pas planer comme nous. Mais prends garde de te montrer trop au clair! Les émouchets et les buses sont grands amateurs de ta chair. Le danger n'est pas mince pour toi.

— Je le sais, mais je suis pressée.

— Y a-t-il beaucoup de fleurs et de fruits dans les contrées que tu as traversées pour venir, demanda la Roussette.

— Hélas! non, tout est comme ici. Les fleurs sont rares et les fruits pour ainsi dire inexistants.

— Ces temps sont bien durs, grinça la Roussette, et j'ai mon fils.

Elle entr'ouvrit ses ailes et montra à Joli-Bec la petite créature fauve et noire, griffue et poilue, tout à l'image de sa mère, qui dormait accrochée à son aisselle.

— Il est superbe, dit Joli-Bec, pour ne point peiner la mère, mais elle trouvait que le petit animal était aussi hideux et aussi malodorant que la grosse roussette.

— N'est-ce pas? reprit la Roussette avec orgueil. C'est le plus beau petit Méou [1] de la forêt. Il est splendide. Rien d'étonnant à cela. Je le nourris exclusivement, tout comme moi, des plus riches fleurs et des fruits les plus savoureux de la forêt. Car nous sommes délicats, nous autres, nous ne vivons que du suc des fleurs parfumées et de la chair des fruits doux.

— Ceci est vrai, dit Joli-Bec, je le sais.

En même temps, elle ajoutait tout bas, pour elle-même :

« Ce que me dit cette roussette est vrai, elle ne se nourrit

1. Nom canaque de la Roussette.

que de fleurs et de fruits parfumés. Comment peut-il se faire qu'elle exhale une telle odeur? »

— J'aime beaucoup les framboises, minauda la Roussette. Mais c'est un fruit périlleux à cueillir.

» Si je pouvais, comme toi, m'envoler en partant du sol! Mais il me faut de la hauteur pour prendre mon élan. »

Ah! les framboises! et elle passa sa petite langue rose sur ses noires babines.

Mais tu cherches un gîte, me dis-tu. Va vers l'arbre qui nous abrite, au fond de cette vallée. C'est un grand banian à demi-mort. On y est très bien et il y a des légions de roussettes.

— Grand merci, je n'y manquerai pas, dit Joli-Bec.

— Au revoir, dit la Roussette, il fait assez sombre pour moi maintenant.

Elle lâcha prise, ouvrit les ailes, et partit en voguant avec le bruit de voiles d'une pirogue, et balancée comme elle.

Joli-Bec n'eut d'autre souci que de tourner immédiatement le dos à la direction du banian aux roussettes. Elle se nicha, pour la nuit, au plus épais d'un fourré.

*
* *

Écrasée de fatigue, elle dormit d'un sommeil profond et agité.

Le lendemain, dès l'aurore, elle fut éveillée par des sortes d'aboiements qui éclatèrent sous elle comme une fanfare de cuivres : c'était le cagou qui faisait au jour naissant son premier salut.

Joli-Bec s'aperçut alors qu'elle avait élu domicile au-dessus de la demeure d'un cagou de grande taille. Elle le voyait maintenant, à terre, s'étirant, lançant dans la forêt son cri bizarre, se redressant de toute sa hauteur sur ses longues pattes, allongeant son grand cou, redressant son aigrette, portant vers sa tête son aile éployée, comme pour un salut majestueux et lançant encore son bizarre claironnement.

Puis, l'oiseau qui ne peut voler se tut, se percha sur une

patte et demeura à demi-replié sur lui-même, triste et méditatif.

Joli-Bec le remercia de l'avoir éveillée si tôt. Le cagou lui lança un regard vague et ne répondit pas. La tourterelle lui dit quand même au revoir et partit.

— Au revoir! lui lança enfin le cagou, comme sortant d'un rêve. Au revoir et bon voyage.

Après quoi, il se remit à écouter des choses mystérieuses.

Joli-Bec se dirigea vers la lisière de la forêt, tout en cherchant un oiseau qui pût lui dire si elle était dans le bon chemin.

Sur sa route, résonnait le chant étudié du Winghiri, qui montait et redescendait sa gamme avec une extrême application. Sans jamais se lasser, il cherchait à atteindre la plus grande perfection dans les nuances et la plus grande pureté de timbre.

Quand elle arriva près de lui, l'oiseau à la longue queue, perché tout au sommet d'une haute branche s'écoutait avec une attention soutenue et lançait magistralement ses notes à la grande forêt qui n'en avait cure.

La tourterelle se haussa, d'un effort de ses ailes, presque jusqu'au niveau du musicien fanatique et lui demanda :

— Pourriez-vous, monsieur le Winghiri, me dire quelle est la plus sûre direction pour atteindre le Creek-Bleu?

Le Winghiri, sans se soucier d'elle, reprit avec toujours autant de souci de perfection, de dignité et d'application, la même gamme :

— ti... tii... tiii.... tiiii... tiii-tii-ti.

— Je vous demande pardon de vous troubler, reprit Joli-Bec, mais si vouliez bien daigner me rendre le service de m'indiquer mon chemin.

— ti... tii... tiii... tiiii... tiii... tii-ti..., reprit seulement sans se lasser le Winghiri, toujours digne sur sa haute branche.

— Monsieur le Winghiri, insista Joli-Bec.

Cette fois le Winghiri fit de la patte un mouvement comme pour chasser l'importune et reprit avec une dignité glacée :

— ti... tii... tiii... tiiii..., s'écoutant toujours avec le même plaisir supérieur et la même attention concentrée.

Le chant, pour lui, n'est ni amusement, ni petite affaire, se dit Joli-Bec.

Laissant le musicien sérieux à ses graves études, elle s'en fut vers la lisière de la forêt.

A peine fut-elle arrivée dans les espaces clairs, inondés de soleil, où, au lieu de grands arbres sombres, croissaient seulement parmi la brousse blonde et rousse quelques niaoulis tortus à la peau feutrée, qu'elle vit un néomé.

Le néomé, sanglé à la perfection dans son bel habit noir, impeccable, au plastron d'un blanc immaculé, paraissait fort occupé. Il voletait d'une pointe de branche sèche à l'autre, faisait, en se posant, trois profondes révérences saccadées et repartait en plongeant.

Lors d'un des rares temps d'arrêt que lui laissait cet exercice, la tourterelle vint près de lui, l'interpella fort poliment et lui demanda son chemin.

Le néomé accourut vers elle avec empressement, se posa sur la plus proche brindille sèche, fit trois profondes révérences saccadées, regarda la tourterelle d'un œil rond fort courtois, et... s'en fut se poser sur une autre branche sèche où il exécuta encore trois révérences aussi profondes, aussi parfaites, aussi saccadées que les autres... et alla plus loin se livrer au même exercice.

La tourterelle le suivit et lui posa encore la même question.

Avec le même empressement, le Néomé, toujours aussi impeccablement sanglé dans son bel habit noir à plastron blanc, accourut à son appel, la gratifia de trois révérences, d'un regard fort courtois... et alla plus loin se livrer au même exercice.

« Je joue le malheur, se dit Joli-Bec. Parmi tous les oiseaux, je suis destinée ce matin à rencontrer ceux qui ont le plus bizarre caractère. Il ne me reste qu'à continuer mon chemin avec la seule aide des conseils de ma vieille amie et le secours de mon instinct. »

*
* *

Au point où se trouvait Joli-Bec, la forêt décrivait une courbe très prononcée. En suivre la lisière eût considérablement allongé son chemin. La tourterelle décida de couper au plus court, d'aller tout droit en survolant les espaces clairs.

Joli-Bec fila à tire-d'aile au-dessus des collines, des vallons,

des mamelons, des crêtes et des dévalations où mouraient les hautes herbes brûlées par le soleil.

Mais si son vol était rapide, il n'était point fait pour les longues distances et, comme le lui avait fait remarquer la veille la Roussette, elle ne savait pas planer. Joli-Bec fut assez vite contrainte de se reposer. Puis elle repartit; se reposa encore et partit de nouveau. Elle avait laissé, loin derrière elle, la forêt, les épais fourrés sombres et verts qui lui fournissaient un abri si sûr et s'alliaient si bien aux tons de son plumage. Au-dessus des niaoulis et de la brousse ses couleurs vives faisaient une tache éclatante.

Joli-Bec survola une région marécageuse. Malgré la grande sécheresse on voyait briller de grandes flaques d'eau.

Or d'après les chemins indiqués par sa vieille amie, elle n'aurait pas dû survoler de tels lieux. Angoissée, découragée, elle vint se poser sur un petit bois-de-fer dont le feuillage faisait une belle tache verte et fine dans la désolation du voisinage et la lourdeur des eaux stagnantes.

Comme elle était là depuis quelques instants, elle entendit un long cri rauque et vit l'Oiseau-Rouge-des-Marais qui sortait de l'eau. Il tenait dans son bec un petit poisson qu'il se hâta d'avaler.

La tourterelle alla vers l'Oiseau-Rouge-des-Marais. Tout éperdue, elle lui demanda le chemin du Creek-Bleu, demeure de la Reine-des-Anguilles.

L'Oiseau-Rouge, qui venait de gober son poisson, fit claquer deux fois son bec, de satisfaction, lissa les plumes de son poitrail et répondit d'une voix caverneuse, toisant la tourterelle :

— Tu n'es pas des nôtres, bel oiseau, je devrais te prier de passer ton chemin. La Reine-des-Anguilles nous hait! Nous semons la terreur parmi ses jeunes sujets. Elle est notre ennemie.

» Mais enfin, même si tu es son alliée, je ne te crains pas.

» Va vers cette vallée, au pied de la grande montagne que tu vois là-bas.

» Dans cette vallée coule une grande rivière. Tu y trouveras mon Cousin-au-Long-Cou et au plumage bleu cendré. Dis-lui que tu viens de ma part et demande-lui de t'indiquer le chemin le meilleur.

» Quant à la Reine-des-Anguilles, dis-lui que nous ne la craignons pas et continuerons toujours de dévaster son domaine.

» Je suis heureux que tu puisses rapporter mes paroles à cette vieille sorcière qui se vante de nous terrifier.

» Va trouver mon Cousin-au-Long-Cou et n'oublie point les paroles de défi que tu as à transmettre! »

Joli-Bec aurait bien voulu plaider la cause de la Reine qu'elle ne connaissait point mais qui lui était si sympathique. La taille énorme, par rapport à la sienne, de l'Oiseau-Rouge, son gros bec solide, lui ôtèrent cependant toute idée de discussion.

Elle vola vers la vallée et la rivière et y trouva le cousin de l'Oiseau-des-Marais, occupé, lui aussi, à pêcher et mangeant d'un air maussade.

Pour répondre à Joli-Bec, il tourna vers elle son long cou maigre, inclina sa tête au grand bec jaune et lui indiqua son chemin. Puis il ne s'occupa plus d'elle et continua son guet taciturne au-dessus des eaux claires de la rivière.

Après s'être désaltérée, Joli-Bec reprit son vol vers le point où elle devait rencontrer la lisière de la forêt et reprendre son chemin dans la bonne direction. Il lui fallut faire halte plusieurs fois avant d'avoir parcouru la moitié de ce trajet. Mais maintenant qu'elle était remise dans la bonne voie, elle volait avec plus de courage, malgré la fatigue.

Comme elle se reposait avant d'entreprendre la dernière étape vers la lisière de la forêt, qu'elle voyait, toute proche, lui semblait-il, maintenant, elle eut conscience d'un danger, regarda et fut saisie de frayeur.

Là-haut, dans le ciel, planait, ses ailes courbes étendues, une buse de forte taille.

Le rapace avait vu la tourterelle égarée, hors de la protection des bois, et s'apprêtait à fondre sur elle en un vol foudroyant.

Joli-Bec rassembla ses forces et se mit à fuir de toute la rapidité de ses ailes. La forêt qui lui semblait si proche tout à l'heure lui apparaissait lointaine. Elle se disait qu'elle ne l'atteindrait jamais. Bien avant, la buse au vol rapide l'aurait rejointe, tuée et mangée. Tout espoir était perdu. Le secret ne serait jamais révélé. Ses deux amies mourraient de faim.

Et quelle serait sa mort à elle-même, Joli-Bec? Elle trem-

blait à l'idée des griffes puissantes plantées dans ses flancs et du bec tranchant qui déchirerait sa chair.

Plus d'une fois, elle avait vu avec horreur, dans la brousse, à la lisière de la forêt, quelques touffes de plumes et des os épars; seuls restes d'un oiseau surpris qui avait servi de festin au pirate des espaces.

Poussée par la frayeur, Joli-Bec vrillait sa trajectoire comme une pierre de fronde; ses ailes rapides tournoyaient avec un léger vrombissement. Mais, derrière elle, se rapprochant et grossissant toujours comme un monstre fantastique, l'oiseau carnassier fendait l'air sans effort sous la puissante impulsion de ses longues ailes courbes.

Cette fois, c'était la fin, Joli-Bec sentait ses forces s'épuiser et son vol se ralentir, alors que son ennemi allait toujours avec la même puissance implacable.

« Rien désormais ne pourrait me sauver », pensait-elle.

Mais elle voulait lutter jusqu'à la fin et volait désespérément vers les grands arbres.

La distance qui séparait le rapace de la tourterelle diminuait rapidement. Bientôt, la grande buse aux serres aiguës fondrait sur sa proie.

Tout occupée qu'elle était du gibier succulent qu'elle poursuivait, la buse ne s'inquiétait guère de ce qui se passait autour d'elle. Elle fut surprise quand elle reçut un coup de bec qui la blessa près de l'œil. Elle se retourna pour faire face à son agresseur, mais pendant qu'elle virevoltait, elle se sentit frappée derrière la tête. Les coups pleuvaient et l'ennemi demeurait invisible.

La buse savait cependant quel était cet ennemi. Elle se mit à fuir.

Et dans l'air résonna le petit cri perlé de l'hirondelle-busière.

L'oiseau qui venait de sauver Joli-Bec était dix fois moins gros que la tourterelle, environ de la taille du fantasque néomé aux profondes révérences, et, comme lui, habillé de noir et de blanc. Mais là s'arrêtait la ressemblance entre l'oiseau batailleur et l'oiseau aux profondes salutations.

La buse, attaquée de toutes parts par ces ennemis mobiles,

acharnés, intrépides et rompus à toutes les ruses de la bataille, cessa sa chasse. Elle ne songea plus qu'à se défendre et à fuir.

Très haut dans l'air résonnait la mince note perlée de l'hirondelle-busière, car cet oiseau qui, malgré sa taille minuscule, n'hésitait pas à attaquer le féroce géant si puissamment armé, ce petit oiseau n'avait pour chant de guerre que deux ou trois sons ténus, clairs et gracieux.

Joli-Bec voyait dans le ciel le grand oiseau, gigantesque par comparaison, se débattre contre ses assaillants, rendus si petits par la distance qu'on les distinguait à peine.

Elle atteignit la lisière de la forêt et se jura de ne quitter jamais plus l'abri des grands bois.

Elle suivait du regard les péripéties du combat sans merci qui se livrait dans le ciel quand elle vit venir vers elle une hirondelle qui volait avec peine.

Joli-Bec quitta son abri et vola au-devant de sa bienfaitrice.

— Cachez-vous donc! lui cria l'hirondelle quand elle la vit apparaître à découvert. Ou bien, tenez-vous à être dévorée?

L'hirondelle paraissait fort en colère. Joli-Bec regagna son arbre touffu et s'y cacha.

L'hirondelle vint se poser près d'elle, encore toute frémissante de l'ardeur de la lutte, et se mit en devoir de lisser ses plumes ébouriffées.

— Je vous remercie d'avoir risqué votre vie pour sauver la mienne, madame l'Hirondelle, et vous en serai éternellement reconnaissante.

— Nous t'avons sauvé la vie, c'est fort exact, répliqua l'hirondelle qui était une petite personne propre, vive, rieuse, autoritaire et coléreuse, comme toutes ses pareilles. Si nous n'étions pas intervenues tout à l'heure il ne resterait plus guère maintenant de ta personne que quelques plumes. Mais quant à croire que c'est pour sauver ta vie que nous avons risqué la nôtre, détrompe-toi. Nous risquons notre vie et engageons le combat avec cette cruelle brute pour nous faire justice et nous venger des pertes qu'elle nous fait subir. Une seule d'entre nous ne peut rien contre une buse. Nous nous unissons, et, dès que nous sommes cinq ou six, nous sommes déjà un ennemi redoutable.

Elle s'interrompit et faillit perdre son équilibre.

— Vous êtes donc blessée? lui demanda Joli-Bec.

— Aurais-je quitté le combat sans cela? répondit l'hirondelle avec irritation. Aurais-je laissé mes sœurs dans le danger? J'ai reçu un coup d'aile sur la tête qui a failli m'assommer tout de bon. J'en suis encore étourdie.

— Puis-je quelque chose pour vous?

— Non, rien! dans quelques minutes j'aurai repris mes forces et pourrai retourner reprendre la bataille. Je compte bien arriver avant la fin et rendre au centuple ce que j'ai reçu! s'écria l'irritable petite personne en s'agitant de nouveau sur sa branche.

— Vous croyez pouvoir encore rejoindre vos compagnes? demanda Joli-Bec.

— Certainement! Certainement! Cette grosse bête affolée va tourner en rond au-dessus de la vallée et nous la reverrons bientôt.

» Mais, continuons :

» Tu ne nous dois aucune reconnaissance.

» Certes! quand nous te voyions fuir à tire-d'aile devant le rapace, nous te regardions avec sympathie et ne demandions que ton salut. Mais, toi-même tu nous rendais, sans le savoir, un grand service : la buse, acharnée à ta poursuite, ne prenait pas garde à notre approche. C'est ce qui a rendu notre première attaque si efficace. Tout comme si tu agissais de bonne entente avec nous. Nous sommes quittes.

» C'est moi qui ai frappé la première. J'ai bien cru réussir un maître coup. Car tu sais peut-être que nous n'avons d'autre ressource que de crever les yeux de la buse. Partout ailleurs, le cuir est trop dur pour notre bec. Même sur la tête, les coups irritent mais ne blessent guère, tant le rapace a la peau épaisse.

» Pour vaincre, il faut lui crever les yeux. »

— Vous êtes braves, de vous attaquer à un tel monstre!

— Nous nous défendons! Vous devriez en faire autant, vous autres qui êtes beaucoup plus grosses que nous.

— Mais la buse peut vous tuer, dans la bataille.

— Cela arrive. Mais cela arrive encore mieux sans combat.

» Au revoir, l'amie et ne quitte plus jamais le sous-bois!

J'entends les cris de mes sœurs, la bête est revenue, je retourne à la bataille.

» Merci encore d'avoir servi d'appât! »

Et le petit oiseau vif et léger vola courageusement au-devant de son ennemi.

*
* *

Joli-Bec était fatiguée. Sa course, pendant que la buse la poursuivait, l'avait épuisée. Elle eût voulu rester, aussi, pour assister à la fin du combat des hirondelles et savoir si ses amies allaient triompher, mais elle se souvint de sa mission et, rompue de fatigue, reprit son vol vers le Creek-Bleu.

A la nuit, elle trouva un bon fourré de lianes pour se nicher Elle dormit jusqu'au lendemain, poursuivie dans ses cauche mars par le grand rapace dont elle croyait entendre le sifflement strident et voir les serres aiguës.

Quand vint l'aube, les aboiements du cagou la tirèrent de son sommeil, comme à la précédente étape. Mais elle ne put remercier l'oiseau qui l'avait éveillée; il chantait au loin dans la vallée.

Joli-Bec reprit sa course, heureuse de toucher enfin au but de son voyage.

Les montagnes devenaient plus hautes et plus sombres; de grandes falaises rocheuses lui barraient souvent la route.

Joli-Bec franchit enfin un col étroit, entre deux pics jumelés, et se trouva dans le domaine de la Reine-des-Anguilles. Le Creek-Bleu coulait tout là-bas, sous elle, invisible maintenant, caché qu'il était par les arbres de la forêt sombre.

D'un vol plus rapide, la tourterelle descendit vers le flanc de la montagne où se trouvait la cascade, demeure de la Reine.

Comme elle en approchait, elle vit fuir des oiseaux. Arrêtant un petit cardinal à la somptueuse gorgerette pourpre, elle lui demanda :

— Suis-je bien sur le chemin du Creek-Bleu et de la demeure de la Reine-des-Anguilles?

— En effet, répondit le petit cardinal tout essoufflé, c'est bien par là. Mais ce n'est guère l'instant de s'y rendre.

— Pourquoi?

— Les Canaques assiègent la demeure de la Reine-des-Anguilles. Ceux qui ne sont point occupés à cette besogne pourchassent à coups de fronde et de sagaïe tout ce qui passe à leur portée.

— Ils assiègent la demeure de la Reine-des-Anguilles, s'enquit Joli-Bec tout angoissée. Que lui veulent-ils?

— La manger, probablement, intervint un siffleur sentencieux en lissant ses plumes soyeuses, d'un bleu sombre comme une belle nuit.

» La saison est propice, continua le nouvel arrivant. Les eaux sont basses, le courant presque nul; jamais la Liane-d'Argent n'agit mieux qu'en pareille circonstance.

— Ils emploient la Liane-d'Argent! haleta Joli-Bec. Alors elle est perdue.

— Sans aucun doute, susurra le petit cardinal, reprenant son rôle d'informateur. Et, avec elle, tous les habitants des eaux de cette partie du creek.

— Peut-être échappera-t-elle, dit enfin Joli-Bec. Elle doit avoir une retraite profonde, une caverne aquatique. Elle a déjà dû déjouer tant de ces attaques, au cours de sa vie.

— Certes, reprit le siffleur, elle gîte dans pareille caverne.

— Alors la puissance magique de la Liane-d'Argent n'ira pas jusque dans ces profondeurs. La Reine échappera à l'envoûtement.

— Ce en quoi vous vous trompez, interrompit le cardinal. Il ne s'agit pas là d'une pêche ordinaire, mais d'une véritable expédition dirigée contre la Reine-des-Anguilles. Elle ne cessera que lorsque la Reine sera capturée.

N'en est-il pas ainsi, monsieur le siffleur?

— C'est ce que disent les Canaques, émit le siffleur, hochant lentement et gravement la tête. De toute façon je souhaite que l'affaire soit vite terminée. J'ai dû quitter mon banian favori pour échapper aux coups de ces maudits Canaques. Qu'ils capturent la grosse anguille, s'en aillent et nous laissent en paix!

— Que dites-vous? s'écria Joli-Bec. Tout au monde plutôt que cela!

— Il ne faut pas vous agiter outre mesure, dit le cardinal. Les affaires des anguilles, des crevettes et des poissons ne sont pas les nôtres.

— Si! répliqua Joli-Bec. J'ai un message à transmettre à la Reine. Elle doit me communiquer le secret.

— Quel secret? demanda le siffleur.

— Je vous en parlerai plus tard. Mais je dois à tout prix voir la Reine. Je viens de bien loin pour cela.

— A votre place, dit le petit cardinal, je me défierais de cette Reine-des-Anguilles. Je ne sais quel est le secret dont vous parlez. Mais ce que je n'ignore point c'est que la Majesté des Eaux est magicienne. C'est d'ailleurs pour cela que les Canaques veulent sa mort.

— Magicienne!

— Oui! et dangereuse magicienne. Les Canaques lui reprochent d'attirer les guerriers au fond de l'eau, de les tuer, et de se nourrir de leur chair.

— Est-ce vrai? demanda Joli-Bec.

— Pour ma part, dit le siffleur, j'ai vu un Canaque de la tribu de Kianghi plonger dans la grande cascade du Creek-Bleu et n'en point ressortir.

— Mais, la Reine est-elle coupable?

— Les Canaques disent que c'est elle qui a disposé, au fond des eaux, cette pierre taillée en lame aiguë; juste au-dessous du plongeoir naturel formé par le rocher en surplomb.

» Il paraît que la Reine fascine ceux qui s'arrêtent à cette place pour contempler les eaux mouvantes de la cascade, et les oblige à plonger malgré eux. Alors, ils vont tête première contre la roche et s'ouvrent le crâne.

» La Reine les dévore ensuite. »

— C'est effrayant! soupira Joli-Bec.

— C'est du moins ce que disent les Canaques, répliqua le siffleur.

— Vous feriez bien de prendre garde à vous, qui me paraissez de chair dodue, insista le cardinal.

— Peut-être, le danger est-il moindre, maintenant, expliqua le siffleur. Les Canaques ont amené avec eux leurs sorciers et se sont livrés à toutes sortes d'opérations magiques pour détruire le charme de leur ennemie.

» Et puis, il faut compter avec la toute-puissance de la Liane-d'Argent... »

A ce moment, les trois oiseaux entendirent une sauvage clameur monter de la cascade.

— Peut-être l'ont-ils prise? dit le cardinal excité, sautillant d'une branche à l'autre. Entendez-vous comme ils crient?

— Peut-être, admit le siffleur.

Joli-Bec, sans en écouter plus long, prit son vol le plus rapide vers la demeure de la Reine.

Quand elle y parvint, elle put constater que le siffleur et le cardinal ne lui avaient pas menti. Toute une horde de Canaques était rassemblée là. Presque tous les guerriers de Kianghi, avec leurs sorciers revêtus de leurs manteaux de plumes de notous, coiffés du long cylindre portant un masque hideux, peint de couleurs violentes et percé de deux trous allongés, pour les yeux.

En amont, des fascines de Laine-d'Argent à demi-écrasées trempaient dans l'eau. En aval, le barrage était prêt.

Des guerriers apportaient en ce moment de nouvelles fascines toutes préparées. Un sorcier, avec une longue perche, enfournait la liane maléfique dans une caverne encore recouverte par les eaux.

La Reine était attaquée dans sa retraite la plus sûre.

Déjà, venaient s'échouer vers le barrage d'aval des anguilles, des crevettes et des poissons, de petite et moyenne tailles.

Les habitants des eaux, sous l'influence du philtre distillé par la liane, étaient pris d'une demi-torpeur, d'une sorte d'engourdissement, d'une molle ivresse qui les forçaient à suivre doucement le courant lent et à venir s'échouer contre le barrage où d'agiles mains noires les happaient.

Trépignants, haletants de joie à la perspective d'un si bon kaï-kaï, des Canaques scandaient déjà la mesure du pilou-pilou.

D'autres, plus sages, passaient sans relâche aux sorciers de nouvelles fascines de Liane-d'Argent.

Et la grande cuve de la cascade du Creek-Bleu, toute semée de larges dalles, polies par les eaux ou creusées de trous lisses et ronds, la grande cuve de pierre devint comme un vase magique de proportions gigantesques. Les poissons et les habitants des ondes, enivrés, montèrent à la surface et se mirent a danser une ronde burlesque tout en dérivant lentement vers le barrage d'aval. Même les bêtes de forte taille ne résistaient plus au philtre, maintenant. L'eau tout entière était sous le charme de la liqueur, elle chassait hors d'elle tout ce qui y

vivait. Des ventres argentés luisaient à la surface et les énormes crevettes des grands fonds, grosses comme de petits homards, brandissaient à l'air libre leurs longues pinces aiguës rayées d'un trait de feu.

Tous étaient venus vers le barrage et vers la mort.

La Reine seule résistait.

Joli-Bec, cachée dans le feuillage épais du banian de la cascade, regardait, haletante.

Les Canaques ne se souciaient point d'elle et ne l'avaient point aperçue.

Tout à coup, un énorme remous se fit. La Reine apparut. Elle était monstrueuse; presque aussi grosse que le corps d'un homme; et si longue qu'elle effraya les guerriers.

Elle luttait désespérément contre la force souveraine de la Liane-d'Argent.

Les guerriers, n'osant encore la frapper de leur sagaïe, attendaient.

C'est alors que Joli-Bec prononça les paroles que lui avait apprises sa vieille amie. Bien cachée dans sa touffe de feuilles elle dit :

— Je viens de la part de l'oiseau qui porta l'une de vous vers les eaux libres, durant la période de la grande sécheresse d'autrefois. Reine! vous lui avez promis le secret qui devait sauver son espèce. Il est temps, nous allons mourir!

La vieille Reine, déjà prête à s'abandonner au charme maléfique de la Liane-d'Argent, fit un effort et répondit :

— Tu arrives bien tard! Moi aussi, je vais mourir!

» Le fruit dont la pulpe contient le miracle de la nourriture est celui du bancoulier. Il faut rompre son écorce qui a l'apparence de la pierre inutile. Pour rompre cette écorce il faut... »

Ici la Reine, à bout de forces, s'interrompit.

— Que faut-il faire? demanda encore Joli-Bec.

Cette fois les Canaques avaient entendu l'oiseau, le cherchaient des yeux et préparaient leur fronde.

Un guerrier aperçut Joli-Bec qu'il visa.

La pierre coupa avec un bruit sec une branche tout près d'elle. Une seconde pierre passa encore plus près. D'autres guerriers visaient à leur tour.

Il était trop tard, Joli-Bec devait fuir.

— Il faut la laisser tomber d'un arbre sur une pierre, gémit la Reine. L'oiseau qui t'aidera, celui qui a le bec assez fort est...

Ici encore, la Reine s'interrompit, tout son corps monstrueux se détendit et elle alla à son tour, la dernière de la ronde enchantée, atterrir au barrage d'aval.

Sans plus attendre la mort, Joli-Bec s'enfuit hors de portée des frondes.

Déjà, des Canaques avaient planté leurs sagaïes dans le corps inerte de la Reine, et l'entraînaient hors de l'eau.

— Merci, bonne Reine, s'écria Joli-Bec, ton souvenir ne sera point perdu, nous pleurerons ta mort...

Et l'on dit que la deuxième note, basse et tragique, du chant de la tourterelle, date de cette époque.

*
* *

Joli-Bec, qui avait assisté à l'agonie de la vieille et puissante Reine, ne pouvait croire que c'était une méchante bête; comme le lui avaient raconté le siffleur et le cardinal.

De ceci, nous parlerons plus tard.

Elle s'enfuit tristement, emportant avec elle le secret à moitié dévoilé.

Sans se laisser décourager par les épreuves subies lors de son voyage d'aller, elle reprit le chemin du retour. Elle pensait obstinément à la phrase inachevée de la Reine :

« L'oiseau qui t'aidera, celui qui a le bec assez fort est... » et essayait de la compléter en ajoutant un nom. Aucun ne la pouvait satisfaire.

La buse avait le bec puissant, mais on ne pouvait lui demander aide et secours sans courir le risque de se faire dévorer. L'Oiseau-Rouge-des-Marais et son Cousin-au-Long-Cou avaient un bec de grande taille et de belle force, mais ils se détourneraient d'elle...

Pas celui-là, non plus, pensa-t-elle, en voyant le mignon petit cardinal au bec minuscule.

Qui alors?

L'hirondelle était brave, son bec était un bon outil de bataille. Mais pour telle chose l'hirondelle serait impuissante : elle ne

pourrait jamais saisir une noix de bancoul et l'élever dans les airs.

« Et moi-même! pensa Joli-Bec, ne puis-je rien. »

Elle vola vers un lieu où de grands bancouliers faisaient avec leurs troncs droits et argentés une tache claire dans la forêt. Elle se posa à terre et essaya de mille façons de saisir dans son bec une noix de bancoul.

C'était absolument impossible, et même pour les plus petites.

Joli-Bec s'acharna pendant des heures. Sans aucun résultat.

Il n'y avait d'autre ressource que de chercher l'oiseau au bec puissant et aux ailes fortes.

Peut-être aurait-elle la chance de le rencontrer sur le chemin du retour. Sinon, un conseil de sa vieille amie la tirerait peut-être d'embarras.

Afin de ne rien négliger qui puisse aider à la réussite de son entreprise, Joli-Bec décida de faire un détour et de demander quand même l'aide de l'Oiseau-Rouge-des-Marais et de son Cousin-au-Long-Cou.

Comme elle atteignait une crête proche du domaine du Cousin-au-Long-Cou, elle vit un beau Collier-Blanc, perché tout au sommet d'un faux tamanou. Elle alla vers lui, se souvenant que c'était un parent éloigné. Malgré son caractère sauvage, il ne lui refuserait pas son aide.

Avant même qu'elle se fût assez approchée pour lui adresser la parole, le fier oiseau aux formes splendides s'éloigna pour jamais.

A peu près comme elle l'avait prévu, l'Oiseau-Rouge et le Cousin-au-Long-Cou l'écoutèrent sans mot dire et reprirent leur pêche taciturne.

Dans les marais, un canard sauvage, dont le bec de belle dimension la faisait rêver, fuit, avant même que de l'écouter, tout comme le Collier-Blanc, le bel oiseau des cimes.

Le néomé lui répéta ses plus profondes révérences, lui accorda le regard le plus courtois de son œil rond, puis, toujours impeccablement sanglé dans son bel habit noir à plastron immaculé, continua ses plongeons cérémonieux, comme si c'était là toute sa vie.

Le Winghiri exécuta devant elle une série de gammes magistrales et ne daigna point entendre sa requête; tout préoccupé

qu'il était de la note la plus pure et de la nuance la plus délicate.

La Roussette l'écouta, lui fit de ses noires babines la moue la plus dégoûtée, lui répéta qu'elle était fort délicate et ne s'abaisserait certainement point à abîmer ses belles dents blanches sur la coque d'une noix de bancoul.

Joli-Bec le regretta fort. La Roussette lui paraissait être puissamment armée. Elle n'insista pas trop cependant, car la Reine avait bien dit « l'oiseau »; or la Roussette, bien qu'elle eût des ailes et volât, n'était pas un oiseau.

Pour payer la tourterelle de sa déconvenue, la Roussette lui permit d'admirer son fils qui, disait-elle, était encore plus beau que lors de son premier passage. Joli-Bec trouva le rejeton plus poilu, plus griffu, plus noir et plus hideux que jamais, mais ne le dit point.

— Que me parles-tu de noix de bancoul, pour une telle beauté? grinça la Roussette. Ce sont des framboises qu'il lui faut à cet enfant-là. De belles framboises odorantes et parfumées. Et si périlleuses à cueillir! Mais pour lui j'en cueillerai. Je risquerai ma vie.

— Je pourrais vous en cueillir sans risquer la mienne, dit Joli-Bec. En retour vous m'aiderez pour les noix de bancoul...

— Fi! donc, la mauvaise plaisanterie. Es-tu têtue avec tes noix de bancoul!

Sur quoi elle se drapa dans ses grandes ailes et n'écouta plus rien.

*
* *

Joli-Bec, la mort dans l'âme, regagna, sans y songer, le même gîte qu'à l'aller.

Le lendemain, elle fut éveillée par le tapage du même cagou. Quand l'oiseau se tut, elle lui présenta sa requête.

Le cagou la regarda d'un air triste et se replongea dans sa méditation. Toujours écoutant les manifestations d'un monde mystérieux.

Quand la tourterelle insista, il pivota sur ses longues pattes, hérissa son aigrette, déploya son aile droite, dont il éleva verticalement l'extrémité jusqu'à sa tempe, comme pour un

ample salut, jeta un cri rauque, puis s'en fut à grandes enjambées reprendre sa méditation interrompue.

Joli-Bec, désolée, reprit son vol dans le matin clair.

Beaucoup plus loin, à la lisière de la forêt, une petite touffe de plumes délicates portant encore sur elles d'irréelles traces d'aurore lui apprit que son cousin, l'Oiseau-des-Iles-Lointaines, n'avait pu échapper au sort dont l'avait sauvé l'intervention des hirondelles : le grand rapace l'avait dévoré.

Joli-Bec reprit sa course et rencontra l'hirondelle. Elle lui cria sa requête dans le vent. Mais le petit oiseau batailleur lui répondit qu'il partait à la recherche de l'ennemi de sa race et ne se détourna point.

Le martin-pêcheur, toujours solitaire sur sa branche sèche, ricana :

— La nourriture? Mais cette eau en regorge!

Sur quoi il plongea, captura une crevette qu'il avala gloutonnement et continua :

— Les temps, que tu dis exécrables, sont excellents pour nous. L'eau, bloquée dans ces trous, fourmille de bestioles comme celle-ci; nous n'avons qu'à plonger et à prendre. Cette abondance me donne plus sujet de me préoccuper d'indigestion que de famine. J'engraisse!

Les perruches multicolores assourdirent Joli-Bec de leur caquetage et les perruches vertes se mirent à minauder.

Joli-Bec reprit sa course. Elle s'arrêta non loin d'un gros tamanou, près de la cascade. Tout à côté, deux corbeaux menaient grand tapage.

Elle alla vers eux.

*
* *

Les deux corbeaux, fort occupés, croassaient avec animation, besognaient du bec et des pattes, partaient en grands éclats de rire, hérissaient les plumes de leur grosse tête et se donnaient de tout cœur à leur ouvrage.

L'un d'eux était celui-là même que Joli-Bec avait vu faire une si belle parade dans la boue.

Quand il vit venir la tourterelle, il la salua d'un croassement sonore et dit à son camarade :

— Voici la belle qui prétend dédaigner nos plaisirs.

— Je ne les dédaigne pas, messire Corbeau, dit gentiment la tourterelle. Je n'ose point les partager.

Et elle se mit à lisser ses plumes autour d'une meurtrissure faite par une pierre de fronde.

Joli-Bec réfléchissait profondément. Elle se demandait ce qu'elle devait faire et n'osait reparaître devant sa vieille amie avant que sa mission ne fût entièrement remplie. Pour l'instant, elle ne possédait qu'un secret inutilisable, un demi-secret.

Les deux corbeaux s'étaient remis à leur ouvrage. Ils s'activaient autour du tronc d'un bancoulier mort et presque pourri. De grands trous ovales montraient le travail fait par les vers de bancoul. Les deux amis pourchassaient les gros vers blancs, dont la tête est armée d'une pince noire, dure comme la pierre, et les gobaient. Ils leur trouvaient un goût excellent. Les trous forés par les vers ne leur permettaient d'introduire leur gros bec qu'à moitié. Ceux qui se cachaient plus loin étaient hors d'attaque. Et ceci rendait furieux les deux compères.

Pour effrayer les vers de bancoul et les obliger à sortir, ils frappaient de grands coups contre la cloison de bois.

Ce manège réussissait; mais pas toujours.

Alors, les corbeaux saisissaient dans leur bec une longue et fine brindille; ils fourrageaient dans la galerie jusqu'à ce que le pauvre ver tourmenté se décidât à sortir.

C'est ce que Joli-Bec les regardait faire, en cet instant.

« Ces malotrus sont vraiment ingénieux et fort adroits, pensa-t-elle. Ils pourraient certainement me tirer d'affaire s'ils le voulaient. »

Elle alla vers eux et leur demanda s'il ne leur plairait point de connaître une nouvelle nourriture, abondante au delà de ce que l'on peut imaginer, fort délicate et très substantielle.

A ces mots les deux gloutons abandonnèrent leur travail, tournèrent leur grosse tête vers Joli-Bec et la regardèrent avec des yeux tout brillants de convoitise.

— Quelle est cette nourriture, demanda l'amateur de bains de boue?

— La noix de bancoul, dit Joli-Bec.

— Et c'est tout ce que tu avais à nous annoncer, raillèrent-

ils tous deux. Vraiment la plaisanterie n'est pas des meilleures.

Puis ils l'injurièrent copieusement et s'égayèrent à ses dépens.

Joli-Bec, sans se laisser troubler par cet accueil, insista :

— Stupides animaux, vous vous arrêtez à l'apparence! Mais, l'intérieur de ce que vous prenez pour de la pierre est plein d'une pulpe riche et savoureuse. C'est tout comme ce bancoulier. Qui dirait, à voir sa rude écorce, que vous pouvez trouver dessous ces vers excellents dont vous faites un régal?

— C'est que, ma commère, interrompit le corbeau, nous sommes fort malins et l'avons deviné tout seuls. De même que la manière de les faire sortir de leur retraite.

— C'est que nous sommes fort malins, répéta le second corbeau.

Tous deux se rengorgèrent.

— Il en est de même pour la noix de bancoul, reprit Joli-Bec. Il faut être fort malin et savoir faire sortir ce qu'il y a dedans.

— Il n'y a rien dedans, reprirent en chœur les deux corbeaux.

— Il y a de quoi nourrir toutes les tourterelles et tous les corbeaux de la forêt, dit Joli-Bec. Et si vous vouliez m'aider, ce serait une bonne chose. Tant d'oiseaux meurent de faim maintenant.

— Parce que ce sont des imbéciles! reprirent les deux corbeaux. Des imbéciles qui veulent faire les délicats. Nous, nous mangeons tout ce que nous rencontrons et nous nous trouvons fort à notre aise.

— J'aime cependant, par-dessus tout, gober un bel œuf de tourterelle bien frais, dit le premier corbeau en se moquant de Joli-Bec.

» Allons! toi, tes pareilles et tous les oiseaux de la forêt, ayez plutôt souci de nous pondre une belle quantité d'œufs, ce sera une bonne chose, ajouta-t-il en contrefaisant Joli-Bec, et qui évitera à bien des pauvres corbeaux de mourir de faim. »

*
* *

Alors que s'achevait cette conversation, la vieille tourterelle, aidée par Rusée, se dirigeait vers l'eau pour aller y boire.

Toutes deux, quand elles virent Joli-Bec, l'accueillirent joyeusement.

Les corbeaux, qui assistaient à cette scène, se mirent à la parodier de façon grotesque, et s'amusèrent à imiter le vol inhabile de la vieille tourterelle et sa voix cassée.

Quand ses amies lui demandèrent si elle était en possession du secret, Joli-Bec leur dit :

— Allons un peu plus loin. Ces stupides animaux m'assourdissent de leurs cris. Je vous conterai tout.

Les trois tourterelles s'éloignèrent un peu. Joli-Bec commença le récit de son voyage, sans omettre aucun détail, depuis son départ jusqu'à son retour. Elles étaient tellement absorbées, l'une par sa narration, les deux autres à la suivre, qu'elles ne se rendirent point compte que les corbeaux, attirés par la curiosité, étaient venus se percher au-dessus d'eux et écoutaient fort indiscrètement.

Quand Joli-Bec eut terminé son récit, un des corbeaux s'écria en se moquant :

— Je suis l'oiseau qui a le bec assez fort pour t'aider!

Et l'autre :

— Non, c'est moi!

Puis ils se mirent à voleter à la façon de la vieille tourterelle en s'écriant :

— Nous possédons le secret de la Reine-des-Anguilles.

Et chacun de crier plus fort que l'autre.

— Non, c'est moi!

— Non, c'est moi!

La plaisanterie leur paraissait si bonne, qu'ils partirent à la recherche d'une noix de bancoul.

Le corbeau aux bains de boue fut le premier à en trouver une, et, effectivement, il put fort bien la saisir dans son bec.

Son ami le pourchassa pour la lui arracher.

Ce jeu les amena sur la grosse branche du tamanou.

Les tourterelles étaient blotties dans une touffe de liane, tout près.

Sur la grosse branche, ils s'amusèrent à lutter à qui aurait le fruit dans son bec... tant et si bien qu'ils le laissèrent échapper et qu'il vint se briser contre ce rocher plat, juste au-dessous d'eux.

Les deux amis, tout penauds d'avoir perdu leur jouet, regardaient en bas d'un air consterné.

Les tourterelles, effrayées de voir que leur secret était en la possession de ces grossiers, avaient suivi la scène avec passion.

Quand la noix s'ouvrit, montrant sa riche pulpe blanche, elles se précipitèrent pour y goûter. C'était merveilleux.

Du haut de leur perchoir, les corbeaux ne trouvèrent point cela à leur gré. Mais ils arrivèrent trop tard. Tout était mangé.

Ils se répandirent en menaces et partirent chercher d'autres noix de bancoul.

Cette fois, ils les brisèrent sans tarder et vinrent assez vite au sol pour y goûter.

Après quoi, ils chassèrent les tourterelles et décrétèrent que, par droit de conquête, le secret leur appartenait. La peine de mort serait le châtiment de l'impudent qui tenterait de leur dérober leur bien.

Ils avaient compté sans les lois de la nature.

Les tourterelles avaient été obligées de fuir, c'est vrai. Mais la plus vieille leur donna ce conseil :

— Laissez les corbeaux briser les noix pour nous. Ne vous inquiétez pas de leurs prétentions. Notre vol est beaucoup plus rapide que le leur. Cachez-vous près du lieu où ils opèrent et saisissez avant eux le fruit qui est nôtre.

Ainsi firent-elles. Et depuis ces jours lointains la chose continue. Les corbeaux sont obligés, en se nourrissant eux-mêmes, de nourrir les oiseaux qu'ils voulurent spolier. Ainsi l'a voulu la nature, qui avait oublié de donner à la tourterelle un bec assez gros pour saisir la noix de bancoul.

JEAN MARIOTTI

LE RÉGIME DE L'U. R. S. S.

A SON VINGTIÈME ANNIVERSAIRE

« Aujourd'hui, on ne peut plus défendre l'U.R.S.S. sans mentir, et sans savoir qu'on ment. »

PIERRE HERBART. *En U.R.S.S. 1936.*

Comme le monde change vite ! et surtout en mal ! Mais nous, nous avons le rare avantage de pouvoir commencer notre article en notant un changement « en bien ». Ce changement, à vrai dire, se situe en France, car nous songeons à l'idée que la masse des Français se fait de la vie en U.R.S.S. Au moment où nous écrivions, pour la *Revue de Paris*, notre article : *la Vie en U.R.S.S. d'après la Presse soviétique* [1], l'immense majorité de la classe ouvrière en France, la grande partie du secteur gauche de l'opinion, et même une fraction des modérés se faisaient des illusions, et fort naïves, sur les « Soviets », illusions savamment entretenues par l'omniprésente propagande de Moscou.

Un an ne s'est pas écoulé depuis lors, et quel changement ! Les deux ouvrages retentissants d'André Gide ; les livres de R. Dorgelès et de Céline ; l'enquête calme et minutieuse de Walter Citrine ; les tableaux vivants et vécus d'Andrew Smith ; la brochure de l'ouvrier Yvon ; l'important « Rapport » de Kléber Legay, secrétaire général des mineurs du Nord ; le récent livre de Pierre Herbart ; l'impressionnant article de B. Souvarine, paru ici même (*Cauchemar en U.R.S.S.*) [2], la pénétrante enquête d'Ed. Helsey dans le *Journal* dissipèrent dans une large mesure ces illusions. Cela ne veut pas dire, nous tenons à le souligner, qu'avant cette

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 décembre 1936.
2. Voir la *Revue de Paris* du 1er juillet 1937.

série d'ouvrages, il fût impossible de se faire une opinion exacte de la réalité russe. L'argument de « l'impossibilité de savoir ce qui se passe en Russie » n'était pas valable. C'était l'argument des gens qui évitaient de prendre une position nette dans la question du bolchévisme russe. Tous ceux qui voulaient *sérieusement* s'informer sur la Russie, et qui avaient pour cela assez de loisirs, *le pouvaient*, même sans faire de voyage en U.R.S.S. Mais la grande majorité des hommes se contente de répéter ce qui se dit. Et seuls, ceux qui jouissent à leurs yeux d'une incontestable autorité peuvent modifier leur opinion sur tel ou tel point. On pourrait imaginer qu'après de pareils ouvrages il n'est plus possible d'apporter des précisions importantes. Ce serait une erreur. La propagande soviétique, insidieuse et habile, a poussé, depuis qu'elle s'exerce ici, des racines trop profondes pour être si vite neutralisée. Et elle ne reste pas inactive. Elle continue son œuvre de mensonge et de calomnie. D'autre part, comme l'a bien remarqué André Gide, l'U.R.S.S. change de mois en mois. Ces changements sont importants. Il serait nécessaire de pouvoir en apprécier exactement le sens et l'ampleur.

LA DICTATURE RUSSE CHANGE DE BASE

Que sous l'enseigne des « Soviets » et de « dictature du prolétariat » se cache et s'exerce la dictature du parti communiste russe, tous ceux qui étaient tant soit peu au courant des choses russes le savaient. Mais à peine cette connaissance élémentaire a-t-elle commencé à se répandre dans le public qu'elle est devenue déjà caduque. On ne peut déjà plus parler de la dictature du *parti communiste* en Russie. Que signifie, en effet, cette énorme vague de terreur qui déferle depuis un an sur cet immense et malheureux pays?

Il y a deux ans, Staline décida d'exterminer ou d'emprisonner des *vieux* bolchéviks, collaborateurs immédiats de Lénine. Un peu plus tard, il fallut liquider les « militants d'importance moyenne »[1]. Mais maintenant? Depuis « l'affaire des

1. Sauf pourtant Yagoda, qui était l'un des piliers du régime stalinien. Mais la révocation et l'emprisonnement de Yagoda ont été réclamés par l'armée rouge.

maréchaux? » Eh bien, maintenant on exclut du parti, on fusille, on emprisonne, on déporte des communistes de rang, par dizaines, par centaines, par milliers. L'état de *membre du parti communiste* a cessé d'être un état privilégié [1].

Un autre état privilégié est en train de se substituer à lui : celui de membre de la clientèle personnelle de Staline, composée de membres du parti communiste et de *sans-parti* dévoués au dictateur. Bien entendu, cette nouvelle minorité dirigeante se pare des voiles de la phraséologie marxiste et se proclame le véritable parti communiste, mais cela n'est destiné qu'à l'étranger. A l'intérieur, *personne ne sait plus maintenant* ce que c'est que le *vrai* marxisme, le *vrai* matérialisme dialectique, le *vrai* bolchévisme et, par conséquent, le *vrai* parti du prolétariat [2]. Et tout le monde comprend, par conséquent, que la sanglante et tragique sélection qui se poursuit ne s'effectue que d'après un seul principe : le dévouement à la personne du dictateur. Le drame se préparait depuis assez longtemps. La première annonce de l'ère nouvelle se trouve dans le célèbre toast de Staline, le 2 mai 1935, au banquet des organisateurs de parade du 1er mai. « Je bois à la santé, s'écria alors le dictateur, de tous les bolchéviks, tant du parti que des sans-parti. Oui, aussi des sans-parti ! Est-ce qu'il n'y a pas, parmi les sans-parti, de vrais bolchéviks? Le vrai bolchévik est celui qui est dévoué jusqu'au bout à l'œuvre de la révolution prolétarienne. Il y en a beaucoup de ce genre parmi les sans-parti... très souvent, ces camarades se montrent même supérieurs aux membres du parti ! »

Sur le moment, ce discours fit sensation. D'autant plus que tous les militants le comprenaient facilement : le « dévouement jusqu'au bout à la révolution prolétarienne » des sans-parti, c'était le dévouement à Staline, car lui seul peut définir ce que c'est et ce qu'il faut faire pour la servir. Mais en fait, l'impression s'atténua car le chef suprême ne tira pas *immédiatement* la conclusion pratique de son discours. Il ne le

1. Selon les statistiques les plus optimistes, le parti communiste russe représentait 2 p. 100 de la population.

2. Au vingtième anniversaire du bolchévisme, à Moscou, on donne aux *militants* le mot d'ordre de « s'assimiler » enfin le bolchévisme. En même temps, on a dû cesser, dans les Universités, l'enseignement du « matérialisme dialectique », car personne ne sait plus quelle est la vraie orthodoxie dans cette matière.

fait que maintenant, et avec une rapidité, une ampleur inouïes. Seule la période de terreur contre les « koulaks», d'il y a six ou sept ans, peut se comparer à cette croisade contre le parti, entreprise sous prétexte de le purifier des trotskistes, boukharinistes, zinoviewistes, rykovistes, des espions et des saboteurs.

LES CAUSES DU CHANGEMENT

Comment expliquer ce changement et, surtout, sa rapidité et sa violence au cours de ces derniers mois? On discerne trois raisons :

I. — Dès le printemps de 1937, le krach du système est devenu évident. Malgré les « plans quinquennaux », le « mouvement stakhanovien », les kolkhoses, la baisse de la production continuait, inexorable. Pour l'industrie lourde, l'échec a été constaté lors de la réunion de « l'Actif » (l'ensemble des travailleurs responsables) du Commissariat de l'Industrie lourde en mai. (Le bref compte rendu de cette réunion a été publié dans la *Pravda* du 28 mai 1937.) En juillet, le commissaire Méjlaouk revient à ce problème et prescrit une enquête pour établir les causes de la baisse continuelle de l'extraction de la houille. (Le « *Pour l'Industrialisation* », du 3 août, nous rappelle ces causes déjà connues : fuite de spécialistes, ingénieurs et techniciens, craignant d'être proclamés « trotskistes » ou espions; fuites d'ouvriers mécontents des conditions du travail.) La *Pravda*, du 25 août 1937, en expliquant les raisons de la division (décidée le 23 août) du Commissariat de l'Industrie lourde en deux sections : celle des machines et celle de l'industrie lourde, écrit : « Ce n'est pas la peine de cacher la triste vérité : les travailleurs de l'industrie lourde, élevés par le parti et par Ordjonikiazé, ont abandonné ces derniers temps leur position et, au lieu d'être à l'avant-garde, se traînent maintenant à l'arrière. Pour la houille du Donetz, ce sont les « Stakhanoviens » eux-mêmes qui avouent la baisse continuelle de la production. A l'issue de leur récent congrès (les 6/9 octobre), ils ont adressé un *appel aux mineurs de l'U. R. S. S.* où ils disent qu'en 1936 le *Donbass* a fourni au

pays 4 millions de tonnes de houille de moins que le plan n'avait prévu et, en 1937 (pour les 9 premiers mois), près de 8 millions de tonnes de moins. »

Ils affirment, d'autre part, que les industries métallurgique, chimique et pétrolifère retardent à peu près autant que l'industrie minière. Ce document n'est pas discutable, car le commissaire Kaganovitch a pris part à sa rédaction.

En ce qui concerne l'industrie légère, nous pouvons consulter une série d'articles dans la *Vie économique*, la *Pravda*, les *Izvestia* constatant les retards dans telle ou telle de ses branches. La *Pravda*, du 28 mai, intitule ainsi son article : *Le Commissaire de l'industrie légère a-t-il l'intention de mettre fin à l'état arriéré de cette industrie*? D'autre part, la revue l'*Industrie légère* (n° 171) enregistre l'échec des plans. Les *Izvestia* du 17 septembre écrivent sans ambages : « Cette année, *pas une des branches de l'industrie légère n'a réalisé le plan ;* la qualité des marchandises a encore empiré ; le travail des Stakhanoviens n'a pas donné de résultats. » D'autre part, on ne compte plus les articles de la presse, où l'on dénonce, dans toutes sortes d'entreprises, l'énorme quantité de pièces qu'il faut mettre au rebut par suite de malfaçons. On souligne aussi le manque de coordination entre les usines et les « combinats » (systèmes régionaux d'usines), qui provoqua parfois l'arrêt de toute une branche d'industrie, comme par exemple celle de l'industrie automobile. Ce qui prouve, soit dit en passant, que ces grandes et belles usines, dont on voit les photographies dans les revues soviétiques de propagande et sur les murs mêmes du pavillon de l'U.R.S.S., à l'Exposition, ne signifient absolument rien par elles-mêmes.

Quant à l'agriculture, la presse soviétique tout entière ne cesse depuis des mois d'en dénoncer le marasme. Elle signale le mauvais fonctionnement des tracteurs : manque de combustible, insuffisance des voies de communication, manque de pièces détachées pour réparations, manque de personnel compétent.

Toute la presse (voir particulièrement la *Pravda* du 9 octobre) constate que, cette année, les labours d'automne ont considérablement diminué. Au 1er octobre, 22 p. 100 seulement du plan de ces labours était réalisé, dans l'Union entière.

Enfin, dans les syndicats ouvriers, la faillite du système est encore plus retentissante. Elle a été constatée à la réunion du *Conseil central des Unions professionnelles* (30 avril - 15 mai 1937) par le président Chvernik, le Jouhaux russe ; par le camarade Talalaï, président de la commission de révision, et par tous les orateurs.

Par le rapport de Chvernik et les discours des orateurs ouvriers, nous apprenons que la « démocratie ouvrière » n'existe pas ; la masse ouvrière ne participe ni à la gestion, ni au contrôle des syndicats ; nous apprenons aussi que les lois soviétiques de protection du travail ne sont appliquées à peu près nulle part ; que la « rupture » (mot qu'on retrouve constamment dans ces discours) entre les « sommets » bureaucratiques des syndicats et la masse ouvrière est complète, que les bureaucrates sont trop nombreux et trop bien payés ; que les comités d'usines et les comités centraux sont, non pas élus, mais nommés ou cooptés ; que dans les syndicats, qui sont pourtant l'avant-garde du peuple, il y a encore plusieurs millions d'illettrés ; qu'enfin, à la faveur de cet état de choses, des vols considérables sont constamment commis.

Chvernik et Talalaï nous offrent le tableau d'un véritable *Panama soviétique* dans l'affaire des Assurances sociales, une affaire à laquelle il est vraiment étonnant que la presse française n'ait fait aucune allusion. Tout le monde volait — le monde bureaucratique s'entend — et, au sommet, Kotov, président du Conseil central des Assurances sociales, véritable Stavisky soviétique, qui jouissait de la protection de personnages puissants. Pendant des années, Talalaï et sa Commission furent impuissants à déclencher l'appareil judiciaire contre ces filous et contre le *Conseil central des Unions Professionnelles*, qui, *lui aussi*, avait trempé dans l'affaire ! Si un scandale pareil avait éclaté dans un pays « capitaliste », on y aurait vu un coup mortel pour le régime. En U.R.S.S., Kotov et quatre ou cinq complices furent destitués et exclus du parti, mais on n'a jamais entendu parler de leur procès. Quant à Chvernik, il fut... réélu président du Conseil central. Et pourtant il s'agissait du détournement de 18 millions de roubles de Fonds d'État et d'assurances sociales. Le nombre de millions volés par Kotov et sa bande n'est pas connu.

S'ils étaient traduits en français, les quatre rapports de Chvernik et de Talalaï produiraient, semble-t-il, une impression plus profonde encore que celle suscitée par le rapport de Kléber Legay. Tel est le bilan incomplet du régime à la vingtième année de son existence.

Pour Staline et son groupe, il devint urgent de réagir devant ce krach et, d'abord, *de se dégager de toute responsabilité.* Mais qui accuser? Évidemment ceux qui, en fait, exerçaient la dictature sur le parti communiste. Comment et sous quel prétexte? Sous celui de « déviation » ou de « trahison ». Partout et toujours là où le krach se manifestait, les communistes locaux responsables n'étaient pas de *véritables* bolchéviks, mais des « trotskistes », zinoviévistes », « rykovistes », « boukharinistes » ou, simplement, des « traîtres », des « saboteurs ». Tel est le procédé. Des exemples concrets l'illustrent. En voici quelques-uns :

La *Pravda*, du 25 juillet 1937, raconte comment on a découvert un « grand nid de trotskistes et d'espions » à Saratov (grande ville départementale de la moyenne Volga). Depuis quelque temps, les choses allaient mal dans cé département, le ravitaillement de la ville était insuffisant et l'agriculture souffrait. Les pouvoirs locaux n'agissaient pas. Iejov, nouveau chef de la police politique et commissaire à l'Intérieur, envoya alors ses hommes, qui étaient des *hommes nouveaux.* Leur attention fut d'abord attirée par Platonov, directeur de l'usine militaire métallurgique n° 1 et rédacteur au journal local *le Communiste.* Une enquête rapide et discrète leur permit d'établir que Platonov était un espion dangereux. On l'arrêta. Mais *le Communiste* publia un article de ce Platonov *après* qu'il eut été arrêté. On convoqua alors le rédacteur en chef *par intérim* Tsmyga. Rapidement on établit que Tsmyga était en rapport avec son père, réfugié politique, et que, dans le passé, il s'était prononcé à plusieurs reprises pour ceux qu'on déclara par la suite « trotskistes ». Le témoignage de Tsmyga permit d'arrêter Kaspersky, rédacteur en chef, grâce à qui, de fil en aiguille, on fut amené à Krinitsky, secrétaire du *rayon.* Krinitsky fut convaincu d'avoir protégé, pendant des années, des « trotskistes ». La « révélation » de Krinitsky entraîne l'arrestation *en masse* des communistes et des « jeunes

communistes » de toute la région, qui, tous, furent proclamés « trotskistes » et *responsables du mauvais fonctionnement des kolkhoses*, du ravitaillement, etc., etc... Tout l'appareil du parti fut ainsi *liquidé* dans le département de Saratov.

Les *hommes nouveaux* de Iejov vont placer à Saratov d'autres hommes nouveaux. Ce procédé a été employé dans plusieurs villes : dans le Caucase du Nord, en Crimée, en Russie blanche et, tout dernièrement, le 29 août, à Léningrad. Mais il en est un autre, plus simple et plus général, inventé par le procureur Vychinsky, Fouquier-Tinville soviétique. Dans un article retentissant paru dans le même numéro de la *Pravda*, il proclame la nécessité urgente, d'établir dorénavant, le règne de la légalité — non pas de la légalité dite « révolutionnaire », mais de la légalité en soi, et il prescrit aux procureurs de la République de sévir sans pitié contre tous les militants fonctionnaires qui oseraient désobéir aux lois soviétiques. On conçoit quelle facilité cela donne aux hommes nouveaux pour liquider le parti qui, depuis vingt ans, n'agissait qu'à sa guise ! La dictature n'est dictature que dans la mesure où le dictateur et ses agents s'estiment au-dessus des lois, même de celles édictées par leurs propres institutions, ne se conduisent que d'après leur « conscience révolutionnaire » (conscience de classe) et ne s'appuient que sur la force. C'est ainsi que Lénine définissait la dictature du prolétariat, c'est-à-dire de son parti.

La commodité particulière du nouveau procédé consiste en ceci : tout en permettant d'accuser, de révoquer ou d'arrêter n'importe quel communiste pour des actes illégaux, il permet, en même temps, de *garder intacte* l'autocratie de Staline et de sa « Chambre étoilée », son Polit-Bureau, source unique des lois et, ce qui est encore plus inquiétant, de leurs interprétations.

De sorte que, s'il se trouve un communiste de stricte observance, on peut toujours l'accuser d'avoir mal interprété la loi. Tout cela c'est réellement de l'inquisition. Et ce qui est le plus terrible pour les communistes, c'est que ces prescriptions de Vychinsky ont un effet *rétroactif*. Ainsi, parmi les décrets les plus féroces du Gouvernement de Moscou, figure celui du 7 août 1932 sur « la garde de la propriété socialiste des kolkhoses ». Édicté au moment de la terrible famine dont

la collectivisation forcée était la cause, il autorisait la fusillade sur place des paysans affamés qui, pour ne pas mourir, prenaient du grain dans les kolkhoses, ou cachaient chez eux un peu du blé destiné à l'ensemencement des terres collectivisées. En vertu de ce décret, et en suivant strictement ses prescriptions, les commissaires communistes locaux fusillèrent des milliers et des milliers de paysans russes. On imagine la haine du peuple contre ce décret. Eh bien, à son cinquième anniversaire, le 7 août 1937, le même Vychinsky déclare, dans la *Pravda*, que ceux qui fusillaient les paysans en vertu de ce décret n'étaient que des trotskistes, des boukharinistes, des menchéviks, des agents fascistes, etc. « *Ce sont eux qui, sciemment, appliquaient incorrectement la loi pour provoquer le mécontentement et la haine de la population contre le Gouvernement* ! » Il faut donc sévir contre eux. Ici, ce procédé est particulièrement frappant.

Mais il y a une chose plus étonnante encore si possible. Pendant la durée des deux plans quinquennaux, des communistes zélés rapportèrent qu'ils avaient obtenu des résultats supérieurs à ceux prévus par le plan, ou bien proposèrent des « contre-plans » qui allaient plus loin que le plan du Centre. On les favorisa, on les décora, leur ambition était récompensée. Or maintenant Vychinsky proclame qu'ils sont tous « *les ennemis du peuple les plus dangereux parce que les plus habilement masqués* ». En manifestant tant de zèle, ils ne faisaient en réalité que saboter les plans ! Après cela, dira-t-on, il n'y a plus qu'à tirer l'échelle ! Non, il y a encore un pas à faire : on a découvert des trotskistes et des saboteurs dans le *Gosplan* même, c'est-à-dire dans le Comité qui élaborait les « plans » centraux. (Cf. *la Revue le Plan n°* 7.) Ainsi les fameux « plans quinquennaux », tant vantés par les communistes d'ici, doivent leur existence, du moins en grande partie, aux saboteurs, aux ennemis du peuple, etc... Quand un esprit occidental prend contact avec ces aventures invraisemblables, il conclut à la folie — à la folie obsidionale, à l'espiomanie. Il n'a raison qu'en partie. Oui, les chaînons *moyens* et *inférieurs* de l'appareil soviéto-communiste sont en proie à cette folie. Ils risquent leur tête tous les jours. Ils ne savent pas d'où et pourquoi viendra le coup. C'est la « loi de prairial »

qui dure depuis des années. Les procédés de Vychinsky les ont placés dans une impasse. Pour les chaînons supérieurs, c'est différent. Là, comme on dit, dans cette folie, il y a un système. Ce système devient de plus en plus visible. Il tend à rendre responsable du krach le parti communiste et à placer ses membres devant un dilemme : se démettre — et alors disparaître — ou se soumettre, et alors devenir membre d'une nouvelle caste privilégiée : le clan de Staline.

II. — La deuxième raison de la liquidation accélérée du parti communiste est en rapport étroit avec la première. Il y a des communistes qui ne veulent ni se démettre, ni se soumettre. Pour ceux-là, la seule issue, c'est l'opposition — l'opposition secrète et révolutionnaire. Car *il y a eu* des complots, et le plus grave a failli réussir. C'est celui dit « des maréchaux ». Nous savons maintenant que plusieurs chefs de l'armée rouge voulaient réellement se débarrasser de Staline et de sa clique. Mais, inexpérimentés, ils avaient trop laissé traîner l'affaire. Les agents de Iejov en furent informés et les « liquidèrent » promptement. En régime soviétique, il faut agir vite, en quelques jours. Les généraux avaient laissé s'écouler des mois. Certes, Toukhatchevsky était l'un des conjurés principaux. Mais à la tête, il y avait Yan Gamarnik, communiste de vieille date, et qui était, deux jours avant son « suicide », élu membre du Comité de Moscou du parti communiste. Il n'était pas seul de sa sorte, et Staline et Iejov le savaient bien. Pris de peur à leur tour, ils agissent selon le principe qui, depuis que le bolchévisme existe, est implacablement appliqué à la population : mieux vaut faire périr dix ou cent innocents que de laisser un seul vrai coupable. Ce principe est maintenant appliqué au parti communiste. La roue tourne...

La Revue du Comité Central du parti communiste, « *L'Organisation du parti* » n° 17, écrit ceci : « Dans toute une série de régions, *50 à 90* p. 100 des propagandistes du parti se sont révélés « trotskistes », « boukharinistes », etc. On a donc décidé de s'adresser aux *sans-parti* particulièrement dévoués au parti (c'est-à-dire à Staline) et de les charger de la propagande... L'essai a, paraît-il, pleinement réussi à Léningrad et dans plusieurs départements. »

III. — Les élections prochaines, selon la nouvelle loi, (vote secret) constituent la troisième raison de cette « liquidation ». Il faut absolument obtenir une majorité *fidèle*, malgré le vote secret. Pour cela, c'est l'évidence même, il faut poursuivre l'épuration avec la dernière énergie. A l'intention de l'étranger, on répète inlassablement que la constitution stalinienne sera quelque chose d'admirable du point de vue démocratique. A l'intérieur, on ne se gêne pas. La *Pravda*, du 17 août 1937, déclare sans ambages que « *les élections ne pourront pas avoir lieu avant le renouvellement complet, du haut en bas de l'appareil* (administratif) *par les gens dévoués juqu'au bout au parti de Lénine-Staline* ».

On voit ce que seront ces élections, et pourquoi l'épuration est à ce point activée. Mais pour qu'aucun doute ne subsiste, la *Pravda*, du 1er août, publie l'instruction interdisant sévèrement ce qu'elle appelle les « répétitions » des élections, c'est-à-dire les réunions électorales. Il paraît que, dans certains endroits, des citoyens se sont trouvés qui voulaient voir « *comment seront en réalité* » les élections, et qui ont demandé la permission d'organiser ces « répétitions ». Les communistes locaux, sans y voir de mal, y consentirent. Or, quand, au cours de ces réunions, ils présentèrent leurs candidats, les citoyens — ô horreur — leur adressèrent des critiques, ou, comme dit la *Pravda*, leur donnèrent « *une caractéristique calomnieuse* » et firent des « sorties contre-révolutionnaires ». Aussi, dorénavant, les « répétitions » des sans-parti ne se répèteront plus. Seules sont tolérées les réunions dirigées par les communistes locaux, qui, partout, doivent présenter leur candidat. Telles sont les trois raisons du changement des titulaires de la dictature en U.R.S.S.

L'ÉLARGISSEMENT DE « L'AUTO-CRITIQUE » POUR JUSTIFIER LE CHANGEMENT

On se rappelle le fameux communiqué de Hitler lors du massacre, le 29 juin 1934, de ses collaborateurs, le capitaine Rehm et ses camarades. Le monde apprit, avec stupéfaction, que les collaborateurs les plus proches du dictateur allemand n'étaient qu'un ramassis de corrompus, de dévergondés et de bandits...

On observe actuellement quelque chose d'analogue dans la presse soviétique. Elle donne, quatre mois durant, un long communiqué qui rappelle celui de Hitler. Mais c'est un communiqué étendu dans la durée. Avant d'aller plus loin, prévenons un malentendu : « L'auto-critique », en fait, a toujours existé dans la presse soviétique. Depuis 1918, cette presse dénonce, par exemple, l'énorme bureaucratie qui alourdit les institutions soviétiques, les abus de quelques commissaires locaux ou la mauvaise qualité des marchandises soviétiques. Contrairement à ce que fait la presse dans les pays où elle est libre, la presse soviétique n'a pas la possibilité de présenter comme inhérent au régime tel ou tel vice d'administration ou d'attribuer au Gouvernement central ou à son chef la responsabilité d'un échec. A l'heure actuelle, il y a pourtant quelque chose de changé. Bien entendu, ni le régime lui-même, ni le Gouvernement ne doivent être attaqués. Mais on fait des révélations presque continuelles sur les mœurs et l'activité des militants communistes. Et ces révélations permettent maintenant de se faire une représentation *exacte* et *concrète* de ce qu'était le régime dit « des Soviets ». Qu'on en juge.

La *Pravda du Komsomol* (16 août) déclare être chargée par le parti de publier des révélations « impitoyables » sur les abus de pouvoir dont les militants du parti et des Jeunesses communistes se rendent coupables et sur leurs mœurs, particulièrement déplorables en Azérbeidjan (Caucase) et dans les Républiques soviétiques de l'Asie Centrale. Le plus souvent, ce sont les fillettes des écoles primaires qui en sont les victimes. Par endroits, la situation est telle qu'on ne les laisse même pas sortir. Le journal *Pour l'Instruction Communiste* (16 août) déclare que ces crimes ne sont pas rares dans les régions centrales de l'U.R.S.S. et qu'ils restent impunis. Ainsi, au rayon Séménov, près de Gorki (l'ancienne Nijni-Novgorod), l'instituteur Polevoz fut convaincu de détournement de mineures. Sur l'insistance des parents, il fut traduit en justice. Le tribunal, bien que les crimes fussent démontrés, ne le condamna qu'à trois ans de prison *avec sursis*, ce qui lui permit de rester instituteur dans la même école ! Dans la *Pravda*, du 15 août, on lit une révélation plus frappante encore, car il

s'agit, non de l'Asie Centrale et d'un humble instituteur, mais de Moscou et d'un guépéouste (membre du Commissariat de l'Intérieur). Il est vrai que ce policier, nommé Virte, était un ancien collaborateur de Yagoda (emprisonné). Donc, on apprend que l'appartement de ce Virte était un lieu de débauche où venaient des mineurs et où se pratiquait la traite des blanches. Plusieurs « travailleurs responsables » du parti sont impliqués dans cette affaire : un inspecteur de milice, Katchalov ; l'administrateur de la *Ciné Chronique de l'U.R.S.S.* Jossélovitch ; l'opérateur de cinéma Zeitlin. Les dirigeants de cette fructueuse entreprise obligeaient leurs victimes à faire de nouvelles recrues. Il faut songer que tout cela a eu lieu à Moscou *pendant cinq ans* — pendant la période du « deuxième plan quinquennal » : voilà un plan soviétique qui a vraiment bien réussi ! Le journal ne nous dit pas le sort de tous ces « travailleurs responsables ».

La campagne contre l'arbitraire remonte au mois de mars 1937. Les *Izvestia*, du 3 mars, ont utilisé, dans leur article de fond, la déclaration d'un représentant du Parquet général de l'U.R.S.S. déclarant que les autorités locales continuent [1], même après la publication de la Constitution stalinienne, à faire des perquisitions et des arrestations illégales, et, par des menaces de représailles administratives, forcent les citoyens à accomplir, gratuitement, différents genres de travaux. Ces menaces visent non seulement des citoyens isolés, mais aussi des organisations entières. Ce sont surtout les kolkhoses qui en souffrent. On « confisque » leurs biens, on dispose de leurs fonds et les paysans terrorisés n'osent pas protester contre les illégalités. Les magistrats sont fermement décidés à lutter énergiquement contre tous ces abus. Et, en effet, trois semaines après, le commissaire des Finances de la Russie Blanche a été mis sur la sellette : il devait donner des explications au sujet de « confiscations » exécutées au profit des fonctionnaires soviétiques locaux. Qu'a-t-il dit ? Il invoque d'abord des circonstances atténuantes : les confiscations s'exerçaient principalement sur les paysans non kolkhosiens. Puis il ajoute : « Croyez-vous que cela ne se soit produit que chez nous ? Je

1. N'est-ce pas admirable, ce « continuent » ? Un seul mot parfois dépeint mieux un état de choses que de longs développements.

vous garantis que des choses pareilles se passent un peu partout. »

Ce témoignage nous est particulièrement précieux. En effet, chaque fois que les « amis des Soviets », déclarés ou honteux, sont mis en présence de faits caractéristiques du régime de l'U.R.S.S., ils assurent que ce sont des faits isolés, toujours possibles dans un grand pays qui, etc., etc... Cette fois-ci, on peut presque dire que les membres du *Conseil près le Commissariat des Finances* et la *Vie économique*, du 24 mars 1937, avaient prévu l'objection. Les premiers ont confirmé la déclaration du commissaire blanc-russien en disant que des choses semblables et mêmes pires, s'étaient passées en Ukraine, en Sibérie, sur la Volga au détriment des biens des kolkhoses, des soviets, des villages, des villes, des usines, des trusts et même des personnes privées. Trop souvent les « travailleurs responsables » confisquent ces biens à leur profit. Quant à la *Vie économique*, elle est catégorique : « *Les infractions aux lois sur la propriété ont lieu partout. Le mal est devenu général. Des mesures générales s'imposent.* »

Peut-on nous accuser de généraliser des faits « rares » ? Ces faits sont si « rares » qu'il ne nous est pas possible de citer ici seulement le dixième des coupures que nous avons sous les yeux. Voici les communistes du district Chiriaïev d'Odessa (fonctionnaires du Comité exécutif local, de la Section financière et agricole, etc.) qui ont formé des bandes spéciales, « brigades financières de choc » qui, sous prétexte de percevoir l'arriéré des impôts, frappent les paysans et, en véritables bandits, s'approprient leurs biens qu'ils partagent ensuite. (La *Pravda*, du 19 juin 1937.) Voici, dans le district Boudienny du Donetz, des autorités locales qui créent des impôts spéciaux en argent et en nature, et qui les perçoivent sans faiblesse. (*Izvestia*, du 20 juin 1937.) Voici, près de Kiev, au bourg Priorki, le président du kolkhose « Vigneront », le communiste Mikhaïlov, qui a *vendu* ce kolkhose, avec tous ses biens, meubles et immeubles, et sa *population humaine*, hommes, femmes, enfants, au Trust vinicole ukrainien. On croit lire les journaux russes d'avant l'émancipation des serfs en 1861.

1. Propriété d'institutions soviétiques ou petite propriété individuelle aujourd'hui admise.

L'acte de vente a été sanctionné par le Soviet de Kiev en mars 1937. Quelques-uns des vendus se sont plaints au Comité Régional Exécutif. Leur plainte est restée sans effet. (Les *Izvestia*, 12 août 1937.) Est-ce là, au moins, une affaire isolée? Non. L'un des chefs d'accusation adressé aux commissaires ukrainiens de l'Agriculture et de la Justice est ainsi formulé : « Ils ont laissé s'effectuer librement en Ukraine des achats et des ventes de kolkhoses. »

Voici enfin comment se forment les nouvelles propriétés foncières, d'après l'*Agriculture socialiste*, du 22 juillet. Les fonctionnaires du cadastre trichent ; ils donnent aux kolkhoses *un peu moins* de terres qu'il ne leur en revient selon le plan. Il se forme donc des parcelles libres qui, réunies, arrondies, deviennent de fort jolies petites propriétés... C'est ainsi qu'un chef de cadastre, Rymanov, s'offrit un beau terrain de plusieurs centaines d'hectares. Il a pu, par dessus le marché, en distribuer un bon nombre aux « travailleurs responsables » du parti : vingt-cinq à l'un, quatre-vingt-dix à l'autre, etc. Les procureurs locaux n'y voient pas d'inconvénients, car ils y sont intéressés aussi. Les plaintes restent donc sans suite. Et lui-même, il déclare : « Si on me touche, moi, il en cuira non seulement aux militants du rayon, mais aussi à quelques-uns du département. »

Il faut terminer. Nous avons gardé pour la fin un fait qui défie l'auto-critique soviétique, telle même qu'elle est pratiquée actuellement. Il s'agit de la plainte d'un groupe d'ouvriers stakhanoviens de l'usine Rosselmach (machines agricoles), à Rostov-sur-le-Don. Ces ouvriers se sont plaints, ont osé se plaindre, de qui? — c'est affreux! — des « hommes nouveaux » de Iejov et Vychinsky, des agents de l'intérieur du premier et des magistrats du second! Cette plainte fut directement adressée à Moscou, et elle a été publiée dans le *Troud*, du 17 août. De quoi s'agit-il? Au commencement de cette année, les stakhanoviens de l'usine Rosselmach, se fondant sur le principe de la propriété personnelle, reconnu par la constitution stalinienne, demandèrent au Soviet du rayon de leur allouer des lots de terrain près de leur usine pour y construire de petits pavillons. Cette demande fut accordée et la direction de l'usine vint même en aide aux

ouvriers en leur donnant des subventions. Les autorités locales firent de même. De sorte que, au cours du printemps et de l'été 1937, naquit un petit village ; mais voici que, soudain, arrive un groupe d'agents du Guépéou, avec on ne sait quelle « brigade », qui délogent, sans le moindre avertissement, les habitants des pavillons et jettent leurs meubles dehors. Les stakhanoviens et leurs familles restent sans abri. Cependant, le procureur local, qui, pourtant, était au courant de tout, notifie aux expulsés l'accusation de s'être approprié illégalement des terrains près de l'usine.

Le *Troud*, en commentant l'affaire, dit que cette accusation est ridicule, étant donné que toutes les démarches avaient été régulièrement faites, mais que le Soviet du rayon a égaré les papiers, et qu'en tous cas, cette façon de traiter les travailleurs est inadmissible.

Nous ignorons la suite de l'affaire.

Et la roue, ou si vous voulez le nouveau rouleau compresseur, continue à tourner. La *Gazette rouge*, du 23 août, communique qu'au cours de deux nuits — du 21 au 22 et du 22 au 23 août — dix-sept communistes « trotskistes » ont été fusillés à Léningrad. Le même journal, du 25 août, publie le télégramme de Psckov sur le procès de sept communistes locaux qui, « sciemment commettaient des actes d'arbitraire pour provoquer le mécontentement de la population contre le Gouvernement et le parti ». Tous sont condamnés à mort. La *Pravda de Léningrad*, du 29 août, publie des communiqués sur deux procès qui eurent lieu, à cette époque, dans la seconde ville soviétique : le procès des « Onze » et des « Douze ». Tous sont condamnés à mort. La *Zaria Vostoka* (l'*Aurore d'Orient*), du 30 août, publie le verdict de mort rendu par le tribunal de Tiflis contre sept communistes locaux. Si l'on tient compte de *cinq cent quatre-vingt-seize* fusillés (chiffre certainement inférieur à la réalité) au cours des mois d'été et d'automne, jusqu'au 24 octobre, on conviendra que c'est par centaines qu'il faut compter les communistes fusillés dans l'ensemble de l'U.R.S.S. Et combien sont exécutés sans bruit dans les camps de concentration et dans les prisons ! La grande liquidation se poursuit sans discontinuer, implacable, méthodique. Une nouvelle minorité extermine l'ancienne, nous l'avons vu, et, certes, elle sera

obligée d'employer les mêmes méthodes à l'égard de la population. Nous le savons d'ailleurs par l'exemple des stakhanoviens de Rostov-sur-le-Don et des « citoyens » qui voulaient organiser une réunion électorale. La seule différence — mais elle est importante — est que la nouvelle caste dirigeante se soucie dix fois, cent fois moins que l'ancienne de tout ce qui touche à la « doctrine », aux « principes ». Elle sait très bien qu'à l'étranger (en fait presque exclusivement en France, car, dans tous les autres pays, dictatoriaux ou non, l'influence du communisme tend vers zéro), les communistes répéteront docilement ce qu'on leur ordonnera de dire pour créer un certain *rideau verbal* marxiste, derrière lequel la nouvelle caste fera ce qu'elle voudra.

CONCLUSION

L' « auto-critique » de la presse soviétique nous a montré ce qu'était en fait le régime dit « des Soviets ». Ce régime n'est ni le socialisme, ni le communisme, ni quelque chose d'approchant. Il n'y avait, il n'y a pas en Russie, le moindre socialisme au sens courant du mot. Qu'y a-t-il donc derrière les décors marxistes et communistes? Il y a, comme eût dit Jaurès, une « entreprise de domination et de passion ». On sait que le grand tribun, qui était aussi un historien, définissait ainsi le rôle des hébertistes dans la révolution française. Il ajoutait avec raison — contre les marxistes — qu'il n'y a pas que la lutte des classes dans l'Histoire ; il y a aussi celle des partis et des organisations de domination. Et nous savons, d'autre part, que G. Plékhanov, fondateur de la social-démocratie russe, comparait les bolcheviks, non pas aux jacobins, mais aux hébertistes. Mais la France n'a pas eu à subir le coup d'état hébertiste, alors que la Russie, dans des circonstances historiques exceptionnelles, fut victime de l'action tenace, de l'amoralité totale, du fanatisme de Lénine, de l'ambition démagogique de Trotski, et aussi de l'incapacité de leurs adversaires.

Lénine, lui, était sincère (comme l'étaient, parmi les communistes, le grand bourreau Dzerjinsky et le « théoricien »

Kamenev). Mais, inévitablement, toute dictature terroriste d'une minorité tend à une domination totale où *tout* est sacrifié, les principes, la doctrine, à la seule conservation du pouvoir. Fatalement, ces partis dictatoriaux à tendances sociales, attirent des aventuriers et des démagogues sans principes qui triomphent bientôt du groupe des idéologues, et qui ne songent qu'à jouir de leur pouvoir dictatorial. Lénine lui-même, à ses moments de mauvaise humeur, disait que, sur cent bolchéviks, il y en a un qui a de la valeur, vingt-neuf imbéciles et soixante-dix fripouilles. Mettons, actuellement, un sincère et quatre-vingt-dix-neuf arrivistes, aventuriers ou bandits.

La seule chose qu'on puisse avancer pour l'avenir, c'est que, sous la domination de la *nouvelle* caste dirigeante (la clientèle stalinienne), et précisément à cause de sa liberté absolue à l'égard de tous les « préjugés », principes, doctrines, les événements en U.R.S.S. se précipiteront. Il y a des forces vives en Russie, surtout dans la jeunesse sans parti, qui deviennent de plus en plus actives et qui, tôt ou tard, libéreront leur patrie du nouveau tsar asiatique, plus barbare que les pires de ses prédécesseurs.

W. DRABOVITCH

SAINT-VALRY

OU

LE CONSERVATEUR HÉRÉTIQUE

Pourquoi cet écrivain politique de grand talent, aussi bien doué qu'un John Lemoinne, un J.-J. Weiss ou un Prévost-Paradol, a-t-il sombré dans l'oubli total de la postérité, au point que son nom reste introuvable dans ces copieux dictionnaires biographiques du XIXe siècle, si accueillants à d'innombrables contemporains, ses émules, qui certes ne le valurent pas tous? Il y a, dans cet excès de défaveur, une énigme qui surprend un peu et comme une injustice agréable à réparer. J'interroge le « Vapereau », plusieurs éditions du « Vapereau ». Pas une ligne sur Saint-Valry. Ce mutisme est bien coupable, mais peut du moins servir d'excuse à notre ignorance prolongée. Va-t-elle enfin trouver son terme? Saint-Valry serait-il à la veille de conquérir un peu de gloire posthume? En ce cas, son premier *découvreur* (pour reprendre un excellent vieux mot, dont on doit le rajeunissement à M. Émile Henriot) aura été M. Robert David. Dans son histoire de *la Troisième République*, l'ancien sous-secrétaire d'État a cité une pensée de Saint-Valry. Cette notule éveilla l'attention de M. Daniel Halévy qui, dans sa *République des ducs*, mentionne quelquefois Saint-Valry avec estime et même avec admiration. Ma curiosité s'en est trouvée stimulée, sans être assouvie. Mais maintenant que j'ai lu Saint-Valry, je le tiens pour un spectateur exceptionnellement intelligent et sincère de ces années d'enfance agitée de la IIIe République, qui nous ont légué le régime politico-social que nous voyons vieillir

et s'altérer sous nos yeux. Saint-Valry, simple chroniqueur, m'apparaît comme un des meilleurs historiens de l'époque, si c'est être historien que de sonder à fond, sans aveuglement d'aucune sorte, les tendances mouvantes du temps où l'on vit soi-même et de les interpréter avec une hauteur de vues sur laquelle les préférences personnelles n'ont point de prise.

Mais je suspens mes louanges prématurées... La renommée de Saint-Valry a assez attendu pour rester patiente. Le plus sûr moyen de remettre à son rang ce méconnu, ce malchanceux, ne sera-t-il pas de lui donner audience?

UN DIRECTEUR DE JOURNAL BONAPARTISTE

Son bagage littéraire est mince. Tout juste deux volumes de chroniques recueillies après sa mort par un admirateur inconnu : *Souvenirs et Réflexions politiques* ; *documents pour servir à l'histoire contemporaine* (Calmann-Lévy, 1886) [1]. Rien de moins fait assurément pour exciter le zèle de la critique, secouer l'apathie du passant. Voilà pourtant tout ce qui surnage des milliers de feuillets noircis, de son vivant, par l'infatigable journaliste que fut Gaston de Saint-Valry. S'il devient jamais plus notoire, le rôle des curieux, des érudits sera de nous renseigner à souhait sur sa personne et sur sa vie. Pour l'instant, l'essentiel se ramasse dans la notice due au préfacier fidèle, dont les discrètes initiales, *G.F.*, restent encore plus mystérieuses que le nom et l'œuvre de son héros.

G.F. nous apprend que Saint-Valry naquit en 1828 à Châteauneuf-en-Thimerais (Eure-et-Loir) et mourut, jeune encore, en 1881, dans son « charmant petit hôtel » de la rue Saint-Didier, à Paris. Son père, savant philologue « très favorablement connu dans le monde académique », lui fit faire ses premières classes au séminaire de Saint-Chéron, près de Chartres, où professait l'abbé Pie, qui devint évêque et cardinal. Au séminaire, le jeune homme s'adonne avec passion au droit canonique, à l'histoire des conciles, à l'exé-

1. Pour lire Saint-Valry, il m'a suffi de m'adresser à mon libraire, qui m'a aussitôt procuré un des rares exemplaires sommeillant encore chez l'éditeur depuis un demi-siècle.

gèse de saint Thomas ; il termine ses études à Paris, au collège Stanislas et à l'institution Lignières, puis il entre à l'École des Chartes. Mais c'est le journalisme qui l'attire. A trente ans, il détient le sceptre de la critique théâtrale au *Pays* d'Adolphe Granier de Cassagnac. Le voici lancé dans la presse impérialiste. Du *Pays*, Gaston de Saint-Valry passe à *la Patrie*, rédige d'abord le bulletin politique quotidien, et succède bientôt à M. Lebey comme directeur du journal, ce qui l'introduit dans l'entourage des plus hautes personnalités ministérielles du régime, M. Rouher, M. de Forcade, M. Chevandier de Valdrôme... « J'ai vécu familièrement, écrira-t-il plus tard, avec Émile Ollivier ; presque tous les notables de cette dernière période, parmi ceux qui tenaient au gouvernement, m'ont pour ainsi dire passé par les mains. »

Quelle est, à ce moment, la nuance de ses opinions intimes? Elles correspondent bien à ce qu'on peut attendre d'un homme de son monde, de sa formation, de son métier, qui n'aime point du tout la démocratie, mais croit qu'il convient de jeter du lest, sans trop s'obstiner contre son irrésistible élan ; en un mot, d'un « réactionnaire » fort intelligent, qui se pique d'y voir clair et de se construire une philosophie pratique à l'aide de ce qu'il voit. Son préfacier, G.F., a eu l'heureuse idée de reproduire les notes et souvenirs qu'il rédigea sous l'influence du désarroi moral engendré par la guerre et la Commune ; c'est un document de premier ordre pour l'histoire des deux sièges de Paris. G.F. a raison d'en apparenter certaines pages aux doctrines contre-révolutionnaires de M. Taine, dont Saint-Valry fut l'admirateur et l'ami. (Je risque cette conjecture : ne l'aurait-il pas été aussi, par hasard, de Gobineau?) Il le fut de Francisque Sarcey, qui le fit un jour déjeuner avec Gambetta, au temps où le futur dictateur n'était encore qu'une gloire tempétueuse du Quartier latin. Saint-Valry le jugea « incapable de fanatisme, bon garçon, commun et viveur », impatient surtout de parvenir. Bientôt Gambetta devient député de Belleville et Saint-Valry, l'ayant entendu à la Chambre, veut bien lui reconnaître une certaine puissance oratoire, mais point d'idées neuves, et le tient pour un « personnage surfait par

suite de l'indigence de son parti ». Attendons ; il changera d'avis.

Soudain, la catastrophe explose. Aux approches de la guerre franco-allemande, le directeur de *la Patrie* devine que rien n'est prêt. Les rodomontades du duc de Gramont devant le Corps législatif le plongent dans une « poignante tristesse », qui redouble lorsqu'il voit « le chef de cabinet du maréchal Le Bœuf composer à la dernière minute les états-majors avec l'*Annuaire* ouvert sur son bureau » : « Je pressentais, dit-il, sans trop savoir comment, que nous allions assister à l'effondrement de cet échafaudage fastueux qui nous avait abrités vingt ans, mais qui était trop rempli de vices intérieurs et construit sur un terrain trop volcanique... » Après Sedan, il se confie à lui-même : « La légende napoléonienne dans la boue, à jamais perdue, voilà le résultat le plus clair du Second Empire. » Et en avril 71, tandis que la Commune dévore Paris, l'ex-bonapartiste enregistre sur ses tablettes cette inquiétude étrange : « Dieu nous garde d'une restauration de l'Empire ! »

Après un tel cri de désaveu, comment cet honnête homme conserverait-il la direction d'un journal ardent pour la cause impérialiste ? Saint-Valry ne rompt pas avec *la Patrie*, mais reste seulement son critique littéraire. Son biographe, G.F., invoque sa santé chancelante pour motiver cette retraite. De fait, Saint-Valry n'a plus qu'une dizaine d'années à vivre et peut bien sentir déjà le besoin de repos. C'est le moment qu'il choisit pour se marier. Ses lettres à sa fiancée, mademoiselle Elmire Subervielle, sont simples et touchantes. Il y parle de sa « joie sérieuse » à clore « une vie dispersée », et ces mots résonnent comme un euphémisme ; il ne cache pas non plus à la pieuse jeune fille que n'ayant, « grâces à Dieu, jamais écrit une ligne, ni dit un mot contre l'Église » et « mieux instruit peut-être, en matière religieuse, que ne le sont d'ordinaire les gens du monde, sans en excepter les lettrés », il envie la foi du charbonnier, ce qui indique assez qu'il a dû la perdre. En politique comme en religion, Saint-Valry n'a plus la foi qui sauve. S'il en ressent de la mélancolie, cela pourrait bien l'aider aussi à mieux saisir les inquiétantes métamorphoses de son siècle et de son pays.

L'occasion s'offre à lui d'exercer son talent d'écrivain dans le cadre qui convient le mieux à la pétulance de sa plume, à l'indépendance de son esprit. Un grand journal international de Bruxelles, *le Nord* (qui eut des accointances avec la chancellerie russe), l'invite à reprendre, en 1875, ses anciennes correspondances de Paris, et cette nouvelle collaboration durera jusqu'à l'Exposition de 1878. Poste excellent pour philosopher d'un peu haut, en se dégageant des intérêts et de la tutelle des partis. Saint-Valry écrit dans un journal ami de la France, mais non point d'un des clans qui se disputent la France, et là, dans ce journal conservateur et « bien pensant » comme lui, mais très tolérant à son égard, même lorsqu'il se hasarde sur le terrain périlleux du *Syllabus* ou de la dévotion au Sacré-Cœur, il aura les coudées plus franches que dans une gazette parisienne ou provinciale de son bord. N'écrivant point chaque jour, mais selon son goût et son élan, il disposera ainsi de plus de recul pour contrôler ses vues et ne point trop se vouer aux incidents éphémères, mais dépister plutôt les courants permanents de la vie française, tâche qui séduit surtout son tempérament de devin et de psychologue.

Gaston de Saint-Valry est en passe de fournir vraiment d'utiles « documents pour servir à l'histoire contemporaine ». Mieux encore, il va réussir ce prodige de se révéler, à la fois, libre journaliste et original historien.

L'HISTORIEN SAINT-VALRY

Comment se propose-t-il de remplir son rôle de correspondant parisien chargé de renseigner *le Nord* de Bruxelles sur les agitations intérieures de son pays? Au moment où il inaugure cette importante et délicate mission, l'Assemblée de Versailles vient de se résigner, par le vote des lois constitutionnelles, à tenter l'expérience d'une république parlementaire. Saint-Valry utilisera-t-il la tribune européenne dont il dispose pour entreprendre au dehors une campagne destinée à soutenir ou discréditer ce régime encore si peu sûr du lendemain? Rien de plus contraire à son intention; il écrit

(31 mai 1875) : « Je m'efforce d'étudier de mon mieux, pour vous en rendre compte, l'état de l'opinion et la marche des idées *en dehors de l'assemblage de coteries et d'états-majors pour qui la politique est une profession.* »

Cette profession, qui a cessé d'être la sienne, n'a jamais dû très bien convenir à son caractère naturellement indiscipliné. Mais pareille transcendance relève bien plutôt de la contemplation spéculative que de l'action pratique ; elle risquerait de beaucoup déplaire à des gens avides, en lisant leur journal, d'y trouver constamment pâture pour les certitudes de leur choix. Telle ne doit pas être la disposition de la clientèle du *Nord*. Ce n'est pas à la légère que Saint-Valry proclame souvent son admiration pour Gœthe et Sainte-Beuve, Renan et Taine. Il n'enverra à Bruxelles que des rapports sans fard, empreints de cette lucidité scrupuleuse, de ce *relativisme* nuancé qui, tenant la balance entre les factions et leurs prétentions fallacieuses, tend sans cesse et réussit parfois à devancer les tournants de l'histoire.

Il devient ainsi le guide dont la postérité aura grand besoin à son tour pour s'éclairer de loin sur d'anciens conflits que la survivance des passions militantes obscurcit parfois à plaisir. Cédons-lui la parole ; il excelle à tracer lui-même les règles de sa méthode, éprise avant tout d'impartialité, d'objectivité :

Je n'ai de vocation pour aucun genre de réquisitoire appliqué à un grand mouvement quelconque d'idées... Rien ne me semble plus vain que de chicaner intrinsèquement des théories. *Leur valeur, aux yeux du politique, ne résulte pas de la portion plus ou moins grande de vrai qu'elles peuvent contenir, mais du degré d'adhésion qu'elles rencontrent et du nombre de ceux qui y adhèrent.*

Ces lignes d'un historien-né rappellent la merveilleuse page où Gobineau, après avoir fort ingénieusement réhabilité l'insatiable crédulité d'Hérodote, indique le sens de ses propres recherches : « *L'histoire à laquelle je tends est beaucoup moins celle des faits que celle de l'impression produite par ces faits sur l'esprit des hommes au milieu desquels ils se sont manifestés.* » Saint-Valry subit la même attirance, une prédilection toute semblable pour l'étude directe des sentiments qui gouvernent les foules. Et comme nous avons cette chance qu'appartenant lui-même à l'ère mac-maho-

nienne, son activité professionnelle l'amène à s'en faire l'enquêteur, cela donne espoir que le correspondant parisien du *Nord* saura jauger sans défaillance les réactions multiples des Français de 1875, sous l'influence des « courants » personnifiés par un Broglie, un Thiers, un Gambetta, et les élites ou les masses qu'ils entraînent...

Je le rapprocherais volontiers de Montaigne, que ses amis conviaient à écrire, nous dit-il, « les affaires de mon temps, estimant que je les vois d'une vue moins blessée de passion qu'un autre, et de plus près, pour l'accès que la fortune m'a donné aux chefs de divers partis ». Mais le prudent Montaigne avait résisté à la tentation, parce qu'il craignait, dit-il encore, « que, ma liberté étant si libre, j'eusse publié des jugements, à mon gré même et selon raison, illégitimes et punissables ».

Cette crainte n'arrête pas Saint-Valry.

LES VIVACITÉS D'UN CONSERVATEUR

« Tous mes instincts, tous mes antécédents sont conservateurs... Mes habitudes, mes goûts, mes relations m'attachent au monde conservateur ; la plupart de mes idées inclinent dans le même sens ; je ne dirai pas qu'elles se confondent avec les idées conservatrices. » Cet aveu de Saint-Valry définit bien la singularité de sa position personnelle : il plie sous son funeste besoin de vérité, d'intelligence ; rien ne peut le détourner d'écrire comme il sent et comme il pense ; très attaché au vieux monde qui est le sien depuis sa naissance, à la civilisation ordonnée, élégante et fine que ce monde perpétue dans la vie française, il ne se croit point tenu toutefois de souscrire à certaines idées, à son gré puériles et désuètes, dont il déplore l'influence absurde sur « cette masse confuse, incertaine, mélangée, qui forme ce qu'on est convenu d'appeler le parti conservateur ». Ou plutôt, lorsqu'il contemple les conservateurs de 1875, Saint-Valry redoute que ce qui leur manque surtout, ce ne soit, « à proprement parler, des idées », autres du moins que « négatives » et « aboutissant uniquement à des antipathies envers des personnes et des noms propres, et à un ensemble d'inquiétudes

flottantes qui s'expriment avec un style habituellement emphatique » ; mais, « quant à des idées nettes en politique, *quant à un jugement sur les conditions du gouvernement dans la société actuelle*, la plupart en sont complètement dépourvus ».

Tel est son verdict.

Dur pour ses amis, lorsqu'il les regarde, il leur inflige une humiliation encore plus cuisante lorsqu'il les compare à leurs adversaires :

On peut dire tout ce qu'on voudra des instincts chimériques, des inclinations révolutionnaires, des convoitises ardentes qui travaillent la démocratie et les républicains ; sur tous ces points, nul n'est moins disposé que moi à les ménager. Pourtant, la part faite à tous ces vices, quand on considère en bloc la division de notre société, on est obligé d'avouer que les aptitudes politiques, le savoir, la capacité sont plus abondants sur le versant républicain que sur le versant conservateur. L'armée démocratique se recrute mieux que l'armée conservatrice. On me dira qu'elle promet meilleure part du butin après la victoire, tandis que l'autre, qui ne peut rien conquérir, n'assure à ses recrues qu'une maigre solde et une retraite obscure. Je ne suis pas de cet avis. L'armée conservatrice occupe les fertiles provinces gouvernementales ; tous les pâturages du budget sont à sa discrétion ; elle en use fort largement ; ce qui surprend, c'est de voir la médiocrité habituelle de ses enrôlés, c'est de voir ensuite avec quel bagage de lieux communs elle fait la guerre.

Ces lignes sont écrites à la veille des élections générales d'octobre 1877, rendues nécessaires par la dissolution de la Chambre, et qui vont assurer, contre la téméraire offensive du Seize-Mai, la fructueuse revanche des républicains. Selon sa coutume, Saint-Valry tranche dans le vif et tente de mettre à nu la source souterraine du conflit qui s'étale et menace déjà, par ses ravages, de couper tôt ou tard la France en deux.

C'est pourquoi la succession de ses chroniques offre un aliment si nutritif et comme synthétique à l'étude de cette crise et de ses retentissements posthumes. Saint-Valry, bien qu'il fût journaliste, n'eut point l'âme d'un partisan, mais d'un historien. Il possédait le don inné de la philosophie politique, mais combiné avec un appétit d'exactitude qui empêchait son imagination d'errer dans les brumes d'une inconsistante idéologie. Bien entendu, on ne saurait détailler en quelques pages la masse de ses analyses et de ses interprétations. Mais l'amateur de clartés rétrospectives sera bien inspiré d'y puiser à l'aise, et je crois que les historiens de cette chaotique période auront désormais pour agréable devoir

d'interroger toujours de près le recueil des chroniques de Saint-Valry, de s'y référer constamment.

Imitant sa méthode, je m'abstiendrai ici d'épouser ou de « chicaner intrinsèquement ses théories » ; je relierai, à l'évolution des luttes de l'époque, le travail parallèle de son esprit ; j'essaierai de montrer comment ce « conservateur », cet aristocrate, va se trouver contraint de prendre bravement figure d'hérétique vis-à-vis des opinions en faveur dans le monde que d'instinct il préfère, mais qui lui paraît faire fausse route.

« CLASSES DIRIGEANTES » ET « NOUVELLES COUCHES »

Abordons de front l'hérésie capitale de Saint-Valry. Cette hérésie d'ordre social l'entraîne sur la pente des hérésies politiques, dont il lui faudra se rendre aussi coupable. On voit poindre sa disposition frondeuse dès le début de son enquête, en 1875 ; elle s'intensifie ensuite jusqu'à la fin du régime de l'Ordre Moral, pour atteindre au paroxysme en 1877-78, pendant et après l'avortement irrémédiable des desseins ultra-conservateurs ébauchés à l'occasion de l'acte du Seize-Mai.

Tandis que l'usurpation républicaine déchaîne alors dans la presse orléaniste, légitimiste, bonapartiste, un concert de fureurs et de plaintes, où l'anxiété, le mépris et l'indignation se confondent, l'impassible observateur ne consent à voir, dans ce dénouement abrupt, que le résultat d'une longue suite d'erreurs et de fautes accumulées par le monde conservateur, chefs et troupes. Saint-Valry résiste en plus d'un sens à la frénésie de son entourage, mais surtout il se refuse à considérer comme un cataclysme inédit dans les annales de l'État français le découronnement politique, administratif, de la *bonne société* régnante, et il en cite même ce précédent topique, emprunté à une phase alors assez récente de l'histoire du XIXe siècle :

De même qu'après 1830 il s'était formé une nouvelle bourgeoisie, que l'aristocratie dépossédée de la Restauration poursuivit d'une insurmontable rancune, il s'est constitué aujourd'hui, en province, une nouvelle couche

bourgeoise qui dépossède, à son tour, celle de 1830. Si on perd de vue ce phénomène d'ascension des nouvelles couches, on ne comprendra rien au mouvement actuel. On peut s'en plaindre, je crois qu'il est irrésistible.

Mais voici bien plus fort... Non seulement Saint-Valry accepte comme inévitable l'avènement du nouveau personnel républicain, mais il ne le déplore pas outre mesure : « Les vieux conservateurs s'abusent sur leur importance ; ce pays-ci est à même de fonctionner sans eux. » A l'entendre, « les anciennes classes supérieures, et soi-disant dirigeantes, vivent dans un monde d'illusions, d'idées fausses et conventionnelles » ; pour elles, « un aristocrate ne peut être qu'un personnage de naissance distinguée, orné d'ancêtres certains, de manières irréprochables », possédant avec cela « une fortune suffisante, une conduite correcte, l'habitude du monde ». C'est cette erreur-là qui a mené « les hommes d'État du conservatisme » à si mal comprendre la société contemporaine : « Ils n'ont pas aperçu un grand fait qui la domine, à savoir qu'elle était en train d'enfanter une nouvelle bourgeoisie », composée, dans les départements, « de bourgeois nouveaux venus, avoués, médecins, commerçants récemment enrichis, qui entendent devenir à leur tour la *société* et accaparer l'importance locale ». Le « malheur des anciens conservateurs » est d'avoir méconnu la formation de cette « nouvelle couche gouvernante *et relativement conservatrice* » ; à force « de maladresses, d'illusions séniles et de préjugés enfantins », ils ont rendu « presque infranchissable » le fossé séparant cette *sous-bourgeoisie* de la vieille bourgeoisie installée.

A cette couche de parvenus, Saint-Valry regrette que des castes trop fières d'elles-mêmes aient opposé la barrière de leurs arrogantes traditions ; elles ont ainsi commis la faute insigne de « laisser cette nouvelle formation sociale s'emparer du mot de République et en faire la formule de son avènement », tandis qu' « on n'avait aucune formule pratique à y opposer ». Au point, assure-t-il, que « presque partout la lutte de la République contre le conservatisme s'est symbolisée par la rivalité du *Cercle de l'Union*, dans lequel fusionnent la noblesse et l'ancienne bourgeoisie, contre le *Cercle du Commerce*, naturellement libéral et républicain, puisque tous les éléments de la nouvelle bourgeoisie s'y sont concen-

trés ». En décembre 1877, il notera de même un jour que « les délégués des commerçants parisiens, parmi lesquels un Dollfus, un Kœchlin, s'étant présentés à l'Élysée et insistant pour voir le Maréchal, avaient dû se contenter d'un officier d'ordonnance, suffisant en somme pour cette rue du Sentier ; — l'aide de camp est du *Jockey*, — où Dollfus et Kœchlin n'ont pas accès ». Saint-Valry raille et condamne l'intrusion de « certains sentiments qui semblent bien plutôt des sentiments de société que des sentiments politiques » ; mais il la juge si opérante qu'au plus fort de la crise du Seize-Mai, il ne se retient pas de risquer cette sarcastique conjecture : « Si les chefs de la gauche avaient été du Jockey-Club et abonnés de l'Opéra, je crois qu'en définitive on n'aurait pas rompu... »

Nous avons aujourd'hui grand'peine à nous représenter un état d'esprit aussi suranné, une ambiance aussi réfractaire à l'élasticité bien plus libérale des coutumes actuelles de l'aristocratie. En 1877, Saint-Valry a d'autant plus de mérite à s'en abstraire qu'il s'en faut encore de bien peu que lui-même ne soit tenté d'y participer à quelque degré : « Je comprends, dit-il, ces répugnances, j'y condescends ; volontiers j'ajouterais : je les partage » ; et il ne s'enveloppe que d'un demi-sourire pour ajouter : « Il en coûte peu de concéder théoriquement la République ; le difficile est d'inviter les républicains à dîner, d'autant que quelques-uns, dit-on, se tiennent à table d'une manière inusitée. » Mais sa raison lui signale « l'inconvénient des influences de société en politique, l'immense danger, dans un temps comme le nôtre, de la politique des gens *comme il faut* ». Or cette politique bat son plein sous le Seize-Mai : « On ne consent pas à faire de la politique avec ce qui n'est pas de son monde, de sa société, de son club. En province, dans les villes, cet esprit de coterie fait les partis et décide les élections... M. de Broglie est à l'état transcendant et idéal le type de l'homme qui est de la société ; M. Gambetta n'en est pas. »

Voilà le tableau des mesquineries qui agacent et exaspèrent l'humeur de notre implacable témoin. Encore si les « classes dirigeantes » de l'époque pouvaient se prévaloir d'une suprématie fondée sur leur aptitude exclusive, leur vocation hérépitaire à gouverner et gérer les affaires de la France ! Encore

si elles formaient « une classe sociale véritablement digne d'être dirigeante », une « élite dirigeante », nourrie de « traditions fortes », née pour « éclairer et guider » le peuple ! Mais c'est justement la qualité que l'âpre mélancolie de Saint-Valry leur conteste ; il résume ainsi la situation :

M. de Broglie et ses amis ne peuvent pas se résigner à voir l'influence, l'autorité, le gouvernement passer des mains de l'ancienne classe gouvernante, celle qui s'est fondée sous la Restauration et sous Louis-Philippe, à une nouvelle classe qui s'est fondée depuis, au-dessous de celle-ci, et qui, sous le couvert de la démocratie républicaine, est en train de s'emparer de la direction, tout au moins de l'administration de la société.

Mais que valent chacune, en 1877, la vieille classe résistante, fidèle à ses princes, attachée au passé d'où elle tire ses avantages, et la *sous-bourgeoisie* assaillante, qui se réclame de la République et prétend orienter l'avenir à son bénéfice ? A cette question qui hante l'esprit du lecteur, la réponse de Saint-Valry devient accablante pour la classe héritière de la Restauration et de la Monarchie de Juillet. « Nous n'avons plus, dit-il, d'aristocratie politique munie d'une éducation à part et de traditions spéciales. » Or il est « deux choses que les plus puissants génies sont impuissants à refaire quand elles ont disparu : les aristocraties et les futaies ; on ne fait sortir de terre, fût-on César lui-même, ni les massifs des Ardennes, ni les avenues du Prater, ni un patriciat [1] de Venise, ni une Chambre des lords ». Il avance que « l'aristocratie s'est suicidée en devenant une noblesse », la vieille bourgeoisie en se *nobilisant*. (Je note encore la parenté de cette doctrine et de certaines idées gobiniennes). Poursuivant sa diatribe, il dénie aux « anciennes classes dirigeantes » rien d'assez éminent « pour lutter avec avantage contre les nouveaux venus », et tient pour évident, ainsi qu'on l'a déjà vu plus haut, que « le recrutement social fonctionne à l'avantage des républicains et au détriment des conservateurs ». En effet, lorsqu'il considère les générations entrant dans la vie », vers 1878, il affirme que, parmi les jeunes gens de

1. Le texte du recueil de chroniques (II, 249) porte *patriarcat*, qui me paraît une faute évidente. Saint-Valry, collaborant à un journal de Bruxelles, ne devait guère revoir ses épreuves. L'éditeur posthume aura reproduit, sans y prendre garde, le mot imprimé dans le journal. Cinquante ans après, n'hésitons pas à corriger, à remplacer *patriarcat* par *patriciat*, mot usité par Saint-Valry, et qui se comprend mieux.

vingt à vingt-huit ans, « à l'exception du petit filon catholique qui absorbe une certaine part d'intelligences distinguées, on contestera difficilement que la majorité des capables, des instruits, sans compter les ambitieux, incline à gauche plutôt qu'à droite », et, à ce propos, il incrimine encore « l'esprit de coterie » du monde conservateur de son temps, qui le porte à se méfier de « tout homme nouveau, doué de capacité et de caractère », pouvant ainsi devenir « une acquisition précieuse », mais menaçant aussi « de faire concurrence aux fils, aux gendres et cousins », et que, maladroitement, on rejette « du côté de la Révolution » [1]. Comment s'en étonner? « Ces hommes nouveaux, puisqu'ils ne peuvent pas pénétrer dans le gouvernement, travailleront à le détruire, afin d'en faire un autre dont ils seront. » Résultat : La plus grande faiblesse des partis conservateurs en France est due à cet « exclusivisme étroit » qui tarit leurs sources de recrutement.

Saint-Valry conçoit tout autrement le renouvellement d'une « élite dirigeante ». Il définit ainsi l'aristocrate de la société moderne : « Un personnage de qui dépend une multitude d'autres hommes, qui possède une vaste clientèle, un cercle étendu de commandement » ; il sera toujours « un chef, un être agissant, qui tient la barre d'une grande machine sociale, qui commande et à qui on obéit », jamais « une figure de parade, un être vivant à part, séparé de ses contemporains par une sorte d'isolement cérémonieux ». Saint-Valry nomme « les trois aristocrates les mieux caractérisés » que de sa vie il ait connus en France : M. Paulin Talabot (ancien député de la majorité sous l'Empire), directeur du P.-L.-M. et grand constructeur de chemins de fer en Europe, « seigneur suzerain de vingt-cinq mille employés, dont pas

1. Dans une chronique de 1875, Saint-Valry fait une curieuse application de cette idée à la destinée de Gambetta, « né dans une condition obscure, sans fortune, sans apparentage, sans rien de ces patronages et de cette franc-maçonnerie qui soutiennent, au début de la carrière, les jeunes gens de la classe dirigeante ». A son entrée dans la vie, s'il s'était jeté « sur l'autre rivage, où serait-il aujourd'hui ?... Dans quel obscur emploi, dans quelle sous-préfecture crottée, à grand'peine obtenue, eût-il été enfoui ?... Le parti révolutionnaire, asile toujours ouvert aux âmes fortes et inquiètes, aux ambitions justes et aux rêves malsains, lui a prêté sa force... Aujourd'hui, la puissance est acquise. Qu'on aime ses idées ou qu'on les déteste, tout le monde est obligé de tenir compte de l'homme d'État. » Mais Gambetta est contraint d'obéir, « plus qu'il ne souhaiterait peut-être », aux forces qui l'ont élevé, « et c'est de là que sortiront plus tard les grands périls et les grandes crises de sa vie. » *(8 mai 1875.)*

un ne conteste sa supériorité ; puis M. Dubochet, lequel était passionnément démocrate, qui gouvernait l'armée du gaz de Paris ; enfin, Aristide Boucicault, le duc du *Bon Marché* ». Des hommes de ce tempérament, de ce niveau, Saint-Valry trouve qu'il n'en manque pas dans le parti républicain et qu'on y rencontre même des gens de bonne souche : « M. Casimir-Perier, M. Ferry et tant d'autres sont de grands bourgeois de vieille roche » ; il ne leur sait pas mauvais gré de conduire le mouvement contre « une aristocratie de salon, de bonne compagnie », cultivée sans doute et d'excellent ton, mais bourrée de « prétentions sans limites, que ne justifient que par hasard l'importance réelle ou une sérieuse capacité ». Aussi est-il enclin à ne point considérer comme intolérables les prétentions symétriques « *de ces nouvelles couches, comme M. Gambetta les a définies d'un mot profondément juste* », écrira-t-il dans sa chronique du 26 mai 1877, tout juste dix jours après l'événement du Seize-Mai.

Cette adhésion à la retentissante formule lancée par Gambetta, en 1872, dans son fameux discours de Grenoble, qui produisit alors dans le pays tout entier l'effet d'une bombe explosive projetée contre l'édifice social, risquait de paraître scandaleuse, en 1877, sous la plume d'un journaliste conservateur. Chez Saint-Valry, elle apparaît comme la résultante logique, naturelle, de son irritation de solitaire, excédé par l'infatuation d'un monde qu'il croit bien connaître ; mais l'audace en resterait inexplicable si, dans l'intervalle des cinq ans écoulés depuis le discours de Grenoble, après la chute de M. Thiers et sous la régence du duc de Broglie, de graves changements survenus dans l'atmosphère politique n'avaient amené un groupe important de transfuges des anciens partis monarchiques à se convaincre que, la République étant devenue une nécessité, il faut bien accepter aussi la collaboration de la *sous-bourgeoisie* remplissant ses cadres. Saint-Valry n'aura donc pas à craindre leur désaveu en écrivant :

Notez que cette nouvelle couche de bourgeoisie, petits avocats, avoués, médecins, pharmaciens, vétérinaires, marchands, possède, en fait d'opinions sociales, des idées à peu de chose près identiques à celles auxquelles la majorité des anciennes classes gouvernantes demeure attachée ; ils ne veulent toucher ni à la propriété, ni au code civil, ni à aucun des organes essentiels de la société moderne ; mais ils entendent dominer à leur tour dans les villes, dans

les conseils généraux, dans les Chambres. Leur éducation, leurs manières sont assurément inférieures à celles de leurs rivaux. Ce sont des gens du monde médiocres ; bon nombre diront peut-être : « *Votre dame, votre demoiselle !* » Mais ils se sont enrichis, et ils prétendent marcher de pair avec l'ancien bourgeois consolidé de la Restauration et de Louis-Philippe.

Bien que Saint-Valry fût loin d'avoir toujours souscrit aux vues républicaines de M. Thiers, son langage ressemble beaucoup ici à certains propos du « vieux petit bourgeois », lorsqu'il vantait malicieusement à M. de Broglie, qui ne l'avait pas encore renversé, la sagesse de la Suisse et de ses gouvernements populaires : « Est-ce qu'ils n'ont pas un certain bon sens? Est-ce qu'ils mettent le feu à la maison? Est-ce qu'on ne peut pas vivre à Genève ou à Lausanne? Ah ! je sais bien que ce sont des gens grossiers et mal élevés qui gouvernent, et que c'est là ce qui déplaît à vos parents et à vos amis, qui sont des aristocrates comme vous. Mais il faut en prendre son parti : c'est la démocratie, et on peut vivre avec un gouvernement mal élevé ! » Les conservateurs de 1875-77 entendront-ils mieux les sarcasmes de Saint-Valry qu'ils n'ont écouté l'avertissement de M. Thiers? Ou bien, cette fois encore, laisseront-ils échapper la chance de fonder en France une « République habitable », à défaut de la « République conservatrice » de M. Thiers, ensevelie par eux au 24 mai 1873?

La désastreuse expédition punitive du Seize-Mai fut, en 1877, la sanction prise par « l'élite dirigeante » contre l'insolente invasion des « nouvelles couches ». A cet instant, Saint-Valry écrit au *Nord* de Bruxelles : « Je doute que le patriciat moderne réside où il le croit, et qu'on parvienne à l'organisation de la démocratie (si l'on y parvient) par le ministère des gens du monde ».

On doit lui rendre cette justice qu'il renseignait exactement son journal sur la tournure que les événements allaient bientôt prendre en France.

« JE VOUS L'AVAIS PRÉDIT !... »

Le 16 mai 1877, à dix heures du soir, Saint-Valry se voit brusquement contraint de rompre avec son penchant pour les subtiles études, caressées à loisir, qu'il a coutume d'envoyer à Bruxelles et qui ont déjà porté, par exemple, sur *les Chances*

des partis politiques, ou *la Revanche*, ou *le Mouvement catholique en France*. C'est bien de tout cela vraiment qu'il sied de s'occuper aujourd'hui !... Voilà notre homme ressaisi, comme s'il dirigeait encore *la Patrie*, par le démon de l'actualité, cette patronne du vrai journaliste. Il saute sur l'écritoire avant de se coucher, et c'est un bref mais substantiel *reportage* que liront demain ou après-demain, sous sa signature, les lecteurs du *Nord*.

Ce manquement à son régime méditatif d'égrotant qui se ménage prouve assez son émoi ; il est vrai que le « fait du jour » sort, lui aussi, de l'ordinaire. Ce matin, le maréchal de Mac-Mahon, président de la République, a congédié le cabinet de gauche modérée, présidé par Jules Simon, qui dispose pourtant d'une écrasante majorité dans la Chambre républicaine de 1876. On prévoit que le duc de Broglie va former le nouveau cabinet et demander au Sénat la dissolution de cette Chambre indocile et irrespectueuse. Où va-t-on ? Quelle aventure !...

Saint-Valry commence son *reportage* en racontant qu'un de ses amis, « conservateur déterminé, et néanmoins homme clairvoyant », est passé vers la tombée du jour à l'Élysée, où il fréquente, et « qu'il a trouvé la maison dans un état de sérénité vraiment incroyable ». On ne paraissait pas s'y douter de « l'extrême gravité » de l'événement, ni de ses conséquences probables. Dans Paris, « la nouvelle a éclaté comme une torpille », rien n'ayant été fait pour y préparer l'opinion, « même pas cette partie de l'opinion qu'on devait croire favorable à de pareilles tentatives ». Le temps est « d'une douceur charmante », mais « la Bourse baisse ». Les gauches ont tenu réunion plénière au Grand-Hôtel ; beaucoup de monde dans la cour vitrée, calme parfait. Saint-Valry a causé avec bien des gens, « bourgeois, boursiers et flâneurs », dont bon nombre ne sont « ni républicains, ni simonistes », mais ne sont pas « les moins interloqués » : « Trop tard ou trop tôt ! disent-ils, M. Jules Simon n'était pas encore véritablement usé ». Saint-Valry croit, pour sa part, que ce fut « le comble de l'imprudence » d'avoir ainsi « brusqué le mouvement », sans attendre que « les conséquences de l'essai démocratique » eussent lésé les intérêts : « Jusqu'ici, elles n'ont fait qu'in-

quiéter certaines idées ». Et quel est le programme pour demain? « S'imagine-t-on d'aventure qu'on va, en trois mois, faire sortir de terre un personnel de préfets, de sous-préfets, de maires disposés à se lancer à fond de train, comme sous l'Empire, dans une opération électorale unanime et bien concertée? » Au surplus, l'influence des préfets est devenue très faible, comme l'ont trop montré déjà les élections républicaines de 1876, dirigées cependant par des préfets triés sur le volet par M. de Broglie, après la chute de M. Thiers.

C'est pourtant bien ce qui arrive encore, et Saint-Valry notera bientôt que les badauds de la place Beauveau se sont amusés, toute la semaine, à contempler le spectacle insolite « d'une petite foule très empressée, très préoccupée, très polie d'ailleurs, qui se précipitait vers le Ministère de l'Intérieur », occupé maintenant par l'énergique et juvénile M. de Fourtou. Un « statisticien amateur » a même calculé que « trois mille messieurs graves » se font réveiller chaque jour à six heures du matin « pour arriver les premiers à l'antichambre du ministre ». C'est la ruée à la distribution des postes, emplois et candidatures officielles. « Bonapartistes, orléanistes, légitimistes eux-mêmes jettent par avance leur dévolu sur les ours électoraux », et comme leurs « prétentions rivales » escomptent à l'envi l'aide administrative « pour obtenir une chasse fructueuse », les tiraillements liés au choix des nouveaux « préfets et sous-préfets conservateurs » ont « tué, dit-on, le sommeil de M. de Fourtou ».

Saint-Valry ne crie pas à l'immoralité, mais ce qui le tourmente, c'est cette « instabilité des emplois », devenue la règle de la vie politique française. Il constate que « tous les partis indistinctement ont pour mot d'ordre : Emparons-nous des places! » Depuis 1876, les ministres du centre gauche y ont obéi de même, mais « avec une réserve relative, une sorte de lenteur et de timidité ». Ce « jeu de bascule » est commandé par « une idée dont tous les partis sont à peu près également imbus » : l'idée *impériale* du « principe d'administration autoritaire ». Ce principe a pu avoir jadis son efficacité, aussi longtemps qu'il s'est appliqué d'une manière « suivie, homogène », mais il engendre « l'anémie croissante de la force administrative » depuis que les populations, l'ayant trop vite

et trop souvent vue passer « de droite à gauche et de gauche à droite », inclinent à ne plus tenir compte de cette « influence instable ».

Or comme Saint-Valry n'augure rien de bon pour les conservateurs de la dissolution de la Chambre, il redoute, pour plus tard, des représailles vengeresses. Au lendemain des nouvelles élections générales d'octobre 1877, qui vont ramener les républicains au pouvoir, sa crainte se précise : « Que répondre aux républicains, voulant congédier en bloc tous les fonctionnaires conservateurs, après que M. de Fourtou a renvoyé quarante préfets en deux matinées ? » De même, pour les juges de paix : « Au nom de quel principe et de quelle idée serait-on bien venu de récriminer, si M. Dufaure opère dans l'armée des justices de paix un contre-bouleversement analogue à celui que M. de Broglie y a effectué pour donner satisfaction à l'intérêt des partis qu'il s'efforçait de coaliser ? Qui donc plus que lui a compromis la magistrature dans les luttes politiques ? » En septembre 1877, la condamnation de Gambetta à trois mois de prison, pour avoir prédit que le Maréchal devrait « se soumettre, ou se démettre », dicte cette réflexion à Saint-Valry : « La lutte actuelle donne lieu à trop, à beaucoup trop de procès ; il en résulte qu'on entraîne la magistrature dans la politique beaucoup plus qu'il ne faudrait. » Pente d'autant plus alarmante qu'il existe un courant puissant en faveur d'une réforme de la magistrature : « Cette réforme, si elle est opérée dans le sens démocratique, sera socialement une chose très dangereuse, quoique l'organisation actuelle ait de nombreux défauts ; or on pousse à cette réforme, on l'autorise en quelque sorte, en lançant la magistrature, comme on le fait si imprudemment, dans la politique. Ce sera l'une des graves difficultés de l'avenir. Souvenez-vous de mon pronostic. » (Mais personne ne s'en souviendra plus sans doute et Saint-Valry sera mort, en 1883, quand les républicains procéderont à « l'épuration de la magistrature ».)

Au sujet des futurs diplomates, Saint-Valry applaudit (en février 1878) [1] à l'idée d'Antonin Proust proposant d'insti-

1. A cette date, il existait déjà un concours d'admission dans la carrière consulaire, mais les candidats à la carrière diplomatique ne subissaient encore que l'examen

tuer un concours à l'entrée de la Carrière : des « épreuves très sérieuses, très rigoureuses », délivreraient, dit Saint-Valry, « de la jeunesse simplement dorée », dont « les rapports internationaux, en se transformant », paraissent avoir beaucoup restreint le rôle pour l'avenir : « Des épreuves, des concours, du savoir, de la capacité, et que les conservateurs se remettent en selle à l'aide de tout cela ! C'est la grâce que je leur souhaite, comme on dit à la fin des sermons. »

Il y a bien aussi la question des maires élus par les conseils municipaux : on les dit « souvent détestables, en maintes localités, mal mis, suspects, sans usage, en dehors de cette élite provinciale qui s'intitule dans les départements « la société » ; c'est fort possible, mais qu'y faire ? » Et Saint-Valry de constater que le cabinet Dufaure respecte scrupuleusement la loi : il a débuté par le renouvellement intégral des conseils municipaux, et consacré partout les indications du scrutin, même si elles lui déplaisent, comme à Nîmes et dans ces quelques villes du Midi, où la majorité est restée légitimiste [1].

En somme, Saint-Valry penche à renvoyer dos à dos les deux partis qui se chamaillent : « Certes, je ne crois pas les républicains dénués de l'avidité des places ; mais leurs adversaires les ont pour ainsi dire excusés d'avance. » Évoquant aussi certaines nominations scandaleuses à la charge du Ministère du Seize-Mai, il accorde que « pareilles gentil-

prévu au décret du 1er février 1877. A l'occasion du budget des Affaires étrangères, Antonin Proust demanda (Chambre des députés, 31 janvier 1878) que le principe du concours leur fût étendu. Le décret du 10 juillet 1880, pris par M. de Freycinet, confirma ce principe et régla les conditions du concours.

1. S'il convenait à Saint-Valry de remonter à l'origine de l'élection des maires par les conseils municipaux, il lui serait aisé de rappeler que la majorité monarchiste de l'Assemblée nationale en avait imposé le principe à M. Thiers, par la loi de 1871, à un moment où elle pensait que ce système électif fonctionnerait en sa faveur. Ensuite, M. de Broglie, déçu par les tendances réelles du suffrage universel, corrigea l'erreur de 1871 en faisant voter la loi de 1874, qui restituait le choix de tous les maires et adjoints au gouvernement et à ses préfets, comme sous l'Empire. Pouvait-on s'indigner beaucoup que la Chambre républicaine de 1876 eût décidé, par une nouvelle loi, de revenir au système électif sur lequel avaient trop compté les monarchistes de 1871 ?

Au surplus, cette nouvelle loi de 1876 réservait encore au Président de la République la nomination des maires et adjoints par décret, dans les chefs-lieux de département, d'arrondissement et de canton, à la condition de les choisir parmi les conseillers élus. On s'explique ainsi que Saint-Valry puisse louer le Ministère d'avoir *nommé*, à Nîmes et ailleurs, des municipalités légitimistes.

lesses » sont « de tous les temps et de tous les partis », mais note que, « grâce à l'emportement et à l'urgence qui ont dominé pendant six mois la politique conservatrice, des faits comme ceux-ci se sont trouvés rassemblés dans un espace plus restreint que de coutume », et qu'ils ont blessé l'opinion. Jugeant ses amis *mauvais joueurs*, il refuse de vitupérer avec eux contre « l'emménagement triomphal du parti républicain », d'autant plus que le nouveau personnel ne lui paraît entaché, en général, ni d'indignité, ni d'incapacité, ni même d' « incorrection sociale ». Il est vrai que les préfets de M. Dufaure, de M. de Marcère, sont habituellement moins *gens du monde* que les préfets du Seize-Mai ; pourtant il en est beaucoup qui ne dépareraient « aucun salon : on ne fera croire à personne, par exemple, que M. Decrais ou M. de Brancion soit un échappé de brasserie ou un habitué de café démocratique » [1].

Voici Saint-Valry ramené à son thème préféré :

Les conservateurs n'ont jamais voulu comprendre le déplacement d'influence qui s'est opéré au sein de la société française depuis une vingtaine d'années environ ; ils ont fermé les yeux sur l'avènement de cette nouvelle bourgeoisie, de cette alluvion secondaire ou tertiaire que l'action des idées de 89 et le fonctionnement du Code civil ont produite, alluvion à laquelle je me suis permis de donner le nom de parti des pharmaciens et des vétérinaires [2], non pas certes pour tourner en ridicule ces deux catégories de citoyens estimables, mais parce qu'ils symbolisent mieux que personne la nuance de *cette nouvelle bourgeoisie entre les mains de laquelle, pendant plus ou moins longtemps, l'influence et la direction vont demeurer.*

— Oui, mais pour combien de temps?

S'il était prophète, Saint-Valry répondrait sans hésiter : « Pour cinquante ou soixante ans au moins », soit le triple ou le quadruple du *grande mortalis ævi spatium* de Tacite.

1. Saint-Valry pourrait en dire autant de deux frères éminents, dont les aptitudes justifièrent ensuite le choix d'une manière éclatante. L'aîné, M. Paul Cambon, fut au nombre des préfets révoqués par le duc de Broglie, en 1873, après la chute de M. Thiers ; réintégré en 1876 à la préfecture du Doubs par le ministre républicain Ricard, le Seize-Mai l'obligea à demander sa mise en disponibilité, qu'il obtint (facilement, sans doute) de M. de Fourtou. Enfin, le cabinet Dufaure le nomme, en décembre 1877, à l'importante préfecture du Nord. Son cadet, M. Jules Cambon, va devenir préfet de Constantine, en juin 1878. Si « l'acte du Seize-Mai » avait réussi, il paraît évident que ni Paul, ni Jules Cambon ne se seraient jamais illustrés comme ambassadeurs de France.

2. Les vétérinaires !... Saint-Valry serait-il l'inventeur de cette raillerie, qui servit alors à dénigrer Gambetta et sa séquelle de radicaux opportunistes ? Il semble la revendiquer ici. Je signale le point aux curieux.

Mais il ne se donne que pour un observateur attentif, prévoyant, du « travail moral de la masse moyenne française », qui « enveloppe le monde politique proprement dit ». Or voici les résultats du spectacle auquel il assiste, et que la suite de ses chroniques tend à mettre en évidence. Socialement parlant, le seul problème du moment est « de savoir si le pouvoir résidera entre les mains de telle couche bourgeoise plutôt que de telle autre ». Politiquement parlant, l'acte du Seize-Mai a produit l'effet contraire à l'intention et aux prévisions de ses auteurs : il fut « une incroyable erreur des directeurs de la politique conservatrice » ; ce *coup de tête* « a enfoncé la République dans les classes les plus récalcitrantes, comme ces masses pesantes à l'aide desquelles les ingénieurs enfoncent les pilotis dans un sol incertain ».

Je me souviens d'avoir indiqué, dans une étude sur Gambetta, que le mot de République, tenu par les uns pour un talisman, par les autres pour un maléfice, servit à cristalliser les antagonismes invétérés de l'époque. Il suffit de feuilleter avec soin les deux volumes de Saint-Valry pour suivre de près la fortune changeante de ce mot générateur d'électricités contraires, depuis la Révolution du 4 septembre 1870 jusqu'aux décisives consultations électorales de 1876-77, en passant par la terrible déconvenue monarchique de 1873 et les tergiversations de la politique du Maréchal. On y découvre une analyse incomparablement aiguë et nuancée de l'influence exercée sur le sentiment des Français moyens par les talents respectifs des plus agissants magiciens rivaux — Thiers, Broglie, Gambetta — et je crois pouvoir assurer au lecteur tenté de s'y reporter qu'il ne sera jamais enclin à s'en repentir. Après l'échec du Seize-Mai, l'auteur n'enregistre pas seulement l'insuccès total des combinaisons du magicien Broglie, mais aussi le « coup de fouet que cette déroute a donné aux idées républicaines ».

Saint-Valry en propose une explication si originale qu'elle l'oblige à forger un néologisme adapté à cette nouveauté : « Les hommes d'État de la réaction, dit-il, ont perdu de vue un des caractères essentiels du présent, à savoir que la masse française n'était plus *effrayable*. » Elle le fut en 1848, mais elle ne l'est plus en 1877 : « Comment voulez-vous qu'on

parvienne à inspirer un effroi bien profond à une société comme celle-ci, qui, après avoir traversé la guerre, l'invasion, la Commune, se retrouve, au sortir de toutes ces calamités, aussi sensiblement semblable à elle-même? » Cette réflexion lui est venue au bois de Boulogne, par un beau dimanche de juin, le jour du Grand Prix : « Cette multitude d'équipages, cette abondance folle de toilettes, ce luxe qui s'est démocratisé, j'en conviens, mais qui, s'il est moins fin, est plus étendu, plus universel que jamais, tout cela dénote un monde qui n'est pas travaillé par des inquiétudes très profondes. Je veux bien qu'il ait tort; mais on a beau faire, il ne se trouble plus. » Or, pour réussir, une entreprise comme celle de M. de Broglie supposait « une société profondément effrayée; celle-ci ne l'est nullement ». Saint-Valry insiste vivement sur ce caractère *ineffrayable* de la « masse moyenne française », rebelle à s'épouvanter de l'accession des « personnages radicaux » au pouvoir, s'irritant, au contraire, que le Seize-Mai eût soudain porté la situation politique à *l'état inflammatoire*, en jetant « une huile corrosive » sur le brasier qui commençait à s'assoupir : « Je rencontre chaque jour des notaires, des avoués, des médecins, des négociants, le nerf jusqu'ici du conservatisme parisien, qui émettent à voix haute, sur la politique élyséenne, des jugements dont l'âpreté nous eût semblé, il y a quelques mois, à sa place seulement dans les journaux les plus avancés. » Lui-même estime que le rôle des conservateurs aurait dû être de « ralentir adroitement la transformation, de faire durer les planches anciennes ». Mais, de même qu'ils ont fondé la République malgré eux, ils s'emploient maintenant à la tourner contre eux : « Avec un peu d'esprit, ils pouvaient s'en emparer. » Saint-Valry croit le régime installé pour longtemps : « Tant que la République en France n'aura pas commis d'immenses excès qui auront profondément troublé les intérêts, on n'en sortira pas, et ce sont les partis qui la détestent qui la maintiendront. »

Il reste tourmenté et triste.

Triste d'avoir eu raison, car il tient pour « une consolation assez fade que de s'écrier après la défaite : « *Je vous l'avais prédit !...* », lorsqu'on se voit englobé malgré soi « dans les fausses manœuvres d'une armée battue ». Tourmenté, parce

qu'il garde tous ses doutes sur la République, toutes ses inquiétudes au sujet de la démocratie :

> Je n'ai pas cessé d'être convaincu que, de tous les régimes sous lesquels une grande nation puisse vivre, aucun n'est plus épineux, plus incertain, plus glissant que le régime républicain, surtout quand il se superpose à un état social foncièrement démocratique.
>
> Je crois qu'il existe dans cette société un *substratum* démagogique et socialiste qu'on n'aurait pas besoin de creuser beaucoup pour trouver, sous le monde d'industrie et d'argent, des caves remplies de picrate et de pétrole, dont une fermentation politique bien courte amènerait l'explosion.

A la démocratie, il annonce des temps difficiles, quand le rôle naturel, légal, de l'État républicain sera de « s'opposer à ce que l'ouvrier qui consent isolément à accepter les conditions du capital n'en soit violemment empêché par sa corporation, qui, elle, du point de vue collectif, refuse d'admettre les mêmes conditions ». (Remarque inspirée par les grèves d'avril 1878, sur lesquelles « les journaux de la démocratie gouvernementale » gardaient, paraît-il, « un silence presque complet » ; il y a là plusieurs pages très curieuses, prédisant l'essor du syndicalisme et son antagonisme avec la démocratie pure.)

Saint-Valry s'afflige encore d'une autre manière. Ayant lu les *Mémoires* du marquis Costa sur l'émigration, mémoires publiés par son petit-fils, M. Costa de Beauregard, « l'un des députés les plus éclairés et les plus sympathiques de la droite à l'ancienne Assemblée nationale, un de ceux qui se sont réfugiés dans la vie privée et que le spectacle de la politique a irrémédiablement découragés », il fait ce retour évident sur lui-même, sur son propre cas : « J'étais frappé de cette invincible antipathie des partis, et spécialement des partis vaincus, envers les hommes clairvoyants et modérés qui conservent un jugement libre au milieu des entraînements et de la fantasmagorie de leur entourage. » C'est là le sort commun aux hérétiques de tous les temps, et qui contient peut-être le secret de l'oubli dont tout le monde a laissé choir le voile sur la réputation de l'agressif « conservateur » Saint-Valry : il a dit trop de vérités à tous les partis, et principalement au sien.

En deux abondantes chroniques, étincelantes de bon sens

et d'esprit, il en sème encore à propos de l'Exposition Universelle de 1878, « fête républicaine » gonflée par les républicains, boudée par les anciens partis. Mais le sujet, plus souriant cette fois, me convie à n'exhumer de ces vieilles pages que des éléments de comparaison amusants pour le lecteur de 1937. Cette Exposition fut inaugurée le 1er mai, comme il se doit. Mais elle n'était pas prête : des galeries entières étaient encore fermées, le terrain des jardins n'était pas tassé et, comme il y avait eu de grosses pluies, « on circulait en maint endroit dans un véritable marécage, où les jupes bordées de dentelles, les bas rouges et bleus et les petits souliers des dames offraient des perspectives comiques et lamentables ». Saint-Valry observe sévèrement : « Quinze jours de plus n'eussent assurément pas été de trop pour amener l'Exposition à un état approximativement complet. » Un retard de quinze jours ! Heureux temps !... A part cela, il s'enchante de tout ; il va jusqu'à aimer le nouveau palais du Trocadéro, « ces deux minarets sveltes et robustes », dont on ne saurait bien dire « à quel ordre d'architecture ils se rattachent », l'architecte ayant « cherché la nouveauté, marque d'un véritable sens artistique »... Quelle chance de pouvoir enfin prendre Saint-Valry en flagrant délit de mauvais goût, alors surtout qu'il n'eut point l'excuse de cet attendrissement *passéiste* qui s'empare maintenant des plus sensibles d'entre nous ! Mais sa complaisance ingénue, paradoxale, pour les deux extravagants minarets abolis doit-elle faire récuser son témoignage osé sur l'architecture politique et sociale de son temps, qu'il connaissait mieux que nous ?

ROBERT DREYFUS

LES LEÇONS

DES EXPÉRIENCES MANQUÉES

Les diverses tentatives de restauration financière en France ont été exposées, suivies et commentées ici-même par les personnalités qui étaient les mieux qualifiées pour mener à bien ces travaux. Il ne s'agit donc pas de revenir sur des explications que l'on peut tenir pour complètes et définitives. On se propose seulement d'esquisser les conclusions d'ensemble qui paraissent se dégager de ces expériences successives. Car elles présentent toutes un caractère commun. Toutes, elles ont échoué. N'est-ce pas qu'un vice unique les condamnait? Voilà ce qu'il n'est pas indifférent de rechercher. De défaites en défaites, le système financier et monétaire est arrivé au point où il se désagrégera complètement, emportant dans sa débâcle les institutions politiques, la structure sociale, l'économie même du pays — à moins que le redressement, trop souvent manqué, ne soit enfin réussi.

De cet avertissement, si désagréable qu'il soit à entendre, la preuve est trop évidente pour avoir besoin d'être développée. Elle s'inscrit dans des faits aveuglants. Elle se mesure par des chiffres certains. C'est en vain que l'on essaierait de masquer la réalité : elle crève les yeux. On ne s'excusera donc pas de violer ici les règles conventionnelles que les auto-

rités politiques parviennent à imposer jusqu'à leurs adversaires. La consigne de base est de répéter que tout va bien, que tout s'arrange, et que la robuste complexion de la France finira par l'emporter. Que la nation française soit, en effet, éternelle, c'est ce qui va de soi, c'est ce qu'il est inutile de répéter, c'est ce dont il serait criminel de douter. La seule question est de savoir quelle sera l'allure de son existence, quelle sera sa grandeur, quelle sera sa prospérité. Rabâcher, sur des tréteaux qui s'effondrent, les litanies de la confiance, ce n'est pas répondre.

Les statistiques, de quelque manière qu'on les interprète, parlent plus clair. Elles montrent que, dans le palmarès de tous les États du monde, d'après les progrès de leur activité économique, la France se classe à deux rangs seulement du dernier, puisqu'on ne trouve derrière elle que l'Espagne en révolution et la Chine envahie. Chacun sait, du reste, que la balance du commerce français, sauf en temps de guerre, n'a jamais annoncé une ruine plus rapide — que plus de la moitié de l'encaisse-or a quitté la Banque d'émission — que les principaux fonds d'État, capitalisés à deux taux extravagants, cotent, en or, moins de 10 francs, retombant ainsi, après cent cinquante ans, à l'étiage marqué pendant l'agonie du Directoire. Ce n'est pas tout. Par un processus fatal, la décomposition tend à s'accélérer. Le franc avait mis quatorze ans pour se déprécier dans la proportion de un à cinq. Dans cette position il est demeuré huit ans seulement. Et pour passer ensuite au coefficient 10, une année a suffi. Encore chaque palier intermédiaire, pendant ces douze mois, a-t-il été plus étriqué.

Par rapport à la livre anglaise, le franc est resté cinq mois à 105 ; quatre mois à 110/113 ; deux mois à 128/132 ; trois semaines à 139/140 ; quinze jours à 144. Les Français sont-ils donc si insouciants, ont-ils donc la mémoire si courte que ces chiffres ne leur rappellent rien ? La courbe de dépréciation du mark, modèle incomparable de dévaluation totale, a été la suivante :

1 mark-or représente en marks-papier :	Date		Cours du dollar en marks-papier	Temps écoulé
—	—		—	—
1	Juillet	1914	4 19	
10	Janv.	1920	41	66 mois
110	3 Juillet	1922	420	30 —
1.000	21 Octob.	—	4.430	108 jours
10.000	31 Janv.	1923	49.000	101 —
100.000	26 Juillet	—	760.000	176 —
1.000.000	8 Août	—	4.800.000	13 —
10.000.000	7 Sept.	—	53.000.000	30 —
100.000.000	3 Octob.	—	440.000.000	26 —
1.000.000.000	11 Octob.	—	5.000.000.000	8 —
10.000.000.000	22 Octob.	—	40.000.000.000	11 —
100.000.000.000	10 Novem.	—	400.000.000.000	19 —
1.000.000.000.000	22 Novem.	—	4.200.000.000.000	12 jours

On n'ignore pas que le moyen a été trouvé de couper cette chute terrible : C'est le contrôle des changes. Ce remède est pire que le mal, si grand que soit ce dernier. Un expert autorisé, M. Roger Auboin, a écrit, en conclusion d'une démonstration irréfutable, que, dans l'aventure du contrôle, une nation risquait fort de perdre et sa richesse et sa liberté. Mais il sera bien inutile de répéter cette leçon, comme le feraient des perroquets, si rien n'est entrepris de ce qui pourra contrarier une évolution monétaire dirigée, avec une accélération visible, vers le néant, ou vers la mort.

*
* *

Le point troublant, celui qui mérite attention, celui qui exige un loyal examen de conscience, c'est que les tentatives contraires ont été nombreuses. Seulement, jusqu'à présent, elles ont toutes culbuté les unes sur les autres. Chose étrange, elles se sont toutes conformées à des sortes de rites auxquels les exécutants, quelles que fussent leur personnalité et leur valeur propres, se sont uniformément pliés. Toujours, la décomposition des événements a été, à très peu près, la suivante :

Des crises se produisent. Elles ont été d'abord purement financières. Plus tard, elles sont devenues monétaires. Depuis 1936, elles ne font plus seulement écho à des difficultés économiques ; elles s'embrouillent avec ces dernières et posent, comme on dit, des problèmes de structure. Demain, si leur

répétition n'est pas évitée, elles seront, en outre, sociales, puis politiques et, peut-être, nationales, parce que le désordre de la vie française n'est pas fait pour en garantir la sécurité. Quoi qu'il en soit, les crises techniques, qui sont exclusivement à considérer dans un examen du passé, se dénouent, pour un temps plus ou moins long, par un changement de gouvernement.

Un ministre nouveau, ou pourvu d'une nouvelle investiture, s'installe donc rue de Rivoli. Il jette alors un premier regard sur l'héritage qu'il reçoit, et il en présente le tableau à l'opinion. Quand il remplace un de ses collègues, il se montre prudent, par courtoisie politique. Quand il reçoit une nouvelle investiture, il n'observe pas la même réserve et, d'habitude, il se montre impitoyable. « La situation, explique-t-il, est des plus mauvaises. Elle ne saurait se prolonger sans entraîner les plus graves inconvénients. Aussi une restauration est-elle, à la fois, nécessaire et urgente. Autrement, les pires accidents sont à craindre. »

Ici, interviennent quelques variantes. Jadis, il était observé, avec raison, que le trouble des finances de l'État, s'il n'était supprimé, finirait par se communiquer à la monnaie. Maintenant que la preuve en a été administrée, et répétée, il est recommandé d'insister plutôt sur le contrôle des changes, en le présentant, à l'aide d'arguments tous péremptoires, comme une calamité inouïe. Sous la seule réserve de cette heureuse adaptation aux réalités, les déclarations inaugurales se retrouvent concordantes pour définir les buts et les moyens de la politique de redressement. Le but, c'est la reprise de l'activité économique. Le moyen, c'est la baisse du taux de l'intérêt. À cette place, il est d'usage d'introduire un couplet sur la tenue du crédit public et sur la dépression que l'on déclare injustifiée des fonds d'État. Même l'expérience vraiment burlesque qui a été faite de la théorie du pouvoir d'achat a suivi ce formulaire. Après l'avoir rempli, on tire une bonne traite sur la Banque de France, avec une tendance curieuse, au fur et à mesure que l'encaisse fond, à calculer plus largement. Et ces préliminaires étant terminés, on se met au travail.

Pas un instant on ne songe à méconnaître, encore moins à

tourner en dérision, le courage, la compétence, le talent qui ont été dépensés vainement pour le bien de la chose publique. Au contraire, on souhaiterait rendre à chacun des hommes d'État qui ont usé à cette tâche leur force, leur crédit, leur popularité, l'hommage que nul ne saurait, sans injustice, leur refuser. Mais la question que l'on traite est différente. On ne veut que considérer les résultats obtenus. On a vu plus haut qu'ils n'étaient pas seulement nuls : ils sont négatifs.

Pourquoi ? Les raisons sont nombreuses. La plupart sont accablantes. Et ce qui est surprenant, c'est leur perpétuelle répétition. Les accidents qui se produisent à des intervalles de plus en plus rapprochés n'apprennent rien, apparemment, à ceux même pour qui leurs enseignements seraient les plus dignes d'intérêt. Indéfiniment, semble-t-il, les mêmes fautes recommencent : pas d'atténuation, pas de correction, pas de réaction. La seule différence, c'est que chaque expérience nouvelle est conduite, pour ainsi dire, à un ou plusieurs étages au-dessous de la précédente et plus proche, par conséquent, de la limite où, dans un État décomposé, nulle manœuvre ne sera plus possible.

Sur cette étrange disgrâce, il faut se pencher. C'est une tâche que les circonstances rendent assez facile. Car la tentative de M. Chautemps résume à peu près toutes les erreurs qui ont fait échouer les autres. Que sa condamnation, qui résulte des faits, ne soit pas encore politiquement exécutable, c'est ce qui est secondaire. Dès à présent, elle est, pratiquement, sans recours. Quant aux considérants, qui importent seuls ici, ils se rattachent à trois ordres d'idées : les unes de politique générale — les autres de chronologie — les troisièmes de technique.

Il paraît tout à fait inutile d'insister d'abord sur l'erreur flagrante d'avoir entrepris une vaste restauration économique et financière sans s'être assuré de bases politiques fermes. Celles-ci sont aussi mouvantes au dedans qu'au dehors. Qu'est-ce qui a été essayé pour les fixer ? On cherche. On ne trouve rien. A cet égard, les règles du jeu parlementaire, telles du moins qu'elles sont faussées en France, sont en opposition irréductible avec les nécessités premières d'un système de défense du crédit. Les principes financiers du

Gouvernement, couchés sur le papier ou développés verbalement, sont excellents. Et après? Sans examiner le dispositif d'exécution, dont il sera question plus bas, on observera que rien ne garantit l'épargnant, qui serait séduit par ces sages proclamations, contre un soudain retour au pouvoir de ceux dont il a eu grandement à se plaindre. Ce que M. Chautemps a essayé de faire hier, qu'est-ce qui prouve que M. Blum ne le défera pas demain? L'avenir n'est à personne ; c'est entendu ; mais on chercherait vainement, dans le temps ou dans l'espace, un seul exemple d'un redressement financier conduit par une équipe dont la dissolution est chaque jour remise en cause.

Cette affirmation ne s'applique pas avec moins de force à ce qui concerne les affaires étrangères. On ne s'engagera pas ici dans leur examen. Aussi bien est-il clair que le sort de la paix ne dépend pas exclusivement de la volonté française. Il est seulement permis d'affirmer qu'une diplomatie nette est une condition irremplaçable du crédit. Le financier ne croit jamais à la guerre. C'est, probablement, une déformation mentale qui est indispensable à l'exercice de sa profession. Dans le cas français, ce serait une grande chance à exploiter. A Londres, on ne se fait pas faute d'en tirer parti. A Paris, on en arrive à ne plus comprendre si le Gouvernement, par les rodomontades que se passent ses conseillers les plus marquants, n'envisage pas de défendre la paix à coups de canon. Cette attitude, on ne songe nullement à l'apprécier. On constate que, si elle est adoptée, elle rend vain tout effort de reconstruction financière libérale. Cette solide vérité première paraît n'avoir pas été reconnue dans l'état-major du Gouvernement français.

Le second groupe de raisons, pour lesquelles les échecs, à Paris, se succèdent en série, dépasse l'entendement. A la fin de juin, prenant en charge une situation catastrophique, le Gouvernement déclarait que des pleins pouvoirs lui étaient indispensables. Mais ces prérogatives ne s'étendaient pas au-delà d'une période de deux mois. Si ce n'était drôle, par quelque côté, ce serait bête à pleurer. Dans une certaine mesure, l'instabilité de la formation politique du ministère aurait pu être compensée par des pouvoirs étalés sur de longs mois. Au contraire, nul n'a jamais pu imaginer un seul

instant que les finances, la monnaie, l'économie du pays pourraient être relevées en six semaines. En fait, des décisions importantes ont été prises, mais elles sont restées, pour ainsi parler, en l'air. Par exemple, l'enquête sur la production, qui aurait dû se placer tout de suite après les premières réformes d'extrême urgence, n'a été commencée qu'à l'expiration des pleins pouvoirs et le budget a dû être rédigé sans qu'on ait pu faire état de ses conclusions. On avouera que le paradoxe est trop fort ; et l'on conçoit qu'il soit de ceux qui ne pardonnent pas. Réclamer deux mois de pouvoirs exceptionnels et s'en contenter, ce n'est, à aucun degré, de la politique, c'est, tout au plus, un exercice de prestidigitation. On ne croit pas que la France soit assez riche encore pour se permettre des distractions de cette sorte.

Les frais, cependant, en paraîtraient moins lourds, si ces délais ridiculement étriqués avaient offert l'occasion de mener, à la face de l'opinion nationale, une irréprochable démonstration technique. De celle-ci quelque chose, peut-être, serait demeuré dans les esprits ; et elle eût été le gage d'un progrès futur. Malheureusement, en ce domaine même, les fautes se sont multipliées à foison. Parmi les nombreux sujets d'étonnement que propose une époque féconde en absurdités, c'est, à coup sûr, celui qui est le plus digne de méditations. Il semble donc nécessaire de le traiter franchement.

Les fautes proprement techniques qui ont été commises, concernent la défense du franc — la manœuvre du taux de l'intérêt — les opérations de la Trésorerie.

Le Fonds des changes a pris en charge le franc à partir du jour où ses liens avec l'or étaient devenus lâches. Depuis le mois de juillet dernier, ces liens ont été rendus complètement flottants. Les responsabilités du Fonds ont grandi d'autant. Quelles sont-elles? On croit comprendre que sa mission est, d'une part, de maintenir le maximum possible de stabilité moyenne et, d'autre part, de dérouter, de défaire, de décourager même la spéculation : double objectif, double échec. Que s'est-il passé? Le Fonds avait été constitué pour manœuvrer, et sa dotation n'avait été détachée de l'encaisse-or de la Banque qu'afin d'ajouter l'avantage du secret à ses moyens d'actions. Pratiquement, le Fonds n'a jamais

manœuvré, jusqu'à ces derniers temps : et le secret de ses opérations est resté très semblable à celui de Polichinelle.

On sait à merveille qu'il n'est pas au pouvoir du Fonds de diriger des mouvements de capitaux. M. Frédéric Jenny a consacré à cette utile démonstration toute une de ses remarquables chroniques du *Temps*. Mais la question reste entière de savoir si le Fonds a bien tiré parti des chances qui lui ont été offertes. Qu'elles aient été rares et fugitives, ce n'est que trop certain. Aussi eût-il été d'autant plus nécessaire de ne pas les manquer. Une seule fois, en octobre, le Fonds des changes a remonté le franc de quatre points environ par rapport à la livre sterling. Cette hausse timide faisait suite à une baisse ininterrompue de soixante-quinze points depuis un an, de trente-cinq points depuis trois mois.

Par une conséquence obligée de cette stratégie uniquement passive, il a fallu revenir sur les règles de pleine et entière liberté des changes qui avaient été promulguées avec ostentation. Le contrôle des changes est l'objet de réquisitoires écrasants. A cet égard, le ministre des Finances a donné personnellement de la voix, avec vigueur, et il s'est surpassé. Son mérite n'est pas mince ; car on pouvait penser que ses meilleurs discours étaient ceux qu'il avait prononcés contre la dévaluation, en 1933. A présent, le rappel des bons principes prend une valeur d'autant plus grande que, dans la pratique, la liberté des changes est à peu près celle dont jouissait, à Schœnbrunn, le duc de Reichstadt. « Je suis, dit-il, dans *l'Aiglon*, un *pas-prisonnier* — *mais...* » Sans doute, les autorités essayent de se couvrir par l'exemple de la Banque d'Angleterre. On ne voudrait pas les démentir ; mais on ne croit pas qu'à Londres le trafic des devises ait jamais été soumis aux restrictions qui lui sont appliquées à Paris. « Il faut, affirme le proverbe, qu'une porte soit ouverte ou fermée. » En principe l'achat de devises est libre. En pratique, des justifications sont « exigées ». Quelles sont ces justifications ? On ne sait pas exactement. Et quelles sanctions seraient appliquées aux délinquants ? La loi n'en prévoit aucune. Et ce qui est surtout grave, c'est que le contrôle effectif des changes, nulle part, n'a jamais débuté autrement. C'est ce qui ne laisse pas d'affaiblir sérieusement la portée des pro-

pos tenus, avec trop d'abondance d'ailleurs, contre ces méthodes : elles sont, simultanément, réprouvées, et essayées.

Hélas, ces contradictions regrettables ne sont pas les seules qui soient à retenir. Qu'est-ce que c'est qu'une politique fondée sur la restauration de la production et des échanges, si elle laisse s'accentuer leur double déclin? Et comment interpréter les grands airs sur la baisse du taux de l'intérêt, si le prix de l'argent renchérit? Sur ce point, la déception est d'autant plus vive qu'une tentative hardie a été faite : dans des conditions que la *Revue* a décrites, un fonds de soutien des rentes a été créé. Quelle a été son action? Elle n'apparaît pas dans la cote du crédit public. Et si l'on imagine, par bienveillance pure, que cette action a été prudente, habile et efficace, on est amené à se demander, avec une véritable angoisse, à quels cours seraient tombées, autrement, les rentes françaises.

En se reportant aux explications officielles et officieuses qui accompagnèrent la création du Fonds des rentes, on avait compris qu'il se proposait un quadruple objectif. D'abord, il essaierait de préparer une conversion de la Dette, en secondant un mouvement de hausse des rentes. Sur ce premier point, il serait cruel d'insister. En second lieu, le Fonds interviendrait pour soutenir, au moins, les rentes. L'échec jusqu'à ce jour est également complet. Troisièmement, on pouvait espérer que le Fonds parviendrait à supprimer toutes variations brutales des cours, car elles font toujours sur l'épargne, quel que soit leur sens, une impression défavorable. Cette entreprise, modeste mais utile, n'a pas été davantage réussie. Enfin, le Fonds devait établir une sorte de solidarité entre la monnaie et les rentes ; et ce résultat, à vrai dire, a été obtenu. Par malheur, il est négatif. Il a fallu attendre que le Fonds fût en fonction, pour que la monnaie de compte et les rentes publiques fléchissent toutes ensembles : on n'avait jamais rien vu de pareil.

Cela rappelé, parce que les erreurs se commandent mutuellement, par un mécanisme classique, on n'insistera pas sur les emprunts d'un montant dérisoire qui ont été contractés à des taux exorbitants : on aurait voulu « casser » le marché des fonds publics, dans le moment qu'on proclamait haute-

ment la volonté de le soutenir, qu'on ne s'y serait pas pris autrement. C'est fait positif. En revanche, il n'est pas permis de passer complètement sous silence les emprunts qui ont été sollicités à l'étranger : un seul a été placé, en Suisse. Il représente une hypothèque égale sur l'encaisse-or de la Banque de France. Devant la Chambre attentive, M. Paul Reynaud a dit, un jour, ce qu'il convenait de penser de ces camouflages qui font payer au prix fort l'avantage équivoque de tromper quelques semaines ou quelques mois de plus l'opinion nationale. On ne peut hésiter, en effet : c'est une fausse manœuvre.

Tel est le tableau d'une expérience que la fortune, il est vrai, ne secondait pas, mais, qui, de surcroît, s'est condamnée elle-même.

*
* *

Toutes ces misères, convenait-il de les décrire? De très bons esprits ne le croient pas. Ils estiment que le silence est un hommage que méritent des efforts de bonne volonté. Cette opinion ne paraît pas admissible. Le devoir n'est pas d'endormir ce pays, mais de le réveiller. Car il ne lui reste certainement plus beaucoup de temps pour se ressaisir.

A quelques semaines près, en plus ou en moins, la suite des événements n'est que trop facile à prévoir : Tout ce qui s'y est déjà produit, se reproduira — en pire. Veut-on qu'il en soit autrement? C'est toute la question.

Si l'on est résolu à ce que la réponse soit : oui, il faut en comprendre et en accepter toutes les conditions. C'est à savoir :

1° Il est inutile d'entreprendre aucune politique financière ou économique autrement qu'en harmonie avec une politique étrangère déterminée. Si une partie de cet ensemble est flottante, toutes les autres le seront fatalement.

2° Il n'existe pas la plus petite chance de restaurer le crédit, ni de sauver la monnaie en l'absence d'un pouvoir dont l'étiquette est d'importance secondaire, mais qui doit être assuré de sa propre stabilité. Une réforme électorale est-elle nécessaire pour cette fin? C'est aux spécialistes de répondre.

3° A supposer que cesse sur le champ la série noire, le délai minimum, non de restauration, mais de consolidation du système français ne saurait être inférieur à deux pleines années.

4° Dans la détermination des moyens d'exécution à prendre, il n'est pas défendu de penser qu'un choix est possible. Ce qui est d'avance hors de toute discussion, c'est que la doctrine étant fixée une fois pour toutes, il faut ensuite l'appliquer dans ses conséquences. Comme on a pu le voir, le charabia technique ne mène à rien.

Voilà comment la partie devrait être jouée, pour être gagnée. Mais on ne manquera pas d'observer que plusieurs des plus importantes, parmi les conditions posées, sont très difficiles à remplir dans la situation présente des partis en France. C'est ce que suggère l'étude que la *Revue* vient de consacrer aux élections cantonales. Ce serait le cas de se rappeler l'observation célèbre de Gaudin, futur duc de Gaète, quand il répondit aux sollicitations prématurées de Sieyès : « *Là où il n'y a ni finances, ni moyens d'en faire, un ministre est inutile.* »

F.-F. LEGUEU

AUTOMNE SUR LE FJORD

UN NUAGE AU FOND D'UN COULOIR

Une avenue d'eau large et calme qui luit, un peu glauque, dans la lumière argentée. L'hélice délaye des gouaches blanches et bleues dans ce Hollandfjord qui rappelle un lac jurassien très long. Voici le long du bord occidental, des îles. Elles sont tellement artificielles, à ce point rondes ou d'un ovale si parfait qu'elles semblent des îles pour lacs de jardins publics. Elles ont des bases en rocaille et des sommets en gazon... Or un grand voilier, avec des mâts de quinze mètres, double la plus proche, et il paraît soudainement si ridicule de petitesse que l'île redevient ce qu'elle est : un roc de cent mètres de haut où un quartier de Paris tiendrait à l'aise...

C'est un fjord vert comme la verte Hollande. Il est bordé de deux trottoirs de prairies où le foin sèche sur des fils de fer transversaux : l'on dirait de haies basses d'un champ de courses pour poneys. La haute montagne ne se laisse pourtant point oublier. Celles qui forment les murs du couloir reposent le regard par des lignes bienveillantes, une bonhomie tranquille de géant blond ; des arbres déjà dorés y moutonnent. Mais par la défaillance d'un col, on aperçoit soudain une seconde ligne de bastions abrupts, une étrange chaîne que domine une colossale selle rocheuse, selle de cavalerie turque à grand arçon et à troussequin surélevé.

Des bateaux jouent sur l'eau peinte, des canots enthousiastes, où des bras amicaux se lèvent au passage du vapeur ; nous rendons à ces jeunes gens le grand service de leur permettre de crier. Car crier dans un fjord, et avec des poumons norvégiens, c'est jongler avec des échos, mais des échos qui prennent leur temps pour répondre, comme tous les gens de ce pays, si bien que le dernier semble vraiment vous interpeller pour son compte...

Des house-boats nous croisent, le bateau-maison-de-famille. Ils ont des cheminées, mais c'est pour le fourneau de cuisine ! Famille, amis, on vit là-dessus d'inoubliables semaines de vacances ; l'on se perd, à petite vitesse, dans le labyrinthe des fjords, et l'on trouve, le long de la côte nationale cent cinquante mille îles pour y aborder ! On loue un house-boat comme nous louons une chambre à l'hôtel de la Plage... En voici un qui n'est monté que par des femmes, amies de sport ou d'université. Il bronche brusquement dans notre puissant sillage. L'avant pique, le haut bourrelet d'eau monte sur le bateau, balaie le pont, inonde jusqu'aux genoux les passagères... Imaginez les hurlements que ce petit naufrage soulèverait sur une vedette d'excursion française !... Le grand éclat de rire des Norvégiennes nous a démontré à la fois l'excellence de leur caractère et de leur tenue à la mer.

Un grand nuage pâle se lève à l'Orient, là où doit être le fond du fjord, un nuage plus blanc que les nuages blancs, avec quelques stries légères de fumées...

SVARTISEN

Ce nuage a seize cents mètres de haut, cinquante kilomètres de large. C'est le second glacier européen pour la masse, un des premiers pour la beauté. Mais c'est surtout, de tous les glaciers marins, celui que l'on peut approcher de plus près, celui qui s'offre tout entier à l'admiration. Un autre, en Norvège, est plus grand, le plus grand glacier d'Europe, au bord du plus grand fjord d'Europe, le Rustedalsbraeon, qui étend, au nord du Songnefjord, sur un plateau de vingt lieues, sa nappe éblouissante. Mais il s'enveloppe d'une triste ceinture

de montagnes et ne révèle qu'un peu de ses sommets à qui se traîne au fond de la crevasse fameuse. Le Svartisen, lui, arrondit des kilomètres de grâces tout près du flot.

Car il n'arrive pas jusqu'à la mer : il en est éloigné d'une bande d'arbres, d'une étroite grève fauve. Deux montagnes l'encadrent, où les bouleaux à troncs gris hissent leur verdure grasse. Elles ont une maison blanche et une maison jaune sur la croupe : il en est sorti deux femmes en robes claires qui, dans la jumelle, agitent un mouchoir. Des cascades laissent, sur la verdure sombre du versant, des traînées brillantes comme la trace d'argent d'escargots géants.

Chaque tour d'hélice grandit une aiguille, creuse une crevasse. La large et haute coulée de glace devient peu à peu un formidable déversoir d'où tombe un Niagara figé. Les rebords éclatants de la cataracte s'enlèvent en falaises que séparent des abîmes bleus, les séracs pointent en canines et en molaires éblouissantes, des coupoles se plissent et ondulent leur marbre.

Le glacier énorme enjambe à son sommet les montagnes où il s'appuie, et, dans la lumière qui se brouille, sous ce ciel déjà gris et instable, les névés de la cîme, qui, eux, voient le soleil, resplendissent avec des nébulosités de photosphère. Le formidable cirque de glace lance deux énormes digues vers la mer : l'une s'achève en rocher, l'autre en torrent, une eau neigeuse qui se gonfle sur la pente et se secoue entre les blocs.

— Je vais trouver en rentrant un courrier écrasant, prévoit ce monsieur qui ressent puissamment l'accablante gravité du lieu.

JARDIN D'ÉCUEILS

La route à travers les sunds est une route de paix. Le paquebot suit la grande allée du Jardin d'Écueils, de ce Skaergard tout sablé de poussières d'îlots. Derrière cet émiettement, ce réseau protecteur de récifs, la navigation devient aussi lisse que sur un canal de France. Des îles grises et basses défilent interminablement. Des feux debout sur des échelles, ou hissés sur des plateformes de fer, ressemblent à des

ruches blanches, et le jour gris permet de deviner la courte lueur de leur flamme éternelle.

Cette côte du Nordland serre l'homme entre la mer et la roche : elle ne lui laisse que ces îles-radeaux à peine émergées, ou un étroit socle en bordure de la falaise à pic. Car le Jardin d'Écueils ouvre souvent de farouches perspectives sur les plateaux de Laponie, qui dorment à mille mètres d'altitude. Des piliers de montagnes les supportent et reculent, si lointains qu'ils semblent de brume. Il dort là-haut un des plus inexorables déserts du monde. Toutefois, à l'instant où l'on s'attend à voir surgir, entre ces falaises de nuées, le beaupré du Vaisseau Fantôme c'est, dans un enfoncement brusque de la muraille, un coin charmant de campagne qui apparaît, une de ces campagnes comme les enfants en découvrent à Noël dans les boîtes de sapin verni : petites maisons de bois à toits très rouges, petites vaches très jaunes, petits arbres coniques dont on cherche le support rond comme un pion de damier.

Midi quinze : un long coup de sirène... On vient de franchir le cercle polaire et d'y croiser un petit cargo qui tangue comme s'il basculait sur la ligne même de la circonférence arctique.

TRONDHEIM

Ici la Norvège s'écrase en bosses arrondies : les glaciers l'ont usée jusqu'à la corde. Skiorenfjord, puis Trondheimfjord, tous deux profonds et larges, mais dont les bords ne s'élèvent plus au-dessus de deux cent cinquante mètres, une misère ! A peine de quoi étager quelques terrasses d'alluvions marines fertiles et vertes...

Presque à la sortie du fjord, une ville en fer de hache, dont le Nid, calme rivière, dessine exactement le fil. Trondheim eut pour fondateur saint Olav, qui fut un excellent pirate, reprit son royaume aux fils de Haquin, combattit Canut-le-Grand, s'en revint jusque de Russie pour convertir ses sujets à la pointe de l'épée, et fut tué au fond de ce fjord par les habitants de Trondheim, qui en firent un saint l'année suivante.

C'est au marché de Trondheim que l'on peut admirer vivant ce magnifique poisson qu'est la morue, poisson galbé, taillé en course, près duquel le saumon paraît courtaud et lourd, poisson discret et sérieux avec sa peinture gris-acier, gris-torpilleur...

Dans Munkagaten, on retrouve les tramways électriques et, du premier coup, ils s'offrent deux lignes montantes et descendantes. Les charcuteries, dans cette rue passante, sont de mosaïque blanche ; d'immenses ventilateurs de bois verni y tournent au ralenti, et, dans ce laboratoire du jambon, la charcutière semble, elle aussi, émaillée de blanc. On la sent attristée que l'andouille soit noire...

Belle rue, dont les habitants sont légitimement fiers !... On lit sur la glace d'une vitrine : « Sigurd Andersen ». Les beaux noms !... Mais on lit au-dessous : « Dame frisor »... Alors, on s'échappe comme on le peut de l'étreinte des immenses banques, et singulièrement on fuit cette Forretningsbanken, d'extraordinaire style rocaille, avec ses colonnes faites de galets ; on renonce à découvrir le fourreur qui, sur le quai, a rempli nos poches d'ours blancs sur papier bleu. Il existe, assure-t-on, un vieux Trondheim : c'est lui que l'on veut !

On franchit alors, en toute hâte, un pont de bois rouge, hissé sur de très vieux piliers de pierre et surmonté d'une manière de pergola, bariolée comme un poteau de torture. L'on se réfugie hors de la presqu'île fluviale, sur le port-canal bordé de magasins de bois jaune et d'entrepôts ventrus. Magasins et entrepôts se hissent sur des pilotis moussus d'où débordent des appontements de bois. Les sous-sols d'eau calme s'emplissent, par cet après-midi de septembre, grâce aux jeux des reflets, d'une extraordinaire clarté d'or.

Ces magasins-là datent de la Hanse, un vieux mot qui a signifié « Association » et a désigné une institution extraordinaire, dont on mesure mieux ici, dans cette ville, la plus grande qui existe au monde à une telle latitude, la puissance et l'étrange destin. Nous avons la bouche et le journal pleins de trusts, de syndicats, d'Internationale économique, et nous pensons de bonne foi avoir inventé tout cela ! Nous oublions seulement que la grande ligue commerciale de la Hanse, conçue et née dès le XIIIe siècle, groupa jusqu'à quatre-vingts

ports européens qui, de Lisbonne à Trondheim et de Messine à Novogorod, centralisaient le commerce de l'Europe ! La Hanse avait son armée, son trésor, exploitait des mines, des industries, créait les premières compagnies d'assurances maritimes, réunissait, tous les trois ans, les députés de la Confédération dans des États généraux du Commerce Européen, dont les Conseils de la S.D.N. ne sont qu'une pâle copie. Il ne fallut rien moins pour ruiner la Hanse et la faire lâcher prise que la découverte de l'Amérique et celle d'une nouvelle route vers les Indes, ouverte par Vasco de Gama, au sud de Bonne Espérance. Cette Venise nordique de bois fumé qu'elle a élevée ici lui rend encore témoignage et nous proposerait à l'occasion quelques leçons...

Les cimetières norvégiens se nomment « jardins d'église », et ce sont des jardins vraiment, avec des plates-bandes soignées, et des fleurs qui appartiennent à tous les morts. Les stèles et les obélisques de marbre gris se dressent dans l'or rouge des feuilles mortes. De même qu'ailleurs, les tombes sont entourées de larges grilles, mais ces grilles enferment toutes un petit banc ou une chaise de jardin pour le vivant qui vient s'asseoir chez le mort, y apporte son livre ou son tricot, et reste là, de longues heures, à vivre aux pieds du disparu, sans l'exclure, comme nous le faisons, nous, de la vie quotidienne par une prière hâtive ou un bouquet mensuel... Je revois les cimetières de Stamboul, où les enfants jouent, où les vieillards devisent ; les cimetières de Macédoine, où toute la famille vient goûter sur la tombe, allume chaque soir une petite lampe qui fait que l'on prend, la nuit, les cimetières macédoniens pour la vraie ville vivante... Voici maintenant les cimetières-jardins du Nord, où l'on vit, qui sont exempts de murs, de concierge, d'allées droites. Je me demande si les morts français, désavantagés à ce point, sont à même de servir utilement dans l'au-delà le prestige de la France...

CATHÉDRALE

C'est l'église mère de Norvège. On l'érigea au XIIe siècle en l'honneur de saint Olav, et elle est nette et blanche comme une charcuterie. Des ouvriers y sont accrochés par centaines,

qui la grattent et la récurent. L'abominable bruit des racles vous fait grincer des dents à l'unisson. Avec des gaillards aussi appliqués, la poussière des siècles peut toujours se tapir dans le creux des rosaces : ils l'en délogeront et laisseront la place plus nette qu'une assiette ! C'est que la cathédrale a été tout récemment restaurée, et l'on s'ingénie à donner aux vieilles pierres l'éclat des neuves, pour l'unité... Nous sommes d'un pays où l'on patine, au contraire, les pierres nouvelles venues à l'aquarelle ou à l'eau de rouille, et nous regardons, un peu surpris, cette très vieille église byzantine et romane qui est parvenue à ressembler à un bâtiment d'exposition en stuc. Ce qui n'a pas encore été gratté, lavé, poncé est prisonnier d'immenses échafaudages et en sortira blanc. Or cet écorchement se commet avec tant de candeur, même de piété, que les guides vous avertissent :

— L'argent des visites, une demi-couronne, sert à ces embellissements...

Ils supposent qu'ainsi vous ne le regretterez point et que vous irez même, qui sait, jusqu'à la couronne entière.

CHEZ LA FOUDRE-BOUCLIER

Ringve-Gaard est enfoui dans des arbres qui atteignent, pour la Norvège, des dimensions record. Tout à l'heure, quand le car nous a hissés aux cascades de l'Erfoss, où les affreux tuyaux de l'usine hydro-électrique gâtent une splendide chute d'eau à deux temps, quand nous avons gravi les hauteurs de Fjeldsaeter par de vastes éperons couverts d'un maquis noir, afin d'y admirer la ville aux tuiles rouges couchée au bord du fjord immobile, nous n'avons rencontré que des bouleaux très bas, des sapins maigres qui semblaient attendre, tout frissonnants, l'hiver, et des opossums en cage. Ici, dans ce Trianon norvégien, nous rencontrons de grands chênes qui mériteraient d'être français, le renard et la grenouille, une Russe exquise et la Foudre-bouclier.

Les arbres sont ceux qui ombragent la propriété de madame Anker Bachke, présidente de l'Alliance Française de Trondheim. « Le Renard et la Grenouille » sont ceux de Sacha

Guitry : madame Anker Bachke a monté la pièce, l'hiver dernier, à l'Alliance. « Foudre-Bouclier », en norvégien « Tordenskiold », c'est le surnom que le roi de Danemark donna à l'illustre marin Jean Wessel, quand il lui dit : « Vous êtes la foudre qui écrase les Suédois et le bouclier qui couvre mon royaume. » Or, Tordenskiold, l'apprenti barbier devenu corsaire, puis vice-amiral, Tordenskiold, le Jean-Bart norvégien, ramasseur d'escadres entre 1700 et 1720, est né ici même, ou plutôt de l'autre côté de la cour, dans cette pauvre maison qu'on a respectée. Mais c'est lui, quand il fut adjudant général et inspecteur des troupes danoises, qui fit bâtir la délicieuse villa où madame Anker Bachke énumère toutes les réussites de l'Alliance Française à Trondheim. Aux grandes portes-fenêtres, les rideaux de mousseline éblouissent ; à terre, les dépouilles d'immenses ours blancs aveuglent ; des meubles de Boulle luisent, la lampe brille doucement devant l'icône, la voix chante :

— Nous avons groupé ici un grand cercle d'amis de la France. Pourtant il n'y a pas un seul Français !... Nous avons fixé la loi de ne jamais parler que français entre nous. On lit énormément de livres français... Nous sommes toutes abonnées à vos journaux de mode et, l'hiver, nous nous réunissons très souvent pour lire publiquement et pour jouer du français.

Puis, brusquement, le ton s'angoisse :

— Que pensez-vous de la guerre, en France ?

— Il y a si longtemps qu'on en parle qu'on finit par moins y croire...

— Ici, on y croit de plus en plus. On en parle partout.

— Mais, de toute façon, la Norvège ne la ferait pas...

— Touchons du bois ! Dans ces cas-là, tout le monde attire tout le monde !... Trop triste ! N'en parlons plus. Venez chez Tordenskiold.

L'on traverse l'étroite cour. Par une fenêtre ouverte, l'on entrevoit la plus jolie des servantes norvégiennes qui remue des confitures sur un fourneau digne d'un ogre. Et l'on monte par un petit escalier de bois jusqu'au grenier de Tordenskiold, où sont réunis tous les souvenirs qu'on a pu rassembler du héros libérateur. Madame Anker Bachke montre une meule :

— Il usait tant de culottes que ses parents lui avaient fait faire des culottes de cuir. Alors il les usait sur cette meule !... Cela prouve qu'il était très patient, puis qu'il n'aimait pas les choses qui gênent et emprisonnent. Redites-le en France, quand vous entendrez dire que nous sommes séduits par certaines propagandes...

FJELD

Une des plus étranges vallées de Norvège s'ouvre derrière cette petite ville d'Oie. (Prononcez Euïe !) C'est la Norangstal, la route la plus courte vers le désert glacé de la Laponie centrale.

Voici, dès le départ, le plus tragique des lacs. On distingue des toits de maison sous ses eaux bleues : il y a quelques années, un village vivant se dressait là. Une avalanche de rochers tombant de quinze cents mètres, un torrent grossi par la fonte des neiges, et ce fut l'engloutissement... Sur la pente qui le domine, des vaches ou des cailloux se dorent au soleil déjà oblique : à cette hauteur, il faut attendre que le caillou remue pour le nommer vache. Heureusement plus proches, deux belles filles en combinaisons rouges sont sorties d'une cabane de berger faite de bois et de mottes de gazon. Sitôt dehors, elles s'immobilisent et attendent que nous les ayons largement dépassées pour répondre d'une main lente à nos adieux. Un chapelet de lacs, tandis que la voiture monte à petits pas la montagne, s'égrène, à nos intentions, dans le fond de la Norangsdal. L'eau ici est miraculeuse ! Ce qui, chez nous, ne serait qu'une flaque devient, dans cette vallée, un lac, un lac de deux mètres de large et de trente centimètres de profondeur, mais un vrai lac qui a gardé toute la pureté bleue du glacier. Quant aux chutes d'eau, elles finissent dans des canalisations rudimentaires, faites de trois planches, où leur bouillonnement se resserre.

Ici, c'est la Norvège spongieuse et noire, toute la tristesse du couloir humide et moisi. La tourbe affleure et luit comme un goudron ; les mousses suintent, les joncs courts hérissent l'eau morte et les bouleaux pâles se tordent dans les pierres.

Le soleil atteint-il parfois au fond de ce corridor?... Il faut avoir rejoint le fjord, le fjord bleu-pastel, bleu-brume, le fjord, dont l'horizon semble fait de panneaux à glissières, pour retrouver la vie, les pâtisseries au gingembre, les blondes serveuses blanches et rouges, si musclées, avec de telles épaules et des mains si péremptoires que l'on mange sans récriminer, sans même oser réclamer le sel, toutes les fadeurs, toutes les pâleurs qu'il leur plaît de déposer devant vous avec des gestes herculéens.

C'est dans le fjeld norvégien que l'on éprouve, pour la première fois, ce sentiment étrange de la pitié pour la terre. Nous avons atteint, à travers les éboulis de roches et de cascades, le désert ruiné des cimes, ses tables croulantes, ses champs de pierres, où s'attardent encore quelques plaques gaufrées de neige sale, des langues de glace grise, comme striées d'ornières. Misère du vieux globe, misère usée, stérilité sans une tache de lichen ! On se rappelle Wells et Rosny, les deux maîtres qui ont rêvé sa mort glacée... C'est la carcasse pierreuse de la Scandinavie, l'entassement chauve des plateaux noirs, la solitude lugubre de la Laponie norvégienne.

Laponie : rennes, tentes de peaux... Les voici ! Près du lac de Djupvandshytten (« la cabane au lac profond »), longue lagune d'une eau savonneuse, lac qui envoie ses eaux froides au fjord d'Oslo et au Skager-Rak, un troupeau de rennes s'est bloqué sur une presqu'île nue. Ils sont nombreux, pressés et affolés. Ils tournent, pour s'échapper, tout autour de la plate-forme et ils roulent des yeux ronds emplis de stupide panique. Ce sont des bêtes déséquilibrées par le haut : leur tête est si petite pour supporter un tel fardeau de bois plats et larges, qu'ils font mal à regarder !... Les kodaks crépitent. Chacun veut rapporter la photographie prestigieuse et inespérée. Car, si l'on avouait encore son espoir d'apercevoir un renne ou deux, comment aurait-on pu se promettre un troupeau de trois cents têtes, et justement au bord de ce lac d'Apocalypse?

— Ils ont coûté cher à faire descendre, me confie le guide de la caravane. Mais c'est l'hôtel où vous avez déjeuné qui a tenu à vous les offrir...

BERGEN

Elle s'est, comme les autres, installée sur le trottoir, ce trottoir de roc qui borde le mur de la montagne. Il n'y aurait pas de Norvège, ou si peu ! sans cette plate-forme côtière, ce « Strandflat », large parfois seulement de quelques kilomètres.

Le paquebot, lui aussi, s'est arrêté ce matin au bord du trottoir, et, quand on débouche sur le pont et qu'on se penche, les yeux tombent sur l'asphalte du quai et ses badauds, têtes levées. Déception sourde, après qu'on s'est si longtemps accoudé au-dessus des houles, sur des espoirs de baleines et de phoques. Pourtant les Norvégiens minuscules qui regardent d'en bas vous enorgueillissent en rendant à votre bateau ses dimensions maxima, celles qu'on ne lui voit qu'au port, ces ports où les bateaux grandissent, parce qu'on leur donne des docks bas, des maisons, des bateaux plus petits à dévorer de leur masse.

Le marché de marée de Bergen risque, si vous vous y attardez imprudemment, de vous infliger, pour votre vie entière, le dégoût du poisson que l'on vous servira désormais, et qui ne sera plus jamais norvégien ! Les maquereaux entassent des moires, les goldfishes rutilent, les morues palpitent. Tout est vivant, à croire que le poisson norvégien, comme le poisson d'Alphonse Allais, est parvenu, grâce à des exercices respiratoires adroitement gradués, à boire l'air pur, sans eau ! Le marché aux fleurs, les éventaires fleuris de jouets en bois peint le cèdent à peine en couleur au marché marin.

Tout près de là, les pas sonnent sur le pavé pointu du Tydskebrygge, le quai des Hanséates, un adorable morceau de vieille ville de bois. Pilotis, portes à chevrons, croisées à vitres si noires qu'on les dirait fumées comme le poisson voisin... On a transformé en musée de la Hanse quelques-unes de ces très vieilles demeures, et on l'a fait avec tant de bonheur et de discrétion qu'en y entrant, on peut bénéficier d'une de ces hallucinations sans danger qui nous jettent, pour cinq minutes, hors de votre époque. Voici le comptoir, les balances, les livres ouverts, la plume d'oie au bord de l'encrier... La porte de l'arrière-boutique est entre-bâillée : le marchand vient

d'y passer, il va revenir. Sa silhouette va s'encadrer dans l'embrasure sombre, et il ressemblera à son portrait par Van Eyck, avec une houppelande noire, un chapeau large, des lèvres minces et une femme enceinte de huit mois... Comme il tarde un peu et qu'on n'a pas le temps de l'attendre plus longtemps, on le manque, cette fois encore ! L'après-midi, on manquera pareillement les Vikings dans la petite église de bois, toute hérissée de dragons qu'ils ont assemblée à Fantoft, et qui est restée si fruste, si barbare et mal rabotée que l'authenticité poussée à ce degré en devient presque arrogante.

L'automne n'a encore touché que les grandes Norvégiennes blondes qui marchent paisiblement dans les larges rues de la ville neuve. Elles sont déjà vêtues en nuit nordique : de draps sombres piqués d'étoiles par de discrètes passementeries. Cela ferait présager un hiver froid si l'on ne savait qu'ici, comme ailleurs, la saison est surtout un prétexte à robes neuves et qu'on la devance volontiers.

Ce long hiver nordique, auquel nous pensons tous quand nous abandonnons Bergen aux sept collines, et que la grande ville s'efface dans une brume déjà aigre qui sent son équinoxe, les Norvégiens, les Norvégiennes l'accueillent en ami.

— C'est en hiver, m'a dit une jeune fille, que nous avons le temps d'aimer tout ce qu'il faut aimer.

Elle avait des yeux bleu-glacier d'une limpidité tout à fait admirable...

— « Ce qu'il faut aimer » ou « ceux... » ? ai-je osé demander.

Elle a baissé pudiquement ce regard de haute altitude :

— Mettons « celui », a-t-elle murmuré.

ROGER VERCEL

LE MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Je parlerai brièvement du livre de M. Giono, puisqu'on a pu le lire dans cette revue. M. Giono a établi son domaine à la limite où la nature cesse d'être la demeure des hommes. Sur ces champs déserts, il a montré la lutte de ces derniers nés de la création contre les forces antiques du monde. Il y a là, dans des paysages à la fois vrais et inventés, une épopée qu'il a pu situer de nos jours et qui paraît hors des âges, tant les êtres en sont simples et voisins des origines. Ces êtres sont dessinés à grands traits, violents et anguleux, poussés par les instincts premiers, et tout à coup défaits et amollis par cette tendresse aussi vieille que l'humanité. Autour de ces personnages, une nature farouche, la puissance de l'eau et du vent, l'abîme, le plateau désert, la montagne suspendue.

En composant *Batailles dans la montagne*[1], M. Giono s'est enfoncé plus profondément qu'il ne l'avait encore fait dans ces solitudes. Toute la nature sort de son silence et de son immobilité. C'est le ciel qui pourrit, le torrent qui gonfle, le glacier qui s'écroule, l'air qui s'empeste, la montagne qui descend, la vallée qui s'emplit, tantôt fleuve et tantôt lac. Dans ces catastrophes formidables, l'humanité se tasse et se tapit, fuit, se glisse et s'agglomère sur une bosse de granit. Et l'eau commence le siège de ce dernier abri.

Évidemment ces puissants récits ne sont pas entièrement exempts d'influences littéraires, mais elles sont très hautes.

1. N. R. F.

Je crois que M. Giono est de souche protestante. Ses personnages le sont pareillement. Il est manifeste que la Bible lui est familière. Les grandes images des Prophètes, les récits de la Genèse, la lutte de l'homme avec Dieu, le lyrisme de l'abîme se reflètent dans son livre. On pense encore aux épopées primitives, aux travaux des héros, aux combats contre les divinités telluriques, au feu ravi et emporté. On ne peut se dissimuler que ces grands modèles dirigent, qu'il en soit conscient ou non, l'esprit de M. Giono. Mais le littéraire, dans cet esprit, est entièrement fondu avec le génie de la nature. Celui-ci remplit, pénètre, imbibe les romans de l'auteur. Le paysage n'est pas seulement vu, mais ressenti. Nous respirons l'air, et c'est vraiment l'air de cette forêt et de ce fleuve. Les impressions du froid, du chaud, de la brume, de la fatigue sont rendues avec une sensibilité animale.

M. Giono y a d'autant plus de mérite que le pays de ses rêves est entièrement créé par lui. Vous pouvez le chercher de Manosque à Briançon. De temps en temps, vous serez entraîné sur une fausse piste par un nom qu'il aura récolté sur les routes : Oraison, Baumugnes, et vous croirez avoir retrouvé le site qu'il a peint. Illusion ! Ce site n'existe pas réellement, quoique tous les détails en soient justes. Un jour, l'auteur nous fait remonter un fleuve jusqu'à une ville qui est une création de son esprit, quoi qu'on y trouve des traits de Sisteron. Il a fait de ses mains, sans jamais se tromper, ces plateaux, qui pourraient être vrais. C'est un étonnant constructeur de provinces, habitées par un peuple à la Cormon. La difficulté était de faire parler ces paysans : car enfin, ceux qui vivent pour de bon parlent provençal. C'est là un des points où il arrive à M. Giono d'achopper. Il prête parfois à ses gens de la fausse simplicité, parfois de la fausse littérature. Il invente moins bien les idiomes que les montagnes.

On se rappelle le livre et il suffit de le rappeler. Un temps de novembre dans la haute montagne, mais de novembre mou, pourri, enveloppé de brouillards. Il y a des espèces de signes. Un sanglier couvert de boue, épuisé, fuit vers les hauteurs. Un homme a gagné aussi le haut, son vêtement tout incrusté de vase, prêt à mourir de fatigue et de froid. Une odeur de fange emplit toute la vallée. On ne voit plus rien dans cette

brume. Les sapins ne tiennent plus et, quand Marie s'y appuie, ils s'inclinent doucement. Enfin, la montagne se met à glisser dans la nuit par grands fleuves de boue qu'on distingue à la clarté de la lampe tempête, et qui ont deux mètres d'épaisseur. La haute ferme du Chêne-Rouge est emportée. Dans la vallée, le torrent qui descend du glacier de la Treille a gonflé, envahissant les villages, inondant les prés, couvrant les routes. Dans la destruction universelle, les os de la terre apparaissent : au Chêne-Rouge, c'est une bande de grès, sous le glacier effondré, ce sont des pans de roche vive. Une cinquantaine de malheureux s'est réfugiée sur une barre de granit qui porte Villard-l'Église. Mais l'eau les assiège.

L'épopée va faire naître l'équipe. Que ce soient les compagnons d'Artus, ou les preux de Charlemagne, ou les rois achéens, ou ici une troupe de paysans, le procédé est le même. Il est moins dû au romancier qu'au genre lui-même. Parmi ces personnages, dont chacun a son rôle et son caractère, comme Ajax et Ulysse, ou comme Lancelot et Gauvain, il en est un qui se met au premier plan, et qui est le héros. Les philologues ont voulu que, dans les anciens poèmes, ce soit une personnification du soleil. Le Saint-Jean de M. Giono ne me semble pas un mythe solaire, quoique l'auteur ait voulu qu'il soit blond. Mais il accomplit à peu près les mêmes exploits que les héros mythiques, Hercule ou Prométhée. Comme le premier, il contraint le fleuve déchaîné à rentrer dans son lit. Comme le second, il dérobe le feu. Dans l'espèce, il s'agit de vingt kilos de dynamite, déposée par les gens des Ponts-et-Chaussées dans la montagne, et qu'il faut aller chercher par ces froids de l'hiver où la dynamite saute toute seule. Cette quête de l'explosif, par des sentiers qui donnent le vertige, accomplie avec l'aide d'une jeune fille, est un des chants les plus surprenants du poème.

Dernière ressemblance avec les vieux poèmes : le héros ne sera pas récompensé. Il devra renoncer à la femme qu'il aime. Il est vrai que les temps s'adoucissent. Hercule mourait d'avoir trahi Déjanire, comme le soleil se consume dans les écharpes embrasées du couchant ; Tristan mourait de son amour ; il suffit que Saint-Jean, abandonnant sa part de bonheur, disparaisse seul derrière l'horizon, comme disparaît

l'astre par un mélancolique crépuscule d'hiver. M. Giono a-t-il eu conscience de toutes ces ressemblances? A-t-il voulu refaire, en l'accommodant à notre temps, le poème que les premiers aèdes avaient inventé dans les forêts de la Germanie? J'ai peine à lui supposer tant d'artifice. Il a bien récrit ce poème mais ingénument. Il a vu ces terribles orages de la montagne, ces invasions des eaux, ces flancs de marne qui s'éboulent en entraînant les forêts et les fermes, ces ponts qui s'obstruent. Il a vu ces paysans en péril en cette bataille éternelle de l'homme de l'eau et du feu. Et en la racontant, il a retrouvé naturellement la grandeur des anciens chants.

*
* *

M. Bertrand de la Salle nous a donné un nouveau roman, *les Forces cachées*[1], qu'on peut tirer en plus d'un sens, mais dont l'interprétation la plus évidente paraît être celle-ci. Un jeune peintre, qui parle à la première personne, a, en même temps qu'une vocation certaine pour son art, une certaine faiblesse de caractère qui l'empêche de suivre cette vocation s'il n'y est pas aidé. Remarquez que le sujet, ainsi posé, est magnifique. Ne pouvoir être soi-même que si quelqu'un vous y contraint ; livré à soi seul, retomber au-dessous de son destin ; dépendre de la compagne infidèle et capricieuse qui vous abandonne tout à coup : il y a dans cette donnée des perspectives infinies. Comment M. de la Salle l'a-t-il traitée ? Il a imaginé que Jérôme Legrand était successivement sous l'influence de trois femmes. La première, Gisèle, est une de ces femmes intelligentes, riches, amies des arts, trop blondes, trop élégantes, trop excentriques, qui n'ont pas leurs pareilles pour dévoyer un artiste. Elle pousse Jérôme vers un art superficiel, arbitraire, facile et qui plaît aux esprits à la mode. « C'était, avoue-t-il, le caractère superficiel de mes œuvres de cette époque, leur stylisation plus ou moins arbitraire, leur infantilisme voulu et un peu maniéré qu'on appréciait. » Du moins Gisèle le pousse au succès.

Ce charlatanisme où il est entraîné finit par lui faire horreur, et il le repousse ; mais n'étant plus soutenu, il renonce

1. Plon.

du même coup à la peinture et il devient décorateur chez un architecte : son art n'est plus qu'un métier qui le nourrit et dont il est content. Il a fait le grand refus. Pour qu'il se ressaisisse, il faut qu'il rencontre Ève, son amie d'enfance. Il retrouve alors son courage. Il se donne un an pour mettre de côté les quelques milliers de francs qu'il lui faut. Ils iront alors vivre ensemble dans un village du Midi. Là, Jérôme reconquerra son talent.

Mais, en réalité, Ève n'est pas plus capable que Gisèle de le soutenir. Gisèle l'égarait dans les voies du bluff. Ève est trop inconsistante pour le guider. M. de la Salle a fait d'elle un portrait très subtil, très nuancé, assez difficile à cerner, mais où deux traits se reconnaissent : d'une part, une âme chimérique et légère; d'autre part, et comme conséquence, une certaine sensibilité aux atmosphères malsaines, une certaine docilité aux contagions, une certaine facilité à abaisser, sinon à salir son amour. Elle a subi assez fâcheusement les confidences des milieux où elle a travaillé. Puis, avant d'avoir retrouvé Jérôme, elle a eu un amant riche, Robert Ferrand. « Ce Robert Ferrand... un garçon habitué sans doute aux demi-mondaines, aux mannequins des maisons de couture. Il avait traité Ève de même, développant en elle cette frivolité, cette paresse de l'esprit, ce besoin superficiel d'intéresser à son apparence. Je devais reconnaître que celle dont je voulais faire une associée, une compagne, qui se montrait d'ailleurs courageuse devant les nécessités quotidiennes, était abandonnée à une sorte de veulerie morale, d'indifférence au fond des choses, de superficialité. » Le vrai d'elle-même échappe à Jérôme, et, inversement, il se dégage d'elle.

Mais cette fois, dans la solitude, son talent lui est rendu. Telles sont les forces cachées. Elles opèrent un peu comme il leur plaît, et elles sont venues à ce point de maturité où, de Jérôme, elles feront de nouveau un peintre. Elles n'ont jamais cessé d'y travailler et, au fond, tout a toujours tourné à son profit. Au bienfait de retrouver Ève, s'est ajouté le bienfait de la perdre. Il le confesse plus tard dans une conversation qu'il a avec une amie de la jeune femme. « C'est du jour où vous avez quitté Ève que vous avez commencé à réussir, lui dit-elle. — C'est vrai, répond-il. Et vous pensez qu'il ne peut y avoir là

une simple coïncidence, que c'était bien elle qui me paralysait... Mais aussi, ma chère Andrée, figurez-vous qu'avant de rencontrer Ève, je n'en avais guère, de talent. J'avais abdiqué. J'ai toujours cru que c'était par mon amour pour elle que j'avais retrouvé ma vocation. Je ne l'en séparais pas. Elle fut sans doute, après, un obstacle. Et pourtant, c'était mon amour pour elle qui avait tout suscité. »

Il le croit, et le livre soulève ainsi dans ses dernières pages, entre une poussière de problèmes, celui du rôle de la femme dans l'inspiration. Quoi qu'il en soit, voilà Jérôme en possession de lui-même. Les forces cachées ont réussi à s'épanouir au jour. Elles y ont été aidées par une troisième femme, Nicole, qu'à vrai dire nous ne voyons guère, mais qui nous apparaît, auprès de l'irréelle Ève, comme une figure riante de la vie. C'est près de son image que Jérôme va se réfugier : « une image colorée, chaleureuse, si aimablement terrestre, qui avait la densité savoureuse d'un beau fruit heureux d'exister ». Il y a en effet de quoi remettre en équilibre un homme qui s'achemine lui-même vers la maturité.

*
* *

Je n'espère pas découvrir pourquoi le héros de madame Clarisse Francillon, Gérard Sombérieux, jeune et aimé de toutes les femmes, est sourd-muet. Cependant, il est permis de faire une hypothèse. C'est que tous les hommes sont sourds-muets. Ils sont même aveugles. Entendez qu'ils ont des yeux et ne voient point, des oreilles et n'entendent point, une bouche et ne disent point la parole qu'il faut dire. La disgrâce de Gérard est générale et symbolique, ce qui la rend beaucoup plus facile à supporter. Au reste, personne dans le livre n'en paraît gêné : ni Sombérieux lui-même, qui lit merveilleusement sur les lèvres, ni ses belles amies, qui ont seulement le regret de ne pouvoir se faire comprendre dans l'ombre. Mais quel avantage de ne plus les entendre dès qu'on leur tourne le dos ! C'est un privilège réservé aux hommes de génie et aux sourds. Et le génie lui-même est peut-être une surdité transcendante. Je ne sais si l'auteur a voulu dire tout cela. Mais elle y fait penser à chaque page de son livre.

Au surplus, Gérard est un homme charmant, un critique d'art plein de talent et de goût. Il a si bon cœur qu'il s'est dévoué, pendant un temps du moins, à instruire les sourds. Il a toutes sortes de protégées, qu'il a plus ou moins sauvées de l'abîme, dont il gouverne la vie, et qui lui rendent sa sollicitude en amour et en tracasseries. Telle est la petite Mireille, qui était femme de chambre pour étrangères en voyage à Paris, et dont il a fait une artiste. Pour cette miraculeuse transformation, il a bien fallu qu'il devînt son amant. Elle s'est installée chez lui et l'a entièrement empêché de travailler. Depuis huit ou neuf mois, il a pu se dégager de cette gamine. Il est resté paternel et il va chaque samedi mettre en ordre son livre de comptes. Elle continue à lui faire des scènes et à menacer de mourir pour lui. Heureusement, après avoir annoncé qu'elle prendrait du véronal, elle s'en va tranquillement à la campagne.

Pour gêneuse qu'elle soit, elle est un personnage épisodique. Les vraies protagonistes du roman sont les trois amies : Marie-Thérèse, Brigitte et Paule, qui toutes trois aiment Gérard. On s'aperçoit, en écoutant leurs pensées, de la faible importance de l'homme aimé. Oui, vraiment, pour le rôle qu'il joue, Gérard peut bien être sourd-muet. Les raisons d'aimer de ces trois jolies femmes sont toutes subjectives.

Marie-Thérèse est une jeune femme riche, désœuvrée, qui s'ennuie. Elle a pour mari un architecte, homme aimable, joyeux et rond, Bob, fort enfoncé dans les choses de la terre. « Malgré les apparences — dit-elle à Gérard — je ne suis pas la femme heureuse et comblée que l'on croit. » Elle s'offre avec des gestes d'une simplicité attendrissante. Mais Gérard feint de ne pas s'en apercevoir.

Brigitte est une petite danseuse suédoise qui vient à Paris pour l'amour de son art. Gérard lui donne des conseils et, naturellement, elle s'attache à lui. Elle voudrait l'emmener en Suède. Un jour, en se promenant avec lui, elle dit le mot qui est au fond de tout le livre : « Au fond, si vous êtes si gentil avec les gens, c'est pour éviter de les aimer. » Et en rentrant chez elle, les larmes aux yeux, elle songe : « Oh ! Gérard, j'aurais voulu vous donner tellement, mais je sais bien qu'à vous, on ne peut pas donner grand'chose. Revenir à Paris

l'an prochain... Le pourrai-je? Mais, en tout cas, pas dans ce quartier, son quartier... Rester à Falsterbo comme maman? Et ton avenir, ma petite fille? Il faut que tu travailles, qu'on te connaisse... »

Paule, très belle et déjà instruite de la vie, est la secrétaire du romancier Neuvicq. Elle aussi s'éprend de Gérard et devient sa maîtresse. Triste et brève aventure. Paule est jalouse et assez difficile; et elle ne tarde pas à s'apercevoir que Gérard, qui ne donne pas grand'chose de sa vie présente, ne livre rien de son passé. C'est là qu'est son trésor. Il a aimé passionnément Christiane Dorin, la romancière, qui a eu du talent pendant cette liaison. Il a rompu avec elle parce qu'il l'aimait trop et que sa vie était perdue dans cet amour. Mais c'est encore elle qui est au fond de sa pensée, et son souvenir ne cesse pas d'empoisonner les nouvelles amours. Gérard est un homme hanté par un amour qu'il n'a pas épuisé. C'est là le secret du livre, si le livre en a un.

Ces aventures, ces rêveries vaines, ces regrets font une trame assez lâche, et cette indétermination est à la fois le charme et la faiblesse du livre. Mais madame Clarisse Francillon a beaucoup de talent, et ce que son ouvrage perd en solidité dans l'ensemble, il le regagne en sensibilité dans le détail. Tout ce monde d'artistes pauvres qui fait la cuisine dans la salle de bains, mange sur le coin de la table, coud et raccommode, vit à Montsouris et prononce les paroles profondes de l'amour en attendant l'autobus; tout ce peuple intelligent, sensible, tendre, qui travaille et ne se plaint guère, est peint avec une finesse charmante. Les rivalités des femmes, leurs jalousies sournoises, leurs sous-entendus et leurs chipotages sont des merveilles de réalité. Le récital de Brigitte, pendant lequel l'auteur démasque la pensée de chaque auditeur, est une petite pièce d'anthologie achevée. On imagine malgré soi le jour où madame Clarisse Francillon, lasse de nous conter des saynètes et de nous montrer des aquarelles, attaquerait franchement le fond du sujet. Mais faut-il le souhaiter? Chacun chante à sa façon, et ces chants d'alouette sont bien jolis.

HENRY BIDOU

LE THÉATRE

George Dandin *et* Il ne faut jurer de rien *(Comédie-Française)*. — *Henry Bernstein :* Le Cap des Tempêtes *(Théâtre du Gymnase)*. — *Jean Cocteau :* Les Chevaliers de la Table ronde *(Théâtre de l'Œuvre)*.

La *Comédie-Française* a donné *George Dandin*, avec une mise en scène nouvelle de M. Charles Dullin. Le spectacle, à quelques nuances près, fut en tous points excellent. Cette fois, le metteur en scène s'efface derrière ses personnages. Rare mérite, de nos jours. Pour le spectateur non initié, les personnages seuls existent, se meuvent sous ses yeux. Pour l'initié, le metteur en scène, invisible, est toujours présent, guidant les pas, réglant les gestes, coordonnant tous les mouvements. Nous avions déjà eu l'occasion de louer, à la *Comédie*, la mise en scène de *Chacun sa vérité*, qui est l'œuvre de M. Dullin. De nouveau, le voici qui triomphe, de la même manière profonde et cachée.

La pièce est étrangement dure, singulièrement réaliste pour un spectacle qui fit partie du programme des fêtes données à Versailles dans l'été de 1668. Les ridicules et les prétentions de la noblesse y sont raillés sur un ton qui semble d'autant plus libre qu'ils ne sont point poussés jusqu'à l'extravagance. Ce sont moins de grosses charges que des portraits, simplement cernés d'un trait fort qui en marque le comique. Nulle intention revendicatrice dans ces peintures. L'esprit « révolutionnaire », au sens où nous l'entendons, est à l'antipode de la pensée de Molière. On discernerait plutôt

une affirmation de la réalité objective des castes, sinon de leur légitimité. La classe noble a ses travers, mais elle existe puissamment, et Dandin est un sot d'avoir prétendu y accéder grâce à ses écus ; il est juste, ou du moins il est fatal qu'il en soit puni. Notez que l'amour n'a aucune place dans l'aventure, et c'est pourquoi la pièce paraît si âpre, si positive. Dandin n'aime pas Angélique, il n'est même pas jaloux, mais furieux d'être berné. Il a, en se mariant, conclu un marché avec les parents, monsieur et madame de Sotenville, il a payé le prix convenu. Si la demoiselle le fait cocu, il est trompé sur la marchandise. Pas un instant il ne semble souffrir, mais il écume de rage, tout en s'humiliant. Et pourquoi s'humilie-t-il? Pourquoi demande-t-il pardon, quand il ne doute point de son infortune? C'est que la qualité de ses beaux-parents lui en impose encore. Angélique, elle, ne cache point à ce rustre qu'elle n'a personnellement aucune obligation envers lui, puisqu'on l'a mariée sans son consentement. La rebellion de la jeune femme s'étend à l'encontre de sa propre famille, qui l'a vendue à un vilain, pour redorer son blason. Clitandre lui-même est plutôt un galant qu'un amoureux. Aucune tendresse non plus de ce côté. Rien que les ruses du désir. C'est encore Lubin et Claudine, dans leurs ébats grossiers, qui sont les plus sympathiques.

L'interprétation garde cette couleur crue, sauf chez mademoiselle Madeleine Renaud, qui enveloppe de grâces et de musique ses paroles cruelles. Angélique, ainsi présentée, est certes bien séduisante, mais elle semble, par cet extrême raffinement du ton et des manières, au-dessus de sa condition réelle. Les Sotenville sont des hobereaux de province, leur fille ne doit pas avoir l'air d'une petite marquise. M. Ledoux, en Dandin, ne mérite que des éloges. Il est rude, vulgaire, colère. Au surplus, raisonneur. Il a commis une erreur en faisant ce mariage et il en voit dans tout ce qui arrive la conséquence logique. Pourrait-il être plus drôle? Je crois qu'il trahirait le personnage en lui prêtant le moindre esprit qui aiderait au comique. Celui-ci se déchaîne en dehors de lui, à ses dépens, comme la dégelée des coups de bâtons sur son dos. Madame Fonteney et M. Chambreuil sont parfaits dans le ménage Sotenville, un petit peu trop

lents, peut-être. M. Martinelli fait un gracieux Clitandre. M. Echourin (Lucas) est très bon. Mademoiselle Clair (Claudine) un peu moins.

Il faut oser déclarer que la présentation nouvelle de *Il ne faut jurer de rien*, qui terminait le spectacle, est une erreur sur toute la ligne : 1° On a rétabli le texte intégral, alors que les coupures avaient été faites à bon escient. Il en résulte un ralentissement général du mouvement scénique, un surcroît de complications dans les changements de décors. 2° Nous avions eu plaisir à louer M. Pierre Dux, à l'occasion de la mise en scène du *Légataire* et de *l'Impromptu*, où il fit preuve d'originalité. Cette fois, il a voulu faire du Baty. Mais ne fait pas du Baty qui veut. Les conceptions de M. Gaston Baty sont parfois discutables. Du moins ont-elles toujours, même quand il se trompe, le rare mérite d'une exécution parfaite, d'une mise au point impeccable. Ici, il y a du flottement, des temps morts. On a senti le besoin de les meubler. La musique est toujours là quand il s'agit de meubler. Mais pas trop n'en faut. 3° L'interprétation est un non-sens : M. Jean Weber fatigue. M. Bacqué assourdit. Ce duo est insupportable. Que dire de madame Faber dans le rôle de la baronne ? Cela semble une gageure dans la vulgarité. Mademoiselle Dalmès est gentille, mais l'insignifiance même. Et M. Jean Meyer, en abbé de village, soutane courte et longues guiboles, nous fait une parodie de Jouvet bien attristante. Mauvaise fin de soirée.

Le Cap des Tempêtes, la nouvelle comédie de M. Henry Bernstein, que le public ira applaudir au Gymnase durant de nombreux soirs, pose à l'esprit du critique une foule de problèmes. Elle dénote chez l'auteur une volonté croissante d'introduire dans le système dramatique une image fidèle de la réalité. Certes, un tel dessein ne va pas sans transposition. Mais celle-ci est affaire de métier, elle ne regarde que le dramaturge. Le spectateur, en d'autres termes, doit être la dupe de l'auteur et croire que l'image scénique est la reproduction exacte de la vie, ce qui ne peut absolument pas être, le rythme du temps dramatique, ce rythme qui est un artifice, une œuvre de l'art, n'étant pas le même que celui de la durée réelle. M. Bernstein a toujours eu un puissant pouvoir de

créer cette illusion. Mais il n'a cessé de renouveler les moyens par lesquels il la créait. D'abord il l'obtint par violence, grâce à la construction savante d'un engrenage qui, une fois mis en branle, ne laissait aucun répit au spectateur. Ensuite, il opéra par persuasion, en s'efforçant de substituer au pur mouvement dramatique des rythmes plus rapprochés de la vie réelle. C'est alors qu'il sembla chercher, entre la fiction scénique et la fiction romanesque, laquelle obéit à des lois moins rigoureuses, une sorte de compromis. Dans cette voie jalonnée de réussites éclatantes, *le Cap des Tempêtes* marque un nouveau succès.

Le don de construction scénique parut l'un des premiers de M. Bernstein. Ce don était si évident chez lui, et si agissant dès ses débuts, que ses détracteurs eux-mêmes ne purent le lui dénier. Ils se rattrapaient en disant que c'était là une technique spéciale, détachée de l'observation psychologique et sans rapport avec la littérature : quelque chose d'analogue au travail de l'ingénieur qui assemble les pièces d'une machine. De leur côté, les admirateurs de M. Bernstein, emportés par son dynamisme, ne se demandaient guère ce qu'il y avait dessous. Tous leurs éloges allaient à ce mouvement irrésistible auquel ils devaient de si fortes émotions. Mais croit-on que M. Bernstein serait parvenu à passer de la violence à la persuasion, de ce pur mouvement scénique à des rythmes plus rapprochés de la vie réelle, s'il n'y avait eu, dès ses premiers ouvrages, à l'intérieur du jeu proprement dramatique, un élément de vérité ? C'est cet élément, sensible dans le ton du dialogue, qui, à partir d'une certaine époque, prit, dans le théâtre de M. Bernstein, une place prépondérante. C'est lui qui, bientôt, imprima à l'œuvre entière une nouvelle direction.

Le Cap des Tempêtes offre une excellente illustration de cette précieuse vertu. Je ne dirai pas que celle-ci est supérieure au don de construction, mais le don de construction relève de l'esprit de géométrie, tandis que la vérité du dialogue ressortit à l'esprit de finesse. Il n'y a pas dans *le Cap des Tempêtes* une seule phrase qui ne rende un son vrai. Les critiques dramatiques ont l'oreille particulièrement exercée à démêler dans un dialogue la note juste et la note fausse. Comme la note fausse est le tissu même du langage en beaucoup de

pièces, notre assiduité au théâtre en devient souvent une souffrance. Nous devons à la note fausse, mes confrères et moi, des soirs désespérés.

Dès les premières mesures, *le Cap des Tempêtes* nous apporte cette satisfaction que cause l'accord parfait des mots avec la situation, avec le caractère de celui qui parle et son sentiment dans l'instant. Nous sommes dans une villa des environs de Paris, un soir où l'on se prépare à fêter le quarante-huitième anniversaire de la maîtresse de maison, la veuve d'un chirurgien, Claire Didier. Il y a là un médecin d'une cinquantaine d'années, le docteur François Ménart, encore beau et séduisant, divorcé, nous dit-on, et qui est resté l'ami de la famille après avoir été celui du chirurgien. Claire a pour François une tendresse qu'il n'eût tenu qu'à lui de transformer en un sentiment plus vif. Diane, la fille unique de Claire, a vingt-trois ans, une de ces figures qui, placées dans un groupe, en deviennent tout de suite le centre de gravitation. Tout l'entourage de Diane subit son charme, sauf sa mère, qui, sans doute, commence à penser que le rayonnement de cette fille, qu'elle chérit néanmoins, la rejette un peu dans l'ombre. Un jeune savant, Bertrand Mester, a naguère demandé Claire en mariage, elle l'a refusé. Pourquoi ? Ils sont restés malgré cela bons amis et Bertrand est toujours amoureux de Claire. Cependant, il s'est marié. Le voici avec sa jeune femme, jolie, coquette : un ménage visiblement désuni. Bientôt, à des touches subtiles, à des riens (des riens qui sonnent juste, et c'est une grande difficulté pour un auteur que de trouver ces riens-là), nous commençons d'éprouver ce vague malaise qui, pour le spectateur, est le premier signe qu'il se trouve en présence d'un sentiment caché. Ce sont les rapports de François et de Diane qui nous causent cette petite gêne. Mais eux-mêmes ne sont nullement gênés. Nous flairons seulement un mystère entre eux. Je n'ai pas dit : un secret. Car ils ne se sont pas déclarés encore. Les aveux ne viendront qu'au deuxième acte. Une scène pourtant, admirablement amenée et conduite, va renforcer nos soupçons. Diane est fiancée avec le fils d'un avoué de Nice, lequel vient d'être frappé d'une congestion cérébrale, et la question se pose de savoir si Jacques Ambernon, le futur mari de Diane, actuellement avocat à Paris, ne devra pas,

aussitôt après la célébration de son mariage, s'installer à Nice pour y prendre en main la direction de l'étude paternelle. Mais, si le jeune ménage quitte Paris, le groupe se désagrège, Diane est perdue pour ses amis, en particulier pour Bertrand, et aussi pour François.

Je ne suis entré dans tous ces détails que pour indiquer comment le débat s'engage, car je n'entends point poursuivre et raconter une pièce que beaucoup déjà connaissent, que tout le monde ira voir. On notera que cette situation, encore qu'elle se présente sous les apparences les plus naturelles, ne laisse pas d'être assez complexe. Les personnages sont nombreux, leurs rapports, délicats. L'amour éclatera par la suite entre François et Diane et ses contre-coups occuperont toute la scène, mais, au premier acte, nous ne découvrons, chez tous les personnages, que des âmes réticentes, ou partagées entre des sentiments divers.

Claire aime François, qui se dérobe ; elle est sourdement jalouse de Diane, mais n'ose se l'avouer ; Bertrand déteste sa femme (il le dira expressément à l'acte suivant, et l'on s'en doute déjà) ; il n'a d'yeux que pour Diane, qui ne l'aime pas. Diane aime François, mais elle s'est fiancée à Jacques parce que c'est François lui-même qui a suscité ce fiancé, ce qui semble marquer chez François (du moins Diane le pense) ou bien qu'il ne l'aime pas ou bien qu'il est résolu à détruire en lui cet amour. François est divisé entre l'amour et ce qu'il considère comme son devoir de grand ami de la famille, de Claire, de Diane elle-même, qui est presque sa pupille ; les réflexions que lui inspire l'énorme disproportion d'âge qui existe entre Diane et lui le confirment dans l'idée que sa passion est absurde ; mais son instinct se rebiffe ; d'où lutte et perplexité. Enfin Jacques est heureux et ne l'est pas, puisqu'il est agréé sans être aimé. C'est de ce fond psychologique, riche de sentiments inexprimés, contradictoires, où la plus légère erreur de langage se traduirait en fausse note, que l'auteur tire un dialogue vrai, vivant, qui ménage l'essentiel et cependant pousse le drame, d'un mouvement ininterrompu, vers l'heure où les choses cachées cesseront soudain de l'être.

Le même souci de vérité a conduit M. Bernstein a introduire dans son deuxième acte deux scènes que son ancien esprit

géométrique eût certainement bannies autrefois. Je veux parler des deux visites qu'il a cru nécessaire d'ajouter pour restituer dans sa réalité l'intérieur d'un médecin un jour de consultation. Nous avons vu naguère M. Roger Martin du Gard, hanté du même souci à propos de l'un de ses personnages qui est aussi un docteur, consacrer tout un volume, intitulé *la Consultation*, à des restitutions de ce genre. Mais c'était dans un roman. Pourtant, je crois que, dans le roman des *Thibault*, le tome de *la Consultation*, si intéressant qu'il soit en lui-même, fait hors-d'œuvre. *A fortiori*, au théâtre, l'inconvénient est-il visible, malgré le « rendu » des scènes. Mais il est curieux de noter cette préférence donnée à l'« atmosphère » sur l'action proprement dite. Chez M. Bernstein, cela semble une coquetterie.

Une fois l'amour déclaré entre Diane et François, le drame se ramasse autour des conséquences de cette situation nouvelle. D'abord, l'élimination du fiancé. Elle a lieu au troisième acte. Il ne pèse pas lourd, le pauvre Jacques ! Reste la mère. Celle-ci est d'une autre trempe. Les deux amants (car ils n'ont pas attendu les noces. A qui la faute? au quinquagénaire impatient de faire ses preuves? à l'intrépidité de la jeune fille? ou simplement aux mœurs du temps ?), bref, les amants auraient voulu n'informer madame Didier de leurs intentions qu'à son retour d'un voyage à Chamonix où François l'expédie faire une cure. Mais, sur le point de partir, Claire, au quatrième acte, découvre elle-même un tel dessein d'empiètement sur la liberté de François, que celui-ci se voit contraint d'abord de décliner l'offre d'un dévouement si complet, puis, pressé de questions, d'expliquer son refus. Et la grande scène éclate. Elle est terrible, sans nul excès de théâtre. Tout est bien authentique, ici encore. Claire crache son fiel, mais la vérité s'exprime parfois à travers les paroles fielleuses d'une femme en colère. François le reconnaîtra dans dix ou quinze ans. Claire étouffe de rage. Prise d'une syncope, elle s'affaisse et ne reprend ses sens que pour chasser, d'une voix entrecoupée, dans un sursaut de haine atroce, le « vieil ami » qui l'a, dit-elle, trahie.

Le cinquième acte, qui nous transporte à Fez, semble un épilogue. Des mois ont passé. François et Diane sont heureux.

Un enfant leur est né. Le ménage Mester les a rejoints. Nous assistons à sa rupture, puis à la liquidation de Bertrand lui-même, à qui François conseille, pour son bien, de s'éloigner désormais de Diane. J'ai dit : « pour son bien ». Mais ce conseil de sagesse dissimule peut-être une précaution intéressée, une mesure instinctive de défense. Quoique sa jeune femme l'adore et bien qu'elle n'ait jamais aimé Bertrand, peut-être François, maintenant que Bertrand va divorcer, conçoit-il quelque inquiétude de cet amour tenace qui rôde autour de Diane. Bertrand s'en va. Le groupe est définitivement dissous. Seul subsiste, sur ces ruines sentimentales, le couple extasié et disparate. On tremble pour François.

Madame Betty Daussmond a été admirable dans le rôle de Claire. M. Francen (le docteur) justifie entièrement son personnage et les sentiments qu'il inspire. Mademoiselle Crispin (Diane) a de l'émotion, de l'éclat, de la retenue, de l'audace. M. Claude Dauphin est le prototype de lui-même, et c'est charmant. M. Jean Wall est excellent dans le personnage du faible écrasé. Mesdemoiselles Lucy Léger, Gerber, M. Pally sont parfaits en de petits rôles.

Venu seul, un dimanche soir, au Théâtre de l'Œuvre, j'achetai dans la salle, avant le lever du rideau, un programme que, machinalement, je mis dans ma poche, d'où, pendant toute la durée du spectacle, je ne le tirai qu'une ou deux fois, pour y chercher, dans la demi-obscurité, le nom de quelque interprète. J'écoutai donc *les Chevaliers de la Table ronde* sans avoir lu la Notice que M. Jean Cocteau a publiée en tête de ce programme. Peut-être, si j'avais su que l'auteur avait écrit une Notice, aurais-je eu la curiosité de la lire pendant un entr'acte, mais je l'ignorais. Ce n'est qu'après minuit, une fois rentré chez moi, que je la découvris et en pris connaissance. Il me fut donc possible de confronter ce qui y était dit avec des impressions encore toutes fraîches, reçues en parfaite candeur d'âme. Or il se trouva que ces impressions ne cadraient pas du tout avec l'avertissement qui me venait après coup. J'ajoute qu'elles ne concordent pas non plus avec un reproche que j'ai vu, par la suite, que d'aucuns adressaient à M. Cocteau. Quelques critiques très érudits ont paru, en effet,

regretter que l'auteur de la pièce ait pris avec la vieille légende bretonne trop de libertés qui en faussent parfois l'esprit ou qui dénaturent le caractère de certains personnages tels que les siècles l'ont consacré. C'est, par exemple, notre ami Kemp qui proteste qu'on lui défigure son cher Merlin, que le délicieux enchanteur, amoureux de la fée Viviane, n'était pas ce méchant sorcier, ce vampire que M. Cocteau nous montre ! Certes, je comprends cet émoi, en ce qui touche le charmant mage, protecteur subtil d'Artus et de ses chevaliers. Mais d'abord les médiévistes eux-mêmes disputent de savoir s'il n'y eut pas plusieurs Merlin, si, à côté du Merlinus Ambrosius, Ambroise, le bon prophète, il n'y eut pas un Merlinus Sylvestris, une sorte d'ermite des bois, à demi fou, qui abondait en sinistres présages. Ne serait-ce pas le Merlin sylvestre que M. Cocteau a mis en scène ? — Impossible, dira-t-on. Puisqu'il le mêle aux histoires d'Artus, c'est bien d'Ambroise qu'il s'agit. — Il a pu, répondrai-je, mélanger les deux figures. — S'il a fait cela, ripostera-t-on, c'est justement ce qu'on lui reproche, ce que vous-même, avec M. Kemp, paraissiez regretter. — Oui, oui, je le regrette. Moi aussi, j'aime Ambroise. Tout de même, n'exagérons rien. Un poète est libre, et, pour ma part, c'est le reproche tout contraire que, point seulement en ce qui concerne Merlin, mais d'une façon générale, je suis tenté d'adresser ici à M. Cocteau. Il a « pris des libertés », comme on dit, avec la légende, il ne s'en est pas dégagé. Il a eu beau embrouiller les épisodes anciens, en inventer de nouveaux, modifier les rapports des personnages entre eux, changer les figures, il est demeuré prisonnier des vieilles allégories, de leurs complications, de leur esprit, voire de leur langage (« beau neveu », « bel oncle » et autres gentillesses courtoises). A propos du langage, il est exact que l'auteur joint par exprès à cet archaïsme défleuri des expressions d'un modernisme tout récent (j'ai noté au passage, dans la bouche de Lancelot, le mot « directives »), mais le néologisme, lorsqu'il se mêle à des formes verbales tombées en désuétude, semble une révérence encore au vieux style. Révérence ironique sans doute. Mais toute nuance de raillerie est, dans un sens, une marque de dépendance à l'égard de la chose raillée, le signe tout au

moins que le railleur reconnaît son existence, qu'il ne s'en peut libérer au point de l'ignorer complètement ; c'est une manière de revanche contre le lien qu'on n'a pu rompre. Quoi qu'il en soit de ce point particulier, j'ai été frappé, durant tout le spectacle, de cette impuissance du poète à s'évader de l'antique fiction bretonne. D'ordinaire, M. Cocteau est fertile en sortilèges : on sait les illuminations neuves qu'il tira de la fable d'Œdipe dans *la Machine infernale*. Nouvel Œdipe lui-même, il osa regarder le Sphinx en face et lui accrocher aux oreilles un masque de son invention. Dans *les Chevaliers de la Table ronde*, M. Cocteau m'est apparu comme un enchanteur captif d'un enchanteur plus puissant, qui l'obligeait à marcher dans ses voies. Le bâton de craie de Merlin, que le démon Ginifer a glissé dans la poche du vrai Gauvain et dont Blancharmure s'empare au deuxième acte, semblait avoir tracé un cercle d'où le poète ne pouvait sortir. Aussi bien fus-je stupéfait quand je lus ces mots dans la Notice de M. Cocteau : « Une fois la pièce écrite, je me documentai... » Quelle extravagance ! Je ne nie point que M. Cocteau n'ait pu trouver des analogies entre la confusion mentale dont s'accompagne la désintoxication de l'opiomane et les fantasmagories du Cycle d'Artus, mais à qui fera-t-il croire que ses propres rêves, d'eux-mêmes, par miracle, avaient adopté les méandres d'une légende à ce point précise, fixée jusque dans ses moindres détails, avec tous ses personnages, ses épisodes, son formulaire sentimental ? Que n'a-t-il plutôt avoué que, tant qu'il ne s'était pas documenté (auprès de M. Jacques Boulenger, de toute évidence, lequel a merveilleusement émondé et remis en forme le vieux texte touffu), il n'avait qu'une vague idée de pièce sur les échanges du vrai et du faux dans les rêves. Son expérience lui avait fourni un thème. C'est alors qu'il pensa que ce thème se raccordait assez bien aux histoires d'enchantements dont le moyen âge est plein. Le nom de Merlin lui revint alors en mémoire et il eut recours aux bibliothèques pour se renseigner. Seulement, c'est ici que le vieil Ambroise, qui semblait dormir son dernier sommeil entre les pages d'un livre, s'est réveillé pour lui jouer un tour. Dès ce moment, l'imagination personnelle de M. Cocteau s'est enfoncée dans un labyrinthe d'où elle n'a pas trouvé l'issue.

Cela dit, l'auteur, même sous ses entraves, a des agilités, des grâces, dont beaucoup, qui sont libres de leurs mouvements, seraient bien incapables. Poète enchaîné, mais poète toujours. Ce n'est pas à l'invention de la fleur parlante que je songe en ce moment, car elle ne dépasse guère le niveau de la féerie enfantine. (Entendez la féerie de théâtre pour enfants, la féerie du Châtelet et non la féerie profonde de la psychologie enfantine, le « vert paradis » dont parle Baudelaire.) Mais il me souvient avec ravissement du récit de Segramor, contant, au deuxième acte, à Lancelot endormi la mort mystérieuse de son faucon préféré. A cet endroit l'on soupçonne ce que l'ouvrage aurait pu être, si tout y eût été de ce ton-là. Notez que, dans ce beau passage, la couleur médiévale est sauvegardée ; le morceau, par le style, s'apparente aux enluminures de missels, aux scènes de chasse des vieilles tapisseries ; mais un accent s'y ajoute, tendre et déchiré, qui est propre au poéte et qui communique à l'évocation le frisson de la vie.

Dans les autres parties, tout en regrettant que l'auteur n'eût pas dominé davantage sa matière, je n'en ai pas moins aimé l'atmosphère de roman de chevalerie où baigne toute l'histoire. Seul le début du troisième acte (avec cette jalousie d'Artus, qui rend un son fâcheusement maeterlinckien) m'a paru d'un métal plus commun.

On sait que la magie procède tantôt par métamorphose, tantôt par métapsychisme. Dans le premier cas, c'est la forme qui change ; dans le second, c'est l'âme, sans que la forme physique en soit affectée. C'est de métapsychisme qu'il est surtout question dans *les Chevaliers de la Table ronde*, mais de métamorphose aussi, puisque les êtres y sont souvent dédoublés. Il y a une multitude de sens cachés dans le symbolisme des personnages faux substitués aux personnages vrais, sous le masque d'une seule et même apparence. C'est là une vue chère au moyen âge et qui n'est pas sans lien avec ce goût des travestis dont Shakespeare a hérité (de même que Prospéro est l'héritier de Merlin). Ces faux-semblants, d'abord, nous rappellent combien l'identité de notre âme est fragile : un jeu de reflets, une image réfléchie en autant de miroirs différents qu'il y a d'autres âmes en rapport avec nous (« Chacun sa vérité », dira, de nos jours, le pirandellisme). Souvent encore

la science magique ne fait que mettre en évidence brusquement l'arrière fond ignoré d'un être. On croit qu'il y a substitution de personnes sous une forme identique. En réalité, c'est le même être, tel qu'en lui-même, non pas l'éternité, mais la passion le change. Il peut arriver aussi que ce qu'on nomme la possession diabolique s'opère par le dedans. Alors ce n'est point un démon venu du dehors qui fait irruption à l'intérieur de l'âme, c'est un démon issu des profondeurs de cette âme, qui tout à coup se libère, éclate comme une bulle de pestilence à la surface d'un marais et, une fois installé dans les zones claires de la conscience, y renverse l'ordre moral, s'empare du gouvernement. Que le faux Gauvain, objet d'horreur pour tous, séduise Artus, qui le préfère au vrai, l'idée est jolie. On eût souhaité de la voir poussée plus avant. M. Cocteau s'est borné a indiquer les dessous de cette indulgence singulière du bon roi à l'égard du drôle impudent. On dirait que l'auteur hésite au bord d'une explication trop scabreuse, nous laissant le soin de la deviner. D'ailleurs, il est une explication plus générale, qui, à elle seule suffirait : à savoir que la vertu est souvent ennuyeuse, qu'Artus est las de sa légendaire noblesse, qu'il voudrait bien s'encanailler, non pour s'avilir, mais simplement pour se distraire un peu, pour changer. Toute la pièce, fidèle à l'esprit des vieux romans bretons, alors même qu'elle fait effort pour s'en écarter, aiguille à chaque pas, l'imagination vers des interprétations différentes. La naïveté du conte recouvre un jeu de rébus.

La pièce est décorée, habillée avec un goût exquis. L'interprétation en est, dans l'ensemble, assez faible. M. Samson Fainsilber (Artus) n'était pas dans ses bons jours. En outre, la coupe et le pli de ses cheveux semblaient par trop affranchis, pour leur compte, de la légende celtique. M. Lucien Pascal (Lancelot) ne manque pas d'allure hiératique sous le costume. M. Georges Rollin (Gauvain) est un excellent acteur. M. Yves Forget (Segramor) est gentil, un peu languide. M. Jean Marais (Blancharmure) est presque trop beau. M. Viltold (Merlin) a l'accent germanique. Mesdemoiselles Anie Morène et Blanchette Brunoy (la reine Guenièvre et Blandine) font de leur mieux.

FRANÇOIS PORCHÉ

PARMI LES LIVRES

Philippe Berthelot, par **Auguste Bréal** *(Gallimard)*.

Le célèbre philologue Michel Bréal, père de l'auteur, était intimement lié, comme Renan, avec le grand chimiste Marcellin Berthelot, le père du diplomate. Les deux enfants se lièrent donc de ce fait. Aussi le portrait que trace Auguste Bréal de Philippe Berthelot a-t-il la fraîcheur et l'intensité des souvenirs d'enfance et de jeunesse. Amitié de leurs familles, simplicité de la vie matérielle (les enfants de la belle madame Berthelot étant habillés d'une toile inusable achetée en coupon et taillée à la maison), noblesse et intensité de la vie intellectuelle, telle fut l'atmosphère où grandit Philippe et où se dessina son caractère, où s'affirmèrent ses aptitudes. Intelligence prodigieuse, volonté égale, orgueil, cet orgueil qui faisait des Berthelot une tribu de surhommes, passionnément dévoués à leur pays, mais pour qui pliaient les règles de l'humanité inférieure, et qui jugeaient si petits ceux qui les approchaient, qu'ils donnaient également leur amitié distante aux bons et aux douteux, aux médiocres et aux excellents.

On trouvera donc une analyse très exacte du caractère de Berthelot enfant, de Berthelot jeune homme, lorsqu'il était un des meneurs de cette jeunesse dorée dénoncée par la bonne Séverine, et qui complète heureusement d'amusantes évocations de Léon Daudet.

On est surpris, par contre, de ne rien relever de bien nouveau sur l'activité diplomatique de Berthelot, de ce jeune oisif devenu fonctionnaire par la grâce de son père, ministre des Affaires étrangères, et par surcroît monstre du travail et maître de la diplomatie française. Aucun écho non plus de ces anecdotes qui coururent tout Paris sur tant de sujets le concernant. L'amitié, l'affectueux respect que l'on doit à un cher mort expliquent cette réserve. Du reste Berthelot, de naturel hautain, ne parlait pas aux profanes des affaires de l'État, et sans doute Auguste Bréal ne reçut-il que peu de confidences.

Il aurait été pourtant intéressant de voir groupés ces jugements au vitriol que ce grand esprit portait sur ceux qui le servaient, le

personnel du Quai d'Orsay, et sur ceux qu'il devait servir, malgré leur incompétence, leur légèreté, leurs préoccupations mesquines, ministres et parlementaires, sur les grands hommes d'État dont il fut le collaborateur : quelques indications seulement sur les excellentes relations qu'il avait gardées avec Joseph Caillaux, sur les relations moins bonnes qu'il eut avec R. Poincaré, sur les liens qui l'unissaient à Briand.

Pour faire de la vie de Berthelot un ensemble complet, l'auteur, très scrupuleusement, s'est efforcé de retracer avec conscience et exactitude, d'après les documents diplomatiques en cours de publication, les affaires où il fut mêlé : débuts de l'occupation française du Maroc, plus tard, de la guerre mondiale, traité de paix et affaires d'après guerre. Il consacre aussi de longues pages à l'œuvre qui tenait tant à cœur à son ami, la réforme du Ministère des Affaires étrangères. S'il ne satisfait pas la curiosité, son exposé est éminemment suggestif, et il inspire les questions auxquelles plus tard, bien plus tard, et si toutes ces affaires offrent encore un intérêt, l'historien pourra répondre : comment Berthelot s'imposa-t-il et à qui ? Quelle fut sa doctrine de politique étrangère ? On se doute, d'après M. Bréal, qu'il aurait voulu un autre traité de paix, et qu'il était hostile à la vexation grave que fut pour l'Allemagne l'occupation de la Ruhr. On croit pouvoir supposer qu'il rêvait d'une France impériale, d'une France respectée, mais pacifique, et qu'un accord franco-allemand, en 1911 comme en 193. lui paraissait possible dans l'équité et la dignité. On aimerait savoir comment ce terrible ironiste, comment cette intelligence exceptionnelle pouvait servir ou guider des ministres médiocres, s'imposer aux ministres excellents, comment on voulut détruire son autorité, par quels moyens, dans quelles circonstances, quelle fut son action au Quai d'Orsay, quelle fut l'équipe qu'il distingua et quels furent ses ennemis, comment se réalisa la réorganisation qu'il fit adopter et quelles furent ses avantages ou ses défauts.

Œuvres de Jean Jaurès (t. VII et VIII), édités par **Max Bonnafous** *(Éditions Rieder)*.

M. Max Bonnafous poursuit l'édition des œuvres de Jean Jaurès commencée il y a plusieurs années déjà. Le tome VIII est la réimpression de la thèse de doctorat soutenue en 1892, rééditée en 1905, depuis longtemps épuisée : *de la Réalité du Monde Sensible*. On y trouve exposée en une langue claire et vigoureuse, bien rare dans les ouvrages de cette nature, le fondement de ses idées politiques et sociales, ses vues sur l'unité et la solidarité universelles, son optimisme qui voit

dans l'univers « une immense et confuse aspiration vers l'ordre, la beauté, et la bonté ».

Le tome VII contient les principaux articles de Jaurès de 1908 à 1911, dans cette période qui va des essais de pénétration marocaine du général Lyautey au coup d'Agadir et à l'accord franco-allemand de décembre 1911. Assurément, s'il n'eût tenu qu'à Jaurès, jamais la France n'eût occupé le Maroc, jamais elle n'eût pu compléter son empire africain. Jaurès prévoyait la guerre prochaine et voulait l'éviter et pour cela arrêter tout prétexte de tension européenne. Il dénonçait les groupes irresponsables qui, pour le Maroc, comme pour l'Afrique Noire et le Tonkin, forcèrent la main à un parlement timoré, et donnèrent à la France défiante et récalcitrante, presque malgré elle, le second Empire colonial du monde. Les articles et les discours, écrits pourtant avec une foi profonde et un beau patriotisme, déconcertèrent une partie du public qui entendait avec stupeur plaider la cause de Moulay-Hafid « menacé de servage » par nos troupes et expliquer, avec une objectivité telle qu'elle semblait bienveillante aux esprits prévenus, les thèmes de la politique allemande. Ainsi se créa l'absurde légende qui le représenta comme agent de l'étranger; elle est à l'origine du crime de la rue du Croissant.

Vers le Maroc, lettres du Sud Oranais (1903-1906), par le Général Lyautey *(Colin)*.

Après les discours de Jaurès sur le Maroc, voici que paraît le nouveau volume de la correspondance du maréchal Lyautey, ses lettres du sud-oranais, alors que, colonel à Alençon, il reçoit du général André (1903) les étoiles et le commandement de la subdivision d'Aïn-Sefra. Et l'on ressent un rare plaisir de l'intelligence à entrevoir ainsi la réalité du drame historique que fut la pénétration française au Maroc et à passer de l'idéalisme de Jaurès parlant à Paris, dans l'atmosphère du Parlement, au réalisme de Lyautey écrivant dans le sud, sous une toile tendue entre quatre palmiers.

Ces belles lettres à sa sœur, au vicomte de Voguë, à Max Leclerc, à Étienne, etc., le montrent jour par jour s'efforçant d'appliquer la doctrine de son maître, le général Gallieni : unir étroitement la préparation politique à l'occupation militaire, « en ne perdant jamais de vue le but politique et économique du lendemain » et mettant au point sa méthode nouvelle « de prise en main par tache d'huile, par pénétration organisatrice. »

Dans celles du 27 octobre et du 4 novembre 1904, on sent sa réaction à la nouvelle de l'interpellation Jaurès sur les affaires du Sud-

Oranais : il ne voit pas en Jaurès un adversaire de doctrine, mais en somme un instrument inconscient : « M. Jaurès, documenté inexactement par tous ceux que je gêne... » ; et plus tard : « Jaurès n'est qu'un porte-parole anodin, auquel je n'en veux nullement. Les instigateurs sont toute une coterie dont il ignore les routines et les paresses. » Ainsi se trouve posée de façon curieuse une question d'une portée significative : les leaders politiques et Jaurès en particulier étoffent leurs discours d'une documentation originale. Quels sont leurs informateurs? Voilà ce que pourrait nous apprendre une édition critique de leurs œuvres : lettres d'amis, lettres spontanées de mécontents, rapports de membres d'organisations politiques. Quelle créance accordent-ils à ces renseignements? Il semble souvent que la satisfaction d'avoir une information non officielle contrôlant celle des ministres responsables, les portent à en user sans réserve et à en surestimer la valeur.

A la fin de 1906, après les affaires du Tafilalet, une campagne formidable est menée contre Lyautey. Étienne n'est plus là pour le soutenir ; le ministre de la Guerre Picquard lui est hostile, il songe à démissionner.

Deux ans auparavant déjà il écrivait à Étienne : « Jamais je n'appliquerai des idées ni des ordres contraires à ma conscience de Français, parce que *je ne suis pas un professionnel...* »

Quand il se refusait à être un professionnel, Lyautey souriait. Il y a dans ce volume, à l'occasion des incidents des inventaires, des démissions d'officiers, de l'action modératrice d'Étienne, des vues de grand politique et de grand militaire sur le rôle de l'armée, et la nécessité de l'adapter à une société nouvelle.

A côté de ses préoccupations immédiates ou lointaines, on suit l'activité de cet esprit cultivé, avide de lectures et de méditations. Il se dégage de ces lettres une image vivante et fort belle du grand organisateur du Maroc.

JEAN POIRIER

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, *114, avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

LE MARCHÉ FINANCIER

La Bourse de Paris piétine. C'est une constatation que, depuis que son élan a été brutalement brisé au printemps dernier, nous sommes contraints de répéter de quinzaine en quinzaine. Les motifs de cette lassitude, nombreux et complexes, sont venus de tous les points de l'horizon politique et financier. Ils ne sont pas encore, pour la plupart, complètement dissipés. Cependant l'on doit bien constater qu'aucun d'eux n'a engendré le pire qu'un instant l'on avait pu redouter. On peut même considérer qu'avec le temps écoulé ils ont, presque tous, singulièrement perdu de leur nocivité présumée.

Les controverses diplomatiques se sont multipliées, avec parfois des éclats retentissants. La Bourse de New-York est entrée dans une crise qui a pris, à certains moments, des allures de catastrophe, mais qui ne sera peut-être qu'un gros accident. Nos erreurs financières ont entraîné une nouvelle et lourde dévaluation de notre monnaie dont nous n'avons pas encore su tirer parti, mais dont il est possible que les conséquences restent en puissance.

Des capitaux diligents eussent su en profiter. Mais les capitaux, chez nous, demeurent inquiets, timides et n'osent pas se remettre à l'action.

Certains signes nouveaux, cependant, apparaissent, qu'il importe de mettre en lumière parce qu'ils peuvent être le début d'un encouragement. Il s'agit d'un réveil des appels au crédit par les Sociétés privées. Il y a un an, après la dévaluation d'octobre et alors que l'on pouvait envisager que l'État ralentirait, sinon supprimerait momentanément ses appels au marché des capitaux, un pareil mouvement s'était dessiné durant la période d'hiver. Malheureusement il se ralentissait bientôt pour s'arrêter net dès le lendemain de la tragique bagarre de Clichy. Depuis lors, il ne s'était plus manifesté. Voici que depuis quelques semaines, il tend à renaître sous la forme d'augmentations de capital qui, peu à peu, se multiplient. Si ce mouvement pouvait s'affirmer et s'accentuer, nul doute qu'il retiendrait l'attention des capitaux disponibles inactifs et qu'il

leur donnerait le goût de se remettre aux affaires. Le ministre actuel des Finances affirme sa volonté de ne plus accaparer le marché pour les besoins de l'État. C'est la bonne méthode qui permet aux capitaux de s'investir, à des conditions généralement avantageuses, dans les affaires engendrant un travail productif.

Ces manifestations sont encore, sans doute, trop isolées, trop fragmentaires pour que la Bourse y attache, dès maintenant, l'intérêt qu'elles méritent. Ses préoccupations quotidiennes absorbent d'ailleurs sont attention. Mais les détenteurs de capitaux qui n'ont pas les mêmes raisons que la Bourse de vivre au jour le jour, entre deux liquidations mensuelles, pourraient y porter leur attention avec quelque utilité et y trouver, vraisemblablement, d'intéressantes occasions d'action.

Le fait qu'à la liquidation de fin octobre — que les congés de Toussaint ont singulièrement retardée — l'argent a été d'un bon marché inaccoutumé; le fait qu'un courant de reflux d'or vers la France semble se dessiner depuis deux ou trois semaines; le fait aussi que diverses Sociétés industrielles et commerciales importantes publient, en cette fin d'année, des comptes sociaux qui sont parfaitement satisfaisants, malgré les perturbations survenues depuis un an et demi, tout cela groupe des considérations qui ne sont point à l'encontre de l'opinion que j'exprime.

Sans abandonner les catégories de placements pour lesquelles j'ai longtemps exposé mes préférences — et que les événements ont consacrées — je pense, en définitive, que, sauf accident nouveau imprévu, nous pouvons commencer à envisager d'élargir l'horizon des investissements profitables en valeurs de qualité et d'avenir.

ANDRÉ PLY,
de la Banque de l'Union Industrielle Française.

Toute demande de renseignements détaillés concernant cette chronique doit être adressée à son rédacteur, M. André Ply, 4, rue de Vienne, Paris (8e).